

6

NOUVEAUX CAHIERS DE L'IUED

La mondialisation des anti-sociétés
ESPACES RÊVÉS ET LIEUX COMMUNS

Sous la direction de Gilbert Rist

NOUVELLE ÉDITION

CAHIERS DE L'IUED

THE
GRADUATE
INSTITUTE
GENEVA

INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

La mondialisation des anti-sociétés

Espaces rêvés et lieux communs

Gilbert Rist (dir.)

DOI : 10.4000/books.iheid.2765
Éditeur : Graduate Institute Publications
Année d'édition : 1997
Date de mise en ligne : 27 octobre 2016
Collection : Cahiers de l'IUED
ISBN électronique : 9782940549726



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

ISBN : 9782882470232
Nombre de pages : 221

Référence électronique

RIST, Gilbert (dir.). *La mondialisation des anti-sociétés : Espaces rêvés et lieux communs*. Nouvelle édition [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 1997 (généré le 25 avril 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/2765>>. ISBN : 9782940549726. DOI : 10.4000/books.iheid.2765.

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

© Graduate Institute Publications, 1997
Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposé - CC BY-NC-ND 3.0

GILBERT RIST

Politologue, professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED),
Genève.

SOMMAIRE

Propos

Lignes

La mondialisation des anti-sociétés

Gilbert Rist

Mondialisation économique et revendications identitaires

Le « déficit d'État » comme lieu commun

Au Nord : le marché contre l'État

Au Sud : l'implision de l'État-nation

L'éliision de l'espace et du temps

Les logiques identitaires narcissiques

Les anti-sociétés

Du vrai/faux au virtuel : mondialisation culturelle et néo-utopie

Marie-Dominique Perrot

La mondialisation culturelle

Une utopie paradoxale

Le « si » et le « comme si »

La formation du regard

Le vrai/faux ou l'antichambre du virtuel

Objectivité, émotions et vertiges de la télévision

Initiation au vrai/faux

La protection rhétorique et simulée

En être ou ne pas en être, *that is the question*

Migrations : à nous la liberté ? Mobilité réelle, fiction de l'emploi et de la sécurité

Laurent Monnier

Les flux migratoires sont constitutifs du processus de mondialisation

La migration comme critique de la mondialisation

Vers le renforcement d'un État social autoritaire ?

La logique des migrants : réseaux et mobilité tous azimuts

Caïd et Abel : l'État et le réseau

Sommes-nous tous des Tutsis ?

Dominique Franche

Comment naquirent les Tutsis : du racisme colonial...

... aux communautés de la peur

Rassurant tribalisme : comment peut-on être Tutsi ?

Inquiétant tribalisme : nous sommes tous des Tutsis...

...et des Hutus

Bricolage et identité : l'exemplarité du laboratoire helvétique

Bernard Crettaz

Une étrange union

L'exemplarité helvétique

Bricolage de la nature

Maquettes de la patrie

Bricolage d'un pays tout entier

Bilan et perspectives

Controverses

Mondialisation duale, exclusion unique

Yvan Droz

Homogénéisation culturelle et identités plurielles

Catherine Schümperli Younossian

Communication à sens unique ou interactivité ?

Les nouveaux maîtres du monde

Homogénéisation culturelle, nuance !

Okavane ou la recherche d'un idéal... télévisuel

Paroles

L'avenir nomade

Propos recueillis par Gilbert Rist

Jacques Attali

L'ailleurs, miroir d'ici

Jordan Bojilov

Chants de la détresse et du fascisme ordinaires

Christophe Gallaz

En défense de la mondialisation

Claude Monnier

Des antilopes et des hommes...

Corinne Thévoz

Globalisation et planétarisation écologique

Propos recueillis par Delphine Bordier

Jacques Grinevald

Points d'appui

Internet : l'illusion de la connaissance pour tous

Christian Corminboeuf

Une révolution technique : le passage de l'analogique au numérique

L'extension des lignes téléphoniques

La fibre optique

Le téléphone par satellite

La déréglementation des télécommunications devient une réalité

Le village planétaire : nouvelle utopie ou fiction ?

Les besoins prioritaires du Sud sont-ils compatibles avec l'offre des réseaux ?

Mondialisation, territoires et réseaux : les enjeux du débat

Arlette Ziegler

La dissolution de l'ordre des États et la fin des territoires

Ethnicité, identité et Islam

Metamorphose des cultures et globalisation des différences

Les nouveaux conflits idéologiques

Éthique et espaces postmodernes

Le virtuel dans tous ses états

Télétechnologies et avenir de la mondialisation

Bibliographie***Liste des auteurs***

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet ouvrage a été publié pour la première fois en 1997, dans les *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, Collection Enjeux, Genève, aux Presses universitaires de France, Paris (ISBN 2-88247-023-1).

Comité de rédaction Delphine Bordier, Christian Comeliau, Marie-Dominique Perrot, Yvonne Preiswerk, Fabrizio Sabelli, Jacques Vallet.

Dessins Miroslav Marsalek.

Propos

Les communications des peuples entre eux sont si étendues sur tout le globe terrestre que l'on peut quasiment dire que le monde entier est une seule ville où se tient une foire permanente de toutes les marchandises et où tout homme, sans sortir de chez lui, peut au moyen de l'argent s'approvisionner et jouir de tout ce que produisent la terre, les animaux et le labeur humain.

Merveilleuse invention.

Geminiano Montanari, *Della moneta, Trattato mercantile*, 1680¹.

Il n'y a plus aujourd'hui de François, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, quoiqu'on en dise ; il n'y a que des Européens. Tous ont les mêmes goûts, les mêmes passions, les mêmes mœurs parce qu'aucun n'a reçu de forme nationale par une institution particulière. Tous dans les mêmes circonstances feront les mêmes choses, tous se diront désintéressés & seront fripons ; tous parleront du bien public & ne penseront qu'à eux-mêmes ; tous vanteront la médiocrité & voudront être des Crésus ; ils n'ont d'ambition que pour le luxe, il n'ont de passion que celle de l'or. Sûrs d'avoir avec lui tout ce qui les tente, tous se vendront au premier qui voudra les payer. Que leur importe à quel maître ils obéissent, de quel Etat ils suivent les loix ? Pourvu qu'ils trouvent de l'argent à voler & des femmes à corrompre, ils sont partout dans leur pays.

Jean-Jacques Rousseau, *Considérations sur le gouvernement de la Pologne*, 1783².

- 1 Les deux textes en exergue indiquent assez que le débat sur la mondialisation est ancien. Il y a longtemps que l'on s'interroge sur les bienfaits ou les méfaits que procure l'extension des échanges, que l'on vante ou que l'on décrie les conséquences du « doux commerce » censé hâter la fraternité entre les hommes ou, au contraire, accusé de niveler leur diversité. Mais, si la controverse aujourd'hui fait rage, c'est que le phénomène a pris des proportions insoupçonnées et qu'à la multiplication des échanges de toutes sortes correspond une exacerbation des replis sur des terroirs exclusifs.
- 2 D'un côté, tout doit circuler : les marchandises, les capitaux, les informations. De l'autre, il faudrait que rien ne bouge, que chacun reste chez soi, que les identités collectives se maintiennent, que les frontières anciennes se reconstituent. Double mouvement contradictoire qui agite le monde, accroît la richesse des uns et la précarité de l'existence des autres, fabrique de nouvelles manières de vivre et d'autres raisons de mourir.
- 3 C'est en tout cas ce que l'on dit. Et ce que l'on voit. Mais est-on bien sûr d'entendre la vérité et de voir la réalité ? S'il faut, par principe épistémologique, se méfier des apparences, le doute est encore plus nécessaire si l'on veut comprendre un monde où le vrai s'allie avec le faux, où la réalité virtuelle cohabite avec la réalité concrète, celle dont les sciences s'étaient jusqu'ici efforcées de rendre compte au nom de l'« objectivité », de l'adéquation des théories aux choses. A l'« illusionnisme social » qui découle de prénotions mal assurées s'ajoute désormais la prolifération de « pseudos », de leurres, de simulacres, d'objets virtuels, de produits financiers dérivés, d'hologrammes et autres modes de présence fictive.
- 4 Il convient donc de redoubler de prudence dans l'analyse. Cette mondialisation dont on nous rebat les oreilles est-elle réelle ou rêvée ? Les milliards de dollars qui s'échangent chaque jour correspondent-ils à des « valeurs » identifiables, à des actifs sous-jacents, ou ne sont-ils que des signes dépourvus de référent ? Les réseaux communicationnels sont-ils vraiment universels ou sont-ils réservés à quelques-uns qui, par l'effet d'une arrogance invétérée, s'identifient à la totalité du monde ? Est-il correct d'affirmer que la concurrence généralisée profite à tous ou risque-t-elle au contraire de précipiter l'exclusion d'une multitude de gens devenus inutiles ? Et si la globalisation « réelle » se déployait dans le champ de l'environnement plutôt que dans celui de l'économie, comme s'il fallait vanter ce qui n'existe pas pour mieux dissimuler la pollution qui existe pour de bon ? Quant aux recours identitaires qui provoquent l'effervescence mortelle de peuples entiers soudain préoccupés de leur enracinement, sont-ils le fruit de l'histoire ou la conséquence d'une illusion performative ? Ou les deux ? L'identité doit-elle désigner ce qui est semblable, voire identique, et justifier les stratégies fusionnelles ou, au contraire, ce qui est unique et qui ne peut se découvrir que dans le respect de l'altérité ? Ou les deux ? Quel rapport les nomades déterritorialisés, regroupés sur le site unique du « village global », entretiennent-ils avec les villageois sédentaires vaquant à leurs affaires à l'ombre de leur clocher ? Et enfin, entre le cyberspace, dont on dit qu'il permet « la présence virtuelle de l'humanité à soi-même »³, et ces nouveaux *no man's lands* qui échappent à l'autorité de tout Etat, ou ces « réserves naturelles » dont les hommes ont été chassés, où sont les lieux réels et quels sont les territoires virtuels ?
- 5 Telles sont quelques-unes des questions qui ont guidé la problématique de ce *Cahier*, qui propose d'envisager celle-ci à partir du concept d'*anti-société*. Non pas que toutes les contributions s'y réfèrent ni que tous les auteurs s'en inspirent ou même l'acceptent. Tant s'en faut. Mais parce qu'il nous est apparu progressivement qu'on pouvait ainsi définir la

double dérive qui guette aussi bien la mondialisation que les replis identitaires. Pour faire court, on dira qu'une anti-société constitue un groupement humain qui prétend subsister sans prendre le risque de la rencontre avec l'autre et qui élude le problème de la violence, soit en privilégiant le virtuel comme lieu de la communication sociale, soit en expurgeant de son sein quiconque risquerait de faire valoir sa différence comme une dissidence. Or, il est trop facile de vouloir résoudre un problème en le niant et l'on n'échappe pas à la nécessité d'une réflexion *politique* afin de structurer les rapports humains à partir de dispositifs symboliques.

- 6 Ce que l'on veut faire croire en célébrant les vertus du « village global » dans lequel l'humanité serait devenue transparente à elle-même, c'est que la guerre y serait impossible puisque le réseau est accueillant à tous, qu'il n'y a plus ni hiérarchie ni censure et que chacun est désormais libre de communiquer avec tous. A l'autre extrême, ce que les revendications identitaires promettent, c'est un monde pacifié par la purification ethnique, sous prétexte que l'altérité serait au principe de la souillure et du conflit. Mais dans les deux cas, le lien social est devenu impossible, tantôt parce que le réseau relie, certes, mais sans médiatiser symboliquement, tantôt parce que l'identité définie en dehors du rapport à autrui sombre dans le narcissisme ou l'autisme collectifs. Et la guerre revient parce que les exclus, soudain trop nombreux, ne se laissent pas faire ou parce que les « communicants » ne peuvent se satisfaire d'une réciprocité factice qui n'engage à rien. Benveniste l'avait déjà souligné⁴ : la communication - tout comme la communion ou la communauté - suppose l'existence d'un *munus*, d'un don qui comporte l'obligation de restituer, et l'on pourrait ajouter que cette forme « archaïque » de l'échange, fondatrice du lien social, ne déploie ses effets que dans la durée, entre des partenaires distincts. On n'échange pas des cadeaux « en temps réel », ni avec un autre soi-même...
- 7 Sans doute ces dérives ne sont-elles pas toujours nécessaires. On peut avoir de bonnes raisons de célébrer l'abolition des frontières, la libre accessibilité au savoir « global », l'instantanéité de l'information, tout comme on peut se réjouir de la vigueur des identités collectives qui résistent au processus despotique de l'uniformisation. Il reste que nous avons pris le parti de nous intéresser, dans ce *Cahier*, aux pratiques marginales ou extrêmes en pariant sur le fait qu'elles font entrevoir d'une autre façon celles qui font désormais partie de notre univers quotidien, ne serait-ce que par médias interposés.
- 8 Ce *Cahier* s'ouvre donc sur un premier texte de Gilbert Rist qui vise à replacer l'habituel débat (économique) sur la mondialisation dans une perspective anthropologique, et à montrer que le problème (culturel) de l'identité n'est pas sans lien avec les questions économiques. Cet excès d'ouverture d'un côté et de fermeture de l'autre renvoie à un « déficit d'Etat » et, finalement, à une dilution du lien social : en effet, à l'élimination de l'espace et du temps, caractéristique des réseaux anonymes sans frontières, correspond l'enracinement dans l'histoire et le terroir de peuples en quête de leur reconnaissance exclusive. D'où le double risque de confondre l'espace rêvé avec l'existence d'un lieu qui serait commun à tous et de transformer les rêves partagés en politique de (re)conquête d'un territoire réservé à ses semblables.
- 9 Marie-Dominique Perrot s'attache ensuite à anticiper les conséquences imprévisibles de la mondialisation culturelle. Grâce aux technologies de la numérisation, la frontière qui séparait jusqu'ici le vrai du faux s'efface au profit d'un vrai/faux qui conjoint de manière indistincte le réel et le virtuel. D'où le surgissement d'une néo-utopie, d'une nouvelle manière de réaliser l'irréalisable sous la forme d'un simulacre vrai. Or, l'accoutumance à

cette nouvelle culture transforme notre regard sur le monde, comme le montre son analyse originale de l'émission de télévision *Opération Okavango*. Lieux exceptionnels mais inaccessibles, sociétés sauvages, mais en voie d'extinction, merveilles de la nature et miracles de la technique, tout s'enchaîne en un immense zapping qui prétend faire voir l'invisible et fait passer pour une aventure parfois dangereuse des voyages très organisés. Au-delà du cas particulier, on décèle le risque d'ex-communication que courent les attardés de la recherche du « réel ».

- 10 Le paradoxe de la mondialisation consiste à célébrer les vertus de la circulation des capitaux, des marchandises et des informations, tout en assignant les gens à résidence et en interdisant la migration des personnes. Or, comme le montre Laurent Monnier, ces migrations constituent non seulement un phénomène aussi vieux que le monde, mais encore une conséquence de la mondialisation : on ne peut empêcher les exclus, privés d'emploi et de sécurité, de tout mettre en œuvre pour tenter de retrouver ailleurs ce qu'ils ont perdu ici. A quoi servent donc les politiques répressives mises en place par les Etats industriels, sinon à faire croire qu'ils possèdent encore quelque pouvoir et qu'ils entendent l'exercer à l'égard de ceux dont ils ont fait les boucs émissaires de la crise ? Pendant ce temps, les nomades modernes s'organisent, construisent des filières et des réseaux, tissent leur « toile » - bien différente du *web* d'Internet puisqu'elle requiert le face à face ! - et déploient des stratégies individuelles souvent couronnées de succès. Dans l'optique du migrant, l'Etat est loin d'avoir l'importance que lui prêtent les sédentaires qui en contrôlent l'accès : c'est un obstacle sur la route de l'exil, certes, mais dont on apprend à se jouer, comme des autres, grâce aux complicités des réseaux.
- 11 Il était difficile de parler des revendications identitaires sans évoquer la tragédie de l'Afrique des Grands Lacs, et c'est le mérite de Dominique Franche de reprendre l'histoire de la vraie/fausse ethnicisation des Hutus et des Tutsis. Erreur coloniale, idéologie simplificatrice teintée de racisme, méconnaissance d'une réalité sociale complexe, sans doute. Mais dont les conséquences furent dramatiques dès lors que l'on avait considéré comme immuable l'un des registres possibles de l'identité en constante réinterprétation, selon les lieux et les époques. Mais il y a plus car, avertit l'auteur, l'instrumentalisation de l'ethnie par la propagande politique ne concerne pas que l'Afrique : on le voit bien dans l'ex-Yougoslavie ; et nous sommes tous menacés de « tribalisation » si nous ne concevons les communautés que sous la forme de groupes opposés les uns aux autres. Un texte qui fait écho à la formule de Lévi-Strauss : « Le barbare, c'est d'abord l'homme qui croit à la barbarie. »
- 12 Que les identités soient un produit de l'histoire et qu'elles soient constamment reconstruites sur des vestiges anciens mais bien entretenus, c'est aussi ce que montre Bernard Crettaz qui nous fait découvrir la spécificité du « bricolage helvétique ». Historiquement, on a commencé par investir la nature, mais aussi la société « authentique » du « peuple des bergers », d'une valeur mythique et, après avoir détruit l'une et l'autre au nom d'une modernisation prométhéenne, on s'est mis à en utiliser les restes pour inventer un paradis imaginaire. Cette création permanente de vrais/faux villages de style néo-ancien à l'usage des gens des villes et des touristes a fini par transformer la Suisse en une sorte de Disneyland grandeur nature, si « joli » qu'il paraît insoupçonnable et qu'il subsiste comme référent identitaire même pour ceux qui tentent d'en faire la critique.
- 13 La rubrique *controverses* donne d'abord la parole à Yvan Droz qui, contrairement à Gilbert Rist, ne croit pas que l'exclusion implique nécessairement un accroissement de

l'individualisme, tant est grande l'amplitude des registres identitaires disponibles. Que l'Etat s'affaiblisse ou disparaisse ne crée pas pour autant des orphelins sociaux puisqu'il est loisible à chacun de se réclamer d'autres affiliations et d'affirmer une identité liée à d'autres intérêts. Ce qui serait vrai au Nord comme au Sud ici avec le soutien aux partis populistes, là-bas en s'insérant dans des néo-lignages ou des religions syncrétistes.

- 14 Pour sa part, Catherine Schümperli Younossian ne partage pas le pessimisme de Marie-Dominique Perrot : la mondialisation culturelle s'inscrit sans doute dans le sillage de l'impérialisme culturel, mais la résistance est possible. Son argumentation repose d'abord sur le fait que la mondialisation culturelle est loin d'être achevée ; son universalité n'est donc que potentielle. Mais surtout, elle relève que les conditions de réception des messages diffèrent d'un individu ou d'une culture à l'autre ; il n'est donc pas certain que la télévision, à elle seule, puisse transformer notre regard. On peut alors espérer que les nouveaux médias, plus interactifs, feront place à une plus grande diversité culturelle, même si le fait d'adhérer à la nouvelle culture de la communication constitue en soi une transformation culturelle majeure....
- 15 Ce *Cahier* fait une large place aux *paroles*, aux propos savants ou anecdotiques, aux réactions d'humeur comme aux anticipations désenchantées. Paroles éclatées, certes, mais qui proposent autant d'éclairages originaux du thème général.
- 16 Alors que l'article de Laurent Monnier s'achevait sur l'éternelle dispute des nomades et des sédentaires, c'est à partir de ce thème que s'ouvre la réflexion de Jacques Attali. Tout en reconnaissant la nécessité d'une inscription locale – et la difficulté de s'y référer lorsque les frontières deviennent incertaines – il s'interroge de manière stimulante sur la création possible d'une nouvelle forme de lien social propre à une société « néo-nomade » (dont les membres ne bougent pas nécessairement de chez eux et possèdent au moins une adresse pour le courrier électronique). Allégeances multiples mais compatibles avec l'institution de nouveaux espaces étatiques, ouverts à la diversité culturelle, à l'image d'une Europe élargie à la Russie et à la Turquie. Telle serait la tâche assignée à cette élite composée de « nomades de luxe », pour autant que ceux-ci ne se replient pas à leur tour sur la défense de leurs privilèges.
- 17 Comme en écho, la méditation de Jordan Bojilov nous fait entrer dans les attentes et les perplexités du « surfeur d'Internet », à la rencontre d'anonymes cachés et dévoilés par l'écran qui se transforme en miroir. Etrange sensation que de participer au monde créatif des « branchés » tout en restant hors de leur atteinte, de « recevoir sans nécessairement donner ». Avec, en plus, la crainte de se laisser abuser par une solidarité de façade et de se confondre soi-même avec la machine à dévorer l'espace.
- 18 A la face lumineuse de la mondialisation, si souvent vantée par le discours hégémonique du moment, Christophe Gallaz oppose ses « chants de la détresse et du fascisme ordinaires ». On n'en sort pas indemne... Comme si l'anti-société n'était pas seulement une menace mais une réalité, comme si le lien social auquel on voulait encore croire s'était déjà évanoui. Péan funèbre et sans espoir, qui exprime la perte du sens, le flottement anémique des exclus du système, spectateurs d'un monde qui leur échappe et qui, dès lors, sont prêts à toutes les aventures. Prémonition désespérante ? On se consolera de la détresse en s'accrochant à l'idée que le pire n'est jamais certain...
- 19 Comme pour nous arracher à ce désespoir, Claude Monnier veut nous convaincre que la mondialisation n'est pas aussi menaçante que certains le disent : elle peut aussi être porteuse d'espoir et même si, aujourd'hui, elle conforte l'hégémonie nord-américaine,

rien n'indique qu'il en sera toujours ainsi. Ne doit-on pas faire le pari que la diversité l'emportera toujours sur l'uniformisation ?

- 20 Si la mondialisation propose à certains des lieux communs virtuels et si les revendications identitaires s'efforcent de créer des espaces exclusifs réservés à des sociétés excluanes, il existe aussi des lieux vides, d'où l'on a chassé les premiers habitants pour y enfermer les rêves des étrangers. Telle est l'histoire contée par Corinne Thévoz : sous prétexte de protéger une espèce d'antilope peut-être déjà éteinte, on fait « des trous dans la carte » et l'on définit des non-lieux interdits d'accès. Pour que le paysage reste admirable, il ne doit pas être admiré et pour que la nature conserve son « authenticité », il faut empêcher les hommes d'y nomadiser. Il y a dans ce texte comme un clin d'œil à celui de Marie-Dominique Perrot : *Y Opération Okavango* n'est-elle pas construite sur un principe semblable qui consiste à faire croire que les lieux sont d'autant plus beaux que personne n'y va jamais ?
- 21 Dernier propos, celui de Jacques Grinevald, qui met en parallèle la mondialisation économique et la planétarisation écologique. Afin de montrer l'envers du décor. Au fil d'une immense fresque historique apparaissent les limites de l'épopée industrielle et les dangers d'une prétendue maîtrise de la nature, puisque c'est finalement la nature - ou plutôt la Biosphère - qui gouverne le monde. Quant à la multiplication des flux d'information, elle ne garantit pas nécessairement un surcroît de connaissance car ce qui compte, finalement, ce n'est pas la somme des savoirs, mais leur structuration, au risque de l'« épistémocide ». Ainsi, l'auteur remet à sa juste place une vision excessivement optimiste de la Science, dont on méconnaît généralement la transformation qu'elle subit et qui la contraint à l'humilité.
- 22 Enfin, en *points d'appui* d'une réflexion qui devrait se poursuivre, Christian Corminboeuf nous livre quelques informations indispensables au débat, non seulement sur les nouvelles technologies dont on parle souvent sans toujours savoir ce qu'elles recouvrent (p.ex. la révolution numérique du multimédia), mais surtout sur les raisons pour lesquelles les conditions d'une véritable mondialisation des flux d'information sont loin d'être réunies : les sauts technologiques sont aujourd'hui si rapides que la « mise à jour » des matériels entraîne des coûts le plus souvent dissuasifs pour une majorité de pays. Comment croire à la convivialité du « village global » alors que « la moitié des terriens n'a jamais eu l'occasion de téléphoner » ?
- 23 Pour clore ce volume, Arlette Ziegler suggère un choix de lectures qui éclairent aussi bien le phénomène de la mondialisation économique et culturelle que le renouveau des effervescences identitaires. Choix arbitraire sans doute, puisque la littérature concernant ces sujets explose. Ce tour d'horizon permet au moins de comprendre pourquoi l'on chercherait en vain, sur ces sujets, l'émergence d'une pensée unique, et que le débat auquel ce *Cahier* entend contribuer reste largement ouvert.

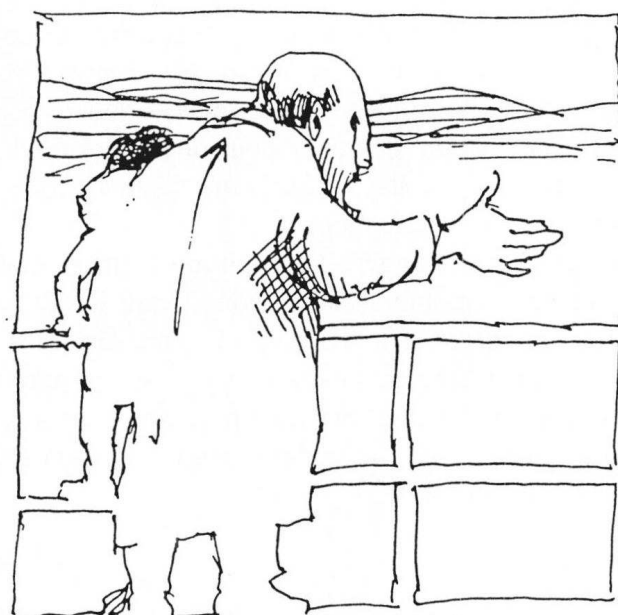
NOTES

1. Publié in : *Scrittori classici italiani di economia politica*, Parte antica, vol. III, Milano, Custodi, 1804, p. 40, cité par Karl Marx, « Critique de l'économie politique », *Œuvres*, (Economie, t. I), Gallimard, Paris, 1965, p. 414.
2. *Considérations sur le gouvernement de la Pologne et sur sa réformation projetée*, La Haye, P.F. Gosse et Lausanne, François Grasset, 1783, pp. 16-17.
3. Pierre Lévy, « L'Universel sans totalité », *Magazine littéraire*. Hors série, « La passion des idées », 1996, p. 118.
4. Emile Benveniste, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, vol. I : Economie, parenté, société, Editions de Minuit, Paris, 1969, pp. 96 et ss.

Lignes

La mondialisation des anti-sociétés

Gilbert Rist



ET UNE FOIS MONDIALISÉ, TOUT
CELA SERA À TOI.

Dessin : Miroslav Marsalek

- 1 On s'est habitué depuis longtemps à imaginer le monde coupé en deux : il y a eu les Grecs et les barbares, les civilisés et les sauvages, les colonisateurs et les colonisés, les « développés » et les « sous-développés », le Nord et le Sud. Aujourd'hui, la dichotomie a pris un nouveau contenu : d'un côté les bénéficiaires de la mondialisation, les branchés de la « société d'information globale »¹, de l'autre les sociétés réfractaires à ce nouvel universalisme, dont la seule préoccupation paraît tenir dans l'affirmation de leur différence par rapport à leurs plus proches voisines ou dans le rejet total des valeurs associées à l'Occident. Les riches seraient non seulement riches, mais aussi raisonnables

(ou rationnels), ouverts à l'autre et « communicants », tandis que les pauvres seraient non seulement pauvres mais encore accrochés aux vestiges de leur histoire, fermés sur eux-mêmes et fanatiques.

- 2 Ce texte voudrait proposer une autre lecture de ce que l'on appelle désormais la mondialisation pour envisager ses conséquences socioculturelles ou anthropologiques, tant au Nord qu'au Sud et montrer ce qu'elles ont de commun, à savoir la création d'anti-sociétés, même si celles-ci se manifestent sous des formes très différentes. En effet, il ne suffit pas de dire que la mondialisation, potentiellement universelle, ne déploie ses effets véritables que dans le Nord en marginalisant (une fois de plus) les pays du Sud car ce serait présupposer, comme on l'a longtemps fait pour le « développement », que la planétarisation des réseaux est bonne en soi et que la solution pour la généraliser est purement technique. Quant aux multiples conflits qui agitent non seulement les marches de l'ancien empire soviétique, mais aussi la région des Grands Lacs, le sous-continent indien, le Proche et le Moyen-Orient, la Corne de l'Afrique, le Mexique et le Nicaragua - pour ne mentionner que les plus importants sinon les plus médiatiques - ils ne peuvent pas être compris ni interprétés seulement comme des poussées de fièvres tropicales, sans lien avec les changements survenus ces dernières années sur la scène internationale.

Mondialisation économique et revendications identitaires

- 3 Il y a donc deux phénomènes que tout semble opposer, mais qu'il s'agit de considérer conjointement. D'un côté la mondialisation, c'est-à-dire le triomphe de l'idéologie des « sans frontières », l'ouverture des marchés à la concurrence internationale, la construction du village planétaire, la perte du pouvoir de l'Etat et « la fin des territoires »² et, de l'autre, les replis identitaires, la purification ethnique, le contrôle accru des courants migratoires et la multiplication des Etats fondés sur des formes de néo-tribalisme et indifférents à la conception citoyenne d'un pluralisme tolérant. D'un côté, l'affirmation du primat de l'individu - sous la forme idéal-typique de l'*homo œconomicus* -, la référence constante aux droits de l'homme et à la démocratie et, de l'autre, l'exaltation de la communauté, du sentiment d'appartenance, des compatriotes « de souche ». D'un côté, l'abolition de l'espace et du temps, l'ubiquité réalisable instantanément, la prolifération des « non-lieux »³ où chacun ne fait que transiter, comme dans les réseaux électroniques, et, de l'autre, le respect obsessionnel des frontières ou des lignes de démarcation nécessaires au contrôle d'un espace revendiqué en fonction d'une histoire que l'on fait remonter aux temps immémoriaux.
- 4 On constate, en première approximation, que ce double mouvement se déploie dans deux champs différents : tandis que la mondialisation apparaît dominée par l'économie, dont l'emprise est renforcée par les techniques de la communication, les revendications identitaires s'inscrivent dans l'ordre du politique car elles affirment la reconnaissance de pouvoirs nouveaux dans des espaces déterminés. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, les conséquences débordent largement les limites de ce découpage académique : à chaque fois, c'est la société tout entière qui est ainsi transformée. Ce qui est enjeu, finalement, c'est une reconfiguration des rapports sociaux, imposée par la violence, symbolique ou réelle, du processus. Que la mondialisation se présente comme « incontournable » - c'est-à-dire sous une forme naturalisée - n'empêche pas qu'on

puisse la considérer comme une forme de projet social légitimé par la contrainte du système, et les « revendications ethniques » sont trop liées à des constructions essentialistes de la culture pour qu'on puisse ignorer ses effets sur l'ensemble des relations sociales.

- 5 Cela dit, les deux phénomènes sont concomitants. La question est de savoir quel rapport ils entretiennent entre eux. Ont-ils une origine commune, procèdent-ils l'un de l'autre et, si oui, dans quel ordre ? Faut-il considérer la tribalisation du monde comme une réaction au processus de mondialisation économique-informatique ? Bien des auteurs⁴ le pensent et certains de leurs arguments reposent sur de fortes présomptions : l'éclatement de l'URSS n'est-il pas lié aux diverses formes de libertés introduites dans le sillage de l'économie de marché, et le développement du fondamentalisme islamique n'est-il pas la conséquence d'une modernisation inachevée - ou ratée - sous la bannière du nationalisme arabe à la façon de Nasser ou de Boumediène ? Tout se passerait comme si les promesses non tenues d'une société « ouverte », fondée sur les échanges économiques et culturels internationaux, déclenchaient des mouvements populaires qui sécrétaient des forces contraires. En même temps qu'elle favorise une certaine forme de connaissance (et de méconnaissance) des autres - ne serait-ce que par les moyens de communication de masse - l'ouverture renforce aussi le sentiment d'exclusion car on découvre, en même temps que l'opulence des autres, ce dont on est soi-même privé.

Le « déficit d'État » comme lieu commun

- 6 Toutefois, cette hypothèse d'une causalité immédiate entre mondialisation et revendications identitaires paraît difficile à vérifier : en quoi la mondialisation économique expliquerait-elle les massacres du Rwanda et du Burundi, la guerre des clans somaliens ou afghans, les luttes entre factions libanaises, le conflit sri-lankais, l'anarchie du Libéria ou le dépeçage de la Yougoslavie ? Sans doute ces conflits sont-ils attisés par des États étrangers et/ou par des réseaux aux ramifications mondiales (trafiquants d'armes ou de drogue, solidarités religieuses ou prétendues telles) mais peuvent-ils être pour autant qualifiés d'« internationaux » ? En revanche, le terrain paraît plus assuré si l'on considère que la mondialisation est à double face : d'abord celle que l'on connaît dans les pays industriels qui participent à l'extension des réseaux commerciaux et informationnels et ensuite celle qui concerne plutôt les pays du Sud et qui relève du nouvel ordre politique mondial qui s'est instauré au début des années '90. Or, ce qui est commun à ce double processus, c'est qu'il entraîne partout ce que l'on peut appeler un « déficit d'État », un affaiblissement des institutions garantes de la souveraineté jusqu'ici reconnue à l'État-nation. Et c'est à partir de là que vont se déclencher une série d'effets pervers qu'il convient d'analyser. Pour le dire schématiquement, dans les anciens États industriels, ce sont les conséquences économiques qui dominent, et l'affaiblissement de l'État conduit à un surcroît d'individualisme, tandis que dans les États issus de la décolonisation (y compris de la décolonisation soviétique), ce sont les régimes qui sont remis en cause et qui deviennent incapables de contrôler les mouvements sociaux fondés sur des revendications « culturelles » et sur la remise à l'honneur des réseaux d'appartenance.

Au Nord : le marché contre l'État

- 7 Les Etats industriels voient en effet leur marge de manœuvre réduite pour toutes sortes de raisons dont on ne mentionnera que les principales. Ainsi, un des premiers privilèges d'un Etat consiste à fixer le taux de sa monnaie par rapport aux devises étrangères, avec les incidences que l'on sait sur les échanges internationaux, et à déterminer les taux d'intérêt, c'est-à-dire le prix que devront payer les investisseurs pour s'engager dans de nouvelles entreprises. Or, ces deux taux sont aujourd'hui largement dépendants des marchés internationaux de capitaux : lorsqu'une monnaie est ainsi « attaquée », aucun Etat ne dispose de réserves monétaires suffisantes pour s'opposer à des opérations dont les enjeux s'évaluent en dizaines de milliards de dollars. En anticipant la conjoncture, les spéculateurs « corrigent » ces grands indicateurs, obligeant les gouvernements à se plier, même si c'est avec quelque retard, à leurs décisions. Par ailleurs, les Etats qui se sont laissés séduire par la déréglementation et les privatisations se trouvent soudain démunis pour prendre des mesures visant à combattre le chômage ou à administrer leur économie nationale. Soit parce qu'ils ne peuvent s'opposer aux délocalisations industrielles qui permettent aux investisseurs de conserver leurs marges de profit en tirant parti d'une main-d'œuvre meilleur marché hors du territoire national, soit parce qu'ils ont vendu la plupart des entreprises nationalisées (y compris dans le domaine militaire) et qu'ils ne peuvent donc plus peser comme naguère sur le marché de l'emploi et des salaires. A quoi s'ajoute enfin le fait que les Etats-membres d'espaces économiques régionaux (telle l'Union européenne), doivent abandonner certaines parties de leur souveraineté ou doivent s'engager à respecter certains équilibres financiers et budgétaires, ce qui diminue d'autant leur autonomie. L'Etat-providence, qui avait été lentement construit après la Seconde Guerre mondiale, tirait sa force d'un contrôle considérable de l'économie, qui pouvait encore être considérée comme « nationale », ce qui avait pour effet non négligeable de renforcer le lien social, fondé sur la citoyenneté, au-delà des appartenances de toutes sortes.
- 8 Il y a donc, indiscutablement, un affaiblissement de l'Etat dans les pays industriels, même si la mondialisation économique est loin d'avoir scellé leur impuissance. Tant s'en faut. Si la déréglementation a souvent été spectaculaire (en particulier dans les secteurs soumis à la concurrence internationale) le nombre de lois qui encadrent l'activité économique reste considérable et l'on ne saurait prétendre sans simplifier abusivement que la mondialisation a contraint les gouvernements à appliquer partout les mêmes recettes : les mesures de libéralisation des échanges, qui correspondent plutôt à une tradition anglo-saxonne, ont été importantes en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, mais plus tempérées en France ou en Allemagne. Toutefois, en dépit de ces différences non négligeables, il reste que, partout, les écarts sociaux se sont considérablement accrus sous l'effet des restructurations, des délocalisations et d'un partage toujours plus inégal entre les revenus du capital et du travail, entraînant, par causalité cumulative, des déficits croissants des systèmes de protection sociale puisque ceux-ci sont généralement financés par les seuls revenus du travail. D'où aussi un raidissement populaire à l'égard des immigrés, suscitant des contre-réactions à l'exclusion croissante dont ils sont victimes. Cela dit, on ne constate pas, au sein des principaux Etats qui sont entrés dans le jeu de la mondialisation économique, de dérive « nationalitaire », comme on disait naguère, ni de mouvements de « tribalisation ». Si la mondialisation a peut-être encouragé les luttes

identitaires ou séparatistes des Irlandais, des Basques, des Corses, des Flamands, des Wallons, des Catalans, des Ecossais ou des Bretons, qui connaissent aujourd'hui un regain de violence, on ne saurait l'accuser de les avoir suscitées : ces conflits sont trop enracinés dans une histoire parfois séculaire pour qu'on leur attribue une origine aussi récente⁵. Autrement dit, dans cette conjoncture, ce qui caractérise les pays du Nord, c'est l'éclatement de la société, les inégalités, l'insécurité professionnelle, beaucoup plus que la mobilisation sociale sur des thèmes liés à l'affirmation identitaire : lorsque chacun se sent menacé à titre individuel par des mesures ressenties comme arbitraires, il ne reste guère d'énergie pour l'exaltation enthousiaste de la cohésion nationale ni pour la lutte pour l'autonomie régionale.

Au Sud : l'implislon de l'État-nation

- 9 Tout autre est la situation des Etats du Sud dont les faiblesses n'ont pas les mêmes causes. Bien entendu, ils n'ont pas été épargnés par la mondialisation économique. On peut même avancer l'hypothèse que les prémisses de celle-ci ont été posées avec les mesures d'ajustement structurel ou de mise sous tutelle auxquelles le FMI a contraint de nombreux pays à partir des années '80. Au Sud aussi, l'Etat a donc perdu de son pouvoir économique, obligé de privatiser les entreprises nationales et de réduire le nombre des fonctionnaires qui peuplaient des administrations pléthoriques. Mais cet affaiblissement des pouvoirs publics n'était pas dû d'abord au libre jeu de la concurrence internationale ni aux « humeurs » des marchés financiers : on ne spéculait ni sur le zaïre ni sur le franc rwandais... Il s'agissait de pressions politiques et d'une mainmise des institutions financières internationales sur les économies du Sud pour les forcer à rembourser leur dette. De plus, si l'on admet que la mondialisation a partie liée avec la fin de l'empire soviétique – et avec l'importance décroissante des enjeux stratégiques au Sud – la crise des Etats, particulièrement en Afrique mais aussi en ex-Yougoslavie ou au Proche-Orient, apparaît induite bien plus par des causes politiques qu'économiques, au contraire de ce qui se passe dans les pays industriels. La déstabilisation de l'Etat ne tient pas à l'ouverture des marchés mais aux promesses de « développement » non tenues, à l'espoir que les populations placent dans le discours démocratique à la mode, résumé par le slogan de *good governance*, et au fait que des conflits, naguère interprétés - et contrôlés - selon les paramètres de la guerre froide, se révèlent pour ce qu'ils sont, à savoir des querelles internes⁶. La crise de l'Etat est donc d'abord une crise de régime⁷. Ce que les années d'« indépendance » avaient masqué se manifeste au grand jour : l'« Etat importé »⁸ n'a jamais existé puisqu'il n'y a jamais eu de cadre « national » à l'intérieur duquel un pouvoir respecté par tous aurait pu arbitrer entre les intérêts divergents des citoyens⁹. Ces Etats virtuels ont pu faire illusion sur le plan international aussi longtemps que leur existence présumée pouvait être utile à l'une ou l'autre des grandes puissances pour s'assurer des voix à l'ONU, pour étendre sa zone d'influence ou pour contrôler des approvisionnements stratégiques. Mais, pour leurs citoyens, ils n'ont jamais suscité d'allégeance réelle ni d'engagement « patriotique » : on s'est toujours méfié des « identités nationales » imaginaires imposées par les appareils d'Etat¹⁰. Il s'agissait en effet de régimes plutôt que d'Etats qui n'avaient de « national » qu'un hymne et un drapeau et qui se construisaient contre la société civile ou en excluant du jeu politique ceux qui n'appartenaient pas au clan qui s'était approprié le pouvoir. Il est significatif que des institutions censées renforcer la perception d'une « communauté nationale », comme

l'éducation ou l'armée, aient progressivement perdu leur fonction de rassemblement. La première a souvent été démantelée par les mesures d'ajustement structurel, obligeant à percevoir des frais d'écolage que seuls les plus aisés pouvaient payer, et la seconde s'est généralement transformée en une garde présidentielle, démontrant ainsi que, pour le pouvoir, le premier danger venait de l'intérieur du pays. Enfin, la perte de confiance à l'égard de la monnaie nationale – entraînant une « dollarisation » de l'économie – constitue un signe fréquent de la suspicion qui entoure l'Etat et les symboles de sa puissance.

- 10 Une fois ces régimes politiquement déstabilisés, de l'extérieur comme de l'intérieur, abandonnés par leurs protecteurs étrangers ou ruinés par des révoltes internes, leur implosion était quasiment programmée, selon des lignes de fracture qui renvoient tantôt aux solidarités ethniques tantôt à la religion, c'est-à-dire à des « communautés de mémoire » (ou de la peur) et à des valeurs liées à des constructions historiques dont la légitimité l'emporte de loin sur la fiction de l'institution stato-nationale¹¹. La Somalie, le Libéria, le Rwanda, le Burundi ou l'Afghanistan constituent des exemples dramatiques de ce processus que l'on retrouve aussi en Algérie, au Liban ou en ex-Yougoslavie (mais cette énumération n'est pas exhaustive), où l'« on est d'autant plus sanguinaire que l'on sent éphémère cette parenthèse de défoulement collectif qu'est une guerre civile »¹².

L'élision de l'espace et du temps

- 11 Ainsi, au Nord, l'affaiblissement de l'Etat favorise l'apparition de pratiques nouvelles qui privilégient le double plan de l'individualisme et de l'universalisme, aux dépens des lieux concrets d'enracinement social¹³. En effet, le citoyen du monde ou l'habitant du « village global » ne fréquente plus les corps intermédiaires (syndicats, partis, Églises) qui l'attachaient à un lieu et à un groupe précis ; il n'y a plus ni prochains ni lointains puisque le monde est devenu « sans frontières ». Plus encore, l'espace réel est aboli au profit de l'espace virtuel¹⁴, construit par les flux qui circulent à la vitesse pure, ce qui permet la coprésence simultanée de tous puisque chacun peut être simultanément présent à tous les autres, au hasard des rencontres proposées par les réseaux, et que ces cohabitations fortuites et éphémères ne débouchent pas sur une volonté de vivre ensemble. Ou plutôt, comme le fait remarquer Virilio, « on aime le lointain au détriment du prochain parce qu'il est présent, parce qu'il pue et fait du bruit »¹⁵. Le lien social se dilue dans l'acceptation indifférente d'un autre indifférencié, dont l'inscription sociale est sans importance puisqu'il n'est qu'un « relié provisoire » (souvent caché derrière un pseudonyme) transitant dans un réseau informatique. On « communique », mais on ne sait plus vraiment avec qui et cela est d'ailleurs sans importance. Ce qui autorise une frénésie de « contacts » éphémères d'autant plus nombreux qu'aucun n'est assorti du risque de la véritable rencontre puisque le « correspondant » reste inconnu ou virtuel. Et lorsque s'organisent des mouvements de solidarité – déclenchés le plus souvent par les *reality shows* de l'horreur que diffuse la TV – ce sont les valeurs humanitaires qui les fondent, afin de porter secours à des « pauvres » ou à des malheureux, en s'abstenant explicitement de considérer leur appartenance à une couleur de peau, un Etat, une religion, un parti, une classe ou un clan¹⁶. Tous sont égaux et jouissent des mêmes droits (dit-on) ; ils peuvent donc être (de) partout et (de) nulle part, parce que sans racines. Il est désormais possible d'être indifféremment bon puisque l'on tient les différences pour

négligeables, même si cette volonté de réaliser une commune humanité débouche sur une forme abstraite d'universalisme.

- 12 Ce qui est en question, dans les sociétés que l'on dit « développées », c'est *l'existence même du lien social*, dont la progressive disparition porte à son comble la logique du marché et de la concurrence parfaite. L'idéal n'est-il pas que les échangistes s'ignorent les uns les autres, qu'ils ne suivent que leur propre intérêt et que la transaction marchande se conclue en rendant à chacun une parfaite liberté ? Tu vends. J'achète. Tu donnes. Je paie. Et nous voilà « quittes », sans obligation résiduelle l'un à l'égard de l'autre. Sans faire d'histoires ni engager l'histoire. Cette mise entre parenthèses de la relation humaine introduite par le marché prend aujourd'hui les formes les plus variées qui renvoient toutes à une *élision de l'espace et du temps*. On songe immédiatement aux réseaux informatiques qui permettent de relier instantanément deux ou plusieurs individus situés non seulement aux antipodes les uns des autres mais aussi dans l'espace extra-atmosphérique par la voix, par l'image, voire même par télé contact, grâce aux « costumes de données » qui généraliseront sans doute prochainement la jouissance promise par le cyber-sexe¹⁷. En captant CNN, chacun peut désormais être partout, en « temps réel », pour utiliser une antiphrase qui signifie en fait que le temps est dépourvu de toute réalité, qu'il ne compte plus et s'est évanoui.
- 13 Mais il est d'autres phénomènes, moins spectaculaires parce que moins dépendants des technologies de pointe, qui conduisent aux mêmes résultats. A chaque fois, c'est le présent immédiat qui est valorisé, au détriment de la durée et surtout de l'avenir. Qu'il suffise d'en donner deux exemples. Le premier concerne les taux d'intérêt. Si ceux-ci sont aujourd'hui excessivement élevés, c'est à cause de la possibilité qu'ont les investisseurs de transférer immédiatement leurs avoirs vers les places financières où ils pourront trouver un rendement supérieur, avec tous les dommages que cela entraîne pour les marchés désertés, comme on l'a vu lors de la crise mexicaine de décembre 1994. D'où la course généralisée aux taux élevés qui fait le bonheur des détenteurs de capitaux. Mais derrière ce mécanisme (qui relève du « bon sens économique »¹⁸) se cache autre chose : la dévalorisation de l'avenir au profit du présent. En effet, la « propension à investir (c'est-à-dire à parier sur l'avenir) des investisseurs sera d'autant plus faible que le taux d'intérêt sera plus élevé »¹⁹. Autre exemple : aussi longtemps qu'un employé pouvait espérer faire carrière au sein de son entreprise, il acceptait d'être engagé pour un salaire inférieur à son taux de productivité puisqu'il pouvait espérer une rémunération croissante au fil des années. En quelque sorte, les jeunes se sacrifiaient pour les plus âgés. Or, à partir du moment où les licenciements se multiplient et où l'avenir professionnel n'est pas assuré, cette logique s'inverse : les nouveaux arrivés exigent immédiatement des salaires élevés qu'ils estiment correspondre à leur « juste valeur ». Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. Et lorsque la masse salariale ne peut croître, l'employeur est alors obligé de se défaire des collaborateurs les plus âgés. Le phénomène met ainsi en péril les régimes de retraite et les fonds de chômage, c'est-à-dire, une fois de plus, le lien social intergénérationnel. Là encore, on assiste à la « perte de l'histoire »²⁰.

Les logiques identitaires narcissiques

- 14 Or, comme on l'a dit, c'est l'inverse qui se produit dans les pays du Sud aux régimes chancelants où la « logique de l'identité » l'emporte sur l'abstraction d'un Etat-nation auquel les années d'indépendance n'ont pas réussi à donner corps²¹. Déçus par une

cohésion « nationale » toujours proclamée mais rarement réalisée parce que détournée au profit de clientèles politiques ou « ethniques » (ce qui revenait souvent au même), les groupes qui se sentent défavorisés revendiquent et affirment désormais leur identité collective en la fondant sur d'autres bases. Puisque l'Etat-nation a failli à sa tâche de rassemblement et qu'il est désormais affaibli, il s'agit d'inventer autre chose, à partir d'appartenances quasi mythiques construites sur l'histoire, la religion ou l'ethnie et qui donnent sens à des solidarités fortes, ancrées dans des lieux précis, terroirs et territoires, que l'on sera prêt à défendre farouchement. Tant pis si l'Etat moribond s'effrite, pourvu que l'on se retrouve « entre soi », entre gens du même bord du même clan, de la même foi. Quoi de plus légitime, pourrait-on penser à première vue, que cette nouvelle célébration du lien social, constitué - enfin - sur des bases solides plutôt que sur des fictions appartenant à l'histoire des autres ? Tout serait en effet pour le mieux si ces nouvelles constructions identitaires n'étaient pas non seulement des fictions manipulées par les intérêts politiques mais surtout *exclusives de l'autre*. Comme si l'identité n'était pas d'abord *relationnelle*. Comme si l'on pouvait échapper au paradoxe selon lequel le même ne peut exister sans l'autre. Ce qui rend ces mouvements suspects et dangereux, c'est qu'ils confondent l'établissement d'une identité sociale ou collective avec la multiplication d'êtres identiques par une opération de « clonage social », excluant ceux qui ne correspondent pas à la norme. Comme si la paix sociale ne pouvait être garantie que par l'association d'individus porteurs d'une ou de plusieurs caractéristiques communes et innées, c'est-à-dire indépendantes de l'histoire sociale des sujets.

- 15 Cette interprétation simplificatrice de l'identité collective - conçue comme une forme de « particularisme essentialiste » ou comme un assemblage de personnes identiques - est sans doute liée aux difficultés théoriques que l'on rencontre lorsqu'on cherche à la définir²². Déjà sur le plan individuel, comment délimiter les divers éléments qui la constituent ? Comment pondérer dans le marquage de l'appartenance (singulière ou collective) ce qui ressortit au genre, à l'âge, à l'*habitus* de classe, à la tradition familiale, à la coutume locale, à la croyance religieuse, à l'histoire ou aux convictions idéologico-politiques ? A chaque instant, selon les nécessités sociales, ces « strates feuilletées » se recomposent et laissent prédominer tantôt l'une et tantôt l'autre. Chacun se pose - et occupe une position donnée- en supposant²³ ; c'est dans l'acte de se comparer à l'autre que le soi s'affirme, mais de manière changeante et insaisissable. En fonction de stratégies personnelles, chacun choisit de mettre en avant tantôt l'une et tantôt l'autre différence significative qui le distingue ou le rapproche de son interlocuteur : personne ne saurait se prévaloir d'une identité monolithique définie une fois pour toutes dans un superbe isolement.
- 16 De même, l'usage politique de l'identité s'avère piégé dès lors qu'il cherche à fixer dans une essence immuable un ou plusieurs « traits culturels » considérés comme des marqueurs déterminants²⁴. On sait qu'au cours de l'histoire, ce furent généralement les oppresseurs qui construisirent ces identités forcées, assignant au ghetto ou au bantoustan ceux qu'ils identifiaient comme différents. Mais aujourd'hui ce mécanisme est plus pervers encore puisque ce sont ceux qui étaient naguère membres d'une même société qui s'excluent mutuellement pour s'enfermer chacun dans un ghetto volontaire dont la version modernisée n'est autre que la purification ethnique²⁵. Stade suprême de l'identité fondée sur la seule reconnaissance du même, inscrit dans un terroir ou un « lieu-dit », et sur l'annihilation de l'autre, dans une forme de narcissisme collectif.
- 17 Car le mythe de Narcisse fonde symboliquement le caractère *relationnel* de l'identité que seule la *présence de l'autre* peut révéler. En effet, la malédiction qui pèse sur Narcisse, c'est

de ne pouvoir rester en vie qu'à la condition de renoncer à se connaître lui-même. Qu'il découvre son identité et il devra mourir. Pour lui, la solitude et la fuite devant l'autre constituent donc l'unique solution pour assurer sa survie et, pour qu'il se maintienne dans l'ignorance de soi, tout dialogue lui est interdit : lorsqu'il cherche à parler à la nymphe Echo, qui est amoureuse de lui, ce sont ses propres paroles qui lui reviennent. Privé de relation véritable, il est ainsi privé d'identité. Jusqu'au jour où, n'y tenant plus, il ruse pour transgresser l'interdit en tentant d'apercevoir sa propre image dans les reflets d'un étang, sans passer par la relation avec l'autre, ce qui provoqua sa perte²⁶. Mythe significatif de l'impossibilité d'être soi-même sans affronter la différence, sans se laisser découvrir par le regard de l'autre, sans engager un dialogue et le risque de la contradiction. Comment ne pas relire aujourd'hui ce mythe sans penser aux peuples qui ne tolèrent que l'auto complaisance ou l'auto contemplation de soi et qui croient pouvoir affirmer leur identité en se retranchant dans un rapport exclusif avec eux-mêmes ? Ainsi, l'affaiblissement des Etats-nations par le nouvel ordre politique mondial conduit à la multiplication des Etats-ghettos, justifiés par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes²⁷.

Les anti-sociétés

- 18 Le processus de mondialisation entraîne donc, selon les lieux et selon qu'il se manifeste dans l'ordre économique ou politique, des effets opposés mais symétriques dont la caractéristique commune est de produire ce qu'il faut bien considérer comme des *anti-sociétés*. Même si le monde ne se divise pas entre les surfeurs d'Internet et les sectateurs de Karadzic, ils constituent l'un et l'autre les figures idéal-typiques d'un double rêve de société produit par la manière nouvelle dont s'impose l'ordre mondial. Ainsi s'opposent deux formes dévoyées de culture, si l'on définit celle-ci comme la manière dont une société pense et pratique ses relations avec les hommes, la nature et le sacré. En effet, la mondialisation ne correspond à aucun modèle culturel connu jusqu'ici. En limitant le rôle de l'Etat et en poussant à son terme la logique du marché, elle ignore tout ce qui structure symboliquement les relations humaines et ne connaît que des consommateurs et des usagers. Et, ailleurs, en affaiblissant l'Etat, elle multiplie les « dérives communautaires » fondées sur l'exclusion de l'autre.
- 19 L'avenir promis aux sociétés du Nord est annoncé dans un document récent²⁸ qui prétend préparer l'Europe à entrer dans le monde du « tout communicant ». On y apprend que, pour susciter cette « révolution », le marché global – et non l'Etat – sera la force déterminante qui fera le tri entre « les gagnants et les perdants », ce qui conduit à naturaliser les mécanismes d'exclusion. Cette « ère nouvelle » (bien sûr !²⁹) sera caractérisée notamment par la téléconférence, le téléachat (*personal home market*) et l'avènement d'une société sans argent liquide (*cashless society*). Quant aux nouvelles technologies, elles permettront de créer de nouveaux emplois pour autant que toutes les règles de la concurrence (*full competition*) s'appliquent et que tous les acteurs soient correctement équipés pour participer au « jeu ». Mais attention ! il faut faire vite (*time is running out*), car si l'Europe s'engage trop tard dans l'aventure, « les avantages apparaîtront trop tardivement, sinon jamais » (sous-entendu : les Japonais et les Etats-uniens emporteront le marché). On pourrait poursuivre la description, mais l'essentiel est dit. Ce même document a beau parler d'une « nouvelle manière de vivre ensemble », l'adverbe « ensemble » ne peut avoir qu'un sens virtuel (et qui, de surcroît, ne concerne

que les « gagnants »). En effet, la mondialisation vise à créer une société « hors-sol » (ou *offshore*), sans ancrage précis et sans lien avec un lieu quelconque puisque les réseaux globalement interconnectés devront être sans couture (*seamless*), expression qui fait apparaître obsolète ou ringard l'interventionnisme planétaire des « sans frontières ». Quant à la relation avec le sacré, elle se borne à la « foi dans les mécanismes du marché », considérée comme l'impulsion déterminante pour « nous transporter dans l'ère de l'information »³⁰. Mais à quoi bon cette ubiquité instantanée si c'est pour ne plus jamais être nulle part et ne rencontrer personne ?

- 20 A l'opposé, dans les territoires redevenus « sans maîtres » ou transformés en ghettos dirigés par des chefs de clans, que peut-on espérer d'une société qui ne serait composée que de « clones sociaux », génétiquement purs, et qui aurait exclu de son sein tous les métèques, c'est-à-dire ceux auxquels on a attribué une petite différence qui les rend non fréquentables ? Certes la nature, sous la forme du territoire, y est d'autant plus valorisée qu'elle sert de légitimation aux frontières, aux gens « de souche » et à l'ordre social. Mais qu'est-ce que la nature non culturalisée, non réinventée à travers l'histoire sociale ? Ce n'est qu'un « donné », insensible au hasard et à l'artifice³¹. Et que valent les références au sacré lorsque le dieu et ses prêtres sont eux-mêmes asservis au politique³² ou lorsque les dérives fondamentalistes ou néo-fondamentalistes³³ ne constituent qu'un camouflage de la déculturation, liée à l'obsession de la pureté ou à l'excommunication des « renégats » (comme Salman Rushdie ou Taslima Nasreen) ? Il ne reste qu'une société qui ne conçoit son identité collective que sous la forme épurée de toutes les différences qui pourraient, précisément, lui conférer une réelle identité ; en effet, en réduisant l'identité à la reproduction de l'identique, on supprime la place de l'autre, c'est-à-dire du témoin ou du tiers-inclus, dont la fonction première - comme dans le mythe de Narcisse - est de révéler à chacun qui il est.
- 21 Dans les deux cas, c'est bien la culture qui est mise en cause, c'est-à-dire la manière d'organiser les relations sociales. Il est donc possible et légitime de faire une critique « culturaliste » de la mondialisation. Non pas à la manière de Samuel Huntington qui, après la disparition, en 1989, du meilleur ennemi des Etats-Unis, chercha à mobiliser la « civilisation occidentale » contre un nouvel adversaire « islamo-confucéen »³⁴, mais parce que la mondialisation constitue un déni de la vie en société, aussi bien par la dilution du lien social que par l'institution de « communautés » fondées sur des appartenances ethniques que l'on prétend exclusives même si, dans les faits, le métissage reste inévitable. Ainsi, lorsque les partisans de la mondialisation utilisent l'idéologie culturaliste pour dénoncer les replis identitaires qui leur paraissent résister à l'économisme qu'ils voudraient imposer³⁵, ils méconnaissent le fait que leurs antagonistes se fondent sur une idéologie qui a la même origine que la leur.
- 22 La mondialisation ne coupe pas le monde en deux, mais elle introduit partout et simultanément, par l'affaiblissement des Etats qui a des causes diverses, une double dérive également dangereuse pour la vie sociale. La « cybersociété » rêvée par les marchands de communication et le jeu de la concurrence globale ne font qu'anticiper la disparition des systèmes symboliques structurants³⁶ au profit de l'hégémonie de la « loi » du marché qui répartit de façon manichéenne l'accès au pouvoir et à l'argent (car il n'y a pas de « gagnants » sans « perdants »), et les luttes au Rwanda, en Azerbaïdjan ou en ex-Yougoslavie ne constituent que la forme paroxystique du refus de l'immigration en Europe occidentale ou de la militarisation de la frontière mexicaine des Etats-Unis. Il est toujours réconfortant de trouver pire que soi et de le critiquer. Cela dispense souvent

d'analyser sa propre position, dont la différence par rapport au méchant que l'on fustige n'est qu'une question de degré.

- 23 Ce qui caractérise ces deux types d'anti-sociétés, c'est que, à chaque fois, « l'autre revient au même »³⁷. La formule peut s'entendre de deux façons. Soit on estime que chacun « revient au même ». Dès lors, peu importe la personne avec laquelle on communique pourvu qu'elle soit là, *on line*, en temps réel, et qu'elle réponde à la question. Que l'interlocuteur soit d'ici ou d'ailleurs, qu'il soit homme ou femme, jeune ou vieux, connu ou anonyme, cela revient au même, c'est-à-dire qu'il peut s'agir de n'importe qui, puisqu'on ne cherchera jamais à le connaître réellement car la relation serait risquée et prendrait du temps. Mais cette « universalisation du même », qui accorde à tout le monde le bénéfice d'une reconnaissance égale, est liée à l'accessibilité présumée de tous au réseau mondial. Dans les faits, on sait que tel n'est pas le cas, et les « non branchés » sont irrémédiablement exclus. Comme sont exclus ceux qui ont perdu la partie dans le jeu du marché. Soit on insiste pour que l'autre revienne au même, c'est-à-dire qu'il faut, puisque l'altérité dérange, contraindre les autres à se conformer à soi-même. Recherche d'un double ou d'un miroir. Angoisse face à la contradiction ou la simple interrogation. Que cesse l'étrangeté et que l'on se confine entre « gens du soi » ! Mais, une fois encore, la démarche présuppose son contraire : l'exclusion, que l'actualité confirme tous les jours.
- 24 Des deux côtés, au bout des promesses d'un monde meilleur, c'est l'impasse, l'anti-société. Mais ces utopies contradictoires ne sont pas seules à peser sur le cours de l'histoire. Les lieux et les non-lieux se superposent. De nouveaux espaces - économiques et politiques - se construisent, et les sociétés imaginent sans cesse de nouvelles manières de vivre ensemble. Le capitalisme ne se réinvente pas³⁸, il se métamorphose, au point d'être rendu méconnaissable. De même, la mondialisation ne saurait déployer ses effets sans rencontrer de résistances et l'histoire ignore le chemin qu'on veut lui tracer. On ne saurait donc décréter ni la fin de l'histoire, ni le triomphe de la pensée unique.

NOTES

1. Cf. « Europe and the Global Information Society, Recommendations to the European Council », *Cordis Focus*, Supplement 2, 15 July 1994.
2. Bertrand Badie, *La fin des territoires - Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Coll. l'Espace du politique, Fayard, Paris, 1995, 276 p.
3. Marc Augé, *Non-Lieux - Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Coll. La Librairie du xx^e siècle, Le Seuil, Paris, 1992, 153 p.
4. Par exemple, Bertrand Badie, *op.cit.*, pp.214 et 254 et « Entre mondialisation et particularismes », *Sciences humaines*, n° 61, mai 1996, pp. 22-25, Daryush Shayegan, « Le choc des civilisations », *Esprit*, avril 1996, p. 42 ou encore Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Coll. Le sociologue, PUF, Paris, 1995, pp. 28 et ss. Mais on peut rappeler aussi que Claude Lévi-Strauss, dans « Race et Histoire » (*Le racisme devant la science*, UNESCO, Paris, 1973 [1952], pp. 9-49) avait fait remarquer depuis longtemps que l'homogénéisation à un certain niveau allait de pair avec une différenciation à d'autres niveaux sous peine de condamner le système à l'immobilisme.

5. On peut en dire autant du multiculturalisme des Etats-Unis ou du Canada : l'idéologie du *melting-pot* était déjà caduque dans les années '50.
6. Ghassan Salamé, *Appels d'Empire - Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Fayard, Paris, 1996, pp. 84 et ss.
7. *Ibidem*, pp. 97 et ss.
8. Pour reprendre le titre d'un ouvrage de Bertrand Badie.
9. Bien entendu, l'Afrique a connu, aux temps précoloniaux, des Etats et des empires, mais ceux-ci n'ont rien à voir avec la tentative d'« importation » d'Etats-nations, fixés à l'intérieur de leurs frontières coloniales, au moment des « indépendances ». Historiquement, l'« Afrique des Etats » est donc plus ancienne que l'« Afrique des nations ».
10. Cf. Hélé Béji, *Désenchantement national - Essai sur la décolonisation*, Cahiers libres n° 368, Maspero, Paris, 1982, 157 p.
11. Que les « ethnies » qui s'entre-déchirent aujourd'hui aient été souvent construites par les colonisateurs ou les ethnologues est un fait désormais bien attesté. L'article de Dominique Franche publié dans ce volume le démontre brillamment. Il reste que cette imposition d'étiquettes « ethniques » sur les populations a eu un effet performatif. En l'occurrence, l'« effet de réel » s'est traduit par une réification. On a beau le déplorer en montrant qu'elles ne sont souvent que des fictions historiques, les ethnies n'en existent pas moins. Si l'on se rappelle qu'en grec le mot *ethnos* (opposé à *polis*) signifiait « nation » au sens de « peuple revendiquant une origine commune », tout se passe comme si la fin des Etats-nations débouchait sur des nations sans Etat, ou en quête d'Etat.
12. Ghassan Salamé, *op.cit.*, p. 94.
13. Il est significatif que le « néo-fondamentalisme » islamique, issu de l'émigration dans les pays du Nord, se désintéresse de l'Etat (au contraire de l'islamisme politique) et de la culture d'origine des migrants pour exalter l'universalisme abstrait de l'*oumma* imaginaire, qui s'exprime à travers des réseaux transnationaux, parfois terroristes, composés de « musulmans déracinés » : « il y a en fait une profonde compatibilité entre le discours néo-fondamentaliste et les formes modernes de communication, dématérialisées, et d'où tout contenu culturel est expulsé ». Olivier Roy, « Le néo-fondamentalisme islamique et l'imaginaire de l'*oumma* », *Esprit*, avril 1996, p. 77.
14. L'expression est évidemment métaphorique puisque l'espace disparaît lorsque la vitesse de transmission des informations rejoint celle de la lumière.
15. Paul Virilio, *Cybermonde - La politique du pire, Conversations pour demain*, Textuel, Paris, 1996, p. 42.
16. Bien entendu, l'ingérence humanitaire est aussi politique et fait le jeu des régimes dont la survie est liée à l'internationalisation des crises. Cf. *Dérives humanitaires - Etats d'urgence et droit d'ingérence* (Marie-Dominique Perrot, dir.), Collection Enjeux, Nouveaux Cahiers de l'IUED, n° 1, IUED, Genève, PUF, Paris, 1994, 163 p. et Ghassan Salamé, *op. cit.*, pp. 120 et ss.
17. Paul Virilio, *La vitesse de libération*, Galilée, Paris, 1995, pp. 127 et ss.
18. En effet, quel investisseur « rationnel » serait-il prêt à laisser son argent en dépôt contre une rémunération de 5 % dans un pays donné si on lui offre 6 % ailleurs ?
19. Jean-Paul Fitoussi, *Le débat interdit - Monnaie, Europe, pauvreté*, Arléa, Paris, 1995, pp. 110 et ss. Concrètement, si l'on a promis de me donner 100 fr. dans une année et que le taux du marché est de 5 %, les 100 fr. à venir correspondent à 95 fr. d'aujourd'hui. Mais si le taux est de 10 %, ils ne correspondent plus qu'à 90 fr. Autrement dit, plus le taux est élevé, moins l'avenir vaut cher.
20. Paul Virilio, *Cybermonde, op. cit.*, p. 57.
21. Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Coll. Critique, Aubier, Paris, 1994, p. 88. En effet, il ne faut pas oublier que la relative cohésion sociale qui a prévalu jusqu'il y a peu de temps dans les pays industrialisés était le fruit d'un processus de maturation qui s'est déroulé sur de longs siècles et qu'elle s'est traduite par un dépassement progressif des allégeances

multiples propres aux groupes qui composaient les Etats, grâce à l'institution de médiations symboliques et de représentants élus au suffrage universel.

22. « L'identité est une sorte de foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il n'ait jamais d'existence réelle ». Claude Lévi-Strauss (dir.), *L'identité*, Coll. Figures, Grasset, Paris, 1977, p. 332.

23. « Chaque condition est définie, inséparablement, par ses propriétés intrinsèques et par les propriétés relationnelles qu'elle doit à sa position dans un système de conditions qui est aussi un système de différences, de positions différentielles, c'est-à-dire par tout ce qui la distingue de tout ce qu'elle n'est pas et en particulier de tout ce à quoi elle s'oppose : l'identité sociale se définit et s'affirme dans la différence ». Pierre Bourdieu, *La distinction - Critique sociale du jugement*, Editions de Minuit, Paris, 1979, p. 191.

24. Qu'il suffise de renvoyer une fois encore à l'article de Dominique Franche dans ce volume.

25. Sur le registre religieux, l'obsession de la pureté et la crainte de la souillure provoquée par le contact de l'autre et le monde corrompu sont constitutifs du modèle de la secte.

26. Cf. José-Carlos Gomez da Silva, « Eux-mêmes, nous autres », *L'Homme*, juillet-septembre 1983, vol. XXIII, pp. 55-80.

27. C'est l'honneur de la « nouvelle Afrique du Sud » que d'avoir réussi à suivre le chemin inverse en démantelant les bantoustans.

28. « Europe and the Global Information Society », art. cité. Ce texte a été rédigé par des « personnalités éminentes », à la tête de firmes informatiques, d'entreprises industrielles, de sociétés de télécommunications ou de ministères de la recherche.

29. A propos du messianisme qui caractérise les apôtres de la croissance économique, cf. Gilbert Rist, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Coll. Références inédites, Presses de Sciences Po, Paris, 1996, pp. 128, 161, 239, 297, 353 et ss.

30. On s'en est tenu ici aux formules explicitement utilisées dans le document cité. Mais les adeptes les plus fervents du « monde de la communication » et des prodiges du virtuel n'hésitent pas non plus à attribuer une dimension sacrée aux techniques qu'ils vénèrent.

31. « L'idée fondamentale du naturalisme est une mise à l'écart du rôle du hasard dans la genèse des existences : l'affirmation que rien ne saurait se produire sans quelque raison, et qu'en conséquence les existences indépendantes des causes introduites par le hasard ou l'artifice des hommes résultent d'un autre ordre de causes, qui est de l'ordre des causes naturelles. On sait seulement que la nature est ce qui reste quand on a de toutes choses biffé les effets de l'artifice et du hasard : nul ne précise ce qui reste ainsi, mais il suffit, pour que se constitue l'idée de nature, qu'on tienne pour acquis qu'il y a quelque chose qui reste ». Clément Rosset, *L'anti-nature - Eléments pour une philosophie tragique*, Coll. Quadriga, PUF, Paris, 1986 [1973], p. 20.

32. Même si l'on sait, depuis Durkheim, que la religion n'est que la manière dont les sociétés s'adorent elles-mêmes. Ce qui ne justifie pas pour autant l'idéologie du *Gott mit uns*.

33. A bien des égards, les réseaux néo-fondamentalistes ressemblent aussi à ceux de la communauté virtuelle mondiale : l'*oummah* imaginaire remplace la « tribu » d'Internet. Cf. Olivier Roy, « Le néo-fondamentalisme islamique ou l'imaginaire de l'*oummah* », *Esprit*, art. cité.

34. On a sans doute trop parlé de Samuel P. Huntington et de son article intitulé « The Clash of Civilizations ? » (*Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, Summer 1993, pp. 22-49, traduit sous le titre « Le choc des civilisations ? », *Commentaire*, n° 66, été 1994, pp. 238-252), dont la notoriété provient plus de son appartenance aux faiseurs de la pensée unique qu'à la qualité de ses analyses. On rappellera simplement que son découpage des principales « civilisations » est totalement arbitraire et que l'agressivité qu'il attribue aux sociétés chinoise (confucéenne) et islamique contre l'Occident ne repose sur rien.

35. Olivier Mongin, « A qui profite la grille culturaliste ? », *Esprit*, avril 1996, pp. 34-35. Sur les multiples usages idéologiques et politiques du culturalisme, cf. Marie-Dominique Perrot, « A

propos du culturalisme, du super-flou au superflu ? », *La culture otage du développement ?* (Gilbert Rist, dir.), Coll. L'Homme et la Société, L'Harmattan, Paris, 1994, pp. 31-48.

36. Comme le fait remarquer Marie-Dominique Perrot dans sa contribution à ce volume, le nouveau monde virtuel dans lequel nous sommes convoqués remplace l'imaginaire et le symbole par l'image et le signe. C'est désormais l'instrument technique qui est censé créer le lien et non pas la connivence née d'un sens partagé.

37. L'expression est empruntée à Jean-Marie Benoist, « Facettes de l'identité », *L'identité, op. cit.*, pp. 13-24.

38. Cf. Jean-François Bayait (dir.), *La Réinvention du capitalisme - Les trajectoires du politique*, Karthala, Paris, t. I, 1994, 254 p. Que le « nouveau capitalisme » débouche sur de nouvelles inégalités est indiscutable. Mais on ne saurait faire de l'inégalité la marque du seul capitalisme. Cf. aussi les textes de Serge Latouche, Etienne Le Roy et Gilbert Rist, publiés dans *La culture, otage du développement ?*, *op. cit.*

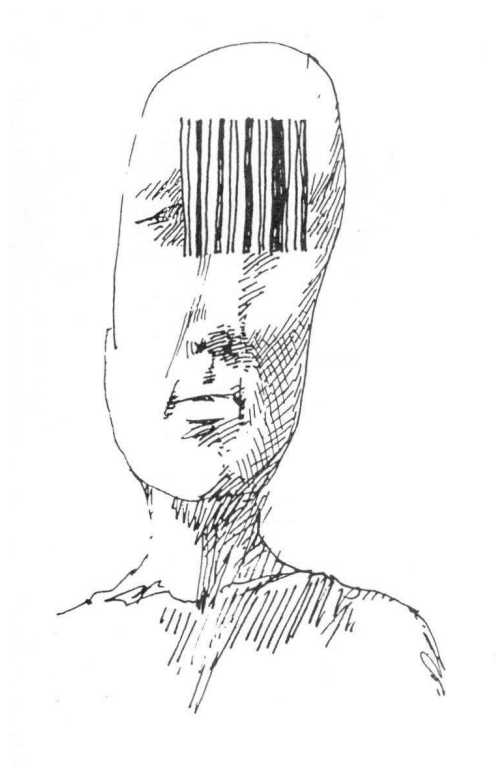
AUTEUR

GILBERT RIST

Politologue, professeur à l'IUED, Genève.

Du vrai/faux au virtuel : mondialisation culturelle et néo- utopie

Marie-Dominique Perrot



Dessin : Miroslav Marsalek

- 1 « Nous réduisons les problèmes immenses de la communication à pas grand-chose. Ce *pas grand-chose* pourrait se résumer ainsi : maîtriser les techniques et faire preuve de bonne volonté. Savoir faire + vouloir le Bien = garantir *L'avenir meilleur*, c'est-à-dire imaginer le

monde et l'histoire (...) d'après les croyances aujourd'hui codifiées par le discours dans lequel nous prétendons enfermer l'avenir de l'humanité »¹.

- 2 La mondialisation culturelle est un processus inachevé. Certains objets, technologies, événements, en préparent le terrain ou en constituent les signes avant-coureurs. Les images, et notamment celles transmises par la télévision, reflètent et accompagnent ce processus. Par souci de lier notre réflexion sur la mondialisation culturelle à un ancrage concret, nous avons choisi une émission - *Opération Okavango* - dont nous estimons qu'elle contribue, à sa petite échelle et naturellement à l'insu de ses auteurs, à ménager et à aménager un « terrain » visuel et cognitif favorable à la constitution d'une perspective « mondialisante ».
- 3 Le réalisateur, Nicolas Hulot, a pour objectif de montrer certains des plus beaux endroits de la planète, encore « intacts » en cette fin de millénaire, et d'en offrir les images à l'émerveillement des téléspectateurs. A regarder le programme consacré à l'Afrique australe, nous avons été fascinée par la splendeur de certaines images et intriguée par la sensation de malaise laissée par ce survol de sites plus beaux les uns que les autres, par la musique pas tout à fait *musak*, mais s'en rapprochant, par le commentaire ; bref, par ce qui se disait et se montrait grâce au discours audiovisuel. Ce dernier nous a semblé tout à la fois préfigurer la mondialisation culturelle et lui préparer le terrain. Il nous semblait qu'une telle émission engageait le regard pour d'autres aventures, l'initiait – non consciemment et paradoxalement, car telle n'est certainement pas l'intention de son réalisateur – à la perte du monde « non mondialisé », à l'élimination de certaines réalités non virtuelles. Nous avons voulu aller y voir de plus près en nous posant les questions suivantes, sans pour autant y répondre de manière catégorique.
- 4 En quoi ce produit télévisuel est-il caractéristique de la mondialisation en cours ? En quoi accoutume-t-il le regard à la perte du système traditionnel de représentations ? Qu'emprunte le non-dit d'*Opération Okavango* au discours de la mondialisation ?
- 5 Précisons qu'*Opération Okavango* se situe dans la foulée d'*Ushuaïa*², le « magazine de l'extrême », du même Nicolas Hulot. Émission diffusée en *prime time*, elle s'échelonne sur cinq ans³. Chaque continent aura droit à une année d'attention de la part de l'armada technique et scientifique qui en a la charge⁴.
- 6 Au regard des trois premières émissions, différents thèmes sont apparus pour le traitement desquels un cheminement préalable s'avérait nécessaire. Tout d'abord, il fallait définir ce que nous entendions par « mondialisation culturelle ». Or, ce que nous prenions au départ pour une utopie (le « tout-communicant », l'ubiquité, l'élimination de l'espace et du temps) était en fait une utopie non conforme et paradoxale que nous avons appelée *néo-utopie*. Nous nous sommes ensuite posé la question du régime télévisuel : que nous enseignent les différents traitements de l'image ? En quoi l'éducation du regard la fabrication d'une pratique visuelle bien spécifique, caractérisée par une succession accélérée de coups d'arrêt et de coups d'envoi des images, obligent-elles l'œil à une mobilité nouvelle, elle-même partie prenante d'un nouveau modèle de monde et de rapports au monde ? Enfin, l'émission *Okavango* nous a servi de prétexte et d'illustration à la problématique du vrai/faux. Il est de plus en plus difficile pour le téléspectateur de savoir s'il doit « croire » ou non les images dans ce qu'elles donnent à « voir » : le contrat de croyance propre au régime de la représentation se délite. De façon plus générale, tout se passe comme s'il était aujourd'hui moins que jamais possible de statuer sur le vrai ou le faux, et comme si ces catégories ne faisaient plus sens. L'initiation au vrai/faux par le

biais de la télévision nous prédispose à nous familiariser en douce avec ce qui n'est ni vrai ni faux, à savoir le virtuel. Or, le développement des techniques du virtuel introduit de plain-pied à la mondialisation culturelle.

- 7 Une fois posés ces quelques jalons de caractère théorique, l'illustration analytique d'*Opération Okavango* devrait contribuer à les éclairer de façon concrète.

La mondialisation culturelle

- 8 Nommer un phénomène ne garantit nullement que l'on saisisse sa « réalité ». Nombreux sont ceux qui s'efforcent de déterminer les caractéristiques de cette forme de mondialisation ou, au contraire, qui s'en servent comme d'un outil désormais familier.
- 9 Nous entendons ici par mondialisation culturelle, d'une part, un processus paradoxal qui, *à l'aide des technologies de la communication, permet à la fois l'action à distance et court-circuite l'espace*. De ce point de vue, la mondialisation culturelle rend – technologiquement – le monde petit. Grâce aux satellites, tous les lieux, personnes, institutions peuvent être, en théorie, reliés entre eux instantanément, à la vitesse de la lumière, c'est-à-dire en « temps réel ». Le télescopage du temps et de la distance s'illustre dans la paradoxale *téléprésence*, qui permet d'être, dans la même fraction de seconde, éloigné mais toutefois « présent ». Ainsi, l'ubiquité dans un espace aboli, c'est-à-dire la faculté inouïe d'être partout à la fois, ne serait plus un don mais un donné télématique.
- 10 D'autre part, la mondialisation culturelle est *l'ensemble des effets induits par ces nouvelles technologies dans les rapports au temps, à l'espace et au monde, que ce soit dans le domaine des représentations ou dans celui des pratiques sociales*.
- 11 Fondée sur la notion de réseaux planétaires, la logique de la mondialisation culturelle se traduit par une transgression systématique et valorisée des frontières « classiques », qui conduit à une déterritorialisation généralisée : plus de centres ni de périphéries, rien que des nœuds assurant connections et flux à la vitesse de la lumière.
- 12 Cette transgression permet de *faire croire* à une pseudo-décentralisation du savoir. A l'époque de Gutenberg, seuls les clercs avaient accès aux textes, et l'invention de l'imprimerie n'eut pas pour effet la maîtrise généralisée de l'écriture. De même aujourd'hui, la prétendue « facilité d'accès » nécessite en fait une proximité élective des lieux et des milieux où s'apprend le nouveau langage, proximité dont personne ne bénéficie d'office. La mondialisation culturelle favorise donc une concentration croissante des pouvoirs dans les mains de ceux qui manient avec facilité et profit le « tout numérique ».
- 13 De ce processus bien réel d'interconnexions tous azimuts, découle un ensemble de *représentations*, elles-mêmes liées à des *croyances* : « le village global » existe, la communauté internationale en est le sujet, la *global governance* est une nécessité, le « voisinage global » une réalité. Lorsqu'on adopte le point de vue d'un satellite géostationnaire, on ne voit en effet qu'un monde compact, petite planète bleue où chacun paraît être le voisin de tous et réciproquement. Non plus une pluralité de mondes sur une même planète, mais un monde devenu « mondial ». La mondialisation culturelle « ramasse en temps réel » toute la réalité terrestre en une sphère, enserrée dans un filet de réseaux, alors que le monde consistait jusqu'alors en un ensemble de lieux, séparés par l'espace et le temps.

- 14 Mais la mondialisation culturelle ne se borne pas à relier ce qui lui préexistait, elle crée aussi un nouveau monde. Qu'attendre de ce dernier ? « Le pire et le meilleur », entend-on dire souvent, en guise de réponse. Cette boutade délimite d'emblée deux camps, celui des catastrophistes et celui des utopistes. Cependant, ce qui nous intéresse ici, n'est pas de trancher entre deux positions plus ou moins théâtrales, mais de chercher à saisir quelques bribes du sens de cette mutation.
- 15 On retiendra pour l'instant que la mondialisation culturelle est affaire de *vision du monde* (aérienne et réticulée), de *version du monde* (« le monde désormais est un »), et de *mission universelle* (voir les efforts faits pour convertir le mondial en universel, c'est-à-dire pour l'investir d'un projet dont, pour le moment, il est orphelin).
- 16 Paradoxalement, la mondialisation culturelle achève l'« occidentalisation du monde » en « dé-cardinalisant » l'Occident. Cette situation pose d'ores et déjà un défi à l'Europe⁵. En effet, le plaquage aérien d'un entrelacs de non-lieux sur l'infinité des lieux qui composent la planète fait du « premier » monde un ex-premier monde. Puisque désormais de monde, il n'y en aurait qu'un. L'ubiquité réalisée par la circulation instantanée des signes et des images serait-elle une utopie post-moderne ?

Une utopie paradoxale

- 17 L'utopie est un non-lieu, en persan « le pays du non-où »⁶. Dans un sens couramment utilisé (et que propose le Petit Robert), l'utopie est devenue un « idéal, vue politique ou sociale qui ne tient pas compte de la réalité. Conception ou projet qui paraît irréalisable ». Elle est ainsi associée à l'idée de chimère, donc affaire de poète ou rêve totalitaire, inscrite dans des programmes politiques dévastateurs.
- 18 Cependant, cette manière de considérer l'utopie est réductrice, car sa fonction profonde (et on en rencontre une multitude à travers l'histoire, bien avant celle de Thomas More au XVI^e siècle) est de pousser la pensée dans un ailleurs qu'elle ne fréquente pas d'ordinaire. L'utopie est d'abord une sortie délibérée hors du réel, afin de le voir à travers une fenêtre hors champ, de lui concevoir un avenir invraisemblable, d'adosser la réalité à un impensé longtemps recouvert par le vernis des rationalités de routine. L'utopie est un des bancs d'essai de l'imaginaire en action, elle se risque à nommer (sans le réaliser) le lieu de la différence radicale, non-lieu géographique mais point de vue réel, « bon à penser », comme le disait du mythe Claude Lévi-Strauss. « L'utopie est à la politique ce que l'hérésie est à la théologie », écrit Thomas Molnar⁷, elle est donc par essence une instance critique. L'utopie, quant à elle, « n'est pas prête de cesser de nous regarder : elle est, cartographique-ment, place vide et aveugle délimitant en creux l'Autre de toute pratique politique et économique »⁸.
- 19 La mondialisation culturelle est une *néo-utopie* puisque, en tant que processus en cours, elle se réalise, alors que l'utopie est par principe irréalisable, quand bien même elle inspire des pratiques. La néo-utopie est paradoxale parce qu'elle « prend corps » en reliant électroniquement un ensemble de non-lieux figurés par les modems et les terminaux d'ordinateurs. Par ailleurs, la néo-utopie de la mondialisation culturelle exige, pour s'effectuer pleinement, une mise en abîme de la différence au profit de la simulation généralisée.

- 20 La mondialisation culturelle est une utopie paradoxale, c'est-à-dire une néo-utopie constituée d'un ensemble de non-lieux accessibles à tout moment, *panoptique labile* qui menace l'instance critique ou la transforme en un leurre de plus.
- 21 Michel Serres nomme pantopie ce que nous désignons ici par néo-utopie. Nous aurions, selon lui, une pantopie quand tous les lieux sont en chaque lieu et chaque lieu en tous les lieux, pantopie réalisée par la mondialisation culturelle et dont il attend une situation où centres et circonférences étant interchangeables, « l'entretien global » de tous avec tous serait alors possible⁹, pour autant, ajoute-t-il, que l'humanité choisisse l'utopie et non la tragédie. C'est dire que les obstacles se multiplient sur le chemin qui conduit à adopter un ou des *points de vue*. En effet, la connaissance se construit à partir d'une relation dialectique entre le sujet et l'objet, relation ancrée dans un contexte. Ce dernier peut être relativisé, mis à distance lorsque le sujet parvient à se décentrer de sa routine subjective et socio-culturelle. Mais que signifie, pour la connaissance, la prétention d'épouser toutes les perspectives lorsque celles-ci se valent et s'échangent en étant visualisées, c'est-à-dire mises à l'écran, à tout moment et en temps réel ? Serait-ce là une sorte d'idéal épistémologique où l'autre, nécessaire à la décentration, deviendrait inutile ? S'agit-il dès lors d'une utopie cognitive ?

Le « si » et le « comme si »

- 22 L'utopie est le domaine du « *si* » : si l'égalité était réalisée, si tous les hommes se comportaient en frères, si la propriété privée était abolie, si les femmes étaient traitées équitablement, si la paix régnait... Les auteurs de textes utopiques suggèrent ce qui pourrait se passer si. Ils mettent en relief et éclairent une situation réelle, généralement insatisfaisante, en parlant d'un lieu qui n'existe nulle part. Lorsqu'on pose des conditions, à la réalisation desquelles on peut croire ou non (« *pour autant que tel ou tel facteur se mette en place, alors il se passera ceci ou cela* »), un nouvel espace s'ouvre à la discussion. En montrant le réel à partir de l'imaginaire, en radicalisant la perspective, le texte utopique a pour fonction de stimuler le processus réflexif. Ce n'est que lorsque « l'utopie » se pose en tant qu'unique recette, finalité incontournable, programme absolu, qu'effectivement, elle est dangereuse, et qu'à notre avis elle ne mérite plus le nom d'utopie. Le « *si* » est réaliste, il balise au préalable le champ des difficultés à surmonter avant de pouvoir proposer une nouvelle manière d'envisager la réalité afin d'agir sur elle.
- 23 En revanche, le royaume de la néo-utopie de la mondialisation culturelle est celui du « *comme si* » : comme si tous les hommes étaient égaux, comme si l'accès de tous au savoir allait se réaliser pour tous, comme si nous vivions dans un village global. Dans ce cas, tout se passe comme si, par magie, ce que l'on dit ou ce que l'on montre est réel du seul fait de la ressemblance avec ce que l'on dit vouloir accomplir. Le « *comme si* » permet de faire croire à l'avènement de la nouveauté en occultant les conditions, souvent draconiennes, qui seraient nécessaires à sa réalisation. C'est un leurre rassurant dont la fonction est de faire l'économie d'un réel (les rapports de pouvoir), jugé par trop encombrant.
- 24 L'appareillage technique, exhibé comme preuve suffisante de l'adéquation entre le simulacre et la réalité, entre le « *comme si* » et ce qu'il décrit, *semble réaliser*, de par sa simple existence, ce qu'il promet. La banque de données informatiques semble matérialiser l'accès aux connaissances ; le téléphone cellulaire semble assurer la communication entre les gens ; les transports donnent l'impression d'abolir les

frontières ; le virtuel promet de réaliser les fantasmes. Le développement des nouvelles technologies figure ici l'accomplissement de la néo-utopie.

La formation du regard

- 25 On ne devient pas « néo-utopien » du jour au lendemain. Un processus d'apprentissage est nécessaire pour fabriquer ou acquérir un nouveau regard et une compréhension inédite du rapport entre le visible et l'intelligible, propres aux nouvelles technologies de la communication et en particulier à la manipulation de la réalité virtuelle.
- 26 Contrairement à la conception naïve selon laquelle l'objet ne fait que se donner à voir et que notre œil se borne à l'enregistrer visuellement, le regard est socio-culturellement façonné. Il est donc malléable et il est possible de dicter à l'œil, de l'extérieur, ce qu'on veut lui faire enregistrer. Le trompe-l'œil en est l'exemple le plus trivial. Mais la situation qui fait dire à quelqu'un qu'« il n'en croit pas ses yeux » est marquée du sceau de l'exceptionnel. Pour cette raison, toute technique qui agit sur le regard entraîne une transformation du monde et, du même coup, un nouvel ensemble de « croyances visuelles ». C'est précisément ce dont nous sommes les témoins aujourd'hui avec la mondialisation culturelle et les réseaux qui se chargent de la faire advenir.
- 27 Au cours de l'histoire, le regard a été amené à s'adapter, à se laisser domestiquer à son insu par l'architecture, le politique, la technique, la philosophie, en un mot le socio-culturel¹⁰. Le regard fonctionne lui aussi comme *l'habitus* de Bourdieu. Ensemble de structures structurantes, il est informé par le monde qui l'entoure, s'informe sur ses réalités et informe la réalité à son tour. Dès l'enfance, la vie quotidienne se fait école du regard tandis que ce dernier devient le lieu où s'articulent étroitement la perception et la construction des connaissances.
- 28 La télévision constitue l'outil moderne majeur de la transformation au quotidien du regard en le familiarisant avec la mondialisation culturelle et en l'y conformant. La nouveauté radicale offerte par les images de la télévision par rapport à une image fixe, photographique par exemple, est de transformer nos yeux et notre cerveau en un écran sur lequel viennent jouer les points lumineux. « C'est nous, ou plutôt notre système nerveux, qui constituons l'écran que vient « tatouer » le rayonnement de la lumière artificielle »¹¹.
- 29 Avec la photographie, la lumière provient de l'objet et est captée par l'objectif ; avec les écrans (télévisuels ou autres), nous devenons la cible, l'objet captif sur lequel se projette la lumière artificielle. Ce phénomène assouplit notre vigilance cartésienne, peut l'empêcher ainsi de mettre une distance entre ce qui est vu et ce qui est montré. Ainsi, en accomplissant ce véritable « massage lumineux », la télévision met le téléspectateur dans un état second, régressif. Son regard n'est plus le même puisqu'il est activement visité par le mouvement continu et chatoyant des images, sollicité sur un plan sensoriel. Les images lumineuses et mobiles de la télévision possèdent un pouvoir « hypnotique » dont les chercheurs essayent de mesurer la force et de comprendre le fonctionnement. Au contact de la télévision, le monde des concepts, du raisonnement intellectuel, tend à s'estomper au profit des sensations.
- 30 De même, le domaine de l'écrit et celui des images télévisées sont aujourd'hui séparés par un gouffre : l'écrit recherche toujours un ou du sens ; les images, quant à elles, provoquent l'abandon (qui n'est pas toujours passif) au visuel lumineux, mobile, joueur et

caressant. Ces considérations rejoignent notre propos sur l'utopie. Car c'était le travail d'écriture, la mise en forme d'idées dans un texte, l'appel à l'imaginaire et au pouvoir discursif, qui faisaient de cette dernière un levier pour la production de nouvelles idées, de concepts inédits, qui instaurent le regard en instance critique en le détournant des registres familiers. En revanche la néo-utopie, propre à la mondialisation culturelle, se présente comme un déluge d'images et de signes, faisant des écrans ses supports privilégiés. Ce qui caractérise le mieux cette nouvelle hégémonie de l'image et du signe c'est qu'elle l'emporte sur l'imaginaire et le symbole.

- 31 Ainsi, la mondialisation culturelle fait son jeu de la profusion des signes, de la captation et du façonnement des regards, de la séduction sensorielle et ludique des images. Ce jeu ne contredit nullement la nature économique du processus, comme le démontre crûment le rapport établi par diverses personnalités européennes à l'intention du Conseil de l'Europe, et qui porte sur les conditions requises pour que l'Europe intègre la société de l'information mondiale (*The Global Information Society*)¹² « Le marché sera aux commandes et décidera qui seront les gagnants et qui seront les perdants. Etant donné le pouvoir et le degré de pénétration de la technologie, ce marché de l'information est global »¹³.
- 32 Si la mondialisation culturelle *semble* d'emblée réaliser une néo-utopie, c'est grâce aux nouvelles technologies qui déjouent la pesanteur des lieux, font de la déterritorialisation de ceux-ci l'objectif à atteindre, assurent aux cybernautes et aux capitaux une ubiquité en temps réel, promettent une accessibilité totale à tout et pour tous et une liberté nouvelle au regard.

Le vrai/faux ou l'antichambre du virtuel

- 33 Le regard est modelé par la technologie des images mais celles-ci n'apparaissent pas seulement sur un écran. Le qualificatif vrai/faux peut s'appliquer à un objet, une situation, un phénomène ; il indique qu'on a quitté le terrain du vrai, mais pas totalement, qu'on est entré dans le domaine du faux, mais en partie seulement. C'est l'entre-deux-mondes, là où se prépare une initiation à la déréalisation propre au virtuel. Le vrai/faux joue aujourd'hui le rôle de *passerelle de transition entre ce qui est de l'ordre de la représentation et ce qui relève de la simulation*. Pour faciliter le passage d'un monde où l'image faisait foi, puisqu'elle représentait la réalité, à un univers de simulation où l'idée même de vérité est mise à mal jusqu'à perdre sa pertinence, le vrai/faux fait office d'aire transitionnelle, d'entre-deux, d'interface entre le réel et le virtuel. Ceux qui ne sont pas familiers des techniques du virtuel naviguent dans cet univers paradoxal qui se manifeste par « la perte des repères », phénomène constamment évoqué comme étant le mal de l'époque. Ils n'ont pas encore « décroché » du réel mais vivent en état d'instabilité chronique.
- 34 Mais qu'entend-on par vrai/faux ? Le qualificatif vrai/faux dénote l'ambiguïté du statut d'un objet, d'un événement, d'une situation, puisqu'il comporte, à chaque fois, une part de *vérité* et une part de *fiction* (ou de *dissimulation*). La vraie/fausse guerre du Golfe, le vrai/faux reportage de Timisoara, la vraie/fausse interview de Fidel Castro par Patrick Poivre d'Arvor. L'appellation vrai/faux « montre que la présence de propriétés inhérentes n'est pas suffisante pour caractériser en propre une entité »¹⁴. Une star peut organiser sa vraie/fausse sortie du monde du spectacle : tous les éléments auxquels on s'attend en pareil cas sont présents (ultime représentation, public en délire, effet d'annonce, discours, fleurs et larmes) mais, cinq ans plus tard la re-voilà sur scène. Le vrai/faux fait

vaciller les repères habituels mais maintient côte à côte les catégories du vrai et du faux. Ces catégories fonctionnent toujours, fragilisées, il est vrai, par leur déroutante synchronie, leur proximité paradoxale.

- 35 Le vrai/faux occupe surtout la scène des médias, mais contamine aussi d'autres sphères contingentes (politique, militaire, etc.). A propos de l'émission de télévision intitulée le « Vrai journal » de Canal+, un journaliste estime que l'on « va encore assister (après *les Nuls*, après *les News*, après...) à un nouvel avatar du vrai/faux, du faux/vrai, dans la confuse et récurrente alchimie de l'info et de sa dérision »¹⁵.
- 36 Autrefois placée au centre de toute recherche (philosophique, religieuse, scientifique, pénale, politique, etc.), la recherche du *contenu* de la vérité a toujours été semée d'embûches, d'épreuves initiatiques, de luttes parfois mortelles. En ces temps-là, le vrai et le faux comme *catégories* n'étaient pas érigées en problème. Il n'en est plus de même aujourd'hui avec l'apparition de la réalité virtuelle. Comme le soutient Léo Scheer, « il n'y a même pas eu de révolution : sans trop nous en rendre compte, nous sommes sortis d'un certain programme en zappant »¹⁶. Ce « certain programme » dont nous sommes sortis fonctionnait encore selon les catégories du vrai et du faux. Le nouveau programme, celui du virtuel, n'est pas concerné par la vérité ou la fausseté de l'image. Celle-ci ne sera plus confrontée, mesurée, à la réalité. Elle sera d'emblée hyperréelle¹⁷. Il s'agit-là d'une véritable métamorphose d'où émergent de nouvelles rationalités, des rapports inédits à redéfinir entre vérité et dissimulation, entre réel et virtuel, entre vérité et virtuel et entre fausseté et réel.
- 37 L'acception *classique* de la virtualisation renvoie au fait de remonter d'une solution vers un problème plus général. Le contrat de mariage par exemple, considéré sous cet angle, serait la virtualisation de toutes les relations possibles aménagées dans ce cadre, matrice d'une infinité de relations. Ou encore, virtualiser un texte, serait retrouver, reconstruire, la langue qui l'a actualisé, langue qui suppose une nombre indéfini de combinaisons linguistiques. En termes généraux, virtualiser signifie rechercher le modèle, remonter en amont vers la matrice à partir de laquelle une infinité de textes, d'images, d'objets tridimensionnels, pourraient s'actualiser sous de nouvelles formes. Dans ce sens élargi, la virtualisation a commencé avec la culture.
- 38 La version *moderne* de la virtualisation concerne la réalité virtuelle *numérisée*, dans son acception cette fois-ci technique ; c'est elle qui a partie liée avec la mondialisation culturelle. Elle la simule et la réalise tout à la fois. La mise en réseau mondiale porte sur le type de rapport au réel et à la vérité que ces technologies instaurent. N'importe quel fan ou spécialiste des nouvelles technologies de la communication et de l'information dira que le temps où l'on demandait à l'image d'être fidèle à la réalité est révolu. En partie du moins. En effet, la réalité virtuelle n'est pas une représentation analogique, comme l'image ou le tableau, puisqu'elle est établie en langage numérique. Cependant, elle peut déboucher sur une *simulation* qui copie très exactement la réalité physique (par exemple lorsque les conditions de vol d'un avion de combat sont reproduites par ordinateur). « Le réel qui devient virtuel ne quitte pas le réel, mais quitte l'idée que l'on se fait du réel » (Pierre Lévy). D'autre part, la réalité virtuelle se réalise également dans la *création de nouveaux mondes* construits par la pensée et l'imagination, toujours grâce au langage numérique. On pourrait dire ainsi que la technique du virtuel a deux cordes principales à son arc : la *simulation du monde* tel qu'on le connaît, et la *création de nouveaux mondes inédits* dans lesquels l'appareillage (casque, capteurs, etc.) rend possible l'immersion.

- 39 Selon les spécialistes des techniques du virtuel, celui-ci ne devrait pas être opposé au réel, car il en fait partie. Cette affirmation est, à notre avis, vraie en tant qu'évidence : puisque que la simulation existe, elle fait partie du réel ; de même, les mondes virtuels ne sont pas les mondes physiques, mais ils ont néanmoins une existence attestée mathématiquement et sensoriellement, donc réelle. Cependant, si l'on se limite à cette vérité logique, en faisant comme si le problème était ainsi réglé, on esquive le véritable enjeu de cette mutation, qui est double : *confusion* programmée, ou possible, du réel et de la simulation (objectif « classique » de la feinte), et *fusion* du réel avec des éléments virtuels, susceptible de déboucher sur une « forme de schizophrénie où l'expérience vécue serait indiscernable de l'expérience virtuelle, où toutes les frontières entre le réel et l'imaginaire seraient caduques »¹⁸. La réalité simulée et la néo-réalité virtualisée sont en fait difficilement isolables en tant que phénomènes, car la réalité virtuelle procède de la simulation, mais aussi la produit.
- 40 La conséquence de cette révolution n'est pas seulement de faire accepter le virtuel comme une hyperréalité mais également d'assurer - volontairement ou non - la disqualification du réel traditionnel. Ce qui fait dire à Alain Gauthier que la « simulation n'est pas une procédure innocente qui viendrait simplement rendre irréels les phénomènes. Elle reconfigure l'ensemble des domaines sociaux selon ses propres modalités de confusion, d'indistinction, d'indétermination qui empêchent l'éclat de la riposte, qui troublent singulièrement l'intelligibilité, qui orientent vers un consensus mou »¹⁹.
- 41 Il appartenait au réel de n'être jamais acquis, accessible directement, mais médiatisé, approché progressivement, apprivoisé, capté de manière éphémère à l'aide d'images, de symboles, de signes. Et, au cours de ce processus de la représentation, l'homme faisait l'apprentissage de la différence : celle entre le réel et son double imagé et imaginé. Il prenait plaisir à réduire l'écart (sans jamais le combler) ou au contraire à l'approfondir. « Toute la foi et la bonne foi occidentale se sont engagées dans ce pari de la représentation : qu'un signe puisse renvoyer à la profondeur du sens, qu'un signe puisse s'échanger contre du sens [...] » ; mais si tout peut être simulé « alors tout le système passe en apesanteur, il n'est plus lui-même qu'un gigantesque simulacre - non pas irréel - mais simulacre, c'est-à-dire ne s'échangeant plus jamais contre du réel, mais s'échangeant en lui-même, dans un circuit ininterrompu dont la référence ni la circonférence ne sont nulle part. Telle est la simulation, en ce qu'elle s'oppose à la représentation »²⁰.
- 42 Or, la réalité d'un lieu, d'un objet, d'une situation, tient tout autant dans ce qu'il soustrait à l'image, qu'il maintient secret, hors d'atteinte de la lumière ou de la conscience. Ce « reste » incompressible fonde la croyance dans Tailleurs (spatial, temporel, social, sacré), et, de ce fait, provoque l'imagination et active la production symbolique. Plus le monde sera saturé d'images, mieux ses fragments seront suturés les uns aux autres pour finalement aboutir à une société « sans couture », et apparemment transparente, telle que la souhaitent les tenants de la *Société de l'information globale*, plus la fonction imaginante des hommes s'en trouvera affaiblie.

Objectivité, émotions et vertiges de la télévision

- 43 Tout produit télévisuel instaure avec le spectateur un rapport qui découle du régime propre à la gestion des images. J.-M. Vernier²¹ distingue trois caractéristiques de la

télévision, depuis son origine jusqu'à nos jours. *L'image-profondeur*, qui instaure le règne de la recherche de l'objectivité des faits. Le téléspectateur y est invité à se faire une opinion fondée - apparemment - à partir d'une réplique du « réel » mis à l'écran. Ensuite, *l'image-surface*, qui correspond à une mise en scène de type spectaculaire entraînant un investissement affectif, passionnel et passager propre aux émissions en direct, « à chaud ». Enfin, *l'image-fragment*, celle qui se débite et se recompose en flux, collages, instantanés, dont le *clip* est aujourd'hui l'une des meilleures illustrations. Ce dernier régime réduit le téléspectateur en objet-écran sensible sur lequel se projettent à un rythme étourdissant des images visuelles et sonores. Pour y échapper, le spectateur n'a guère le choix : changer de chaîne ou « éteindre la télé ». Il peut naturellement aussi trouver son plaisir aux effets de *zapping interne*, assurés par l'image-fragment.

- 44 *Opération Okavango* joue sur ces trois régimes à la fois, métissage hâtif et inachevé qui relève bien de l'approche en surface, à fleur de pellicule.
- 45 Dans une société qui a fondé sa tradition sur la recherche éperdue de la nouveauté, il est normal que l'on privilégie, en matière de télévision, la technique qui ménage le plus d'effets-surprise. On peut donc couper les images en morceaux de plus en plus courts, de plus en plus hétéroclites, de plus en plus violents ou chatoyants, mais c'est le rythme qui est déterminant. Le film doit battre la mesure à un tempo toujours plus efficace. Il s'agit de ferrer le poisson-spectateur, encore et encore, si l'on veut le retrouver sur la même chaîne à la fin de l'émission. La saveur de l'effet-surprise doit se goûter tout au long du programme, puisque le défi est de contrecarrer à tout prix la pratique qui consiste à se libérer de l'hameçon en zappant. Les nouvelles technologies s'imposent non seulement au spectateur par la façon de traiter les images, mais aussi et surtout aux journalistes, aux cameramen, aux producteurs d'émission : le médium dicte sa logique, qui correspond à ce que la technique rend possible à un moment donné.
- 46 Conformément au premier registre, *Okavango* nous propose un florilège de lieux d'exception dont la réalité semble hors de doute puisqu'ils apparaissent sous forme d'images. Nous aurions donc affaire à de vrais lieux, à de vraies situations, à des peuples qui vivent dans un milieu historique et social concret. Afin de garantir le sérieux des thèmes abordés (origine du monde, origine de l'homme, nombre de flamants sur le lac Natron, mode de vie des Masais, volcan en activité, nos ancêtres les chimpanzés, le braconnage et la mort des baobabs, etc.), géologue, ethnologue, spéléologue, vulcanologue, ornithologue, archéologue sont convoqués à l'image, et appelés à la commenter. Quelques raccourcis fulgurants assurent le régime de l'objectivité scientifique, lui-même destiné à asseoir la didactique des images. Le deuxième registre, celui de l'affect et du spectacle, est occupé par les prouesses techniques et les « mises en danger » volontaires ou non, mais toujours valorisées, du protagoniste principal²², ainsi que par la beauté des images.
- 47 Le troisième registre (l'image-fragment) est plus diffus parce que voilé par le parti pris de s'en tenir à un continent à la fois, et à trois ou quatre lieux par émission. Il n'en demeure pas moins présent dans la façon dont on amène le téléspectateur à s'investir, à se désinvestir puis à se ré-investir de nouveau à un rythme soutenu, en le faisant passer - non pas tant d'un lieu à l'autre - mais d'un thème à l'autre, d'un propos philosophique à un exploit technico-sportif, d'un vol en ULM à une explication scientifique, d'une injonction morale à un site archéologique. Une pseudo-cohérence toute géographique est conférée à ces bribes par le biais d'un bout de trajet déroulé en rouge sur une carte ainsi que par la présence récurrente de N. Hulot à l'image. Ce dernier est à la fois reporter et

acteur : on nous le montre nous montrant le monde. *Okavango* n'est certes pas un vidéoclip, prototype du régime de l'image-fragment, mais s'en approche puisque s'y trouvent constamment mêlés les trois registres auxquels nous nous référons (objectif : lent-didactique ; de surface : spectaculaire-affectif ; fragmentaire : rapide-éclaté). L'émission fait passer le spectateur d'un « régime de l'image » (au sens large qui inclut le son et le commentaire) à l'autre sans jamais s'y fixer, d'où l'effet de fragmentation. Cet effet est renforcé par la traversée des plans visuels et des problématiques dans un va-et-vient continu : entre nature et culture ethnologique ; entre culture ethnologique et exploit para-sportif ; entre exploit para-sportif et propos en faveur de la défense de l'environnement ; entre hymne à la nature et problème technique, entre problème technique et culture ethnologique, et ainsi de suite dans une ronde sans fin. Le mélange des registres, appuyé par un émiettement des propos, met le spectateur dans un état où le zapping devient inutile puisqu'il existe déjà au cœur de l'émission. On fidélise le téléspectateur en lui offrant un peu de tout, et on élargit du même coup l'assiette du public-cible : les sportifs, les gens qui ont une fibre exotique, les écologistes, les amoureux de la nature, les curieux, les esthètes, les explorateurs, les touristes, les fans de N. Hulot et les fous des engins volants.

Initiation au vrai/faux

- 48 *Opération Okavango* familiarise le téléspectateur avec de vrais/faux lieux en Afrique et le rend perméable, accueillant, ouvert au monde de la simulation généralisée.
- 49 *Opération Okavango* est une vraie/fausse expédition. Vraie : N. Hulot se rend dans des lieux perdus dont il souligne l'inaccessibilité et le caractère unique. Faux, car l'inaccessibilité est toute relative : preuve en est qu'avec des moyens techniques et un financement généreux, non seulement N. Hulot, mais bien d'autres bourlingueurs seraient en mesure de débarquer à peu près n'importe où. Il se plaît à rappeler qu'il marche sur les traces de Livingstone, Speke, Stanley, Burton. « Sur les traces de » est une vraie/fausse image : l'itinéraire emprunté ressemble à celui des illustres explorateurs, mais le reste est affaire d'hydravion, d'ULM, d'aéronef, d'hélicoptère et de camions tout terrain. Vrai/faux inventaire : en relation avec son inventaire des *must* de la planète, N. Hulot se compare à Darwin. Vrai, il fait son propre répertoire personnel et subjectif, donc arbitraire des beautés et curiosités de l'Afrique ; faux, cela n'a rien à voir avec un inventaire, ce dont d'ailleurs il ne se targue pas. Il s'agit d'un assortiment de lieux qu'il souhaitait personnellement visiter et faire partager sur le mode de l'image. Son émission est un quasi-vrai/faux direct. Le direct est suggéré, par exemple, par le souffle court de N. Hulot lorsque, revêtu d'une combinaison spéciale dotée d'un casque incorporé, comme les cosmonautes, il commente sa descente au-dessus d'un lac de lave en fusion ; impression également de direct à l'écoute des commentaires de N. Hulot²³.
- 50 Vrai/faux direct, car si les plans ne sont pas trafiqués, ils ne sont pas non plus retransmis tels quels, en temps réel. Certes, N. Hulot ne prétend pas faire d'*Okavango* une émission en direct, mais tout se passe *comme si* c'était le cas. Journaliste du direct, il en utilise les feintes plutôt que la technique. Il s'agit d'introduire un effet vérité d'autant plus efficace qu'il procède d'un simili direct.
- 51 *Okavango-Afrique* est une construction faite de bries (vrais) et de brocs (faux) où signes de la mondialisation et de l'authenticité s'amalgament comme dans ce fond sonore qui introduit l'émission du 24 avril 1996 : juxtaposition de barrissements d'éléphants, de

sonneries d'un téléphone-satellite, un « *jambo, jambo* » de N. Hulot et de quelques bribes indistinctes de conversations en swahili.

- 52 Les films consistent à montrer ces lieux au téléspectateur et, dans le même temps, lui faire comprendre qu'il ne les verra jamais « en réalité ». Soit parce qu'ils auront disparu, soit parce qu'ils sont inaccessibles. Ce simple fait ne suffit évidemment pas à transformer des sites en vrais/faux lieux.
- 53 Ce qui, en revanche, les rend à la fois vrais et faux, c'est leur *prétention à l'authenticité* et le traitement audiovisuel auquel ils sont soumis. Les lieux, les phénomènes naturels, les animaux, les populations, deviennent objets authentiques, c'est-à-dire dignes du *medium*, à condition d'être *beaux, uniques et difficiles d'accès*. Pour exister, l'authenticité doit porter le sceau du spectaculaire et de l'inédit. En effet, à quoi servirait cette lourde logistique si elle se réduisait à filmer l'Afrique « telle qu'en elle-même », à supposer que cela soit possible ? Miser sur l'authenticité dans l'acception propre à *Okavango*, c'est privilégier ce qui est *esthétique, exceptionnel²⁴, excitant et fragile*. L'Afrique australe est un « endroit merveilleux » ; le reste²⁵ n'existe pas.
- 54 L'Afrique australe d'Opération *Okavango*, c'est aussi un voyage dans le temps, dans les profondeurs de la préhistoire, grâce à la technique : l'originel fait partie de l'original, l'évolutionnisme social tient lieu d'histoire à rebours²⁶. Le dispositif télévisuel s'institue témoin de l'existence quasi fabuleuse (puisque quasi intacte) après tant d'années de « patrimoines ethnologiques ». « Les Masaïs authentiques à l'écart des touristes (...) sont un patrimoine ethnologique, un des plus merveilleux de la fin du xx^e siècle. Leur survie tient aujourd'hui du miracle tant ils ont été malmenés par les colonisations et malheureusement, même après l'indépendance de la Tanzanie, leur sort ne s'est guère amélioré ».
- 55 Paradoxalement, les Masaïs « à l'écart des touristes » sont ainsi devenus à l'image, un vrai/faux peuple, pâte malléable utilisée pour mettre en valeur l'exploit technique. Le guerrier masai monte dans un aéronef pour visiter le lieu (le cratère d'un volcan) où « habite » sa divinité. « *Do you think your god is living here?* », lui demande N. Hulot à l'approche du volcan.
- 56 Si les « sauvages » détiennent leur statut ethnographique de la présence d'un ethnologue sur le terrain, les lieux d'*Okavango* acquièrent le statut de « lieux » parce qu'ils sont filmogéniques. Dans les deux cas, il n'y a pas d'envers à l'image : c'est un décor. Les « patrimoines » naturel et ethnologique sont télescopés, encastrés l'un dans l'autre. Or, dans le rapport entre culture et nature, l'essentiel se joue dans le va-et-vient, dans la relation dialectique qui naturalise la culture et enculture la nature.
- 57 C'est le fait de n'avoir pas su reconnaître cette dynamique qui confère à ces images de vrais/faux sites, habités ou non, leur caractère irréel et qui – en tranchant entre ce qui relève de la culture et ce qui tient de la nature ou, au contraire, en les amalgamant – court-circuite le va-et-vient, seul garant de cette construction mutuelle. Ce sont les images qui défilent ; les populations, elles, sont captées dans l'instant, comme figées dans un quotidien exotique qui apparaît comme n'ayant ni « avant », ni « après », si ce n'est celui de la menace qui les guette. Leur seul statut d'existence leur étant conféré par l'œil de la caméra, un instant braqué sur elles.
- 58 Le traitement des indigènes (et de la nature) par l'émission participe du même souci que celui de l'anthropologie visuelle de l'Afrique qui prend la forme d'un *dernier hommage* : leur mise en images, leur archivage. Cette « anthropologie de sauvetage » (Jason Clay) se

développe aujourd'hui pour archiver ce qui peut encore l'être de certains peuples africains et surtout de leurs pratiques rituelles. Cette anthropologie visuelle (l'Afrique filmée ou photographiée par des ethnologues) est comparable à une anthropologie de consolation face à la disparition de certains groupes ethniques ou à l'abandon par ceux-ci de leurs pratiques rituelles les plus étranges aux yeux des Occidentaux. Tout se passe comme si la perte d'un certain réel africain pouvait être compensée par sa mise en images. Et comme si le changement était nécessairement une perte. Preuve en est, par exemple, l'intitulé suivant d'un article paru dans *Time Magazine* : « L'Afrique perdue : les cérémonies tribales du continent sont en train de disparaître, mais beaucoup sont maintenant préservées sur film »²⁷. L'article évoque la recherche photographique en Afrique de Carol Beckwith et d'Angela Fisher, dont les dizaines de milliers de photographies seront réparties dans quatre livres, un CD-ROM, un documentaire et plusieurs articles dans le *National Géographie Magazine*. « Mais le plus important aux yeux des savants est que [...] la collection sera accessible aux chercheurs - une archive ethnographique sans prix qui survivra quel que soit le sort de ces tribus »²⁸. La mise en images ethnographiques comme rituel esthétisant orchestrant le deuil du réel : rien qui ne soit plus compatible avec la mondialisation culturelle.

- 59 L'archivage du réel est une tentative d'en assurer d'une part l'ultime maîtrise à coups de CD-ROM et d'émissions-inventaires et, d'autre part, de se dédouaner vis-à-vis de la disparition fragmentée du réel, censée être inévitable.

La protection rhétorique et simulée

- 60 Le chasseur-cueilleur d'images et de sensations fortes parle le langage *soft* de la solidarité et de la protection : mais quelles sont les menaces, concrètement, qui planent sur ces lieux ? Quels en sont les « auteurs » (Etats, logique de développement, capital international, spéculation financière, autochtones, climat, guerres, globalisation économique) ? Le flou entretenu à cet égard est fictivement compensé par la nomination (par l'image et le commentaire) de lieux précis qui font croire à leur existence, en dehors de tout contexte, excepté celui cadré par l'œil de la caméra, le temps de quelques images, et du bruit des engins qui atterrissent ou prennent leur envol. Le premier danger que dénonce *Okavango* est celui de la présence des touristes. Cependant, pour les populations, la différence entre la présence d'une équipe de tournage ou d'un contingent de touristes est loin d'être claire. Le mot magique pour pallier la menace est celui de *protection*, injonction permanente comme en suspension dans un *no man's land* politique. Protection décrétée valeur indiscutable puisque posée au nom de la solidarité avec les autres êtres vivants. La protection contre un certain tourisme est ici à double fond. D'une part, sa nécessité est affirmée par des discours normatifs ; d'autre part, les pratiques de conservation ont comme logique plus profonde de préserver les conditions qui permettent le tourisme. Car la disparition du réel ne s'effectue pas sans rétroaction, réversibilité dont on ne peut prévoir les effets et qui entraîne un redoublement de la logique d'une muséification anticipant l'élimination du réel.
- 61 Comme le dit fort justement Dalla Bernardina, le fait que le terme « protection » « fonctionne selon le principe de dénégation, c'est-à-dire en affirmant à haute voix le contraire de ce qu'il recèle effectivement, est chose facilement vérifiable. De nombreux témoignages nous sont offerts par les revues de voyage [...] qui, au moment même où [elles] incitent à l'exploration des derniers espaces incontaminés, prennent leurs

précautions en énonçant des propositions du genre : « Les sports nature aident l'environnement »²⁹.

- 62 Le spectateur occupe virtuellement une position comparable à celle du consommateur de demain qui pourra, muni d'une sorte de télécommande et d'une carte de crédit, se promener dans un supermarché où ne sera exposé qu'un seul exemplaire de chaque produit. Il suffira au client de cliquer sur les objets de son choix pour qu'à la sortie, on lui livre la marchandise. Ce sera l'ère du « caddy virtuel »³⁰. L'*Opération Okavango* comme catalogue touristique géant. Ce n'est certes pas ce que souhaite N. Hulot, tout au contraire³¹, mais aucun continent, si beaux et fragiles qu'en soient les espaces, n'est en mesure d'échapper à cet ensemble de contraintes que constitue la mondialisation. En effet, il ne suffit pas de sommer le politique de « gérer » ces lieux fragilisés, l'écologie de les préserver, le téléspectateur d'en apprécier les images, tout en laissant, dans la pratique, la seule logique du profit peser sur leur destin.
- 63 En effet, les lieux montrés à l'image seront nécessairement convoités par des touristes « éclairés », financièrement parlant. On le sait, le tourisme est la première industrie mondiale. Les réseaux organisateurs de voyages exclusifs feront le reste, c'est-à-dire leur travail de « mise en tourisme » (Jean-Didier Urbain). Les réseaux informatiques sont d'ores et déjà à même d'organiser, sur commande, presque n'importe quel voyage. Les élus pourront alors dire : « Je savoure ce qui reste d'une nature qui, si cela ne dépendait que de moi, serait encore incontaminée »³².
- 64 Vrais/faux lieux constituant une sorte d'archipel virtuel, composé d'îlots choisis pour leur seule beauté et leur exotisme. Seuls sont reliés entre eux – via le téléphone-satellite – les membres de l'équipe sur le terrain et les logisticiens à Paris. Ce support technique révèle l'accessibilité réelle tous azimuts (pour certains), dessine les contours du « village planétaire », vrai/faux lui aussi, et exprime paradoxalement *l'ubiquité rêvée, expérimentée, luxe suprême, dans un lieu décrété unique et réputé inaccessible*.
- 65 Le début de la première émission montre longuement la descente de N. Hulot en parachute. Deux ULM volent de conserve avec les flamants qu'un ornithologue est chargé de compter. Si l'on va sous terre et l'on explore les profondeurs marines, la vision aérienne demeure fortement privilégiée : « Chemin faisant, comme on le fait dans *Opération Okavango*, évidemment, on ouvrira bien grands nos yeux pour voir ce qui va passer sous les ailes du Katalina »³³.
- 66 L'approche en plongée (parachute, ULM, hélicoptère, ballon) théâtralise la vraie/faussee inaccessibilité de ces « lieux uniques ». Les multiples décollages et atterrissages des engins volants, le bruit obsédant de leurs divers moteurs, auquel est mêlée, systématiquement, la même envolée de musique planante *New Age*, un brin de « rythmes africains » et, parfois, un gazouilli-brouhaha de voix autochtones, amalgame abracadabrant, toile de fond sonore sur laquelle se détache le commentaire de N. Hulot : voilà qui caractérise bien le son-fragment, métissage sauvage, double emphatique de l'image-fragment.

En être ou ne pas en être, *that is the question*

- 67 La problématique de l'accessibilité/inaccessibilité qui préside au choix des lieux d'*Okavango* est aussi au cœur du débat sur les avantages et les inconvénients de la culture mondiale.

- 68 L'accès, facilité ou libre, à la totalité des informations, magiquement rendues équivalentes au savoir et à la culture, est l'une des principales justifications avancées à propos des nouvelles technologies.
- 69 Michel Serres salue dans cette profusion de signes et d'images la manifestation d'un nouveau sujet, « une intelligence parfaitement connectée, cerveau somme de tous les cerveaux ; un jugement équilibré, par contrôle et régulation réciproques des informations collationnées ; [...] sujet unique, ensembliste, global, collectif, intégré comme un total partout et toujours présent à soi-même »³⁴. Cependant, à partir de cette donne entièrement nouvelle, il faudra - nous dit M. Serres - choisir : « Dans l'histoire future, notre temps passera-t-il pour avoir inventé la misère totale, par cette étrange nouveauté logique de l'exception à l'universel : la féroce mise à la porte du monde ? »³⁵ Mise à la porte de ceux « qui ne sont pas lucides sur le monde global », qui ne possèdent pas cette « représentation élémentaire de soi-même dans l'univers, dont les philosophes disent qu'elle constitue l'humanité »³⁶, en un mot l'immense majorité des habitants de la planète... Or, d'une part, cette « féroce mise à la porte du monde » n'est pas un phénomène nouveau ; la mondialisation culturelle ne fait que l'aggraver. D'autre part, au nom de quelle valeur suprême, de quelle finalité incontestable, devrait-on faire de « la lucidité sur le monde global », la condition de participation à la condition humaine ? Enfin, à l'intérieur de la problématique, propre à n'importe quelle technique, du *choix de l'usage* que l'on décide de faire de celle-ci, deux questions se posent : le choix existe-t-il et, si oui, qui détient le pouvoir de l'exercer ?
- 70 Le versant néo-utopique de ce nouveau monde de la communication dessine « une nouvelle égalité » : « Tous les savoirs sont libres et égaux en droit »³⁷. Accessibles. Nous avons tous droit à tous les signes. Et tandis que, dans le monde réel, les clivages entre info-riches et info-pauvres se creusent encore, les chantres des nouvelles technologies nous annoncent que « nous sommes - techniquement - capables de sortir de l'ère de la rareté pour entrer dans celle de l'abondance »³⁸. L'émission *Opération Okavango* constitue une figure de ce *nouvel élitisme néo-utopique*, propre à la mondialisation. Car d'un côté il y a ceux qui ont accès à l'inaccessible grâce à la technique et à l'argent³⁹ et, de l'autre, ceux qui consommeront les images et à qui *Okavango* va *dire* ce qu'il y a de beau dans les cinq continents pendant cinq ans⁴⁰ !
- 71 Regard dicté, codé par avance, branché sur l'exceptionnel, le superlatif, le « toujours plus », le « jamais avant » et l'unique. On offre des images tout en mettant en garde car bientôt peut-être, seule la pellicule en gardera la trace, une fois perdu leur référent. Préparation insidieuse à la perte du réel, accueil de l'image comme solution de fortune au détriment de l'imaginaire, non seulement parce que le « vu » à l'écran serait censé compenser le vécu et l'expérience en direct, limitation somme toute banale et inévitable, mais surtout parce que *les lieux proposés réduisent d'un seul tenant la nature et le social à un faire-valoir d'une épopée technique qui se passe en dehors et au-dessus d'eux...* Enfin, si extrême soit l'extrême, à un moment donné, les téléspectateurs voudront décoller pour chercher ailleurs la nouveauté. Une fois recensés et vus les « plus beaux endroits de la planète », qu'offrirait-on au téléspectateur ? Après la fin du vrai/faux, place sera faite à la simulation, à la « purification technologique ». Le combat économique entre télévision et télématique est déjà largement engagé.
- 72 La logique de la mondialisation culturelle est d'ex-communiquer ceux qui ne se sont pas prêts à participer à sa néo-utopie. Cependant, toute mondiale qu'on la veuille ou la prétende, la culture mondiale est incapable de parler du monde. Elle crée un monde. Sous

les entrelacs de ses réseaux, la pluralité des mondes subsiste et se réinvente perpétuellement, sans pour autant que l'on soit en mesure de s'en féliciter. L'exclusion n'est-elle pas son terreau ?

NOTES

1. Pierre Legendre, *Paroles poétiques échappées du texte : Leçons sur la communication industrielle*, Le Seuil, Paris, 1982, pp. 230-231. Au moment où ce *Cahier* est en voie d'impression, il semble que l'émission *Okavango* cessera en juin 1997 pour des raisons financières. Cette dernière n'est considérée ici qu'en tant qu'illustration du genre télévisuel spécifique signé « grand reportage ». Son analyse conserve de ce fait sa pertinence.
2. A la suite d'un sondage, *Ushuaïa* a été consacrée l'émission « la plus marquante » des trente dernières années, *TV Guide*, 7-14 déc. 1996.
3. Programmée pour un avenir de plusieurs années qui la portera jusqu'en l'an 2000, fait rare en matière de télévision, *Opération Okavango* coûte en moyenne 7 millions de francs français par unité de production. La confiance accordée à Nicolas Hulot et à son équipe par un média perpétuellement en mal d'audience et à la recherche de profits constitue un gage de l'écho que son émission est censée rencontrer, un indice de (ou un pari sur ?) l'actualité supposée de son propos, aujourd'hui et jusqu'à l'an 2000. Ces espoirs se fondent sur la popularité qu'avait obtenue *Ushuaïa*, à laquelle s'ajoute désormais une intention didactique. Voilà pourquoi la *Fondation Ushuaïa* devrait bientôt être reconnue d'utilité publique par les ministères de l'Education et de l'Environnement et, affirme N. Hulot, « nous sommes partie prenante dans la réforme de l'éducation ».
4. Nicolas Hulot : « Il y a d'abord les spécialistes de mission : les pilotes, les spéléologues, les plongeurs. Il y a les scientifiques, qui sont là pour éclairer un peu notre regard ; toutes les sciences de la terre : la volcanologie, la biologie, l'ethnologie (sic), et puis les hommes de l'intendance, parce qu'il faut faire bouffer tout ce monde-là, le loger le soir dans les campements, et puis les logisticiens d'*Ushuaïa*, toute l'équipe d'assistants qui a organisé ce tournage. Vous imaginez quand on débarque dans un pays comme l'Ouganda ou comme l'Ethiopie avec l'ensemble de cette armada, la somme d'autorisations qu'il faut avoir ». Pratiquement toutes les citations de N. Hulot sont tirées du commentaire accompagnant les images d'*Opération Okavango* (trois premières émissions) ; lorsque la source est différente, elle est indiquée en note.
5. Cette année, le thème adopté pour l'une des Journées de Pétrarque, n'était-il pas « L'Europe pourra-t-elle résister à la mondialisation ? », France-Culture, 8 août 1996 ?
6. *Nâ-kopâ-âbâd*, mentionné par Denis de Rougemont dans « Utopie, technique, Etats-nations », *Cadmos*, n° 9, 1980, pp. 122-128.
7. Thomas Molnar, *L'utopie, éternelle hérésie*. Editions Beauchesne, Paris, 1967, p. 12.
8. Hervé Castenet, *Le Regard à la lettre*. Anthropos-Economica, Paris, 1996, p 31.
9. Michel Serres, *Atlas*, Julliard, Paris, 1994, pp. 130-131.
10. Voir à ce sujet les grandes lignes d'une ethnographie de la vision en Occident exposées par Noël Nel, « Les régimes scopiques : essai de typologie », in : Réalités de l'image, images de la réalité, L'Harmattan, *Revue interdisciplinaire de recherches sur l'image*, n° 1, mars 1996, pp. 44-60.
11. Anne Sauvageot, *Voirs et savoirs : esquisse d'une sociologie du regard*, Paris, PUF, 1994, pp. 170-171.

12. « Europe and the Global Information Society, Recommendations to the European Council », *Cordis Focus*, Supplement 2. published by the European Commission, 15 July 1994.
13. *Ibidem*, p. 9.
14. Michel de Fornel, « Les paradoxes du vrai-faux », *Traverses*. n° 8, hiver 1993, p. 39.
15. Pierre Marcelle, « Double Zéro », *Libération*, 10 septembre 1996, p. 42.
16. *Colloque sur les nouvelles technologies et les droits de l'homme*, 9-10 mars 1995, EPFL, Lausanne.
17. L'hyperréel est de l'ordre de la simulation : le réel, dans son acception classique, et la représentation du réel, en sont exclus.
18. Bernard Jolivat, *La réalité virtuelle*, coll. Que Sais-je ?, PUF, Paris, 1995, p. 114.
19. Alain Gauthier, *La trajectoire de la modernité : représentations et images*, Paris, PUF, 1992, pp. 233-234.
20. Jean Baudrillard, « La précession des simulacres », *Traverses*, n° 10, 1978, p. 6.
21. Jean-Marie Vernier, « Trois ordres de l'image télévisuelle », *Revue Quaderni*, n° 4, 1988, cité par Anne Sauvageot, *op. cit.*, p. 175.
22. Pierre Wiehn, PDG de la maison de production Protecra, a réussi l'exploit de vendre à NBC, après deux ans de tractations, une *Opération Okavango* reformatée au goût américain. Ce ne sont pas les belles images qui les intéressent mais le personnage de Nicolas Hulot, dont les exploits sont commentés en voix *off*. Le *Network* fera une diffusion test en *prime time* (information donnée par le *Nouvel Observateur*, 21 juin 1996, p. 104).
23. Le magazine de l'extrême, *Ushuaïa*, était en direct : « Aucune émotion n'est feinte. C'est pourquoi les gens sont fidèles à notre rendez-vous hebdomadaire. Au téléspectateur, on doit l'authenticité. Jamais je n'ai fait le son après, comme on me l'a demandé. Pas de mixage savant, de faux direct. [...] Les mots viennent tout seuls, sans aucun décalage entre la sensation et l'expression », écrit Nicolas Hulot dans *Les chemins de traverse*, J.-C. Lattès, Paris, 1989, p. 242. En revanche, dans *Okavango*, il y a bel et bien un mixage « savant » du son après coup et vrai/faux direct.
24. « Quand on sort des sentiers battus, on prend le risque de découvrir des lieux exceptionnels ; et dans ces lieux exceptionnels, on rencontre des gens d'exception. Il n'y a pas de hasard, il n'y a que des coïncidences [...]. *Opération Okavango* croisera, je l'espère souvent, les pas de gens d'exception ». Comme il n'y a pas de hasard, le jeu des coïncidences est tel qu'au cours de ces trois émissions, les gens qualifiés d'exceptionnels sont quasiment tous d'origine occidentale.
25. « Le Pélikan (hydravion) est en train de migrer en Afrique australe qui est aussi un endroit merveilleux parce qu'entre le Mozambique, le Zimbabwe, le Botswana, la Namibie, l'Afrique du sud et l'Angola, il y a un potentiel merveilleux ».
26. « Au moment où l'on démarre cet inventaire, il était bien de commencer au commencement des choses et, qui plus est, chemin faisant dans cette Rift Valley, sur ces témoignages les plus anciens du passé de l'homme, on croise d'autres témoignages d'un autre passé plus récent qui sont tous des groupes ethniques qui ont conservé quasi intacts, à quelques petits détails près, le même comportement, le même mode de vie qu'ils avaient préalablement il y a plusieurs milliers d'années. Les regarder vivre, c'est se projeter 10'000 ans en arrière et ce témoignage-là, au moment où l'on va passer du 2^e au 3^e millénaire, est un témoignage essentiel et indispensable : nous le faisons ».
27. Michael D. Lemonick, *Time*, Sept. 9, 1996, pp. 56-60.
28. *Ibidem*, p. 58.
29. Sergio Dalla Bernadina, *L'utopie de la nature : chasseurs, écologistes et touristes*. Editions Imago, Paris, 1996, p. 249.
30. Albert Bressand, Catherine Distler, *La planète relationnelle*, Flammarion, Paris, 1996, p. 129.
31. « Participer à des combats écologiques, alors que je suis incapable de prendre part à une lutte politique et que les idéologies m'assomment. (...) L'écologie, c'est aussi toutes les minorités, étalées comme des taches d'huile jusqu'à émulsion complète. Jamais on n'a respecté les

minorités, qui sont le sel de la terre : on les a tuées, ou déguisées, c'est pareil », Nicolas Hulot, *op. cit.*, pp. 244-245.

32. Sergio Dalla Bernadina, *op. cit.*, p. 246.

33. C'est nous qui soulignons.

34. Michel Serres, *op. cit.*, pp. 134-135.

35. *Ibidem*, p. 140.

36. *Ibidem*, p. 140.

37. *Ibidem*, p. 180.

38. Pierre Lévy, *Colloque sur les nouvelles technologies et les droits de l'homme*, Lausanne, EPFL, 1995.

39. « Okavango, c'est Ushuaïa qui continue avec des *moyens beaucoup plus importants* ». Il s'agit « sans aucun doute de la plus incroyable et la plus fantastique descente que l'on puisse faire à l'intérieur d'un volcan ; *cela nécessite beaucoup de moyens* ».

« Le Colibri [hélicoptère] et le Pélikan [hydravion] nous permettent de convoiter les endroits les plus inaccessibles de la planète ».

« Cette autonomie nécessite, c'est vrai, *des moyens importants*, une organisation, une logistique importante, mais ce qui en fait l'intérêt (sic !), parce que je pense que c'est une des dernières belles et grandes expéditions de ce siècle. Et que, comme l'avaient fait sous un autre registre scientifique à la fin du siècle dernier des gens comme Darwin, pour faire un inventaire évidemment beaucoup plus encyclopédique, nous, on fait une moisson d'images. A chacun son siècle, à chacun son époque. »

40. « Voilà un lieu à la dimension de tous ces sites que nous allons tenter d'observer pendant cinq années [...], l'inventaire de ce qu'il y a de plus beau sur terre. »

AUTEUR

MARIE-DOMINIQUE PERROT

Politologue, chargée de cours, IUED, Genève

Migrations : à nous la liberté ?

Mobilité réelle, fiction de l'emploi et de la sécurité

Laurent Monnier

La courbe que décrit l'activité de pensée doit rester
liée à l'événement - incident - comme le cercle
reste lié à son foyer.

Hannah Arendt

- 1 Tout être humain est à la fois sédentaire et migrant. C'est la conjoncture historique qui détermine la possibilité d'un choix, partir ou rester, et ce sont les individus ou les groupes qui tranchent selon leurs volontés et leurs capacités. Les femmes et les hommes ont des jambes : la mobilité est constitutive de l'espèce humaine. A notre époque, il existe de nombreux moyens de transports, toujours plus performants, permettant aux humains de se rendre très rapidement d'un endroit à un autre de la planète. Par ailleurs, le travail et la sécurité sont actuellement les deux valeurs les plus recherchées sur terre car elles sont de plus en plus rares¹ ; nombreux sont les gens qui se rendent là où ces valeurs sont disponibles. De sédentaires, ils deviennent migrants, et ils se heurtent à l'hostilité d'autres sédentaires car ils leur renvoient leur propre image d'hommes et de femmes potentiellement migrants. Les migrations internationales s'inscrivent aujourd'hui dans la logique de l'intégration et de l'exclusion : certaines personnes quittent leurs régions pour se rapprocher des lieux où ils croient avoir le plus de chance de trouver un emploi. Mais le marché n'a plus besoin d'eux et ils tendent à être superflus, comme le sont déjà les nombreux chômeurs qui habitent les contrées vers lesquelles ils se déplacent².

Les flux migratoires sont constitutifs du processus de mondialisation

- 2 Certains analystes relèvent le caractère préoccupant de l'intensification des migrations en cette fin de xx^e siècle. Près de 100 millions de personnes vivent en dehors de leur pays

de citoyenneté. Malgré les déclarations de fermeture à l'immigration des gouvernements des nations industrielles riches, le nombre des migrants augmente de 2 à 3 % par an, au point que la croissance de cette « nation de migrants » serait l'une des plus rapides du monde³. D'autres analystes insistent en revanche sur le fait que « cette mobilité ne concerne qu'une frange minime de la population du globe, 2 à 3 %, non comptées les migrations intérieures »⁴. Alors, qu'en est-il exactement ? Les migrations sont-elles un mouvement de masse récent ou s'agit-il au contraire d'un phénomène « vieux comme le monde » ?

- 3 Les migrations peuvent être considérées comme l'une des caractéristiques du processus de mondialisation en cours⁵. En effet, les idées et les idéologies liées aux deux phénomènes - mondialisation et flux migratoires - sont étroitement associées dans l'histoire comme dans l'actualité. Et, de plus, les deux phénomènes, tout en étant réels et donc non fictifs, sont aussi étroitement dépendants de leurs représentations, qui varient selon les groupes, les intérêts et les cultures.
- 4 Certes, la notion de mondialisation n'est guère une nouveauté et la connaissance historique lui a associé, de tout temps, certaines formes de migration - comme les invasions ou les conquêtes - et les projets impérialistes qu'elles animaient. Il suffit de penser à Alexandre, dit le Grand pour cette raison même, à l'Empire britannique du siècle passé ou à Cecil Rhodes, qui déclarait : « Si je le pouvais, j'annexerais les planètes »⁶.
- 5 Mais aujourd'hui, le terme mondialisation rend compte d'abord d'événements spécifiques et historiquement situés dans la période actuelle, marquée par la fin de la Guerre froide. Il s'agit des transformations majeures qui affectent la quotidienneté des gens, et celles en particulier qui font fi des frontières. Il n'y a plus de rideau de fer et la liberté est devenue la norme. Avec la mise en place d'un marché économique et financier mondial unique, des supermarchés stéréotypés se retrouvent sur toutes les parties du globe avec les mêmes produits provenant d'un peu partout. Des flux de communications diverses circulent autour du globe (des transports aériens à la « toile ») et la pollution engendrée par divers types d'accidents (centrales nucléaires, pétroliers, etc.) peut contaminer des personnes dans des lieux très éloignés de la source de la pollution. « Qui n'a pas individuellement éprouvé les effets de dilution des paramètres nationaux, dans son rôle de consommateur, de spectateur, de migrant, de touriste ou de demandeur d'allocation ? »⁷.
- 6 Avant d'évaluer le phénomène de mondialisation à partir de l'observation des migrations - ce qui implique d'abord la question de la liberté de circulation des individus mais aussi la question du marché du travail - il convient de le penser dans certaines de ses interprétations. « Avant d'être une doctrine, voire une idéologie, la mondialisation est donc un fait, trop têtue assurément pour qu'on puisse prétendre l'ignorer ou le détruire »⁸.
- 7 Pour saisir l'actualité du « fait » migratoire moderne, il convient d'identifier son origine, étroitement conditionnée par l'histoire du développement du capitalisme, qui produisit cette migration particulière, liée à l'industrialisation : l'exode rural. La mondialisation consistait alors dans l'intégration progressive de toutes les populations du globe au marché du travail. Il n'y a pas si longtemps, en effet, certaines populations extra-européennes vivaient encore dans l'ignorance de ce marché et du système économique qui lui est associé. Dans cette optique, la période des impérialismes et des colonisations du siècle dernier fut déterminante. Elle correspond à l'histoire de la mise au travail autoritaire des populations colonisées et à la progression du travail salarié comme pratique universelle.

- 8 Mais l'expansion capitaliste est aussi à l'origine d'un développement inégal, qui a contribué à la constitution historique d'un « monde développé » et d'un « monde sous-développé » à partir de l'universalisation d'un paradigme culturel, celui de la rationalité instrumentale, associée à un *homo œconomicus* dépourvu de passion⁹. Les migrations constituèrent alors une partie intégrante des échanges économiques entre régions sous-développées et régions développées ou en expansion, au même titre que la circulation des capitaux, des marchandises ou des services. Les migrants, élevés ou formés chez eux, s'insérèrent dans les marchés du travail des pays riches où ils contribuèrent à la production et à l'expansion des marchés des biens et des services. Cette inégalité de développement, envisagée dans ses effets sur les populations du globe, est souvent exprimée aujourd'hui par la notion de société « duale », ou de société à « plusieurs vitesses ». Que faut-il entendre par là ? Le capitalisme occidental s'est constitué par l'emprise toujours plus exclusive d'un « modèle de la performance »¹⁰ exigeant de chaque individu un unique dessein, la réussite, tant sur le plan économique que dans la vie personnelle. Ce modèle a contribué à forger une société composée de gagnants et de perdants, où, pourtant, la position de gagnants est toujours éphémère. Seuls les gagnants participent de plein droit comme citoyens au fonctionnement de la société : ce sont les personnes « intégrées » ou en voie d'intégration. L'autre pôle du type idéal exprimé par le concept de société duale est représenté par l'exclusion. Et il est évident que les structures traditionnelles de classes jouent un rôle important dans cette compétition permanente que suggère la pratique de la performance : les individus d'origine bourgeoise, qui ont reçu une bonne éducation et qui sont donc les mieux pourvus en capital social et culturel, ont plus de chance d'être gagnants et d'accéder aux postes de responsabilité. Quant aux autres, qui constituent une masse de plus en plus importante, ils peuvent être classifiés de différentes manières. Ils sont peut-être encore une « armée de réserve », dans le sens où l'entendait Marx, mais ils sont surtout devenus des exclus du système économique en voie de mondialisation : certains peuvent assumer des tâches dépréciées, dépourvues de reconnaissance sociale ou bien de durée déterminée comme le travail intérimaire ; d'autres survivent dans un secteur dit informel, voire communautaire, en marge de la légalité ou du système capitaliste dominant.
- 9 On assiste alors à l'extension de vastes ensembles de disqualifiés sociaux, comme les appelle Eugène Enriquez, d'assistés et de marginaux. Dans cette logique, les populations des espaces laissés pour compte de l'expansion capitaliste risquent d'être toujours plus candidates à l'émigration. Dans de nombreux pays africains, par exemple, le fossé s'élargit entre la minorité privilégiée et les différentes couches qui sont dépendantes pour leur survie des revenus monétaires qu'elles tirent de leur intégration au marché du travail. En voie de paupérisation par les programmes d'ajustement structurel, et plus récemment par des guerres internes, et souvent incapables de se retourner complètement vers le secteur d'autosubsistance ou communautaire, ces couches sont donc inévitablement pourvoyeuses de migrants. Constitutifs du processus de mondialisation, les flux migratoires sont donc aussi révélateurs d'une logique de l'intégration et de l'exclusion : on migre pour se rapprocher des lieux où il y a de l'emploi. Mais le marché est saturé et le processus d'exclusion se poursuit inexorablement¹¹.

La migration comme critique de la mondialisation

- 10 La mondialisation est aussi une idéologie : elle est la vision du monde néolibérale que la minorité de gagnants essaie d'imposer à tous. Dans ce sens, elle a pris un essor particulier avec l'implosion du monde soviétique, qui a été interprétée comme la victoire planétaire du capitalisme. Mais elle s'inscrit aussi dans un contexte de conflits internes, libérés par l'éclatement des sphères d'influence qui caractérisaient les blocs au temps de la Guerre froide. Quête de refuge et migration sont désormais les composantes d'un même mouvement¹². La migration est précisément l'un des phénomènes permettant d'identifier la nature idéologique du discours sur la mondialisation : l'internationalisation de la force de travail, qui devait être le complément « normal » de l'internationalisation du capital, est une fiction car les Etats-nations, leurs réseaux de polices, mais aussi leurs ressortissants « nationaux », s'opposent à ce que n'importe quel étranger puisse venir s'installer à sa guise sur leur sol national.
- 11 En ce sens, le critère de la nationalité n'a guère perdu de sa prégnance, même s'il est surdéterminé par le critère du statut socio-économique. Les riches franchissent plus facilement les frontières que les pauvres. De plus, l'argent n'a pas d'odeur, l'identification de sa couleur est problématique, il peut toujours être « blanchi » et circuler au rythme des ordinateurs. Les « ressources humaines », elles, ne peuvent être complètement réifiées. Les migrants sont des nomades qui, comme tous les humains de la planète, ont des teints, des odeurs, des manières d'être et de se comporter qui expriment leur condition humaine proche ou lointaine. Ils ne sont pas fictifs ; ils sont même d'autant plus réels qu'ils sont demandeurs d'asile ou d'emploi, donc insupportables pour les indigènes sédentaires car ils évoquent cette masse de perdants que chacun craint d'incorporer un jour ou l'autre.
- 12 La fiction, et c'est à la fois banal et tautologique de l'énoncer, réside dans le discours sur la libre circulation des personnes à l'échelle du monde. Sa potentialité même est suspecte, car l'« Etat n'a pas dit son dernier mot »¹³. Si l'abolition des frontières caractérise l'idéologie de la mondialisation, on assiste en réalité à un processus inverse de fermeture officielle des frontières aux migrants, ce qui n'empêche pas, par ailleurs, les migrations de se poursuivre. Depuis le milieu des années '70 en effet, les pays riches se sont peu à peu fermés aux migrants et leurs gouvernements ont multiplié les mesures policières pour prévenir toute forme d'afflux de populations dans leur espace national, que ce soient des travailleurs ou des réfugiés. Seuls persistent, toujours officiellement, l'exode des cerveaux et les migrations de travailleurs qualifiés, pour lesquels une demande existe. Ce sont souvent des cadres ou des spécialistes dont le statut social ne correspond plus à la condition de migrants, car celle-ci est de plus en plus associée, dans le langage courant, à la « misère du monde ». Dans cette optique, la migration est perçue comme un « mal » par de larges secteurs de la société, tant au niveau des instances gouvernementales – en Europe comme en Afrique par exemple, où les expulsions de migrants sont fréquentes – que dans les milieux qui autrefois défendaient les travailleurs migrants au nom de la solidarité prolétarienne. La stigmatisation récente des clandestins en France¹⁴ a accentué cette connotation négative, associant migrants et réfugiés à l'extension du chômage et à la criminalité. La grande majorité des Suisses craint aussi que la sécurité publique ne soit menacée par des requérants d'asile trafiquants de drogue¹⁵. Le Parlement helvétique a en effet récemment bénéficié d'un large appui populaire lorsqu'il a modifié la législation à

l'égard des étrangers dans un sens plus répressif, sur proposition du Gouvernement. Dans la pratique, ces nouvelles dispositions légales ont surtout permis à la police suisse de mieux pourchasser les clandestins.

- 13 La xénophobie n'est cependant pas une donnée conjoncturelle. Notre propos n'est pas ici de faire l'étude de son fonctionnement. Mais rappelons tout de même que, comme le racisme, elle existe à l'état latent dans toute société et gîte même au tréfonds de chaque individu, car le processus de construction de l'identité des individus et des groupes sociaux s'élabore par la perception de la différence de l'autre, inquiétant car radicalement autre et en même temps dangereux, car globalement semblable. Si l'on admet, avec Eugène Enriquez, que « le problème de l'altérité et de sa reconnaissance est le problème central des sociétés humaines puisque le lien social créé dépend de la manière dont il est posé et résolu, il devient clair que l'autre est toujours potentiellement dangereux. Ainsi le lien social se présente d'emblée comme un lien tragique »¹⁶. La reconnaissance de l'autre, semblable et différent, a donc de tout temps été un problème social très réel, et les relations entre sédentaires et migrants ne font pas exception à la règle. A ce sujet, le processus de mondialisation capitaliste entraîne un nivellement qui nie l'altérité au profit d'une valeur unique, la réussite économique individuelle. La reconnaissance de l'autre devient alors tout simplement non pertinente. Mais les résistances sont consubstantielles au capitalisme. Hier, elles s'exprimaient dans les luttes prolétariennes et le projet socialiste. Aujourd'hui, elles prennent la forme de combat pour la démocratie et la reconnaissance des droits civils, politiques et sociaux, mais aussi de replis ethniques ou identitaires, générateurs de racisme et de xénophobie¹⁷.
- 14 Comment la xénophobie est-elle gérée par ceux qui détiennent le pouvoir et par ceux qui voudraient le conquérir ? En période de tension sociale, une catégorie qui n'a pas de droits politiques - comme les immigrés ou les étrangers - est un bouc émissaire idéal. Ce constat semble d'autant plus fondé que cette catégorie est marquée de nos jours par le sceau de l'illégalité : les clandestins, n'ayant pas d'existence légale, sont invisibles, ils sont à la limite de la fiction. Les hommes politiques ne se privent donc pas de manipuler cette catégorie en lui donnant une existence virtuelle et en la rendant responsable de tous les péchés d'Israël. Cela est particulièrement utile comme thème de discours électoral en période d'aggravation de la crise sociale, pour compenser l'impuissance des politiques. Il est alors de bonne guerre d'attirer sur les clandestins les fantasmes xénophobes de populations fragilisées par les menaces d'exclusion. L'actualité de ces dernières années en Europe est riche d'événements qui expriment cette réalité.

Vers le renforcement d'un État social autoritaire ?

- 15 Tâchons maintenant de réfléchir à l'usage des discours hostiles à l'immigration et des politiques restrictives à l'égard des étrangers dans le cadre d'une évaluation prospective de la nature de l'Etat. L'assaut néo-libéral contre l'Etat social (1« intensification de la lutte des classes menée par le haut »)¹⁸ au nom de la mondialisation correspond par ailleurs au renforcement de la dimension autoritaire et répressive de l'Etat à l'égard des étrangers, en Suisse comme ailleurs en Europe. Or, la manière dont un Etat gère ses minorités étrangères est un critère de plus ou moins bonne santé de la démocratie. Vargas Llosa l'a encore affirmé tout récemment à l'occasion du débat sur l'immigration qui a rebondi en France à la suite de l'expulsion musclée, le 23 août 1996, des sans-papiers africains qui occupaient l'église Saint-Bernard à Paris : « Les politiques anti-immigration

sont vouées à l'échec parce que personne n'arrêtera les immigrants. En revanche, elles produisent un effet pervers : elles minent les institutions démocratiques du pays qui les applique, elles donnent une apparence de légitimité à la xénophobie et au racisme, et elles ouvrent la porte de la cité à l'autoritarisme »¹⁹. En effet, ce glissement vers l'autoritarisme génère une stratégie assez trouble des gouvernements, qui manipulent populisme et xénophobie, souvent de façon inconsidérée, à des fins de légitimation. Est-ce qu'un gouvernement gagne nécessairement en popularité lorsqu'il manifeste son intransigeance dans la répression de l'immigration illégale ? Dans l'affaire des sans-papiers, les chroniqueurs ont relevé que, si une majorité de Français critiquait l'action ponctuelle et musclée du pouvoir, cette même majorité ne souhaitait nullement un assouplissement des lois restrictives sur l'immigration, associées à l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua²⁰. On pourrait même se demander si le pouvoir n'a pas délibérément choisi de mettre en scène, à des fins symboliques, cette opération d'évacuation brutale pour montrer sa détermination contre des Africains « irréguliers ». Le message s'adressait à l'électorat de M. Le Pen et du Front national, qui accuse le gouvernement de ne pas s'intéresser aux conditions de vie des Français de souche.

- 16 En Suisse, avec les restrictions budgétaires, toute la machinerie de tri des requérants d'asile s'est rationalisée en vue de faire baisser les coûts de la procédure²¹. Elle se module du refoulement à l'aide au départ dans un esprit de collaboration entre les agents des différents services concernés, dont ceux de la Croix-Rouge suisse. La police n'est que le secteur actif d'un système accepté par la majorité de la population suisse, qui en est partie prenante dans le cadre de ce consensus mou du « chacun à sa place, chacun ses affaires », caractéristique de notre époque et très inquiétant pour l'avenir d'une société à prétention démocratique. Par ailleurs, les autorités suisses ont institué un statut d'« admission provisoire » à l'égard de certains réfugiés, comme par exemple les Bosniaques qui ont dû quitter leur foyer à la suite des violences de la guerre. Il s'agit d'un statut tout à fait précaire, qui n'implique aucune volonté réelle d'accueil. Bien au contraire, en instituant la « protection provisoire », les autorités fédérales appliquent clairement une ligne politique dont l'objectif final est d'organiser les retours dès qu'ils seront possibles, le plus vite sera toujours le mieux, le recours à la force n'étant nullement exclu²². Cette politique n'est donc pas uniquement symbolique, elle est surtout légitimante et dissuasive, tant à l'intention de l'opinion publique en Suisse, en vue de montrer que la sécurité du pays est assurée et que les mouvements populistes antiétrangers sont superflus, qu'à l'intention des exilés eux-mêmes, afin de décourager tous ceux qui auraient des velléités de s'installer sur le sol national. Quant à la vie quotidienne des Bosniaques exilés en Suisse, elle est un enfer. Ils sont dans l'attente permanente, mais chaque fois différée, d'un rapatriement chez eux, où la paix n'est pas assurée. « Aucune société démocratique ne peut impunément confiner des populations dans le désœuvrement, et réduire à un statut d'assistés des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, dont le seul tort est d'avoir fui leur pays pour survivre »²³. Aux Etats-Unis et en Europe, l'attitude des autorités à l'égard de certaines minorités marginalisées est caractérisée par un dénigrement agressif. Serait-ce le signe d'une dérive autoritaire ?
- 17 Ainsi, parallèlement au discours d'autorité qui stigmatise les « faux réfugiés », on constate l'apparition en Suisse d'un discours semi-officiel incriminant les faux chômeurs, les « combinards », qui essaient d'obtenir indûment des indemnités auprès de l'Etat. Comme le chômage ne cesse d'augmenter et que la croissance tarde à se manifester, les

pouvoirs publics sont critiqués pour leur passivité dans la gestion de la crise. Dès lors, ces derniers s'efforcent de retrouver une certaine légitimité auprès des populations angoissées en jetant le discrédit sur les boucs émissaires exemplaires que sont ces minorités impuissantes – les réfugiés, les chômeurs et les toxico-dépendants – justifiant ensuite des mesures restrictives de liberté à leur égard²⁴.

- 18 Ces observations coïncident avec la notion de « contre-offensive des Etats », suggérée par Bertrand Badie²⁵. Le processus de mondialisation tend à mettre en question les prérogatives des Etats, en réduisant leur souveraineté. Cela est manifeste dans le domaine de l'économie, où l'idéologie néo-libérale prône le désengagement et le démantèlement systématique du secteur public. Les Etats réagissent donc à ces tendances par une contre-offensive visant à se réappropriier des parcelles de pouvoir. Cependant, leur position est contradictoire. D'une part, ils s'affirment comme les « nouveaux coordonnateurs » des politiques néo-libérales, en essayant de garder le contrôle de la mondialisation en cours, et d'autre part, ils élaborent des « espaces publics nouveaux », qui permettent, dans certains cas comme celui de la sécurité et du contrôle des étrangers, la mise en place de nouveaux modes de surveillance et de répression.
- 19 A ce propos, une clarification de la notion d'Etat s'impose : il convient de distinguer entre les élus et les nommés mais aussi d'analyser empiriquement ce qu'est l'Etat aujourd'hui²⁶. Au sein des agences publiques, on assiste à l'apparition d'une nouvelle espèce de bureaucrates de l'ordinateur, exerçant du pouvoir par l'expertise, le maniement des fichiers électroniques et les exercices de simulation. Ces spécialistes de la gestion et de la prospective prennent de plus en plus d'influence au détriment des élus, représentants du peuple. La complexité actuelle de l'administration des hommes et des choses ne peut être que réservée aux spécialistes, entend-on dans certains milieux. Par exemple, le processus de construction européenne, qui implique des transformations et des rationalisations au sein des agences d'Etat des membres de l'Union, a permis « l'extension des activités policières liées maintenant au contrôle des flux transnationaux de personnes »²⁷. Pour Didier Bigo, la mise en place d'un champ de la sécurité au niveau européen représente une « transformation considérable », dans la mesure où la police n'est désormais plus une prérogative de la souveraineté étatique liée au territoire. L'Europe des polices a été l'objet de négociations internationales et des accords ont été conclus dans le cadre de différentes structures institutionnelles (Schengen, Trevi, Europol). Les changements ne concernent pas seulement la conception même de la police, qui passe du contrôle du crime au contrôle des populations et de leurs mouvements, mais c'est la notion même de sécurité qui a changé de sens. Ces nouveaux bureaucrates contrôlant les agences spécialisées ont pour mission d'anticiper les risques, de faire de la prévention. Or, ces professionnels de la turbulence sociale peinent à distinguer une véritable menace d'une simple mutation²⁸ et la tendance actuelle serait d'envisager tout changement comme potentiellement dangereux.
- 20 Cependant, la fin de la territorialité, marquée notamment par la mise en réseaux des polices, ne signifie nullement la fin de l'Etat. Celui-ci, au contraire, quitte la territorialité pour « transnationaliser les bureaucraties chargées du contrôle. Des archipels bureaucratiques (douaniers, policiers, agences de renseignement publiques et privées, etc.) se constituent, laissant présager une autre forme de gouvernement »²⁹. Hégémoniques au sein des Etats recomposés, ces « bureaucraties transnationales » échappent de plus en plus au contrôle démocratique³⁰ car elles s'approprient la gouvernementalité étatique au détriment des agents élus. Une bureaucratie en

chasserait-elle une autre ? L'Etat-providence disparaîtrait-il au profit d'un réseau de bureaucraties sécuritaires contrôlant des institutions démocratiques formelles n'assumant plus que des fonctions symboliques de théâtralité ?

La logique des migrants : réseaux et mobilité tous azimuts

- 21 Notre souhait est d'envisager les migrations de façon plus sereine. Certaines trajectoires de migrants suggèrent en effet une autre lecture, liée à leur vécu, révélatrice peut-être aussi d'une autre manière de penser les relations entre Etat, marché et travail. Il nous semble que l'étude des réseaux de migrants, au niveau microscopique, rend compte des réalités multiples qui contribuent à briser l'illusion de l'unicité de l'expérience humaine suggérée par l'idéologie néo-libérale de la mondialisation. En remettant en cause l'idée que l'identité de l'homme ne se réduirait qu'à sa force de travail telle qu'elle est déterminée par les besoins du marché, ces trajectoires peuvent donner un éclairage original sur une autre forme de mondialisation, celle des réseaux, qui valorisent la relation pour elle-même, et pas seulement la relation minimale qui n'a que la transaction économique intéressée comme finalité.
- 22 Les gouvernements tentent de fermer la porte à l'immigration. La liberté de circulation des personnes s'en trouve réduite, mais les migrations se poursuivent parce qu'il n'existe aucune possibilité effective de les arrêter, et sans doute aussi, aucune volonté politique réelle³¹. Car, comme on va essayer de le suggérer, le problème doit être conçu d'une autre manière. Il s'agit en effet de distinguer les termes « migrants, migrations » selon qu'ils sont utilisés pour signifier une généralité symbolique et idéologique, qui est celle des grands nombres, ou s'ils désignent des individus ou des actes de groupes concrets ayant une histoire et une logique propre. En fait, le mot d'ordre « arrêter les migrations » est avant tout un slogan politique, car les migrations sont des réalités extrêmement diversifiées qu'on peut toujours interpréter à sa guise, selon les idées qu'on s'en fait et les objectifs politiques qu'on recherche.
- 23 Il y a, d'un côté, la logique macro politique d'Etat, qui fonctionne en termes de nombres, de statistiques et d'enjeux politiques et, d'un autre côté, les logiques individuelles atomisées, impliquant des relations de groupes et de personnes, mobiles et circulants, mais qui n'ont aucun rapport avec la notion de migration si celle-ci évoque des mouvements de masse. Les trajectoires individuelles peuvent avoir un sens si on les généralise, mais ce sens est construit par l'analyste, qu'il soit sociologue, statisticien, dirigeant de parti ou gouvernant.
- 24 Les transferts financiers que constituent les remises des migrants vers leur pays d'origine, soit dans l'économie domestique, soit sous forme d'investissements dans des projets de natures très variées, peuvent atteindre des sommes considérables et, dans certains pays, ces transferts sont de loin supérieurs à l'aide publique au développement ; ils représentent parfois la principale ressource en devises. Dans ce cas, la migration comme généralité statistique a un sens précis car elle contribue à l'équilibre de la balance des paiements du pays d'émigration. De ce phénomène général, on peut aussi déduire la dimension positive que représente la création d'activités productives dans les régions d'émigration, contribuant peut-être tout autant à stabiliser des migrants potentiels qu'à en produire de nouveaux. Cet exemple est révélateur de la nécessité de passer de la

compréhension macroscopique de la migration à une appréhension microscopique, car la plupart de ces transferts se font de personnes à personnes et concernent des réseaux, dont certains échappent souvent au contrôle direct des Etats. Mais il serait tout aussi erroné de penser que les trajectoires des groupes et des individus qui circulent dans le cadre de réseaux sont uniques et ne peuvent faire l'objet d'aucune analyse théorique, susceptible de les expliquer.

- 25 « Diversification, complexification des flux et mobilité croissante d'acteurs toujours plus atomisés n'aboutissent pas pour autant à l'anomie généralisée. Les microdécisions individuelles sont rarement aléatoires, des filières migratoires les organisent et les canalisent, et cette organisation en filières s'observe dans des contextes politiques et économiques variés, quelles que soient les perceptions individuelles du caractère irréversible ou transitoire du processus »³². Si le processus migratoire peut être abordé en termes de réseaux, c'est principalement parce qu'il se réalise souvent sans interférence de l'Etat, ou parfois même contre lui. Selon les termes de Bertrand Badie, « il contribue couramment à défaire les allégeances citoyennes, à défier les politiques publiques, à créer des espaces échappant au contrôle politique et, en fin de compte, à ériger parfois l'individu ou les réseaux d'individus en micro-acteurs souverains du jeu international »³³. La notion de réseau suggère ici une forme d'appartenance complémentaire, voire alternative à celle de l'appartenance stato-nationale. Mais il est alors difficile d'évaluer sa portée dans la mesure où elle résulte « de la seule agrégation de choix individuels ou, en tout cas, de microstratégies »³⁴.
- 26 Ce sont précisément ces microstratégies que nous nous proposons d'évoquer maintenant en montrant qu'elles peuvent être aussi envisagées comme une critique de l'idéologie néo-libérale de la rationalité instrumentale, qui postule le marché comme unique régulateur de la société. Le marché n'est pas le seul mode de régulation des relations sociales face à l'Etat, il en existe d'autres et la notion de réseau suggère précisément l'existence de ces autres types de relations, déterminées par la solidarité, la réciprocité, le don et la redistribution. Certains groupes de migrants, comme par exemple ceux originaires des régions riveraines du fleuve Sénégal, immigrés en France, n'ont pour ainsi dire pas le choix. La mobilisation des ressources dans des rapports de solidarité familiale et de recomposition communautaire sont les pratiques spontanées des réseaux dans lesquels ils s'insèrent. Et ceux-ci s'articulent à la société marchande dominante en essayant de se fondre dans ses valeurs et ses normes³⁵. Notre dessein n'est pas ici de faire l'inventaire de la littérature concernant la notion de réseau dans ses relations avec les migrations. Elle est considérable et concerne toutes les sciences de l'homme et de la société. Il s'agit plutôt de s'interroger sur la nature des réseaux de migrants en prenant quelques exemples. Dans quelle mesure ces réseaux expriment-ils des formes de relations et d'activités qui démontrent que le travail et l'emploi associés à l'économie marchande ne sont pas des pratiques exclusives ou dominantes de l'ordre social ?
- 27 Les études des réseaux de migrants en provenance de l'Afrique suggèrent l'existence de cultures africaines, vivaces et intériorisées, se reproduisant d'une génération à l'autre, tout en se transformant, alors même qu'elles s'articulent de manières très variées aux cultures occidentales dominantes.
- 28 La crise de l'Etat en Afrique n'est-elle pas le pendant de la vitalité des réseaux ? Certaines couches occidentalisées parmi les classes moyennes supérieures salariées ont dû opérer des reconversions rapides, comme au Zaïre, parce que la dégradation politico-économique leur a coupé leurs sources de revenu monétaire. Elles se sont repliées sur les

réseaux dans lesquels elles étaient déjà insérées et en ont organisé d'autres comme solutions de rechange, préfigurant peut-être ainsi des modes de vie que les sociétés occidentales devront adopter dans l'avenir. Ces réseaux relient migrants et sédentaires entre des villes et des villages, entre des régions, des pays et des continents. Leur destin réel se reconnaît dans la métaphore de la « toile », mais avec des contacts de personnes à personnes non médiatisés par un écran.

- 29 Tout sédentaire est un migrant potentiel et vice versa. L'espace relationnel du migrant et des groupes de migrants est multipolaire et fait intervenir des solidarités variées : villageoises, régionales, culturelles, linguistiques, économiques. Il convient d'identifier, pour chaque individu ou groupe, les différents types de relations qu'un réseau migratoire peut mettre en œuvre dans des espaces (de production et de services) et des lieux multiples : lieu de création du réseau, dont la caractéristique est de ne pas avoir de centre, lieu de fixation, de transit, de « réémigration », de réinvestissement économique et symbolique. Sous cet angle, ce sont les logiques, pratiques et stratégies des migrants ou des groupes de migrants qui retiennent l'attention.
- 30 Quelques exemples de recherches empiriques en cours sur des trajectoires de migrants d'Afrique de l'Ouest, et en particulier du Sénégal, illustrent cette réflexion et marquent surtout une rupture avec les discours-slogans sur la migration³⁶. Tout d'abord ces recherches montrent que les migrations Sud- Sud sont tout aussi importantes que les migrations Sud-Nord et qu'elles s'inscrivent dans les mêmes logiques de mobilité. En s'intéressant aux stratégies migratoires des Sénégalais en Côte d'Ivoire et à leur histoire, Sylvie Bredeloup signale qu'aujourd'hui ce pays est surtout devenu un relais pour les Sénégalais circulant vers d'autres régions africaines, Cameroun, Gabon ou Zaïre, et vers l'Italie et les Etats-Unis³⁷. La Côte d'Ivoire n'est plus pour eux le « pays mirage » d'autrefois, et ils ont dû mettre au point de nouvelles stratégies, très variées, pour éviter la dégradation de leurs conditions de vie. A la suite de l'évolution politico-économique de la Côte d'Ivoire durant ces dernières années, qui a connu une crise économique et des soubresauts politiques liés à la démocratisation et à la mort du Président Houphouët-Boigny, ils ont perdu les avantages politiques et économiques qu'ils avaient acquis et ont « réintégré leur statut d'étranger ». Dès lors, la question de l'unité des Sénégalais en Côte d'Ivoire en tant que groupe d'intérêt actif a perdu de son importance. Leur situation actuelle est plutôt atomisée. « Si certains formulent leurs aspirations sous couvert du filtre communautaire en s'investissant dans une multitude d'associations à caractère ethnique, villageois, religieux, sportif ou politique, d'autres développent à l'envi des stratégies individuelles toujours dans l'espoir de conquérir une parcelle de pouvoir au Sénégal ou encore avec l'idée de pérenniser leur situation de migrant, de minorité intermédiaire en Côte d'Ivoire »³⁸. Cette longue citation concernant la condition actuelle des Sénégalais de Côte d'Ivoire pourrait s'appliquer à n'importe quel autre groupe de migrants n'importe où dans le monde, mais aussi à tout groupe, migrant ou sédentaire, confronté à la question de la vie en temps de crise (pour éviter l'emploi du terme survie, qui est peut-être l'expression d'un sociocentrisme de nantis). Victoria Ebin a étudié une famille de riches commerçants sénégalais dont la puissance repose sur des réseaux reliant Dakar à d'autres centres internationaux, comme New York, par l'intermédiaire des communautés mourides migrantes. Dans ce cas, le réseau s'est développé à partir d'activités commerciales et joue sur la solidarité qu'implique l'appartenance à la confrérie mouride. Mais il s'étend à d'autres partenaires commerciaux à l'étranger, et à Dakar même, au marché de Sandaga, il relie une série de personnes assumant des rôles

bien précis liés à l'activité commerciale et pouvant s'inspirer du modèle de l'organisation sociale des Mourides³⁹. Arrivés à New York dans les années '80, les Sénégalais se sont d'abord fait une place dans le commerce de rue, pour ensuite « participer à l'effervescence de l'activité commerciale d'import-export de New York »⁴⁰.

- 31 Le réseau est une structure qui n'implique en soi aucune valeur positive ou négative quant aux relations qui y sont tissées : celles-ci peuvent être inégalitaires, comme dans les rapports de clientèle. Elle peuvent être au contraire construites par des exploités conscients de l'être et soucieux d'acquérir une plus grande autonomie d'action. La propriété du concept de réseau qui nous intéresse ici est celle qui valorise la relation pour la relation car elle est opposée et complémentaire de celle de marché, qui réduit la relation à une transaction. Catherine Quiminal a constaté que les familles soninkés en France vivaient une crise opposant hommes et femmes au sein des couples. Alors que les hommes mis au chômage en France regagnaient leurs villages d'origine, où ils étaient repris par la polygamie, leurs premières épouses, qui avaient vécu en France une situation de monogamie, n'étaient guère disposées à accepter cette réinsertion dans leur culture d'origine, impliquant un retour à la polygamie. C'est pourquoi, elles se regroupaient en réseaux associatifs afin d'organiser en commun des projets d'avenir entre ici et là-bas⁴¹. Des recherches sur les Congolais et les Zaïrois de Paris révèlent un phénomène de recomposition culturelle en réaction contre le système dominant. Ces jeunes exclus de la société « bourgeoise » urbaine de Kinshasa et de Brazzaville gagnent de l'argent de façon illégale en France pour ensuite le « claquer » dans des bars clandestins, les *nganda*, au cours de compétitions de consommation ostentatoire⁴².
- 32 Toutes ces recherches montrent que les réseaux se construisent selon les besoins des individus et des groupes. Ils sont révélateurs de leur adaptation aux aléas de la conjoncture. Dès qu'on entre dans leur réalité concrète, en s'intéressant à telle ou telle personne ou groupe de personnes, on constate que la notion même de « migrant » change de sens. Elle perd le sens d'« étranger » (stigmate de la désignation par les agents du contrôle d'Etat), pour gagner une autre signification, celle provenant de la mobilité vécue au niveau individuel dans le cadre d'un cycle de vie. Tout individu vit sa première expérience de réseau au sein de la famille. Il ou elle est un migrant ou une migrante qui quitte à un moment donné son milieu familial : son existence s'inscrit dans une mobilité, qui prend le sens de migration et qui, à notre époque, concerne toute la planète par le processus historique évoqué plus haut.
- 33 Dans la vie d'une jeune fille philippine⁴³ ou péruvienne, le fait d'occuper à Genève un emploi de jeune fille au pair ne constitue qu'un moment, qu'une occupation et qu'une identification dans une histoire de vie, faite de moments, de lieux, d'occupations et d'identités multiples. Le séjour à Genève s'inscrit dans un réseau de personnes de même profil, liées par des liens de parenté, d'amitié ou de solidarité incluant souvent également les familles des employeurs, qui sont ainsi parties prenantes dans ce type de rapports sociaux. Dans ce cas, le réseau ne concerne pas que l'employé, mais aussi l'employeur ou les employeurs et il pourrait tout aussi bien être analysé à partir d'eux. Certaines mères de famille, enseignantes dans leur pays d'origine, peuvent se retrouver momentanément « jeunes » filles au pair ou domestiques à Hong-Kong, Toronto ou Genève, pour mieux subvenir aux besoins des personnes qui sont à leur charge. Au sein des réseaux, de jeunes femmes d'Asie ou d'Amérique latine peuvent faire coïncider des projets de formation avec diverses petites activités salariées dans les ménages ou dans l'hôtellerie, en Europe ou en Amérique du Nord.

- 34 Tout autant que les jeunes filles au pair, les étudiants d'Afrique ou d'Amérique latine en Europe sont souvent des acteurs dynamiques au sein de réseaux visant à promouvoir le développement de leur région d'origine, c'est-à-dire les parents, amis, relations et les villageois qui leur sont associés⁴⁴.

Caïn et Abel : l'État et le réseau

- 35 Avec Enzensberger, reprenons le mythe de Caïn et Abel : « Dans le mythe de Caïn et d'Abel, on touche au conflit tribal qui oppose nomades et sédentaires. « Or Abel devint pasteur de petit bétail, et Caïn cultivait le sol. » Le conflit territorial se conclut par un meurtre. L'ultime paradoxe de cette histoire, c'est que le sédentaire, une fois qu'il a tué le nomade, est chassé à son tour : « Tu seras un errant parcourant la terre. » « L'histoire de l'humanité se lit comme un développement de cette parabole »⁴⁵, dit Enzensberger. L'être humain est ambivalent : à la fois nomade et sédentaire, le sédentaire déteste le nomade au point de vouloir sa mort. Le nomade a trois tares insupportables pour le sédentaire : il est *sans terre* et par conséquent son identité est douteuse ; c'est un *errant*, donc un individu sans lien social reconnu qui peut être perçu « comme un facteur dissolvant de la communauté, comme un voleur potentiel du fruit du travail en commun »⁴⁶. Cette deuxième tare est parfaitement exprimée aujourd'hui par le fantasme que l'on projette sur les clandestins, soupçonnés de voler aux indigènes leur travail et leurs emplois⁴⁷. Quant à la troisième tare, elle se rapporte à la non-appartenance à un Etat. En effet, le nomade est « une personne *sans Etat* et qui met donc en cause l'Etat dans lequel il se trouve. »
- 36 Cette absence d'identification à un Etat est encore considérée comme une tare aujourd'hui, mais le sera-t-elle toujours demain ? Eugène Enriquez relève cette idée, qui paraît singulièrement moderne et apporte de l'eau à notre moulin : « Cet Etat, pour lui, ne représente pas le corps divin, sans souillure, mais un corps banal qui crée une organisation arbitraire pour assurer sa régulation »⁴⁸. Dès lors, si ce « corps banal » ne répond plus aux attentes des usagers, il faut soit l'abandonner soit le transformer pour qu'il corresponde mieux aux besoins de la population, ou en tout cas, dans la mesure du possible, le banaliser en le contournant ou en l'ignorant. C'est bien cette thèse qui résulte de notre présentation du dynamisme des réseaux, au Sud en Afrique, et dans ce sens, on pourrait opposer la rigidité totalisante des Etats sédentaires du Nord à la fluidité dynamique des populations du Sud.
- 37 En fait, les réseaux ne sont pas contre l'Etat, pas plus qu'ils ne sont contre le marché, mais ils montrent que la sacralisation de l'un ou de l'autre de ces deux modes de régulation est dangereuse et erronée. Ils constituent en fait une troisième voie de régulation sociale tout aussi indispensable à la vie en société que les deux autres. De plus, en valorisant la relation pour la relation, les réseaux sont aussi un élément déterminant de la mondialisation en cours, impliquant un réaménagement complet de la manière de vivre et de concevoir le travail. A nous la liberté !

NOTES

1. Je prends ici la notion de travail dans son sens restreint comme source de revenu, ce qu'il est devenu dans les sociétés industrialisées. Pour la distinction entre travail et emploi, voir Andràs November, « Emploi contre travail », in : Christian Comelieu (dir.), *L'économie à la recherche du développement*, PUF et Nouveaux Cahiers de L'IUED n° 5, Paris, Genève, 1996, pp. 97-111.
2. « Mais c'est seulement depuis que l'histoire est devenue mondiale que des peuples entiers se voient condamnés à être superflus, et ce par des instances étrangement anonymes ». Hans Magnus Enzensberger, *La grande migration suivi de Vues sur la guerre civile*, Gallimard, Paris, 1994, p. 31.
3. P.L. Martin, « Epilogue - Reducing Emigration Pressure: What Role Can Foreign Policy Play? », in: W.R. Böhning and M.-L. Schloeter-Paredes (eds.), *Aid in Place of Migration? - Selected Contributions to an ILO-UNHCR Meeting*, International Labour Office, Geneva, 1994, p. 241.
4. Pierre George, *Les migrations internationales*, PUF, Paris, 1976, p. 10. Voir aussi Jacques Decornoy, « Une humanité sans domicile fixe », *Le Monde diplomatique*, février 1996.
5. Le mot « globalisation » est un anglicisme, dont l'équivalent français « mondialisation » est un néologisme déjà ancien, comme le rappelle André Fontaine (« Faire face à la mondialisation », *Le Monde*, 21 février 1996). Voir aussi Bertrand Badie, *La fin des territoires - Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard, Paris, 1995, p. 175.
6. Cité par Hannah Arendt, *L'impérialisme*, coll. Points Politique, Le Seuil, Paris, 1984, p. 9.
7. Bertrand Badie, *op. cit.*, p. 175.
8. André Fontaine, art. cité.
9. Eugène Enriquez, « L'identification comme processus d'intégration/exclusion », in : Sophia Mappa, (dir.), *L'Europe des Douze et les autres - Intégration ou auto-exclusion ?*, Karthala, Paris, 1992, p. 67.
10. *Ibidem*, pp. 69-70.
11. Si l'on s'amuse à penser fictivement l'économie mondiale et ses agents en termes de majorité et de minorités, les migrants sont des minorités parmi d'autres. Les chômeurs et tous les marginalisés de la mondialisation du système économique marchand constituent la majorité des autres. Mais toutes ces minorités pourraient être envisagées comme l'expression fictive d'une majorité, alors que, dans la réalité, toutes ces minorités se combattent les unes les autres dans le modèle de société à plusieurs vitesses. Cette fiction l'est à plus d'un titre : elle correspond à un sketch des Guignols de l'information (Canal Plus), où le conseil d'administration de la *World Company*, après s'être réduit à la seule personne de M. Sylvestre, son président, géant face à une masse de nains, se retrouve seul nain s'évanouissant dans la masse croissante (au propre et au figuré) des exclus. Tous les espoirs sont donc permis, car comme chacun le sait, les grands de ce monde ont potentiellement tendance à ressembler à leurs marionnettes.
12. Voir Jacques Decornoy, art. cité.
13. Voir Bertrand Badie, *op. cit.*, p. 142.
14. Dans cette configuration marquée négativement, le terme clandestin peut signifier deux choses : soit un étranger sans papiers, soit un travailleur non déclaré par son employeur. Dans la réalité, les deux situations peuvent se trouver mêlées dans des combinaisons variées. En France, « l'emploi illégal est avant tout une affaire de Français » (*Le Monde*, 24 septembre 1996). Par ailleurs, je partage l'analyse de Guy Hongre, qui montre que le travail parallèle, « qu'il prenne la forme du travail clandestin (qui relève de l'entreprise), du travail au noir (au niveau du

particulier), ou des systèmes d'échanges locaux (SEL) » est la conséquence du chômage et non sa cause (« Mythes et réalités du travail parallèle », *Le Monde*, 16 octobre 1996).

15. Le 4 décembre 1994, le peuple suisse approuvait en votation populaire une loi sur des mesures de « contrainte » dans le droit des étrangers à une majorité de 72,8 % des voix. Cette votation consacrait l'aboutissement d'un référendum populaire qui avait été lancé contre cette loi par les milieux traditionnellement proches des réfugiés et des émigrés selon une procédure typique du système suisse de démocratie directe. Au tout début des années 1990, le nombre des requérants d'asile avait augmenté en Suisse et un débat s'était instauré à ce propos. Ce débat a ensuite perdu de sa virulence lorsque le nombre des requérants a commencé à décroître. Puis, la télévision a largement contribué à produire un amalgame fantasmagorique entre requérants d'asile, délinquants et trafiquants de drogue, en diffusant régulièrement des images de la gare désaffectée du Letten, scène ouverte de la drogue à Zurich (fermée depuis lors). Une image diffuse du dealer basané, par ailleurs requérant d'asile, empoisonnant la jeunesse suisse, avait largement contribué à faire pression sur le législateur pour qu'il avalise des dispositions permettant la détention d'étrangers n'ayant commis aucun délit, mais seulement suspectés de vouloir se soustraire à une décision de renvoi (voir Laurent Monnier, « Images de violence et péril pour l'asile en Suisse », in : Marie-Claire Caloz-Tschopp, Axel Clévenot, Maria-Pia Tschopp (dir.), *Asile, violence, exclusion en Europe*, coéd. : Cahiers de la section des sciences de l'éducation et Groupe de Genève, « Violence et droit d'asile en Europe », Genève, 1994, pp. 263-272).

16. Eugène Enriquez, « Chemins vers l'autre, chemins vers soi », in : Sophia Mappa (dir.), *Ambitions et illusions de la coopération Nord-Sud : Lomé IV*, L'Harmattan, Paris, 1990, p. 224.

17. Eugène Enriquez, « Tolérance à l'altérité et problèmes de la démocratie dans la construction de la CE », in : Sophia Mappa (dir.), *Les deux sources de l'exclusion : économisme et replis identitaires*, Karthala, Paris, 1993, p. 80.

18. Urs Marti, « De l'usage de la démocratie directe en Suisse », *Le Monde diplomatique*, septembre 1996.

19. Mario Vargas Llosa, « Les immigrés, bénédiction des pays riches », *Le Monde*, 6 septembre 1996.

20. Voir Thierry Bréhier, « Les Français critiquent l'action du pouvoir dans l'affaire des sans-papiers », *Le Monde*, 27 août 1996.

21. « La machine à épuration », comme Pierre et Yaël Hazan qualifient le Centre d'enregistrement des requérants d'asile de Genève (Pierre Hazan & Yaël Reinharz Hazan, *La Suisse des bons sentiments - Voyage en terre d'asile*, Metropolis, Genève, 1996, pp. 29 et ss).

22. Christophe Tafelmacher, « Réfugiés de la violence - Quelle protection ? », *Vivre ensemble*, n° 59, 1996, p. 7.

23. Pierre Hazan & Yaël Reinharz Hazan, *op. cit.*, p. 141.

24. Christophe Tafelmacher s'est intéressé à l'émergence d'un Etat social autoritaire en Suisse sur la base de son expérience de conseiller juridique auprès d'une association d'aide aux réfugiés. « Le pouvoir a de contrôler et réprimer ceux et celles qui sont exclus ou marginalisés. Il a également besoin de susciter l'angoisse, la peur du désordre, l'inquiétude, afin d'apparaître comme le grand pourvoyeur de sécurité. Il a enfin besoin de disqualifier les demandes légitimes des gens : pour peu que ces derniers aient quelques droits dont les coûts symboliques, politiques ou matériels semblent excessifs, il est aussitôt question d'abus. » Voir Christophe Tafelmacher, *Assignment, armée, arrêtés fédéraux urgents : émergence d'un Etat social autoritaire*, Lausanne, nov. 1995, p. 4. Ce texte a été présenté comme document de travail à une réunion du Groupe de Genève qui s'est tenue à Paris le 3 février 1996. Une version condensée a été publiée en anglais sous le titre « The Rise of the Authoritarian Welfare State », *Fortress Europe ?*, n° 44, June 1996, pp. 12-15.

25. Bertrand Badie, *op. cit.*, p. 206.

26. Voir Jacques T. Godbout, « L'Etat et la société - Les autres ordres spontanés », *Bulletin du MAUSS*, n° 25, 1988, pp. 14 et ss.
27. Didier Bigo, *Police en réseaux - L'expérience européenne*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, p. 14. 26 Voir Jacques T. Godbout, « L'Etat et la société - Les autres ordres spontanés », *Bulletin du MAUSS*, n° 25, 1988, pp. 14 et ss.
28. Didier Bigo, « L'archipel des polices », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.
29. *Ibidem*
30. Didier Bigo, *Police en réseaux*, *op. cit.*, pp. 339 et ss.
31. Dans de nombreux cas, les migrants sont souvent nécessaires à la société qui les emploie. Commentant les propos de Vargas Llosa cités plus haut (note 19), François Maspero soulève différents problèmes, dont celui des entreprises « clandestines » de sous-traitance, qui se sont multipliées ces derniers temps dans le cadre de la rationalisation économique. Il montre que différentes formes d'immigration s'inscrivent aussi toujours dans un marché et que les immigrés pourraient bien rapporter plus qu'ils ne coûtent. (« Les immigrés, bénédiction ou nécessité ? », *Le Monde*, 2 octobre 1996).
32. Marie-Françoise Durand, « Entre territoires et réseaux », in Bertrand Badie et Catherine Withol de Wenden, (dir.), *Le défi migratoire - Questions de relations internationales*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 150.
33. Bertrand Badie, « Flux migratoires et relations internationales » (chap.1), in : Bertrand Badie et Catherine Withol de Wenden (dir.), *op. cit.*, p. 27.
34. Bertrand Badie et Catherine Withol de Wenden, « Introduction : Migrations et relations internationales », *op. cit.*, p. 13.
35. Martine Hovanessian et Catherine Quiminal, « Introduction » au Dossier « Les territoires de l'altérité », *Journal des anthropologues*, n° 59, hiver 1995, p. 12.
36. Voir Sylvie Bredeloup et Nelly Robin (coord.), « Migrants d'Afrique de l'Ouest », *Hommes et Migrations*, n° 1160, déc. 1992 ; Sylvie Bredeloup (coord.), « Dynamiques migratoires et recompositions sociales en Afrique de l'Ouest », *Mondes en développement*, t. 23, 1995, n° 91 ; Yves Charby et Nelly Robin (coord.), « Migrations africaines », CERPAA, CERPOD et ORSTOM, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 10, n° 3, 1994 et *Studi Emigrazione*, n° 121, marzo 1996.
37. Sylvie Bredeloup, « Sénégalais en Côte d'Ivoire, Sénégalais de Côte d'Ivoire », *Mondes en développement*, Tome 23, 1995, n° 91, pp. 13-29.
38. Sylvie Bredeloup, « Les Sénégalais de Côte d'Ivoire face aux redéfinitions de l'ivoirité », *Studi Emigrazione*, XXXIII, n° 121, 1996, p. 22.
39. Victoria Ebin, « A la recherche de nouveaux « poissons » - Stratégies commerciales mourides par temps de crise », *Politique africaine*, n° 45, mai 1992, pp. 86-99.
40. Victoria Ebin et Rose Lake, « Camelots à New York : les pionniers de l'immigration sénégalaise », *Hommes et Migrations*, n° 1160, déc. 92, p. 37.
41. Catherine Quiminal, « La famille soninké en France », *Hommes et migrations*, n° 1185, mars 1995, pp. 26-31.
42. Rémy Bazenguissa et Janet Mac Gaffey, « Vivre et briller à Paris. Des jeunes Congolais et Zaïrois en marge de la légalité économique », *Politique Africaine*, n° 57, mars 1995, pp. 124-133.
43. Louis Necker, *La mosaïque genevoise, modèle de pluriculturalisme*, Ed. Zoé, Genève, 1995, p. 110.
44. A l'IUED, nous avons une importante majorité d'étudiants en provenance du Sud, dont chaque trajectoire s'inscrit dans un tel réseau.
45. Hans Magnus Enzensberger, *op. cit.*, pp. 14-15.
46. Eugène Enriquez, « Chemins vers l'autre, chemins vers soi », art. cité, p. 228. On peut aussi relever que Caïn est le frère d'Abel. L'« autre » est un frère, un semblable dont la reconnaissance est loin d'être évidente, ce qui rend si complexe le problème de l'altérité, toujours étroitement associé au processus d'identification, comme en rend compte toute la démarche d'Enriquez, à laquelle nous avons largement recouru (voir *ibid.* p. 224 et la note 16 plus haut).

47. En Suisse une initiative populaire a été lancée par l'Union démocratique du centre (UDC), l'un des quatre partis gouvernementaux, « contre l'immigration clandestine ». Cette initiative a été rejetée à une faible majorité le 1^{er} décembre 1996 (par 53,6 % des voix et par 14 cantons et demi-cantons sur 26 au total). Cette initiative émane de milieux suisses-alémaniques populistes conservateurs pour lesquels le travail est une des valeurs traditionnelles associées à la patrie suisse. En fait, cette initiative vise à pénaliser les réfugiés qui entrent sans papiers en Suisse et à instaurer une interdiction générale de travailler pour tous les requérants d'asile. L'image des clandestins venant prendre le travail des Suisses est à l'œuvre de façon d'autant plus prégnante que c'est la première initiative dite xénophobe lancée par un parti gouvernemental (même si le ministre ou conseiller fédéral de l'UDC est lui-même hostile à l'initiative). Voir Yves Brutsch, « L'UDC contre l'immigration clandestine – Une initiative inutile et vexatoire », *Vivre ensemble*, n° 59, sept.1996, pp. 4-5.

48. Eugène Enriquez, art. cité. Cet auteur poursuit son inventaire des caractéristiques du nomade en argumentant qu'« une personne sans terre, sans Etat (ou liée à un Etat lointain) est toujours le *symbole du flux* de la circulation pulsionnelle.... Cet être pulsionnel ne peut être identifié également ... qu'à l'impur.. Si les nationaux terriens vivent sous l'égide du propre, l'étranger ne peut vivre que sous celle du sale. »

AUTEUR

LAURENT MONNIER

Sociologue, chargé de cours, IUED, Genève

Sommes-nous tous des Tutsis ?

Dominique Franche

- 1 Plus de deux ans après le génocide rwandais, Hutus et Tutsis se déchirent encore, au Rwanda comme au Burundi. Les médias parlent de « haines ethniques » ou de « conflits tribaux », rejetant ainsi ces pays dans l'altérité radicale des peuplades préhistoriques. Comme si l'Afrique constituait une anomalie tribale, une sorte d'enclave de sauvagerie sur une planète que l'on nous dit pourtant en marche vers l'avenir radieux de la mondialisation et de la nouvelle croissance immanquablement engendrée par celle-ci.
- 2 Anomalie ? Enclave ? A y regarder de plus près, Rwanda et Burundi ne semblent pas si exceptionnels. Les médias n'ont-ils pas réduit le conflit yougoslave à des oppositions « ethniques » ? Ne prévoient-ils pas des affrontements « ethniques » dans les banlieues françaises ? Bonnes gens, prenez garde : les sauvages sont parmi vous ! Demain, poussés par la haine « ethnique », ils courront vous fracasser les os comme les Hutus ont fracassé ceux des Tutsis... Nous serions tous des Tutsis en puissance.
- 3 Laissons là ces discours caricaturaux : il suffit de lire les journaux pour en trouver de plus simplistes et de plus ridicules encore. Et revenons à l'exemple de l'histoire rwandaise, dont l'analyse peut permettre de comprendre les dangers du « tribalisme » tel qu'on le développe un peu partout.

Comment naquirent les Tutsis : du racisme colonial...

- 4 L'histoire et les conditions socio-politiques ayant abouti au génocide d'avril 1994 ont été si brouillées par les discours médiatiques qu'il convient d'en rappeler brièvement quelques traits¹.
- 5 A la veille de la décolonisation, l'administration belge insistait sur la présence au Rwanda de trois composantes dans la population : Hutus (83,5 %), Tutsis (16 %), et Twas (0,5 %). Le fait de se dire hutu, tutsi ou twa ne constituait pourtant qu'un élément parmi plusieurs autres définissant l'identité sociale d'un Rwandais. Il faisait partie de son *bwoko*, terme difficile à traduire autrement que par « catégorie », « sorte » ou « espèce », employé en *kinyarwanda* pour les objets comme pour les hommes. Le *bwoko* d'un Rwandais était à la fois sa profession, sa région d'origine, son clan – voire son lignage, dans certaines régions

– ou ce que l'on a malheureusement pris l'habitude d'appeler à l'époque coloniale sa « caste » ou sa « race » et, plus récemment, son « ethnie », terme « politiquement correct » tout aussi déplacé. Selon le contexte, dans une discussion, l'interlocuteur mettait en avant l'un ou l'autre de ces divers aspects de son identité sociale, dont la géométrie variait d'autant plus qu'existait aussi une mobilité entre les trois catégories hutue, tutsie ou twa – plus rarement pour cette dernière – et que le sens donné à ces mots changeait d'une région à l'autre².

- 6 Ainsi que l'ont montré les historiens Jean-Pierre Chrétien, Jean Rumiya, Catharine Newbury, ou la sociologue Claudine Vidal³, ce sont les administrations coloniales allemande, puis belge, aidées par les Pères Blancs, qui unifièrent et figèrent les notions de Hutu, Tutsi et Twa. Au début du siècle, lorsque les Allemands placèrent le Rwanda sous leur domination, ils y trouvèrent une monarchie chancelante dont l'autorité ne dépassait guère le centre et le sud du pays – la région généralement appelée « Nduga ». Pas assez nombreux pour occuper le territoire, les Allemands recoururent à un système d'administration indirecte, repris par les Belges, à qui la Société des Nations confia le mandat sur le « Ruanda-Urundi » après la Première Guerre mondiale. Les uns comme les autres choisirent de faire respecter dans l'ensemble du pays, y compris là où elle ne s'exerçait auparavant que peu ou pas du tout, l'autorité du souverain local et de ses chefs, des Tutsis issus de quelques puissants lignages du Nduga.
- 7 Au début des années trente, l'administration belge bouleversa les structures de la société rwandaise. Le roi, qui ne se montrait pas assez ouvert à l'évangélisation, fut déposé et remplacé par un de ses fils, plus coopératif mais privé de tout pouvoir réel. Le territoire rwandais fut organisé en « chefferies », elles-mêmes divisées en « sous-chefferies », selon un modèle homogène et centralisateur dont la rationalité était importée de la métropole. A la tête de ces circonscriptions furent placés les seuls Tutsis des lignages apparentés à la monarchie du Ndouga, ceux que l'on appelait alors les « nobles » des grandes familles. Les autres, présentés comme d'extraction moins « noble », furent éliminés du pouvoir, désormais ordonné selon une stricte hiérarchie dite « féodale » alors qu'elle n'était que coloniale : les anciennes structures d'autorité étaient beaucoup plus complexes, variables selon les régions, et leur logique n'avait pas grand-chose à voir avec celle de la nouvelle « féodalité ». Au lieu d'un véritable régime d'administration indirecte, chefs et sous-chefs se virent confier les seules tâches d'exécution, assumant de ce fait la plus grande part de l'impopularité des transformations introduites par les colonisateurs, mais profitant du système pour commettre en outre de nombreux abus.
- 8 Parallèlement à cette réorganisation du pays, était propagée une idéologie raciste justifiant la suprématie tutsie. Confrontés à une logique dont ils comprenaient mal la nature mouvante, les Européens privilégiaient en effet dans l'identité sociale rwandaise le seul élément d'appartenance aux catégories hutue, tutsie ou twa sur lequel ils pouvaient plaquer la grille d'intelligibilité raciologique, élément central et justificateur de la pensée coloniale⁴. Sans aucun autre élément de preuve, du seul fait que bon nombre de Tutsis, en particulier ceux qui servaient le roi du Rwanda, étaient plus grands et plus clairs de peau que les Hutus, explorateurs, universitaires, missionnaires et administrateurs déduisirent que les différents groupes appartenaient à des races différentes : les Tutsis furent présentés comme la race des « Hamites » – les descendants de Cham, fils maudit de Noé - venus d'Ethiopie ou d'Egypte, une race « supérieure » qui aurait conquis celle des Bantous hutus. Cette théorie « hamitique » héritée de Gobineau⁵ fut diffusée en Europe mais aussi au séminaire et dans les écoles d'administration où les élites tutsies et hutues l'apprirent

et l'intégrèrent parfaitement à leur mode de pensée. Lorsque les Belges créèrent un livret d'identité pour recenser les hommes imposables, ils y firent porter la mention : Hutu, Tutsi ou Twa. Ainsi, un seul élément de l'identité sociale rwandaise, éminemment variable et mouvante autrefois, fut isolé de son contexte, figé et choisi par les Européens comme facteur de discrimination, dans le cadre d'une pensée raciste confondant le biologique et le culturel.

- 9 A la fin des années cinquante, sentant venir l'indépendance, une partie de l'élite tutsie, longtemps flattée d'appartenir à une race « supérieure », modifia son discours, en rappelant par exemple qu'existait avant la colonisation une mobilité sociale entre les catégories hutue et tutsie. Il était trop tard : l'élite hutue avait assimilé le racisme colonial à l'école, et, poussée par ceux qui l'avaient le plus propagé – les Pères Blancs – le retournait contre l'élite tutsie. Au lieu d'instruire le procès du colonialisme dans son ensemble, les hommes politiques hutus chassèrent les dirigeants tutsis, leur conseillant publiquement de retourner dans leur Ethiopie ou leur Egypte d'origine. La race des « seigneurs » devenait celle des boucs émissaires.

... aux communautés de la peur

- 10 Le racisme restait alors limité aux seules élites acculturées. Somme toute, les dirigeants tutsis et leur entourage avaient peut-être mérité l'exil après leurs abus commis pendant la période coloniale – et auparavant dans de nombreux cas. Il n'en allait pas de même pour l'immense majorité des « petits Tutsis », pasteurs ou paysans non responsables des exactions perpétrées par les chefs.
- 11 Mais à partir du moment où les dirigeants hutus de la nouvelle République rwandaise reprenaient à leur compte le discours raciste appris au séminaire ou à l'école d'administration, l'amalgame entre les anciens chefs et les « petits Tutsis », innocents des crimes des périodes coloniale et pré-coloniale, ne pouvait pas manquer de se produire. Incapables d'apporter une réponse aux énormes problèmes économiques créés par une démographie galopante, et désireux de masquer des règlements de comptes entre l'élite hutue originaire des régions septentrionales et celle des régions méridionales, les dirigeants eurent beau jeu de diaboliser les Tutsis dans leur ensemble. Les anciens chefs tutsis, réfugiés dans les pays voisins, cherchaient à reconquérir le pouvoir par des attaques aux frontières : ils formaient donc, incontestablement, un ennemi extérieur. Mieux encore : on pouvait dire que cet ennemi était aussi intérieur, puisque de très nombreux autres Tutsis vivaient toujours au Rwanda, mélangés avec les Hutus. Pour des politiciens sans scrupule ou en proie à un complexe obsidional, peu importait que ces Tutsis n'eussent que des liens superficiels avec les anciens maîtres du pays : politiquement, rien de tel qu'un ennemi à la fois extérieur et intérieur pour unir une nation derrière des dirigeants incapables de résoudre les problèmes de l'heure. On martela donc un « anti-hamitisme » semblable à l'antisémitisme européen, et un message simple : *les Tutsis* voulaient exterminer *les Hutus*. Résultat : en 1963-1964, quinze à vingt mille « petits Tutsis » furent massacrés au Rwanda après une attaque des monarchistes réfugiés à l'étranger.
- 12 L'amalgame entre les anciens dirigeants et les autres Tutsis ne faisait que commencer. Un tel racisme était pourtant étranger à la pensée rwandaise. Certains hommes politiques n'hésitèrent pas à l'instrumentaliser, en le diffusant de plus en plus largement, et de plus en plus aisément à mesure que disparaissaient les vieillards, ces mémoires vivantes de la

société rwandaise précoloniale. L'utilisation des médias, au premier rang desquels la radio – on se souvient peut-être du rôle joué par la sinistre RTLM, la Radio des Mille Collines, en 1994 – permit d'endoctriner la majorité de la population⁶. L'endoctrinement fut aussi facilité par le maintien d'élites tutsies au pouvoir dans le Burundi voisin, et par la dynamique qui se créa de la sorte entre les deux pays accueillant, qui des réfugiés hutus, qui des réfugiés tutsis, à chaque crise : après le massacre au Rwanda en 1963-1964, les Tutsis du Burundi tendirent ainsi à se comporter davantage, du moins en apparence, comme un groupe uni - ce qu'ils étaient encore moins qu'au Rwanda - alors qu'en réalité seule une fraction de l'élite tutsie s'appuyait sur la peur pour profiter du pouvoir ; parallèlement, une fraction de l'élite hutue utilisait la peur pour se maintenir au gouvernement au Rwanda. Le procédé était identique, et a été de nouveau utilisé en 1972-1973, en 1988 et depuis 1990 de part et d'autre de la frontière, au point que l'on a pu parler de « vase communicant » entre les deux pays.

- 13 De la diffusion d'une idéologie raciste et de la dynamique créée par le voisinage des deux pays sont nées les communautés tutsies et hutues, qui sont des communautés *de la peur*, pas des ethnies, puisque Hutus et Tutsis ont partagé et partagent la même langue, la même culture, le même territoire, les mêmes croyances religieuses. En 1900, ces communautés n'existaient pas : au Rwanda, Tutsis du Sud et Tutsis du Nord refusaient d'être considérés comme appartenant à la même catégorie, et les Hutus du Nord ou de l'Ouest pouvaient appeler Tutsi tout Hutu, Tutsi ou Twa venu du Sud. En revanche, nier qu'une opposition existe réellement aujourd'hui entre les deux catégories de population n'aurait pas de sens : deux communautés, certes défensives, ont été formées. A chaque crise, Tutsis et Hutus « modérés », c'est-à-dire non racistes, sont éliminés, et les deux communautés se renforcent de plus en plus en tant que telles, chacune étant unie par la soif de vengeance et la peur de l'autre, et cette peur étant renforcée par l'exemple du pays voisin. Mais il s'agit bien de communautés *de la peur*, poussées l'une contre l'autre par des politiciens qui y trouvent leur compte ou qui s'aveuglent eux-mêmes. Des communautés récentes, pas des ethnies résultant d'une longue histoire culturelle comme on peut en trouver en Afrique et sur les autres continents, où existent des sociétés séparées par la langue, la culture, le territoire et/ou la religion – critères définissant les ethnies au sens anthropologique du terme. Des communautés *de la peur*, pas des communautés unies autour d'une identité positive : aujourd'hui, Hutus du Nord-Ouest et Hutus du Sud ne s'entendent pas plus entre eux que Tutsis ayant survécu au génocide et Tutsis venus ou revenus de l'étranger en vainqueurs après la guerre de 1990-1994.

Rassurant tribalisme : comment peut-on être Tutsi ?

- 14 En ce cas, pourquoi journalistes, hommes politiques occidentaux, mais aussi certains universitaires s'obstinent-ils à parler d'ethnies, quand des chercheurs ont montré depuis plus de vingt ans ce qu'il fallait en penser ?
- 15 De médiocres capacités intellectuelles, l'ignorance ou le manque de sérieux ne peuvent suffire à rendre compte d'un aveuglement aussi massif devant l'usage impropre des expressions « guerre ethnique » ou « guerre tribale », à propos non seulement de l'Afrique interlacustre, mais parfois aussi de pays beaucoup plus proches de nous, par exemple l'ex-Yougoslavie. On aurait tort de réduire ce point à une simple, et vaine, querelle de mots⁷. Ce sont précisément les mots employés qui peuvent nous guider pour comprendre ce qui est en jeu : les vocables « tribu » et « ethnie » sont en général

appliqués aux peuples sans écriture, aux « primitifs » qu'étudiait naguère l'ethnologie coloniale et qui n'avaient pas atteint un niveau de civilisation suffisant pour avoir l'honneur d'entrer parmi les nations, mot réservé aux peuples des « races supérieures », comme disait le bon républicain Jules Ferry. L'ethnie, c'est l'autre, le sous-développé, le Tutsi.

- 16 Si le concept d'ethnie, débarrassé de ses vieux oripeaux colonialistes, peut avoir un sens dans les sciences humaines pour désigner un groupe humain caractérisé par sa langue, sa culture, son territoire et/ou sa religion, il signifie trop souvent « race » aux yeux d'une opinion qui n'ose plus guère prononcer ce mot depuis quelques décennies. Le glissement s'observe facilement dans les journaux, et chez certains universitaires, à propos des Twa rwandais, que ceux-là disent appartenir à la « *race pygmée ou pygmoïde* » – d'ailleurs aussi pygmée que les Patagons appartenaient à la race des géants⁸ – alors qu'ils parlent des « ethnies » hutues et tutsies : race d'un côté, ethnie de l'autre, mais c'est tout un. N'oublions pas non plus que le nom « ethnie » fut inventé par le théoricien raciste Vacher de Lapouge, propagé par l'anthropologue antisémite George Montandon, que l'adjectif « ethnique » signifiait autrefois « païen », et que les Grecs opposaient les *ethnè* à la *polis*, à la cité. Une guerre ethnique, une guerre tribale, c'est toujours une guerre de sauvages, une guerre de primitifs, pas une guerre de pays modernes : nous ne sommes pas des Tutsis.
- 17 Il est alors bien commode de parler de guerres tribales ou de guerres ethniques à propos d'horreurs qui dérangent. Cela permet aux esprits paresseux de comprendre d'une façon simple des conflits qui dépassent leur entendement, mais, une nouvelle fois, cela ne paraît pas constituer l'explication profonde de l'usage fautif de ces expressions. On peut raisonnablement formuler l'hypothèse suivante : ce tribalisme déplacé viendrait plutôt d'un désir de ne pas chercher à comprendre les véritables enjeux de certains conflits, et ce, pour deux raisons. D'une part, si les ethnies sont le monopole de l'autre, Rwandais, Burundais ou Bosniaque, nous sommes rassurés pour le devenir de nos propres sociétés car cela ne peut pas se produire chez nous, « nations » civilisées qui aurions dépassé le stade de la sauvagerie depuis longtemps, et qui ne pensons pas pouvoir y retomber. Cette forme de pensée tribale aurait donc pour fonction première de nous rassurer en nous présentant les territoires sur lesquels se produisent de tels affrontements comme des exceptions à la règle générale du progrès. Comment peut-on être tutsi ? « Ces gens-là ne sont pas comme nous », et puisque nous ne saurions être des Tutsis, cela ne peut pas nous arriver, dormons en paix.
- 18 D'autre part, la présentation tribale de certaines guerres autorise aussi à penser que nous n'avons pas à intervenir dans des affaires nous dépassant par leur altérité essentielle. Il est en tout cas incontestable que la fameuse et mythique « communauté internationale » – en fait les seuls pays industrialisés ayant les moyens d'intervenir, et qui ne s'en privent pas quand leurs intérêts pétroliers sont en jeu – se donne ainsi bonne conscience à moindre frais : la solution ne peut venir que des peuples concernés, puisqu'eux seuls peuvent comprendre des problèmes qui nous dépassent, qui ressortissent à une logique radicalement différente de la nôtre. Laissons Tutsis et Hutus régler leurs différends. Pourtant, on aurait pu éviter le génocide rwandais en 1994 – d'autant que l'on savait ce qui se tramait. Pourtant, on pourrait aujourd'hui éviter un nouveau génocide au Burundi sans grand déploiement de forces. Pourtant, l'expérience a montré qu'il n'était pas si difficile que cela de mettre fin, au moins provisoirement, à la « guerre ethnique » en Bosnie, cette guerre que les dirigeants européens nous disaient naguère inextricable et

nécessitant d'énormes moyens pour la faire cesser. Intervenir pour rétablir la paix est avant tout question de volonté politique et de solidarité. Encore faudrait-il cesser d'être les dupes des discours tribalistes, quitte à nous inquiéter davantage et à dormir moins paisiblement.

Inquiétant tribalisme : nous sommes tous des Tutsis...

- 19 Cessons d'être les dupes des discours tribalistes, d'abord à propos des autres. Les vocables « ethnies », « tribu », ou « race » – que Le Pen tente actuellement de réhabiliter en France – développent la haine à l'instigation de dirigeants qui trouvent un intérêt politique à les diffuser. Ce tribalisme nie l'unité de l'espèce humaine, avec la complicité plus ou moins involontaire de médias, voire d'universitaires qui donnent un fondement « scientifique » à des différences souvent récemment constituées. L'exemple de l'ex-Yougoslavie le prouve. Au début de la guerre, Serbes, Croates et Bosniaques n'y formaient pas des ethnies, au sens propre. L'amalgame des différents Serbes, de Serbie, de Croatie ou de Bosnie, en un seul groupe – ou des Croates ou des musulmans des différentes composantes de l'ancienne fédération yougoslave – est aussi abusif que celui des Tutsis, Hima et autres « Hamites », ou des Hutus et autres « Bantous », des différents pays d'Afrique interlacustre. Mais, comme au Rwanda et au Burundi, des politiciens ont martelé cette idée en s'appuyant sur une idéologie raciste de « purification ethnique », sur une propagande choisissant quelques faits historiques supposés justifier une politique injustifiable, pour asseoir leur puissance et prendre leur revanche sur le régime antérieur. Comme au Rwanda ou au Burundi, l'enchaînement des violences constitue des communautés unies par la peur de l'autre et la soif de vengeance : les massacres perpétrés par les « Oustachis » croates de 1941 à 1945 contre les Serbes ont d'abord servi d'excuse au « nettoyage ethnique » entrepris par ceux-ci à partir de 1991 ; puis, lorsque les Croates ont pris leur revanche en 1995 et envahi la Krajina, les Serbes ont aussitôt fui en masse, de peur d'être massacrés à leur tour. Comme au Rwanda et au Burundi, l'ennemi – serbe, croate ou musulman – a été diabolisé d'autant plus facilement qu'il était à la fois extérieur et intérieur. Comme au Rwanda et au Burundi, le monopole du pouvoir détenu par l'une ou l'autre des communautés dans des républiques nouvellement indépendantes et voisines facilite le mouvement de « vase communicant » de la haine, de même que les exodes successifs et le récit des atrocités commises auprès des populations d'accueil ou des descendants des exilés. Enfin, de même que se répand dans l'Afrique des Grands Lacs le rêve de la création d'un « Hutuland » distinct d'un « Tutsiland », c'est-à-dire d'une séparation territoriale des deux communautés pour éviter la répétition des massacres⁹, de même les plans de paix successifs ont prévu la constitution d'unités « ethniquement » homogènes dans l'ex- Yougoslavie : la haine, la peur et le traitement partial de l'histoire aboutissent à un résultat semblable.
- 20 Au-delà d'évidentes différences liées à des contextes historiques et sociaux fort divergents, on pourrait montrer plus d'un autre point commun entre Rwanda, Burundi et Yougoslavie, par exemple les résultats de la prépondérance serbe dans les rangs de l'ancienne armée fédérale yougoslave, comparables à celle des Tutsis dans l'armée burundaise, ou l'ambiguïté de certaines interventions « humanitaires ». Ce ne sont pas des « guerres tribales » ou « ethniques » qui déchirent ces pays, mais bel et bien les manœuvres de politiciens criminels qui créent ce que j'appelle des communautés de la peur. Puisque les anciens Yougoslaves sont comparables aux Tutsis et Hutus du Rwanda,

pourquoi pas nous ? Je laisse à mes amis suisses le soin de décider si une telle analogie s'applique ou non à la Confédération helvétique, et qui seraient les Tutsis parmi eux. Rappelons en tout cas qu'un pays comme la Belgique n'est pas exempt de cette forme de tribalisme. Certes, Flamands et Wallons s'opposent plus que jamais sur un terrain essentiellement politique ou économique, et non pas guerrier, mais l'on ne saurait mieux montrer à quel point le parallèle s'impose qu'en citant ce mot d'esprit d'un Rwandais, qui me parla de la Belgique comme d'« un petit pays déchiré par les guerres tribales »¹⁰ ! Dans notre monde de plus en plus « ethnicisé »¹¹, on peut toujours devenir le Tutsi d'un autre.

- 21 N'oublions pas que des schémas raciaux comparables à l'opposition Hutu/Tutsi furent appliqués à nos sociétés il n'y a pas si longtemps, en Espagne, en Angleterre ou en France¹². Qui se souvient que la société française fut pensée, à partir du XVI^e siècle, comme l'ensemble de deux races : les nobles, descendants des Francs, et les roturiers, descendants des Gaulois ? Il n'y eut guère qu'un génie critique comme Voltaire pour railler ces sornettes, tandis que le comte de Boulainvilliers publiait un livre¹³ dont l'influence s'exerça sur de nombreux auteurs jusqu'au XX^e siècle, en particulier sur Gobineau. Pour Boulainvilliers, les seuls vrais Français étaient les descendants des Francs, les nobles, et l'histoire de France était celle de la guerre entre Francs et Gaulois. Ce schéma historique fut si bien répandu que les esprits les plus éminents interprétèrent la Révolution française, en son temps et pendant le XIX^e siècle, comme la revanche des Gaulois sur les Francs. Pourtant, jusqu'à ce que la commémoration de l'année Clovis vienne nous la rappeler récemment, seuls quelques spécialistes se souvenaient de l'explication de l'histoire de France par la guerre des Gaulois et des Francs. En revanche, c'est précisément la transposition en Afrique de ce schéma de pensée, *via* Gobineau et les historiens du XIX^e siècle, qui se trouve à l'origine directe de la vision historique du Rwanda et du Burundi comme de pays habités des Bantous hutus qu'auraient conquis les Hamites tutsis : de cette manière, les Tutsis sont des Francs.
- 22 Sommes-nous pour autant des Tutsis menacés d'extermination ? Il est permis de se poser la question à l'audition de certains discours politiques. Le tribalisme, qui nous rassure lorsqu'il s'agit de pays étrangers, est inquiétant lorsqu'il se décline chez nous. Laissons de côté les paroles démagogiques et haineuses de certains autonomistes corses, ou celles d'un Le Pen, qui revendique aujourd'hui son racisme après l'avoir si longtemps nié : à l'entendre, les Français sont effectivement des Tutsis dont la dernière heure viendra bientôt s'ils ne boutent pas les étrangers hors de France. Beaucoup plus intéressants, et peut-être plus dangereux encore car moins simplistes, sont les discours tenus à droite comme à gauche à propos des banlieues. On nous dit, ce qui est vrai, qu'elles deviennent des ghettos : mais ce sont avant tout des ghettos de la pauvreté, pas des ghettos identitaires. Parallèlement, on affirme contre toute évidence¹⁴, à gauche comme à droite, que les immigrés ne s'intègrent plus à la société française. Pleine de bonnes intentions, la gauche a prôné le communautarisme, ou le différentialiste, ou le multiculturalisme à l'anglo-saxonne, contraires à la tradition républicaine d'assimilation progressive. Elle a d'ailleurs alimenté de cette façon le racisme en mettant en avant des différences culturelles qui ont toujours existé à la première génération d'immigrants, mais qui se sont toujours estompées par la suite, et qui continuent à le faire. C'est ainsi que l'on en est venu, surtout à droite, à prédire des affrontements « ethniques » comparables à ceux de Los Angeles ou de Londres.
- 23 D'un côté comme de l'autre de l'éventail politique, ces discours ne peuvent pas être tolérés par les républicains, car ils reposent sur des idées de communautés qui ne sont pas

celles de la République. La communauté nationale, tout d'abord interprétée dans le sens d'un organisme territorial excluant tout élément étranger : il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler où cette conception organiciste a mené l'Allemagne nazie – et pourtant, l'idéologie géopolitique, qui associe territoire et communauté, revient en force. La communauté « ethnique » ensuite, notion empruntée aux États-Unis, et dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle a débouché sur un échec, avec la constitution de ghettos bien réels, y compris là où les intentions de respect des cultures différentes étaient louables au départ. N'est-ce pas l'idée même de communauté dont il faut se défier si l'on ne veut pas se transformer un jour en Tutsi et en Hutu s'entr'égorgeant ? A cet égard, et bien qu'un parallèle avec les Tutsis fût loin de s'imposer au départ, le cas des homosexuels français a fini par attirer mon attention. Le président d'une association d'étudiants homosexuels ne m'a pas caché l'intérêt que lui semblaient présenter mes recherches, *a priori* fort exotiques, pour les débats agitant les milieux gays¹⁵ : les échanges sont en effet extrêmement vifs entre les partisans de la création d'une communauté à l'américaine, et ceux qui dénoncent de telles stratégies identitaires¹⁶, considérées comme menant au ghetto, avec tous les dangers que cela implique.

- 24 De fait, les communautés reposent trop souvent sur une opposition à autrui, opposition ressentie à cause du comportement hostile des éléments extérieurs, mais aussi revendiquée par les éléments intérieurs, qui compensent ainsi les humiliations subies en assumant leur différence avec fierté. Peut-être marquée par le péché originel de son origine religieuse, la notion de communauté, qui est au départ la communauté ecclésiale *de salut*, apparaît en ce moment plus négative que positive. Car c'est dans les périodes de crise, lorsque se posent de graves problèmes d'identité, souvent accompagnés d'un désir de pureté¹⁷, qu'elle s'impose sous ses formes les plus dangereuses, les plus tribalistes. Devant ce danger, il faut en revenir à une conception plus démocratique de la communauté, fondée sur une citoyenneté active vécue en vue du bien commun, intégrant ce lien particulièrement fort et enrichissant qu'est le lien de la division¹⁸, parce qu'une communauté strictement homogène est une communauté qui devient facilement liberticide.

...et des Hutus

- 25 Ne soyons donc pas dupes des discours tribalistes, ni à propos des autres, ni à propos de nous-mêmes, et ne formons pas des communautés qui voudraient nous transformer en Hutu ou en Tutsi des pays tempérés. Au moment même où l'on nous rebat les oreilles avec la mondialisation, racisme et ethnicisme – ou ethnisme – s'infiltrant partout, véhiculant des messages du type : « Attention, les sauvages sont parmi nous ! donc il faut voter Le Pen. » Mieux vaudrait dire que nous sommes tous des sauvages en puissance.
- 26 Surtout ceux qui votent Le Pen ? Même pas ! Chacun d'entre nous peut basculer s'il ne se montre pas vigilant : non, nous ne sommes pas des Tutsis, nous sommes tous des Tutsis et des Hutus en puissance¹⁹.
- 27 Septembre 1996

NOTES

1. On m'excusera de renvoyer à mon article : « Généalogie du génocide rwandais. Hutu et Tutsi : Gaulois et Francs ? », *Les Temps Modernes*, n° 582 (mai-juin 1995), pp. 1-58.
2. Un homme pouvait être vu comme un Tutsi dans les régions périphériques, parce qu'il venait du centre du pays, où il était cependant considéré comme un Hutu. D'autre part, les enfants d'un Hutu « riche » pouvaient devenir tutsis, tandis que ceux d'un Tutsi « appauvri » devenaient hutus – la notion de « richesse » devant être entendue dans un sens différent de celui que nous lui prêtons aujourd'hui : il s'agit du prestige social, reflété par le nombre de vaches, d'épouses, et par les prestations obtenues.
3. Parmi leurs nombreuses publications, citons : J.-P. Chrétien, « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », et C. Vidal, « Situations ethniques au Rwanda », in : J.-L. Amselle, E. M'Bokolo, *Au cœur de l'ethnie*, La Découverte, Paris, 1985, pp. 129-165 et 167-184 ; C. Newbury, « Ethnicity in Rwanda : the Case of Kinyaga », *Africa*, 48 (1978), pp. 17-29 ; J. Rumiya, *Le Rwanda sous le régime du mandat belge (1916-1931)*, L'Harmattan, Paris, 1992, 249 p.
4. Voir : H. Arendt, *L'impérialisme*, Le Seuil, Paris, 1984 [1951], en particulier pp. 69-169.
5. Auteur de *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855), qui inspira Hitler.
6. Sur le rôle des médias, voir le remarquable ouvrage dirigé par J.-P. Chrétien, *Rwanda. Les médias du génocide*, Karthala, Paris, 1995, 397 p.
7. Je résume ici des idées développées dans mon article : « Rwanda : ethnie, razzismo e buona coscienza », *Africa e Mediterraneo*, 2 (1995), pp. 43-47.
8. La place manque pour traiter du cas particulier des Twas, groupe de populations rejetées, méprisées ou craintes à la fois par les Hutus et les Tutsis. Le vocable « ethnie » ne saurait pas non plus leur être appliqué, puisqu'ils partagent langue, religion, culture et territoire avec les deux autres catégories, et qu'ils occupaient des conditions sociales fort variées (chasseurs nomades dans la forêt ou les marais du Nord, mais aussi potiers, ou encore exécuteurs des basses œuvres de la monarchie tutsie du Nduga).
9. Ce sont d'abord des hommes politiques américains, profondément ignorants des données du problème rwandais, qui ont proposé une telle solution.
10. Il n'est d'ailleurs pas indifférent de rappeler leur attitude vis-à-vis des problèmes rwandais : pendant la décolonisation, les Flamands s'identifièrent volontiers aux Hutus opprimés par les Tutsis/Wallons, et plaquèrent sur le Rwanda leurs propres problèmes, d'ailleurs, en un sens, plus authentiquement « ethniques » que ceux des Rwandais.
11. Voir les intéressantes analyses de : B. Badie, *La fin des territoires*, Fayard, Paris, 1995, 276 p.
12. Voir : L. Poliakov, *Le mythe aryen*, Pocket, Paris, 1994 (éd. o. : 1971), en part. pp. 29-84.
13. *Essais sur la Noblesse de France contenant une dissertation sur son origine & abaissement*, 1732.
14. De récentes études de l'INED, de l'Insee et du ministère de l'Éducation nationale prouvent que les immigrés continuent à s'intégrer à la société française, en particulier grâce à l'école, où les enfants d'origine étrangère obtiennent toujours de meilleurs résultats que les « Français de souche » (voir : *Le Monde*, 23 et 31 mars 1995, 23, 24 et 31 mars 1996 ; *Insee Première*, n° 458 ; *Éducation et formation*, n° 40).
15. Il m'a d'ailleurs appris que mon article consacré au génocide rwandais pouvait être consulté en hypertexte sur Internet à partir d'un serveur gay et lesbien !
16. Y. Roussel, « Le mouvement homosexuel français face aux stratégies identitaires », *Les Temps Modernes*, 582 (mai-juin 1995), pp. 85-108 ; *Gageure*, 65 (1996), p. 1.
17. Sur ce point : G. Laval, *Malaise dans la pensée*, Publisud, Paris, 1995, 303 p.

18. Voir le remarquable article : N. Loraux, « Le lien de la division », *Le Cahier du Collège international de Philosophie*, IV (1987), pp.101-124. Sur les questions posées par le communautarisme, voir : *Le Banquet*, 7 (1995), « Le communautarisme au péril du contrat républicain ? », pp. 149-238.

19. L'attitude passée et présente des autorités tutsies au pouvoir à Kigali m'impose de préciser qu'en écrivant que nous sommes tous des Tutsis et des Hutus en puissance, je n'entends en aucune façon dire que tous les Tutsis sont de braves gens et que tous les Hutus sont d'affreux génocidaires : les réalités rwandaise et burundaise sont infiniment plus complexes.

AUTEUR

DOMINIQUE FRANCHE

Géographe, attaché scientifique, Institut Pierre-Mendès-France, Paris

Bricolage et identité : l'exemplarité du laboratoire helvétique

Bernard Crettaz



Dessin : Miroslav Marsalek

Une étrange union

- 1 On entend parfois parler « d'identité bricolée ». Certaines personnes disent même : « Voilà l'identité que je me suis bricolée ». Pour le niveau collectif, il arrive aussi que l'on souligne « le bricolage des identités régionales et nationales ». Et, de plus en plus, lorsqu'on évoque la nécessité d'identités nouvelles, on sent poindre cette question ou ce doute : y a-t-il aujourd'hui d'autres identités possibles que bricolées ? Les deux mots de bricolage et d'identité semblent donc faire bon ménage. Mais on se demande si ce n'est pas là un effet de mode, car le rapprochement des deux termes a de quoi surprendre. En effet, sous le mot identité se dévoilent des connotations de profondeur, de vérité, d'essentiel du soi individuel ou collectif. L'identité, malgré ou avec tous ses masques, est

censée dire vraiment qui l'on est et suggère que, sous l'identité de surface, s'en cache une autre, authentique, qui exprimerait l'unité et la définition de l'être. A l'inverse, le mot de bricolage suggère le dessus, le superficiel, l'artifice, le composite, l'hétérogène et la légèreté. Le terme désigne des processus de fabrication, de montage, de manipulation et même de « traficotage » de matériaux hétéroclites. Comment dès lors peut-on parler sérieusement d'identité bricolée si ce n'est pour suggérer un type d'identité dépravée, surfaite, surajoutée, illusoire et donc nécessairement éphémère ? Pour les gens sérieux, lorsqu'on veut approcher l'identité essentielle, individuelle et collective, il semble bien qu'il faille abandonner ce terme léger de bricolage qui vaut pour les salons intellectuels et les médias mais non pour la recherche fondamentale.

- 2 Pourtant la modernité occidentale offre maints exemples de ce couple étrange, elle qui n'a cessé de détruire des identités traditionnelles et d'aménager ensuite des restes de ces destructions pour produire des identités nouvelles. En poussant plus avant la réflexion, on peut même se demander si ce n'est pas le propre de la modernité que de n'avoir ou de ne vouloir que des identités bricolées. Cette forme de civilisation se définit par une incessante marche en avant et ne peut qu'agencer des bouts ou des morceaux pour produire des identités transitoires. A l'observation, certains bricolages identitaires sont d'une solidité étonnante. Ils peuvent durer de façon inattendue et, au moment où ils paraissent définitivement usés, c'est encore vers eux que l'on se tourne pour trouver les recettes du renouvellement. Ceux qui s'insurgent contre la superficialité des identités bricolées s'acheminent vers des bricolages lorsqu'ils veulent définir des identités autoritaires, fondamentales ou intégristes. Tout se passe comme si l'on ne sortait du bricolage que pour d'autres bricolages, et cela souligne bien le mariage possible entre bricolage et identité. Mais cela requiert une démonstration rigoureuse avec un bon terrain d'observation.

L'exemplarité helvétique

- 3 Parmi tant d'autres bons terrains à travers le monde sur ce sujet, la Suisse offre un excellent terrain d'observation. La raison principale tient au fait qu'elle suggère elle-même, sans se l'avouer explicitement, le lien du bricolage et de l'identité. En effet, au travers d'un interminable examen de conscience, la Suisse ne cesse de tenir un double langage identitaire, déchiré entre une suggestion de bricolage léger et une affirmation d'identité solide. Dans le premier cas, s'expriment tous les doutes sur l'existence même d'une identité suisse, sur la fragilité extrême de cette identité problématique, sur l'acte de volonté qui a défini le modèle auquel il ne faut porter atteinte car il pourrait se briser irrémédiablement, modèle ou chef-d'œuvre identitaire dont on n'est même pas certain qu'il existe réellement. Dans le second cas, la Suisse affirme une identité solide, profonde, vraie, traduisant un esprit suisse et une âme suisse. Cette Suisse-là tient aux liens des villes et du pays profond. Elle est ouverte sur l'avenir mais solidement amarrée aux Alpes, faisant preuve d'une modernité audacieuse s'appuyant sur des traditions bien établies.
- 4 La Suisse existe-t-elle ou n'existe-t-elle pas ? La perfection helvétique n'est-elle qu'une construction illusoire ou correspond-elle à une essence vraie ? Le paradis suisse n'est-il qu'une supercherie ou traduit-il un réel chef-d'œuvre ? Le fait même que l'on puisse se poser ces questions suggère très exactement ceci : l'analyste de l'identité helvétique est placé devant une maquette ou un modèle réduit si parfaitement bricolé qu'il lui paraît plus vrai que nature. Devant ce modèle réduit, il lui appartient de comprendre comment

la définition de l'identité s'est faite par et à travers le bricolage de ce modèle si vrai et si illusoire, si parfait et si fragile, si plein d'existence visible et si peu porteur d'être profond. Ce presque rien si parfaitement accompli, c'est cela le lien du bricolage et de l'identité. Et la Suisse permet de le comprendre à travers le niveau même où elle a excellemment défini son identité : sa visibilité. Pour comprendre l'identité suisse, il faut voir le pays, et quand on va au-delà ou en dessous de ce paysage de surface, on saisit qu'il existe ici une visibilité bricolée si parfaite qu'elle exprime, résume et extériorise tous les autres niveaux d'identité. Regarder la Suisse comme une machinerie optique, c'est observer son indépassable perfection si proche de la vacuité et du non-être. Cette perfection, aujourd'hui comme hier, tout le monde l'envie et la dénonce. Car elle est le miroir tragique et farceur de l'identité, résultat bricolé d'un processus historique complexe par lequel la Suisse témoigne qu'elle est une invention de l'imaginaire occidental tout entier.

Bricolage de la nature

- 5 La « révélation » de la Suisse moderne, au XVIII^e siècle, dans ce qu'on a appelé l'helvétisme, s'est opérée à travers une nature à laquelle ce pays pouvait s'identifier. Mais cette intuition première, qui allait intégrer les matériaux identitaires de l'ancienne Confédération, appelle immédiatement un bricolage pour fonctionner pleinement. Voici donc le fait fondateur : la fameuse découverte de la nature est également bricolage de la nature, sans quoi la nature n'aurait pu agir comme mythe de la modernité. Ce fait est propre à tout l'Occident et l'on peut, en partie tout au moins, présenter l'invention de la Suisse et des Alpes comme l'un des hauts lieux de la découverte occidentale de la nature. Résumons l'essentiel de cette découverte autrement que comme une admirable contemplation gratuite du siècle des Lumières. Le XVIII^e siècle permet une affirmation spectaculaire du sujet prométhéen propre à la modernité. Un extraordinaire processus d'individualisation s'accomplit, par lequel le sujet individuel et collectif se proclame maître de soi, du monde et de la société. Ce sujet se promet toutes les conquêtes possibles que vont réaliser la Révolution française et la Révolution industrielle. Face à lui, ce sujet naissant s'invente une nature, sorte d'englobant cosmique, de paradigme scientifique et de principe éthique. Cette nature lui sert tout à la fois de dieu, de principe matriciel et d'espace de domination. Il se passe donc cette contradiction : le sujet prométhéen conquiert la nature-paradis qui lui sert de mythe fondateur. Par cette conquête, la nature va être progressivement mise en restes et donc détruite comme mythe. Il importe dès lors de bricoler des restes pour refaire sans cesse le mythe de la nature intacte.
- 6 Le cas de la Suisse et des Alpes illustre à merveille ce processus général. Au XVIII^e siècle, la montagne n'est pas toute la nature mais elle en est l'un des monuments éminents. Comme dans un laboratoire exemplaire, on y voit s'enchaîner ces trois moments qui produisent la nature comme sens : énoncer le mythe du paradis ; conquérir et détruire le paradis ; bricoler des restes pour refaire le paradis. L'énoncé du mythe s'opère dans les villes. Il se présente comme un récit dramatique qui s'ouvre sur le constat d'une décadence urbaine due à la rivalité, la compétition, l'artifice, la richesse, le règne des passions. Cette décadence de l'Ancien Régime appelle une régénération. Et la régénération est possible si l'on sort dans la nature et monte dans la montagne où l'on découvre l'âge d'or paradisiaque propre au peuple des bergers, parce qu'ici la nature est principe de civilisation. A la transparence de la communauté primitive répond la splendeur de la

nature qui grandit au fur et à mesure qu'on gravit le sommet. Et du sommet, regardant les étrangers au loin, on comprend l'incalculable privilège du chez-soi et les possibilités d'une patrie-paradis au pied des montagnes. Il ne reste qu'à descendre dans la jungle des villes pour entreprendre la double régénération de soi et de la société.

- 7 Deuxième moment : l'énoncé du mythe va provoquer la conquête. L'Occident moderne n'a pu découvrir la nature-paradis qu'en la conquérant, et la montagne a été l'un des meilleurs terrains de cette conquête. Ici se dévoile pleinement comment le sujet prométhéen traite la nature dès les débuts de la découverte : il entretient avec elle ces liens contradictoires de savoir, théâtre, nourriture, jeu, sacré et consommation. Et au travers de ces attitudes, il n'a de cesse que de détruire la nature pour mieux se l'incorporer. Par le savoir, c'est-à-dire la conquête scientifique et technique ; par le théâtre, c'est-à-dire la naissance du tourisme ; par la nourriture, c'est-à-dire la recherche de l'énergie, de l'air, et de la santé en montagne ; par le jeu, c'est-à-dire les débuts de l'alpinisme ; par le sacré, c'est-à-dire la quête de la régénération spirituelle dans les hauteurs ; par la consommation qui provoque usure et renouvellement incessant de ces attitudes. Ainsi, la nature et la montagne commencent à être mises en restes. Il ne reste plus dès lors, en attendant les foules envahissantes, qu'à bricoler les restes pour produire du paradis. Où trouve-t-on les premiers bricolages des restes qui, plus que des réparations, sont encore des célébrations joyeuses de la nature et de la montagne ?
- 8 On peut dire qu'au XVIII^e siècle le bricolage demeure largement programmatique et symbolique au niveau des œuvres. Et s'il fallait citer une grande œuvre conquérante qui a été l'inspiratrice de tant de bricolages matériels, ce serait la Grande Encyclopédie de Diderot et d'Alembert. A travers textes et planches, on a ici l'étonnante synthèse du sujet conquérant de la modernité qui se bricole le dessein et les dessins parfaits d'un monde naturel, rural et artisanal qui va bientôt disparaître. Mais les bricolages de la nature au XVIII^e siècle ne sont pas qu'immatériels. Dans les cabinets de curiosités, dans les maisons aux champs, dans les parcs des aristocrates et des grands bourgeois, on bricole des miniatures matérielles de temples, de ruines, de fermes, de bergeries, de hameaux, de chalets suisses, de tombeaux, de montagnes, de petits lacs, de cascades et de toutes sorte de bricolages « naturels ». Dans ces matérialisations de l'imaginaire, grâce aux fêtes de la nature vécues comme des rites de régénération, on exprime un monde paradisiaque qui, dans la réalité, commence déjà à se perdre. C'est dans ces inventions aristocratiques et bourgeoises qu'il faut chercher l'ancêtre de nos « Disneylands » des XIX^e et XX^e siècles, qui ne sont que la démocratisation des mythes matérialisés dont la grande bourgeoisie européenne a été la première réalisatrice.

Maquettes de la patrie

- 9 Au XIX^e siècle, la conquête de la nature et de la montagne prend une dimension insoupçonnée par la rencontre de deux mouvements : la formation de la société touristique et la modernisation de la montagne par les villes. Le tourisme fait des Alpes le « terrain de jeu de l'Europe », selon l'expression de Leslie Stephen. En profondeur, cela veut dire que la montagne constitue un champ au sens sociologique où des acteurs multiples viendront en dominants et dominés se distinguer, se hiérarchiser, se classer, se combattre, s'unir, se mettre à mort. Acteurs, spectateurs, simples voyageurs, snobs du voyage, grimpeurs moyens, grimpeurs de haute voltige : à tous la montagne donne des ressources exceptionnelles. Elle s'offre même comme deuxième mythe face à celui de la

nature-paradis : celui de la performance, du sommet à conquérir et à « faire tomber », où les sujets prométhéens pensent de façon ludique poursuivre leur impitoyable rivalité sociale d'en bas.

- 10 A l'expansion touristique il convient d'ajouter la modernisation de la montagne voulue par les villes. Les Etats, les Eglises, les écoles ne veulent plus d'une population « arriérée » (l'autre versant du bon sauvage) et veulent moderniser par tous les moyens : instruction, éducation, hygiène, technologie, habillement, bonnes manières, sports modernes. Ainsi fleurissent hôtels, cabanes, sanatoriums, maisons modernes, routes, trains de montagne, équipements de toutes sortes, nouveaux moyens de transports.
- 11 Cette double conquête touristico-modernisatrice accélère la mise en restes de l'ancienne montagne. La vieille civilisation montagnarde, symbole au XVIII^e siècle de l'âge d'or, tombe peu à peu en lambeaux et commence ainsi un long processus de mise en restes. Objets des paysans et des artisans, architectures vernaculaires, pratiques religieuses, rites pagano-chrétiens, contes, légendes, mythes, dialectes, costumes, manières d'être, paysages, chemins : tout entre peu à peu en mépris ou en désuétude, sous la double action des citadins porteurs du « progrès » et des notables indigènes acculturés.
- 12 A coté d'eux, des écrivains, des artistes, des préhistoriens, des ethnologues, des simples voyageurs, des musées naissants, tentent de conserver sous forme d'écrits, de dessins, d'estampes, de témoins directs même, les traces de cet ancien monde en décomposition. Et ces traces vont puissamment servir lorsque les villes modernisatrices vont à nouveau bricoler les restes pour produire le mythe de la montagne-paradis aux cotés de la montagne conquise selon le double mouvement du prométhéisme urbain. Ainsi, tout au long du XIX^e siècle, par les fêtes, *Festspiele*, commémorations, fêtes de lutte, fêtes de chant, fêtes de tir, fêtes des costumes, fêtes des vigneron, expositions régionales, cantonales, nationales, on va réaliser toutes sortes de bricolages où l'on fait revivre le mythe d'une vieille nature, d'une vieille montagne et d'un vieux pays que l'on fabrique en agençant des restes sélectionnés. Ainsi sont réalisés des cortèges, des défilés, des théâtres, des chansons, des fresques, des architectures, des objets qui cherchent à produire du vieux authentique. Et la fabrication des villages suisses dans les Expositions nationales montre bien ce que peut faire le bricolage qui, partant d'éléments hétéroclites, arrive à produire des modèles réduits plus vrais que nature, plus parfaits que les vrais villages.
- 13 C'est à l'occasion de ces bricolages et de ces fêtes qu'est à nouveau énoncé, par les acteurs mêmes de la modernisation, de la Révolution industrielle et du « progrès », le mythe de la montagne-paradis. Mais, au cours du XIX^e siècle, ce mythe renvoie de moins en moins à la grande nature universelle des Encyclopédistes. Il annonce de plus en plus la nature-patrie due au mouvement des nationalités, que l'on observe dans tous les pays européens. Il s'est alors passé comme une nationalisation ou une « suissisation » de la nature. Si l'identité promue par le XVIII^e siècle reposait sur un sujet conquérant et adorateur de la nature, celle du siècle suivant a célébré la mission de l'agent modernisateur grâce à la science, la technologie, l'instruction et l'adepte fervent de la montagne fondatrice de patrie pour laquelle on a bricolé les restes devant soi. Le village suisse des Expositions nationales permet de lire de façon exemplaire, dans le bricolage matériel, le bricolage de l'identité nouvelle où le conquérant du futur célèbre la patrie grâce à la vieille montagne et à la vieille campagne recomposées. Cette identité participant des symboles de la Révolution industrielle et du néo-vieux-village peut s'énoncer ainsi : le sujet prométhéen, privé, séparé et disjoint de sa société par l'économie nouvelle, se donne ici une communauté ouverte ; dans une temporalité accélérée et infinie, il trouve une intemporalité et une

fixité ; dans la mort menaçante, il recourt à une pérennité ; dans l'étrangeté, l'altérité et le déracinement, il rencontre au village-patrie une image commune ; dans la stratification et le nouveau pouvoir, il peut proclamer l'égalité d'une société sans classes ; dans le secret né des nouvelles formes de domination, il se donne une transparence paternelle et maternelle comme dans une seule famille ; dans un univers inintelligible, il reconstitue une nature intacte et intelligible ; dans l'avenir anarchique, il s'invente un ordre ; dans la pensée de rendement et de développement, il réinvestit une symbolique de gratuité, de sens et d'entraide. La terre-nature, devenue sous la forme du village suisse bricolé la terre-patrie, s'offre ainsi comme mythe fondateur d'une identité fortement modernisatrice et mobilisable par les nouvelles forces productives. L'archaïsme bricolé sert puissamment d'avant-garde tout en donnant l'impression d'une résistance nostalgique fidèle au passé.

Bricolage d'un pays tout entier

- 14 Les bricolages identitaires que l'on vient d'observer s'opèrent dans les villes. Au début de ce siècle, ces bricolages cessent d'être uniquement des mythes matérialisés urbains pour devenir des modèles que l'on va imposer au pays tout entier. Défenseurs citadins du patrimoine et de la nature, promoteurs d'une esthétique nationale, concepteurs du « vrai » paysage suisse, penseurs du village suisse « authentique », tous ont imposé une politique tendant à produire une visibilité helvétique conforme au mythe bricolé de la nature, de la campagne et de la montagne. Durant deux siècles on a ainsi testé dans les villes des modèles réduits qui vont devenir chair vivante de la patrie jusque dans le dernier des hameaux reculés. Mais il faut comprendre ici que cette acculturation d'un modèle citadin de la campagne et de la montagne aurait été impossible s'il n'y avait pas eu chez les campagnards et les montagnards eux-mêmes un mouvement endogène les préparant à intérioriser les normes extérieures de leur « vraie » identité. Ce mouvement endogène concerne le même processus anthropocentrique que l'on a repéré au XVIII^e siècle dans les villes et qui invente le sujet et la nature dans un avènement généralisé de la modernité. Et l'extraordinaire richesse du laboratoire villageois consiste à autoriser une lecture de ce double avènement au niveau du peuple lui-même.
- 15 Il se produit une individualisation villageoise et privée grâce à la pénétration de la société globale, à la division du travail, à l'adoption d'un nouveau système professionnel, à la formation de strates et de classes nouvelles, à l'invention de la vie privée distincte de la vie communautaire, à la confection d'un nouvel environnement architectural et technique. Cette individualisation villageoise et privée invente à son tour un nouveau village moderne, avec une architecture moderne, un urbanisme moderne, une esthétique moderne, une sociabilité moderne et une mentalité moderne. Mais, comme cela s'est passé pour les villes, le sujet prométhéen se donne ici également une nature qui lui sert de mythe. Cette nature, il se la fait en bricolant un nouveau vieux village en contrepoint du village moderne. Pour ce bricolage d'un village néo-archaïque, il n'a qu'à puiser dans les restes de l'ancienne économie agricole et des anciennes communautés, dans les restes du cycle saisonnier avec ses fêtes et ses rituels, dans les restes de la culture avec ses dialectes, ses légendes et ses récits, dans les restes de ses objets et de sa vieille architecture vernaculaire. Mais ici le sujet villageois moderne bricole ses propres restes selon des normes et des modèles qui viennent de la ville. Il produit son identité ancienne en reproduisant les impositions urbaines qui lui indiquent des façons à lui de se bricoler

comme un vrai village suisse. Ce modèle citadin contient une systémique où chaque village suisse doit reproduire, à sa façon apparemment unique, le vrai village suisse tel que les villes l'ont bricolé avant les indigènes eux-mêmes, tel qu'elles l'ont pensé dans la diversité du pays, chaque fois différent et chaque fois identique.

- 16 Grâce à des subsides et des subventions, grâce aussi au succès touristique, grâce à des concours du plus « beau » village, le résultat est surprenant. Peu à peu la Suisse du ^{xx}e siècle se transforme en un vaste archipel villageois avec des villes bien sûr, mais dont la plupart se définissent comme de grands villages. Cet archipel villageois produit un style que l'on peut désigner comme la « civilisation du joli ». Une Suisse sort de la nature et de la montagne comme une gigantesque crèche de Noël qui possède la perfection et l'irréalité d'une carte postale. Rien dans la visibilité de ce pays n'a échappé au bricolage généralisé qui, avec des restes hétérogènes décontextualisés, produit des œuvres plus vraies que le modèle d'origine puisque le bricolage l'a déjà réalisé virtuellement. Forêts, prairies, chemins, murs, bûchers, tas de fumier, mazots, vieux objets mis aux façades, objets souvenirs, petit lacs, cascades, postes d'observation, chalets à poubelles, chalets servant de boîte à lettres, jardins, rocailles, parcs, cimetières enjolivés... tout sert de décor à une vue sur la haute montagne qui, à son tour, sert d'encadrement au bricolage. Et la « vraie vie des vrais indigènes », dans cette vaste machine optique, est elle-même bricolée au travers de coutumes, rites, cérémonies, manières, contes, légendes, chants et musique. Tout paraît ancien mais tout se dévoile comme néo-vieux, car la fidélité aux ancêtres, ici, a été bricolée comme partout dans ce monde pour produire de la « vraie » tradition. Le succès dont cette Suisse-là est l'objet chez les visiteurs étrangers, les copies qu'on en fait hors de ses frontières, montre bien qu'elle réalise une attente de l'imaginaire occidental.
- 17 En ce moment même, des néo-bricolages se multiplient un peu partout. On bricole toutes sortes de modernisations avec toutes sortes d'archaïsmes. On métisse des réalisations indigènes avec des emprunts faits au monde entier. Des restes culturels, plus récents que les « beaux » restes campagnards et montagnards, sont bricolés à leur tour pour produire un néo-vieux ludique, éphémère et « techno ». Et lorsqu'on est privé de restes authentiques, on les produit grâce à une très performante technologie de production des restes. Sous la pression d'acteurs apparemment en conflit, tels que les promoteurs immobiliers, les aménagistes, les écologistes, les indigènes néo-environnementalistes, les publicistes, les responsables du marketing touristique et les patriotes nostalgiques, on est sur le point de produire un vaste Disneyland helvético-alpin grandeur nature. Cette réalisation est dénoncée par certains comme une trahison et revendiquée par d'autres comme un atout économique. Ceux-ci imaginent un nouvel Hong-Kong des affaires coiffé par le plus grand Disneyland du monde que serait une Suisse logée dans une vaste bretelle d'autoroute. Ce nouveau Disneyland agirait tout à la fois comme écologie, résistance patriotique, enracinement citoyen et image de marque terriblement performante sur le plan commercial. Ce retour bricolé au terroir et aux produits du pays permettrait d'affronter harmonieusement la mondialisation.

Bilan et perspectives

- 18 L'analyse qui vient d'être esquissée concerne apparemment un seul niveau de la réalité helvétique : sa visibilité. On peut objecter qu'il s'agit là du niveau le plus extérieur qui ne concerne pas ou qui ne se confond pas avec les autres aspects de l'identité suisse. On dira

même : « Comment pouvez-vous confondre la Suisse, pays par excellence du secret et du caché, à cette chose extérieure superficielle ? ». Et l'on dira ensuite : « Comment osez-vous démontrer la validité actuelle de ce modèle identitaire de perfection au moment où la Suisse attaquée de l'extérieur et méprisée à l'intérieur traverse l'une des plus graves crises identitaires de son histoire moderne et croit de moins en moins à son « exemplarité » ?

- 19 On peut répondre tout d'abord que la fabrication d'une visibilité extérieure aussi achevée n'a pu se produire que parce que toutes les forces profondes du pays se sont actualisées ici. On ne peut se bricoler extérieurement si parfaitement que si ailleurs on se bricole aussi de façon parfaite. Et l'on pourrait montrer facilement que la visibilité helvétique est la traduction d'autres bricolages concernant les institutions, le fédéralisme, la paix confessionnelle, la coexistence ethnique, la diversité générale et la neutralité. Tout se passe en Suisse comme si l'on avait voulu montrer et exhiber le soi profond qui se bricole également lui-même par cette mise en paysage. On comprendra dès lors que, prétendant se faire voir aussi parfaitement, on puisse se tenir caché et secret. Ce n'est pas que l'on soit pervers ou que l'on camoufle ses mauvaises actions. C'est que l'on adhère à la croyance générale que la vraie Suisse est celle qui se donne à voir dans sa visibilité, comme dans son fédéralisme, comme dans sa neutralité. Dès lors, ses mauvaises actions, on ne peut les accepter que comme des marginalités ou des manquements à la perfection, à moins qu'on ne les considère comme des attaques injustifiées de l'extérieur.
- 20 Toutes ces raisons expliquent pourquoi le bricolage de l'identité suisse a duré si longtemps. C'est qu'il se prêtait à toutes sortes d'actualisations servant aussi bien les moments d'ouverture que les moments de repli comme celui du réduit alpin durant la dernière guerre. Et, aujourd'hui encore, partisans et adversaires de l'Europe partagent le même credo en la perfection de l'identité bricolée, les uns invoquant cette perfection pour dire que nous ne risquerions rien à entrer dans l'Europe ; les autres se demandant ce que nous pourrions bien aller faire dans l'Europe puisque nous sommes si parfaits chez nous.
- 21 Bien évidemment, il vient un moment où les bricolages s'usent à force d'agencer les mêmes restes. La Suisse traverse actuellement l'un de ces moments d'usure et de fatigue de son bricolage identitaire. La crise est d'autant plus grande qu'à l'extérieur du pays on ne fait plus de cadeaux à l'exemplarité helvétique. Mais regardons bien ! Ceux qui, à l'intérieur, rêvent d'une nouvelle Suisse, en arrivent presque toujours à proposer un néo-bricolage qui ressemble comme un frère à celui que l'on veut remplacer. Et ceux qui, à l'extérieur, nous attaquent avec raison, le font souvent avec d'autant plus de force qu'ils nous avaient eux-mêmes envié la perfection bricolée où ils croient maintenant dénoncer notre hypocrisie. Il faudra un vrai séisme pour briser le carcan autoritaire et insignifiant d'un bricolage si parfait d'identité. Ce séisme devra être d'autant plus fort que partout dans le monde on bricole « à la suisse » tous les restes possibles. On ne sort peut-être jamais de cette situation parce que l'identité, en sa profondeur désirée, n'est probablement qu'un bricolage sans cesse réajusté. Mais cela, c'est une autre histoire.

AUTEUR

BERNARD CRETZAZ

Sociologue, conservateur du département Europe du Musée d'ethnographie, Genève

Controverses

Mondialisation duale, exclusion unique

Yvan Droz

- 1 Si nous partageons l'analyse des effets politiques et sociaux de la mondialisation, que fait Gilbert Rist, nous voudrions rappeler l'importance des stratégies de résistance développées par les agents sociaux pour faire face à ce processus aveugle ; car, comme l'auteur le mentionne succinctement : « La mondialisation ne saurait déployer ses effets sans rencontrer de résistances ». C'est par un regard critique sur certains liens de causalité affirmés trop rapidement que nous voudrions porter la controverse. En effet, nous estimons que le point de vue du politologue, aussi pertinent soit-il, ne rend pas justice aux pratiques sociales des agents en butte aux effets de la mondialisation. Ils se réapproprient les contraintes qui pèsent sur eux et les détournent en « faisant feu de tout bois ». Nous nous limiterons ici à présenter quelques stratégies de résistance identitaire, avec certains exemples africains à l'esprit.
- 2 Les liens entre la mondialisation, dont le corollaire est l'affaiblissement de l'Etat, et l'individualisme ou l'universalisme ne nous semblent pas aussi évidents que l'auteur le laisse entendre. En dépit de ce qu'il affirme, nulle causalité immédiate entre le processus de mondialisation et l'accroissement de l'individualisme ne saute aux yeux et nous aurions souhaité en savoir un peu plus sur cette implication.
- 3 La conséquence de la mondialisation nous semble plutôt être une exclusion de groupes ou d'individus du champ politique, économique ou social. En effet, les non branchés sur Internet sont exclus des nouvelles formes de sociabilité que le réseau mondial est censé créer ; en Afrique, les groupes ethniques absents du pouvoir national sont exclus de la sphère politique et économique, au nom de la politique du ventre¹ ; les chômeurs sont exclus du marché du travail et progressivement du champ de la consommation. En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, ce processus d'exclusion, qui ne profite qu'aux riches, n'implique pourtant pas un accroissement de l'individualisme, mais bien un repli identitaire sur des groupes imaginés² ou une désagrégation identitaire qui aboutit à la déstructuration sociale (p. ex., en Occident, le cas des SDF ou des chômeurs en fin de droits, qui sont pris en charge par l'assurance invalidité et nomadisent d'un établissement

hospitalier aux diverses instances de l'assistance publique). Quels sont les signes de l'accroissement de l'individualisme dans ces événements dramatiques ?

- 4 Pour étayer notre propos, il est nécessaire de définir brièvement la notion de registre identitaire. Celle-ci pose, sur un même plan, les diverses caractéristiques qui construisent une identité polymorphe et essentiellement enchâssée dans le contexte singulier des relations sociales. Le registre est à distinguer du marqueur identitaire. Ce dernier représente l'expression objective et singulière d'un des éléments qui constituent le registre. Ainsi, le marqueur identitaire actualise *hic et nunc* un registre identitaire selon les enjeux et les possibilités du moment (marques sur le corps, vêtements, pratiques alimentaires, *hexis* corporelle, langue employée, termes de parenté, etc.).
- 5 Ainsi, selon les circonstances et les desseins d'un individu, celui-ci peut jouer soit sur son affiliation à tel clan, soit sur son appartenance lignagère, soit sur une parenté fictive, soit sur des relations commerciales, soit sur des ensembles plus vastes qui rassemblent les groupes selon leur mode de vie, voire leur affiliation religieuse. Le jeu sur les différents registres fournit à l'agent social un éventail de moyens ou de ressources qu'il peut mettre à contribution. Cette stratégie lui permet parfois de faire face aux effets de la mondialisation en les détournant ou en se les appropriant. Le fait de considérer l'ensemble des registres identitaires comme faisant partie du même niveau conceptuel permet d'éviter que l'un ou l'autre ne devienne dominant et n'acquière un caractère exclusif, voire « biologique ». Les dérives politiques que la race, la tribu ou l'ethnie ont connues – et connaissent encore – pourraient éventuellement être évitées. En effet, si les « ethnies » doivent leur naissance aux théories « scientifiques » du XIX^e siècle³, on peut espérer que les concepts que les sciences humaines élaborent aujourd'hui, tel celui de registre identitaire, se transplantent dans les pratiques politiques et limitent les frénésies identitaires.
- 6 Le processus d'exclusion est commun aux deux formes étatiques distinguées dans l'article (Etats historiques et Etats issus de la décolonisation) et il se présente sous des aspects différents, mais pas incompatibles : exclusion sociale en Occident principalement, exclusion ethnique fréquente dans le Sud. Cette dernière n'est pas la conséquence d'une carence récente des Etats africains à contrôler les mouvements ethniques, mais le résultat de manipulations politiques du registre ethnique en vue d'assurer le maintien au pouvoir de gouvernements autocratiques. Les dérives ethniques sont donc essentiellement le fruit de la politique nationale des Etats africains, un moyen de conserver l'accès exclusif au « gâteau national ». La rente du développement s'est réduite comme peau de chagrin, ce qui interdit aux gouvernements africains de redistribuer des parts du gâteau au-delà du réseau clientéliste immédiat. Il n'est plus possible d'apaiser les ennemis politiques (les autres réseaux clientélistes) en les amadouant au moyen de miettes, comme cela fut le cas lorsque la rente du développement permettait de faire preuve d'une certaine largesse. En conséquence, nous pouvons observer une exacerbation objective de l'exclusion des groupes politiquement périphériques. La tournure que prennent les événements politiques incite les groupes marginalisés ou isolés au repli identitaire sur le registre ethnique, lui-même réactualisé par l'imposition « au pas de charge » de la « démocratie ». En effet, en l'absence de cohésion sociale sur des bases professionnelles ou d'associations indépendantes des solidarités lignagères, le plus petit dénominateur commun dans le champ de la politique nationale se borne aujourd'hui au registre ethnique⁴.
- 7 A ce tableau, il faut encore ajouter la déception consécutive aux espoirs issus des Indépendances. En effet, les emplois dans l'administration et les organisations

paraétatiques sont réservés aux clients du groupe qui séquestre le pouvoir national. Ceux qui, dans leur jeunesse, ont parié sur l'éducation se retrouvent exclus des emplois qui miroitaient devant leurs yeux, lorsque tous les scolarisés se voyaient garantir un poste de travail dans la fonction publique à la fin de leurs études. La construction de l'Etat-nation est restée à l'état d'ébauche et le décollage économique attendu a laissé place à l'effondrement des rares industries nationales au profit de firmes transnationales aux investissements versatiles.

- 8 Autre causalité précaire affirmée par l'auteur, celle qui, au Nord existerait entre la précarisation de l'existence individuelle et la carence d'énergie pour les causes patriotiques ou ethniques. Ne pourrait-on pas affirmer exactement le contraire ? La précarisation de l'existence sociale et économique déboucherait également sur un repli identitaire, sur la « peste brune » et l'atavisme nationaliste. La vigueur des extrêmes droites européennes, à l'image de l'UDC blocherienne ou de son appendice au nom paradigmatique de « Rassemblement pour une Suisse indépendante et neutre » peut le laisser supposer. Là non plus, les conséquences de la mondialisation ne seraient pas bien différentes des événements « propres » au Sud : un groupe de possédants manipule un registre ethnique « imaginé » ou réactualisé (la Suisse alpestre, autonome et démocratique) sur le mythe fondateur de l'origine nationale (Guillaume Tell), à destination des exclus (ou futurs exclus) de la mondialisation.
- 9 Au Sud, l'implosion de l'Etat-nation ne signifie pas que le registre identitaire qu'il offrait soit caduc, ni qu'il n'ait jamais existé. La passion suscitée par la coupe d'Afrique de football laisse entendre que l'on peut toujours s'identifier à la « nation », même si elle n'existe, dans les pratiques sociales, qu'au moment d'événements sportifs. Le registre identitaire national, à l'instar des autres registres identitaires, se trouve « en réserve », à disposition des « citoyens » lorsque la situation extérieure offre l'occasion de le réactualiser. L'institution « stato-nationale » est, au même titre que l'ethnie, une construction de la mémoire, une reconstruction historique réappropriée par les agents sociaux ou par les groupes au pouvoir au gré de stratégies de séquestration des ressources nationales ou de revendications d'une part du « gâteau national ».
- 10 Si notre compréhension des conséquences de la mondialisation et de son corollaire (le processus d'exclusion) se vérifie dans les stratégies de résistance, nous ne pouvons parler de « disparition des systèmes symboliques structurants ». En effet, les stratégies de résistance se réapproprient les différents registres identitaires qui fournissent des réservoirs de symboles qu'il est loisible de réactualiser selon les situations. Ils permettent d'inventer une différence significative entre des individus ou des groupes et de les rassembler sous une même bannière. Bref, le marqueur identitaire, objectivation du registre, qu'il soit national ou ethnique, qu'il se nomme lignage ou clan, qu'il s'exprime dans une diète particulière ou un mode de vie partagé, dans une affiliation religieuse ou par la parenté de « sang », reste un élément structurant l'identité des exclus et des autres. Les registres identitaires constituent donc des instruments qui permettent de symboliser les événements et de faire face aux processus de déstructuration impliqués par la mondialisation.

NOTES

1. Jean-François Bayart, *L'État en Afrique ; la politique du ventre*, Fayard, Paris, 1989, 439 p.
 2. Thomas Ranger, « The Invention of Tradition Revisited: The Case Of Colonial Africa », in: Terence Ranger & Olufemi Vaughan, *Legitimacy and the State in Twentieth-Century Africa; Essays in Honour of A. H. M. Kirk-Greene*, Macmillan Press & St. Anthony's College, London & Oxford, 1993, pp. 62-111.
 3. Jean-Pierre Chrétien, « Les deux visages de Cham ; points de vue français du XIX^e siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale », in : Pierre Guiral et Etienne Temine, *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine*, CNRS, Paris, 1977, pp. 171-199.
 4. Dieter Neubert, « Westliche politische Ideen und deren Verwirklichung in Afrika. Demokratisierung und Menschenrechte in Kenia und Ruanda », *Peripherie (Münster)* 61, 1996, pp. 43-64.
-

AUTEUR

YVAN DROZ

Anthropologue, assistant, IUED, Genève

Homogénéisation culturelle et identités plurielles

Catherine Schümperli Younossian



Dessin : Miroslav Marsalek

- 1 Jamais la technologie des communications n'a été aussi perfectionnée et le phénomène en est à ses balbutiements. Déjà l'on nous promet des technologies nouvelles, plus interactives, alliant informatique et télévision, ainsi qu'une multiplication des chaînes. S'interroger sur le rôle des images dans la « mondialisation culturelle » implique l'analyse de divers domaines afin de saisir au mieux la révolution qu'impliquent ces nouvelles technologies et ses conséquences sur la société. Pour une meilleure compréhension de

l'article de Marie-Dominique Perrot, il faut distinguer clairement le support (l'infrastructure des télécommunications), le contenu (le type d'information véhiculée) et le public (par qui et comment l'information est reçue). S'il est vrai que les communications sont maintenant facilitées au niveau mondial, on est encore bien loin, fort heureusement, d'une « mondialisation culturelle ». Des signes avant-coureurs nous permettent de la craindre, mais une forte résistance s'organise ; le respect et la défense des diversités culturelles restent bien vivaces.

- 2 Des progrès technologiques spectaculaires ont marqué le monde des télécommunications au cours de ces dernières années. La réception d'émissions de télévision, qui se faisait par ondes dans le passé, est maintenant rendue possible par câbles (permettant les chaînes codées à réception payante) ou par satellite (afin de capter en direct des émissions du monde entier). Ces évolutions, en particulier la convergence croissante des télécommunications, 117 de l'informatique et de l'audiovisuel, favorisent une société universelle et inter communicante, et en devient même le symbole. La normalisation est en marche : normalisation des matériels, mais aussi des échanges d'information, les transactions financières, l'émergence d'une économie mondiale. Cependant, la pénétration des télécommunications est très inégale dans le monde et certains pays souffrent d'une absence presque totale d'infrastructures modernes de télécommunication.

Communication à sens unique ou interactivité ?

- 3 Les réseaux de télécommunication permettent de faire circuler des informations par l'image, le son et l'écrit, que l'utilisateur capte chez lui grâce à la télévision ou à Internet et, bientôt en Europe, à la télévision numérique. La télévision est le premier outil auquel nous pensons quand nous évoquons le rôle des images. Ce média immédiat nous permet d'être reliés en temps réel à l'ensemble du monde ; on en accepte la temporalité, les raccourcis, les ellipses, les longueurs. La télévision, c'est aussi l'image directe et planétaire qui, grâce aux satellites, nous arrive de l'autre bout du monde, sans nous permettre le recul nécessaire pour restituer les événements dans leur contexte, sans donner non plus le temps nécessaire à l'analyse. En 1986, au niveau mondial, on comptait 145 postes pour mille habitants, mais ce chiffre cache des disparités flagrantes : 783 postes pour mille habitants en Amérique du Nord, 362 en Europe, 145 en Amérique latine et Caraïbes, 48 en Asie et 27 en Afrique¹.
- 4 Le développement des technologies numériques, qui permet de multiplier le nombre de canaux, va révolutionner la télévision traditionnelle. La France pourrait ainsi passer de 3 à 500 chaînes. Aux Etats-Unis, la TV numérique (*Direct TV*), lancée en automne 1994, s'est déjà glissée dans un million de ménages et propose 150 chaînes numériques. *Direct TV* est le véritable premier test commercial en grandeur réelle de la télévision numérique. Pour 700 dollars, les Américains peuvent acquérir une petite antenne et un décodeur afin de recevoir les 150 chaînes promises. Elles offrent un premier aperçu des télévisions de demain : verrouillage pour les enfants des programmes violents ou érotiques (et déverrouillage pour les parents !), option de doublage ou sous-titrage des films, facturation immédiate pour les chaînes payantes. Les dizaines de millions d'Américains qui habitent loin des villes sont les premiers visés par *Direct TV*, auxquels s'ajoutent tous ceux qui veulent toujours plus de programmes. Selon les responsables de la nouvelle télévision, 10 millions d'abonnés sont attendus d'ici l'an 2000². En Europe, les principaux

groupes de télévision s'apprêtent à suivre. *Canal Plus*, qui compte près de 6 millions d'abonnés en France et à l'étranger, a annoncé le lancement de 20 nouvelles chaînes numériques. Au total, un millier de chaînes devraient occuper le ciel européen avant la fin du siècle.

- 5 Internet est un « cyber-espace » fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, « habité » par des millions de gens répartis dans 146 pays. Le modem, qui relie directement n'importe quel ordinateur au réseau téléphonique, permet d'envoyer un fax, d'avoir accès au réseau Internet en entretenant une correspondance électronique (e-mail) ou en ayant accès au *World Wide Web*. En 1992, les Etats-Unis étaient largement en tête avec 591'000 ordinateurs reliés (65 % du total), suivis principalement par les autres pays de l'OCDE. Quelques pays en développement tels l'Afrique du Sud, Taiwan, le Brésil, Singapour, le Mexique, etc. étaient déjà branchés sur Internet à ce moment-là³. Internet est devenu un réseau de réseaux, sur lequel des milliers d'ordinateurs sont interconnectés. Un monde virtuel, composé de messageries, de banques de données, de forums de discussion. La puissance des modems est pour l'instant limitée, les sons et les images sont d'assez piètre qualité. Mais la rapidité du développement de ces techniques laisse supposer une amélioration de leur réception dans les années à venir. On estime qu'en l'an 2000 il y aura environ 300 millions d'utilisateurs d'Internet et que le temps passé devant un écran d'ordinateur sera supérieur, dans les pays développés, à celui passé devant la télévision.
- 6 Il est nécessaire de distinguer ces moyens de communication pour pouvoir situer le rôle de son utilisateur. La télévision (il en est de même pour les télévisions numériques) situe le spectateur dans un rôle de consommateur, passif, qui subit les images et les informations. Il peut zapper pour éviter l'ennui, mais n'a aucune possibilité d'entrer en dialogue avec quelque partenaire que ce soit ; s'il a raté une information, pas moyen de revenir en arrière afin de la rattraper. Il en va tout autrement des nouvelles techniques de communication passant par les nombreux nœuds du réseau Internet, par lesquelles chacun peut rechercher des informations, créer un site afin d'alimenter le réseau, participer aux forums de discussion. Comme le souligne Pierre Lévy, « la radio et la télévision [...] ne forment pas un espace de communication vivant et universel [...]. Il est vrai que la télévision prolonge nos sens, mais c'est en nous privant d'interaction sensorimotrice : nos yeux et nos oreilles sont commandés par d'autres ». Or, quand les réseaux informatiques se connectent entre eux, en y ajoutant la télévision, un nouveau milieu de communication émerge, le cyber-espace. Et Pierre Lévy d'ajouter : « dans le cyber-espace, chacun est potentiellement émetteur et récepteur dans un milieu qualitativement différencié, non figé, explorable, où tous communiquent avec tous »⁴.
- 7 Ainsi, à la différence de la télévision dont le flux des émissions, des productions de fiction ou des informations est sous contrôle principalement occidental, plus le cyber-espace s'étend, plus il devient « universel », du moins dans ses potentialités. Nous avons déjà évoqué les limites de sa large diffusion. Comme le dit Marie-Dominique Perrot, « La mondialisation culturelle « ramasse en temps réel » toute la réalité terrestre en une sphère, enserrée dans un filet de réseaux, alors que le monde consistait jusqu'alors en un ensemble de lieux, séparés par l'espace et le temps. » Si ce postulat me semble pertinent en ce qui concerne le développement des technologies de communication passant par Internet, il ne me semble pas correspondre à la réalité de la télévision.
- 8 Dernier chef-d'œuvre de l'ère numérique, le virtuel, qui va projeter l'homme dans un nouvel univers. Le virtuel, dans sa définition étroite, repose sur un concept simple : celui

de l'immersion. Celle-ci se décompose à son tour en deux manières, physique et psychologique. L'immersion physique se produit grâce à un casque que l'on met sur la tête, des gants que l'on porte aux mains et qui sont reliés à une image en mouvement. Entrer dans le monde du virtuel, c'est s'immerger dans un monde d'images qui appartient à la réalité puisqu'il est créé par l'homme, et aussi à l'irréalité puisqu'il est le résultat d'un travail colossal de l'ordinateur sur une série de chiffres. Ecouter dans le noir une pièce de théâtre à la radio est un début d'immersion dans le monde virtuel. Le virtuel repose sur un support précis, l'image de synthèse en trois dimensions (3D), animée en temps réel. Une image sur laquelle modifications et interactions sont possibles en temps réel, image dans laquelle on peut s'immerger, sur laquelle on peut naviguer⁵.

Les nouveaux maîtres du monde

- 9 Il est temps de nous intéresser aux flux d'informations et d'images qui circulent sur les supports décrits ci-dessus. Ces flux « culturels » sont à sens unique, partent des pays industrialisés (principalement des Etats-Unis) et inondent la planète d'images, de mots, de valeurs morales, de codes politiques. Le marché de l'information est le quasi-monopole de quatre agences : *Associated Press* et *United Press* (Etats-Unis), *Reuter* (Grande-Bretagne) et *France-Presse*. Toutes les radios, toutes les chaînes de télévision, tous les journaux du monde sont abonnés à ces agences. 65 % des informations mondiales partent des Etats-Unis⁶. Il en est de même pour les exportations de films de fiction ; en 1990 plus de 40 % des revenus de la production audiovisuelle américaine provenaient de l'exportation. Un débouché considérable, supérieur aux entrées dans les salles de cinéma sur sol américain ou à la location de vidéos, qui est devenu nécessaire pour ne pas dire vital. Le temps où les Américains parvenaient à vendre des programmes déjà amortis est révolu⁷. Partout à travers le monde, les produits culturels et d'informations en provenance des Etats-Unis continuent d'inonder les systèmes audiovisuels, les écrans de télévisions, les réseaux de données informatiques, les circuits de transmission par câble ou par satellite, au point que certains Etats ouest-européens commencent à se poser des questions sur leur souveraineté culturelle. Mais peut-on vraiment parler de « culture » en analysant ce flot d'images, d'informations et d'émissions produites et diffusées avec le - bientôt seul - souci d'être rentables et amorties ?
- 10 Cette course internationale à la haute technologie façonne une économie globale dépendante des réseaux de communication. Et la croissance rapide, au cours de ces dernières décennies, de l'industrie de l'information et de la culture a suivi le modèle de développement industriel qui l'a précédée, du moins pour ce qui concerne la consolidation et la consécration du nouveau pouvoir. Télévision, cinéma, câble, édition, presse, banque de données et logiciel se combinent au sein de géantes unités d'affaires que possèdent une poignée de firmes.
- 11 La compétition commerciale est farouche pour détenir le vrai pouvoir : le contrôle de l'information. Rupert Murdoch, propriétaire de l'empire *News Corp.*, Ted Turner, patron de la chaîne d'information *CNN*, Gerald Lewin PDG de *Time Warner* et Bill Gates, créateur de *Microsoft*, « Les nouveaux maîtres du monde »⁸, règnent sans partage sur la télévision, l'informatique, le téléphone et la vidéo, en un mot, ils contrôlent le multimédia de demain. Car, si les réseaux numériques sont censés dégager des montagnes de profit, ils offrent aussi le pouvoir absolu. Même les Etats sont sur la corde raide, car en reliant tous les foyers, les « nouveaux maîtres du monde » foulent aux pieds les frontières. Les

démocraties occidentales, tétanisées par l'effet du numérique sur la croissance, s'abandonnent en ouvrant largement leurs marchés. Les dictatures arabes ou asiatiques choisissent la méthode forte : les paraboles permettant de recevoir les programmes par satellites sont interdites et arrachées *manu militari* du toit des immeubles. Et, comme l'affirmait Ignacio Ramonet dans un éditorial du *Monde diplomatique* : « la communication, en soi, ne constitue pas un progrès social. Et encore moins quand elle est contrôlée par les grandes firmes commerciales de multimédia »⁹.

- 12 Les stratégies des multinationales consistent à définir de nouveaux marchés, de nouvelles clientèles et de nouveaux outils. L'élément original, c'est que ces stratégies empiètent sur des domaines qui, jusqu'à présent, étaient sous le contrôle direct des Etats. La propriété des médias est de plus en plus concentrée en quelques mains, contrôlée par un petit nombre qui a le pouvoir de s'adresser à un nombre croissant de citoyens à travers la planète. Comme le souligne Eduardo Galeano, « la dictature de la parole unique et de l'image unique, bien plus dévastatrice que celle du parti unique, impose partout un même mode de vie, et décerne le titre de citoyen exemplaire à celui qui est consommateur docile, spectateur passif, fabriqué en série, à l'échelle planétaire, selon un modèle proposé par la télévision commerciale américaine »¹⁰.

Homogénéisation culturelle, nuance !

- 13 La question est maintenant de savoir quel pouvoir d'homogénéisation des idées et de la culture ces nouvelles technologies exercent sur les populations. Marie-Dominique Perrot le relève : « La télévision constitue l'outil moderne majeur de la transformation au quotidien du regard en le familiarisant avec la mondialisation culturelle et en l'y conformant. » On ne peut contredire une telle affirmation après la démonstration que nous venons de tenter, devant le développement des communications au niveau mondial et la concentration du pouvoir de l'information. Cependant un certain nombre de nuances doivent être apportées. Tout d'abord, chaque individu est unique et les informations qu'il recevra le renverront à des territoires personnels qui lui sont propres - sa formation, ses intérêts, ses convictions, ses rêves, ses utopies - ou à des territoires collectifs - sa tradition, sa religion, sa famille, son groupe, son ethnie. La subjectivité contemporaine, du moins en Occident, malgré l'homogénéisation culturelle dont elle fait l'objet, reste pluraliste et hétérogène. A un niveau global, cette mondialisation se traduit certes par une homogénéisation des modes de comportement, mais s'accompagne aussi d'une prolifération de toutes sortes d'identités qui revêtent des formes diversifiées : nationalisme, retour à la tradition, intégrisme religieux, valeur ethnique. Il est vrai que l'essor d'Internet crée une nouvelle inégalité entre les « inforiches » et les « infopauvres ». Non seulement au Nord, dans les pays développés, où seule une minorité dispose d'un ordinateur personnel, mais surtout au Sud, où le manque d'équipements minimaux marginalise des millions de personnes. Près d'un habitant sur deux dans le monde est encore à deux heures de voiture du poste téléphonique le plus proche - 641 millions de gens sont reliés au téléphone, sur une population de 5 milliards¹¹ Mais Internet, comme outil de communication, offre également des possibilités à différents groupements politiques, associatifs, religieux ou nationalistes de créer des sites reflétant une diversité culturelle, par la langue utilisée ou par les propos tenus.
- 14 Ainsi, les prises de position des groupes audiovisuels et de télécommunication, avec leur cortège de chaînes et de nouveaux réseaux, sont en train de redessiner la carte du monde.

Marie-Dominique Perrot souligne que « fondée sur la notion de réseaux planétaires, la logique de la mondialisation culturelle se traduit par une transgression systématique et valorisée des frontières « classiques », qui conduit à une déterritorialisation généralisée : plus de centres ni de périphéries, rien que des nœuds assurant connections et flux à la vitesse de la lumière ». Cela est vrai à l'intérieur d'un système, à l'intérieur du réseau Internet, par exemple. Lorsqu'on « surfe » sur le net, passant d'un site à l'autre par les connections, on arrive sur certains sites sans même en connaître la « nationalité ». Mais peut-on vraiment dire que le réseau Internet est mondial ? Il couvre de sa toile une grande partie de la terre, c'est vrai, mais certaines zones sont encore totalement marginalisées et l'accès à Internet demeure le fait d'une minorité dans les régions qui sont connectées. Le phénomène renforce et accentue le privilège de ceux qui ont accès au système, donc à l'information, et marginalise les autres, créant au contraire une nouvelle logique de la notion de centre et de périphérie.

Okavane ou la recherche d'un idéal... télévisuel

- 15 Comment situer l'émission de Nicolas Hulot *Okavango* dans la multitude des nouveautés télévisuelles, d'une part, mais surtout dans les développements des nouvelles techniques de communication ? L'analyse de contenu de l'émission *Okavango* de Marie-Dominique Perrot, son analyse du vrai/faux et de la transformation du regard, sont extrêmement intéressantes et pertinentes, aussi ne nous y arrêtons-nous pas. Cependant, il nous semble important de distinguer plus clairement les différents outils de communication à disposition du public : la télévision classique ou d'autres types de moyens interactifs qui, de manière plus puissante encore que la télévision, auront un effet sur la diffusion d'une certaine culture. Les progrès technologiques rendent effectivement l'information manipulable à souhait. Alors que la télévision devrait avoir pour mission de fournir aux spectateurs des éléments d'analyse, elle les entraîne, au contraire, dans un périlleux glissement vers le spectacle et le faux. Désormais le goût de la fiction l'emporte sur la volonté de savoir, y compris pour les documentaires. Si une émission de télévision favorise la transformation du regard pour le téléspectateur, occidental en l'occurrence, nous serions plus nuancée quant à la capacité d'une émission comme *Okavango* d'influencer et de préparer le terrain à « la constitution d'une perspective mondialisante ». L'émission de Nicolas Hulot s'est mise au goût du jour, soit aux exigences de l'audimat, rythmée, sportive, pseudo-scientifique et technologique. En quoi *Okavango* est-elle fondamentalement différente des émissions de Cousteau diffusées pour la première fois il y a une quinzaine d'années ? *Okavango* est « relookée » et s'adapte aux nouvelles attentes des spectateurs, mais elle reste un produit à sens unique pour un public occidental.
- 16 Ce qui est préoccupant, c'est la façon dont le concept de globalisation s'est imposé pour rendre compte de nouveaux scénarios de la communication internationale. Si la logique de la globalisation est une réalité empirique contemporaine, il n'en est pas moins vrai qu'elle constitue seulement une partie des logiques à l'œuvre dans l'espace international. Depuis les années 80, les tensions entre la pluralité culturelle et les forces uniformisantes ont révélé la complexité des réactions devant l'émergence d'un marché à l'échelle mondiale. Après deux décennies marquées par une vision déterministe des médias, on opère un retour à la valorisation de la diversité culturelle. On assiste également à une résistance face à la logique d'un marché économique mondial. Ironie du sort, la société

civile émerge comme nouvel acteur institutionnel, comme contre-pouvoir à une logique dominante, et peut, grâce aux nouveaux moyens de communication, développer la diffusion d'autres valeurs.

NOTES

1. « Récepteurs de télévision, 1965-1986 », *Rapport sur la communication dans le monde*, UNESCO, 1990, p. 173.
 2. Renaud de La Baume et Jean-Jérôme Bertolus, *Les nouveaux maîtres du monde*, Belfond, Paris, 1995, p. 25.
 3. Yvonne Mignot-Lefebvre, « Technologies de communication et d'information au Sud : une mondialisation forcée », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXV, n° 138, avril-juin 1994, p. 346.
 4. Pierre Lévy, « L'Universel sans totalité », *Magazine Littéraire*, n° Hors série, « La passion des idées », 1996, pp. 116 à 119.
 5. Renaud de La Baume et Jean-Jérôme Bertolus, *Les nouveaux maîtres du monde*, *op. cit.*, p. 178.
 6. Serge Latouche, *L'occidentalisation du monde*, La Découverte, Paris, 1989, p. 27
 7. Renaud de La Baume et Jean-Jérôme Bertolus, *op. cit.*, p. 140.
 8. Renaud de La Baume et Jean-Jérôme Bertolus, *Les nouveaux maîtres du monde*, *op. cit.*
 9. Ignacio Ramonet, « Changer d'ère, Internet, l'extase et l'effroi », *Manière de voir*, n° Hors série ; oct. 1996, p. 7.
 10. Eduardo Galeano, « Vers une société de l'incommunication », *Manière de voir*, n° Hors série, oct. 1996, p. 78.
 11. Renaud de La Baume et Jean-Jérôme Bertolus, *op. cit.*, p. 96.
-

AUTEUR

CATHERINE SCHÜMPERLI YOUNOSSIAN

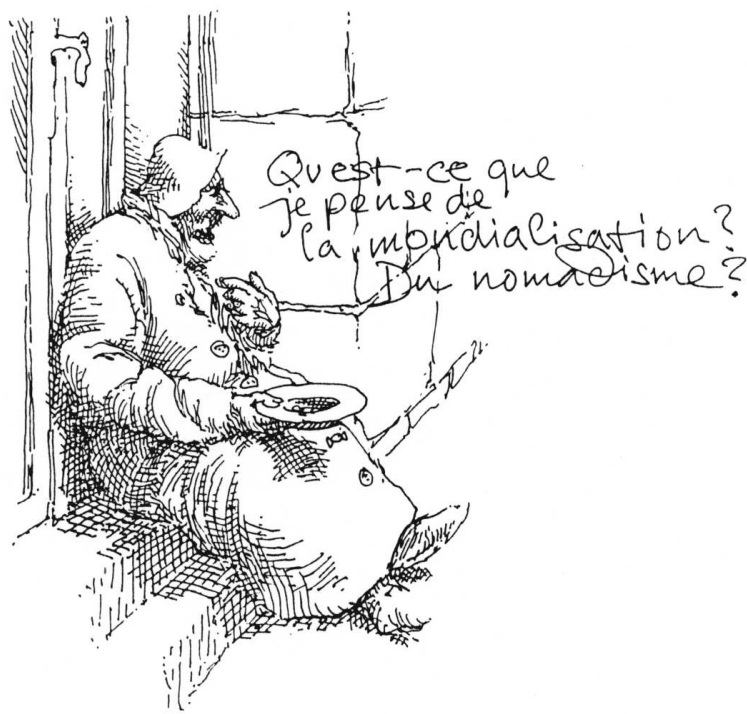
Politologue, chargée de recherche, IUED, Genève

Paroles

L'avenir nomade

Propos recueillis par Gilbert Rist

Jacques Attali



Dessin : Miroslav Marsalek

- 1 ***Pensez-vous qu'il existe un lien entre les deux phénomènes apparemment contradictoires que sont la mondialisation et les replis identitaires ? S'agit-il, en chaque cas, d'un phénomène réel ou d'un phénomène virtuel ? Autrement dit, la mondialisation est-elle véritablement mondiale ou est-elle seulement présentée comme telle par les privilégiés qui en bénéficient ? Et les replis identitaires sont-ils des phénomènes de longue durée ou simplement des phénomènes purement réactifs ?***

- 2 Je pense qu'on a toujours eu, dans l'histoire, ces deux phénomènes à la fois. L'un est lié à l'enracinement et l'autre au voyage. Au fond, l'humanité se divise toujours en deux tendances, à la fois successives et simultanées : le nomadisme et la sédentarité. Le nomadisme, c'est celui des hommes, mais c'est aussi celui des marchandises et de l'argent. Et c'est ce dernier qui est en cause dans la mondialisation car elle repose sur la généralisation de l'économie de marché et des valeurs qui l'accompagnent : l'individualisme, le règne de la loi, etc. De son côté, la sédentarité est la vertu du territoire, de l'identité liée à l'enracinement, en même temps que de l'immobilité. Les deux phénomènes ne sont donc pas du tout récents. Ils sont absolument consubstantiels à la nature humaine. On pourrait même dire, d'une certaine façon, pour faire court et donc faux, que le nomadisme c'est l'homme, et la sédentarité c'est la femme ; l'un c'est le mouvement et l'autre la défense du territoire. Ce sont deux tendances tout à fait profondes.
- 3 Aujourd'hui, on continue de cumuler ces deux tendances très profondes. Il y a d'une part le développement du nomadisme, par la généralisation du mouvement et par l'économie de marché, qui envahit des domaines à la fois géographiques et concrets qu'elle n'avait pas envahis jusqu'à présent : ainsi, il y a des parties de territoires, des rapports humains, des rapports sociaux qui n'étaient pas régis par le règne de l'équivalence marchande, monétaire, et qui maintenant le sont. Il y a une extension du champ de la monnaie, donc du mouvement des choses. Et puis, simultanément, il y a aussi une extension de la sédentarité, c'est-à-dire de la sphère de l'individu et de l'identité. D'autant plus que ce sont deux mouvements à la fois contradictoires et qui se nourrissent l'un l'autre. Parce que, qui dit mondialisation ne dit pas forcément uniformisation, contrairement à ce qu'on croit souvent.
- 4 La mondialisation entraîne aussi le développement du règne de la marchandise, donc, d'une certaine façon, la rupture des appareils étatiques, bureaucratiques, centralisateurs. Elle entraîne donc la décentralisation et, avec elle, une potentialité plus grande d'individualisme, de repli sur soi.
- 5 *Pour rester dans cette thématique du nomadisme, qui vous est chère, j'ai l'impression que, dans nos sociétés, on assiste en fait à un double mouvement, comme vous l'avez bien dit. D'une part, le nomadisme, qui est lié à la mobilité des choses, des capitaux, mais aussi à la mobilité des gens, tant par la flexibilité du travail que par le surfing sur Internet et, d'autre part, ce qu'on appelle en « français » le cocooning, soit un besoin d'enracinement et d'isolement, qui est une forme, à mon avis, de refus du contact avec l'autre et du risque de la relation réelle. N'y a-t-il pas, dans chacun de ces deux mouvements, une forme excessive d'individualisme qui menace l'existence du lien social ?*
- 6 Oui, mais je pense qu'il s'agit en fait d'une société qui serait divisée en trois groupes sociaux. L'un serait constitué des "nomades de luxe", à savoir tous ceux qui sont les manipulateurs et les créateurs de l'information, qui ont l'accès au contrôle des choses et qui, s'ils sont les moins nombreux, n'en sont pas moins les maîtres de la société de demain parce qu'ils contrôlent les objets nomades et sont nomades eux-mêmes. A l'autre extrême de la société, on a la masse des prolétaires, travailleurs précaires, chômeurs, immigrés, qui sont obligés de bouger simplement pour pouvoir trouver à survivre. Et, au milieu, un groupe très large, une classe moyenne qui aurait à la fois le désir de rejoindre le groupe des nomades de luxe et la peur de basculer dans celui des nomades prolétaires, et qui vivrait le nomadisme de luxe dans le cocooning, c'est-à-dire dans le virtuel, assistant au

spectacle par les jeux vidéos, par le simple spectacle de la télévision, par tout ce qui est de l'ordre de la distraction. Pour eux le cocooning serait une forme de nomadisme virtuel.

- 7 Cela constitue une rupture totale du lien social de tous les éléments puisque, dans ces trois classes, on retrouve l'apologie de l'individu, de la solitude et de l'absence du groupe.
- 8 ***Oui, mais en même temps on nous chante les vertus de cette nouvelle virtualité, d'un lien social nouveau, et on nous promet – par exemple Pierre Lévy dans un récent ouvrage – le développement de l'intelligence collective grâce à Internet. En fait, est-on face à des chances insoupçonnées ou bien face à un nouveau chaos ?***
- 9 Je pense qu'au fond toute la question est de savoir si l'on peut recréer un lien social dans ce nomadisme. A priori, le lien social exige un territoire auquel on se sent appartenir. Il exige même une frontière, dans tous les sens du mot car, pour qu'il y ait lien social, il faut qu'il y ait des gens qui appartiennent au groupe et d'autres qui en soient exclus. Donc, il faut explicitement qu'il y ait des étrangers. Pour que l'on se sache appartenir, il faut qu'il y ait – en face – quelqu'un qui n'appartienne pas. Donc, la démocratie telle que nous la concevons (ou toute forme d'organisation sociale) exige la définition d'une exclusion autant que d'une appartenance. Comment définir une appartenance dans des sociétés dans lesquelles la frontière se dissout ? Comme c'est extrêmement difficile, je pense que nous allons assister de plus en plus à une volonté de maintenir le lien social, par peur de la solitude et par nécessité, par le retour à la frontière et par le repli identitaire.
- 10 Mais il y a peut-être une façon de sortir par le haut de cette situation. C'est très difficile et, pour l'instant, je n'en parle que de façon théorique parce que cette « sortie par le haut » n'existe pas en pratique, sauf dans quelques cas particuliers. Il s'agirait d'inventer une démocratie qui fonctionne hors territoire, c'est-à-dire une démocratie sans frontières qui supposerait qu'un individu nomade puisse appartenir à un groupe qui n'est pas défini par le contrôle d'un territoire. Cela voudrait dire, en allant plus loin, qu'un individu pourrait appartenir à plusieurs groupes à la fois, c'est-à-dire qu'il serait membre d'un groupe qui voterait pour le maire d'une commune par exemple, tout en votant lui-même à partir d'un autre pays que celui où se trouve cette commune. Pourquoi pas ? Cet individu pourrait aussi avoir des centres d'intérêt pour tel ou tel parti ou telle ou telle association. Il aurait en quelque sorte une multi-allégeance, un petit peu comme les diasporas juives, chinoises, arméniennes ou autres. Il se caractériserait par une multi-appartenance, c'est-à-dire par diverses appartenances qui ne seraient pas liées à la localisation géographique. Evidemment, ce sont des concepts qui sont flous et qui ne peuvent s'appliquer pour l'instant qu'à quelques minorités. Mais, à mon avis, ils pourraient exprimer une sortie vers le haut. Cependant, je sais combien tout cela serait difficile à mettre en œuvre à l'échelle de la planète dans son ensemble.
- 11 ***Vous disiez tout à l'heure que l'enracinement suppose un territoire et donc des frontières. Or, malgré – ou à cause – de ces frontières, on est toujours parvenu jusqu'ici à s'accommoder ou à se réjouir d'une certaine diversité. Le problème est qu'aujourd'hui le repli identitaire entraîne un refus de l'altérité et qu'on se retrouve avec des territoires où il n'y a plus que ce que j'appelle des « clones sociaux », où l'on ne recherche que ceux qui nous ressemblent le plus. C'est ce qui se passe dans la région des Grands Lacs en Afrique ; c'est ce qui s'est passé en Serbie, etc. Cette forme-là de repli identitaire n'est-elle pas aussi l'une des conséquences de la mondialisation ?***
- 12 Tout à fait. Mais il y a deux choses. D'une part, le repli identitaire, qui est une conséquence de la mondialisation, et d'autre part, le fait que nous assistons aussi à la

rupture des empires, en particulier dans ces pays-là. Et la rupture des empires conduit à faire apparaître des entités dont l'existence est totalement artificielle. On peut supprimer des frontières et vivre de façon ouverte quand on a déjà une identité. Par exemple la France et l'Allemagne se sont battues pendant des siècles pour créer leurs identités nationales et peuvent, avec maturité, y renoncer. Mais on ne peut pas renoncer à quelque chose qu'on n'a pas eu. Donc, je pense qu'en Afrique, ou en Europe de l'Est, dans tous les pays qui sortent à peine maintenant de la chape de plomb impériale, il faut passer par une phase nationale, et donc forcément de réarrangement des frontières, pour pouvoir ensuite les supprimer.

- 13 ***Oui, mais cela pose tout le problème de l'Etat Comment se fait-il alors que les Etats dans lesquels nous vivons aujourd'hui se soient en quelque sorte autodétruits, certes pas totalement mais d'une certaine manière quand même, en laissant les forces du marché décider à leur place ? Car aujourd'hui l'Etat est somme toute largement affaibli par les mécanismes de la mondialisation.***
- 14 Certainement. Je crois qu'il y a eu un abandon des élites politiques. Mais il faut y regarder continent par continent. La situation n'est pas du tout pareille aux Etats-Unis, où vous avez un Etat décentralisé mais fort dans sa décentralisation, en Asie, où vous avez des Etats extrêmement forts, ou en Amérique latine, où vous avez des Etats bureaucratiques. Dans le monde arabe, l'Etat n'existe pas, car dans la civilisation musulmane l'Etat n'a pas de place. On considère soit l'individu, soit l'*oummah*, c'est-à-dire la communauté des croyants, qui n'est pas étatique. Quant à l'Europe, il y a ce grand malentendu, ou cette grande ambiguïté : certains ont voulu remplacer l'Etat par un Etat européen alors que d'autres ont fait l'Europe pour détruire l'Etat et ne le remplacer par rien. Il y a donc en Europe une alliance contre nature entre deux courants pro-européens, mais qui le sont pour des raisons contradictoires. Et c'est en cela que l'Europe est aujourd'hui au milieu du gué, puisqu'elle a réussi la première partie de sa mission qui était d'affaiblir les Etats nationaux en vue de créer un Etat européen ; mais que ceux qui ne veulent à aucun prix d'un Etat européen, ni d'Etats nationaux, par idéologie de marché, ceux-là vont maintenant freiner la deuxième étape du projet.
- 15 ***Mais on peut penser que c'étaient souvent les mêmes qui se battaient tantôt pour et tantôt contre l'Europe.***
- 16 Non, parce que vous avez par exemple tous les sociaux-démocrates qui veulent la constitution d'une puissance keynésienne européenne, d'un Etat européen.
- 17 ***Sauf que j'ai souvent l'impression qu'aujourd'hui le keynésianisme est un peu passé aux oubliettes et que le discours hégémonique est celui de la mondialisation.***
- 18 Oui, mais vous avez dans la social-démocratie européenne tout un courant qui dit, et j'en fais partie, que la solution au problème de l'emploi en Europe c'est la création d'un Etat européen ayant les moyens de politiques de relance par les grands travaux. D'autant plus que l'Europe, n'ayant pas d'Etat, n'a aujourd'hui aucun endettement. Elle pourrait donc tout à fait mener une telle politique et elle devrait le faire. D'autant que la Banque centrale va exiger un Etat européen, un Ministère des finances européen, et va donc en quelque sorte créer le besoin d'une entité parallèle.
- 19 ***Et comment cela peut-il s'étendre aux pays de l'ancien Est-européen ?***
- 20 Cela dépendra du choix politique qui sera fait sur cette question : est-ce que l'Europe est un club chrétien ou est-ce qu'elle va s'étendre à l'Islam et à l'Orthodoxie ? Moi, je suis pour l'extension à l'Islam et à l'Orthodoxie, c'est-à-dire à la Turquie et à la Russie. Et alors

tout devient évident : si on a cette extension, les grands travaux deviennent évidents, ce sont ceux de raccordement de l'est à l'ouest de l'Europe, et ces grands travaux occuperont les Européens et créeront des emplois pour trente ans.

- 21 ***Sur un tout autre sujet, on parle beaucoup de la fin de la modernité, de la fin des grands récits, de la fin de l'idéologie du progrès. Or, j'ai l'impression que vous voyez dans ce nouveau nomadisme, même virtuel, une sortie par le haut, un nouveau récit. Donc, croyez-vous que, malgré tout ce qu'on a dit sur la fin de la modernité et des grands récits, on va retrouver un nouveau récit, une sorte d'utopie mobilisatrice, qui pourrait redonner aux gens, disons, le goût de vivre ? Parce que c'est peut-être cela qui a le plus disparu aujourd'hui.***
- 22 Oui, c'est bien cela qui manque aujourd'hui à nos sociétés. Je crois que tant qu'on en restera à une idéologie qui se résume à l'économie de marché et à la démocratie, on courra à la catastrophe parce que nos civilisations ne peuvent pas vivre fondées sur deux valeurs qui font toutes les deux l'apologie de la réversibilité, donc de l'éphémère. Donc, tant qu'une civilisation ne sera pas capable de donner un sens au long terme, c'est-à-dire y compris à l'éternité - question qui touche en tout cas plusieurs générations - elle ne pourra pas survivre. Or, quand on regarde les grandes civilisations d'aujourd'hui - il y en a au moins quatre : la civilisation occidentale, qui elle-même se divise en deux parce que la civilisation européenne et la civilisation américaine ne sont pas les mêmes, la civilisation chinoise, la civilisation indienne et la civilisation musulmane - cela fait quatre, cinq, peut-être six grandes civilisations (Huntington dit huit mais je trouve qu'il exagère)...
- 23 ***Mais le découpage de Huntington est bien problématique et je ne pense pas qu'il faille le retenir.***
- 24 Certes, mais le problème reste de savoir quelle sera la civilisation qui va donner un sens au long terme. Car c'est celle-là qui l'emportera, toujours.
- 25 ***Oui, mais si tout le monde devient nomade dans chacune de ces civilisations parce que tout le monde se retrouve sur Internet et nulle part ailleurs, où est le grand récit ? Qui est-ce qui le fait ?***
- 26 Le peuple juif a montré qu'on peut être nomade et avoir un sens du long terme. Pas seulement le peuple juif, mais le peuple chinois aussi. Les diasporas peuvent avoir le sens du long terme. Mais tout le problème est d'avoir un projet qui ne se réduise pas à la défense d'un territoire. Et pour l'instant le seul projet qui ne se réduise pas à cela, ça a été un Livre. Est-ce que ce projet peut être quelque chose de non religieux ? Je pense que oui, parce que la planète elle-même est menacée de disparaître et que ça peut être un formidable projet que de simplement faire de cette planète un endroit vivable dans trois ou quatre siècles. Mais aujourd'hui, c'est la grande question. Est-ce qu'on peut avoir une pensée à long terme dans un univers précaire ?
- 27 ***Sans doute, mais j'ai l'impression qu'un double problème subsiste : dans ce phénomène global de mondialisation, je n'arrive pas à distinguer le phénomène économique, où finalement ce qui prévaut est évidemment le court terme, le profit, etc. du phénomène culturel, qui offre peut-être plus de chance de retrouver un projet, de retrouver une manière de dialoguer entre les civilisations ou simplement les hommes. Pensez-vous qu'il soit possible de les dissocier l'un de l'autre : rejeter la mondialisation économico-financière qui nous projette dans l'immédiat et ne garder que « le bon côté d'Internet » ou de la mondialisation culturelle ?***

- 28 Non, je crois que de toute façon il faudra faire les deux. La vie est un compromis entre deux formes de mort. La mort par l'ordre absolu et la mort par le désordre absolu. Et ce que nous avons à faire maintenant est d'éviter l'ordre extrême des Etats totalitaires et le désordre extrême du marché. Pour cela nous sommes passés à une étape supérieure d'organisation, qui est le stade d'organisation continentale. La prochaine étape pour nous, dans les trente, quarante ans qui viennent, c'est d'organiser la planète, non pas avec un gouvernement unique, mais à partir de structures continentales - on pourrait appeler ça des civilisations mais il vaut mieux prendre une dimension géographique - qui arrivent en quelque sorte à domestiquer les forces du marché à l'échelle politique de chaque continent. C'est déjà une tâche suffisante pour ne pas rêver plus loin.
- 29 ***Une dernière question sur ces deux ou trois classes de nomades dont vous avez parlé tout à l'heure. Que peut-on dire ou proposer à la fois à ces nomades prolétaires, qu'on appelle exclus, et à cette classe moyenne flottante - le marais - qui rêve peut-être d'appartenir au groupe des nomades de luxe ? Ou, pour le dire autrement, n'y a-t-il pas, dans cette perspective, une vision élitaire ?***
- 30 Absolument !
- 31 ***Et ça ne vous dérange pas ?***
- 32 Non, car aucune société dans l'histoire n'a fondé une civilisation sans admettre l'existence d'une élite. Toute la question est de savoir quelle est la légitimité de l'élite, si elle est ouverte, si on peut y entrer grâce à sa créativité ou en sortir quand on n'est pas bon. Mais il faut malgré tout pousser tous les gens vers le haut et susciter au maximum la créativité de chaque partie de la société.
- 33 ***Sans doute. Mais on peut faire remarquer que les élites anciennes, dans les siècles précédents, s'intéressaient directement à la non-élite et se préoccupaient de l'ensemble de la société. Alors que ces nouvelles élites « de luxe » ne se préoccupent que d'elles-mêmes.***
- 34 Vous avez mille fois raison. C'est pour cela que je parlais tout à l'heure, trop rapidement, de légitimité de l'élite. L'élite est légitime lorsqu'elle joue son rôle de producteur de sens pour la collectivité dans son ensemble. Et tout le problème des élites aujourd'hui c'est que ce sont des élites hédonistes et donc des élites qui n'ont pas de légitimité. D'où, ce que je sens venir « gros comme une maison » comme on dit, c'est une révolution. Parce que les élites ne sont pas légitimes.
- 35 ***Qui viendra de qui ?***
- 36 De tous ceux dont on a parlé, des prolétaires et de la classe moyenne qui refuseront de laisser les élites jouer un rôle dans une société où elles ne servent qu'elles-mêmes.
- 37 ***Et vous en voyez déjà des signes ?***
- 38 Oui, on en voit des signes par exemple avec tout ce qui se passe dans le système judiciaire. Mais la grave question que pose cette remise en cause des élites, c'est qu'en général les révolutions sont menées par des élites de remplacement. Mais là, il n'y a pas d'élite de remplacement disponible, dans la plupart des cas. Parce que si on raisonne en termes de classes sociales, il y a eu la classe des seigneurs, la classe des soldats, la classe des bourgeois, la classe ouvrière et il n'y a pas de classe après pour prendre le pouvoir.
- 39 ***Mais n'y a-t-il pas des "bons nomades", porteurs de créativité comme ceux qui ont inventé les monothéismes, qui pourront nous inventer autre chose ?***
- 40 Vous posez toujours des très bonnes questions mais je n'ai pas de réponse à celle-ci et c'est pourquoi j'aimerais terminer sur cette interrogation.

AUTEUR

JACQUES ATTALI

Ecrivain, Paris

L'ailleurs, miroir d'ici

Jordan Bojilov

- 1 Je fais face au miroir de ma salle de bain. En passant, le regard habituel scrute « l'objet » : les cheveux (bien en place), les favoris (à niveau), le blanc des yeux est clair (pas de traces des cauchemars de la nuit), et cette légère protubérance sur la joue droite... Le personnage est une ombre colorée de moi ; docile, il va jusqu'à paraître identique à l'image mentale que j'ai de mon apparence : lui, c'est moi. Comment en suis-je arrivé à m'identifier à cette réalité virtuelle ? Par le leurre de l'adéquation entre le temps de l'image et celui que je produis et vis ? Sous l'influence d'un milieu tout entier fait d'objets qui me contraignent à me traiter, me manier, me produire comme objet et désir d'objet ? Il n'est de virtuel que l'objet.
- 2 Acte deux. Toujours face au miroir. J'inverse le rapport. Je me ressens physiquement présent et me donne ouvert au regard de mon reflet. Observant en retrait, je me laisse voir, je suis vu. Une présence étrange prend place devant moi. Je suis scruté jusqu'au fond de l'âme par des yeux qui ne peuvent quitter leur objet. Un trouble, une gêne... Dans ce regard que je sais minéral passent des sens muets, des émotions furtives, des expressions que je ne reconnais pas. Un étranger a usurpé mon visage, le prenant pour masque. Ses yeux sont animés d'une vie que je ne sens plus mienne. Le regard étranger devient insoutenable. Je baisse les yeux, défait par mon propre reflet. Je ne supporte pas d'être un objet. Ici s'ouvre un abîme insondable : la liberté infinie de se recréer.
- 3 Devant l'ordinateur, face à l'écran, un autre miroir. Ce n'est pas de la machine à écrire, à calculer, à dessiner dont j'ai besoin, ni des listes, ni des « données ». Ce soir, j'ouvre une fenêtre sur le « monde » : je vais « surfer sur Internet ».
- 4 Aux commandes de la machine, je me sou mets à son ordre, de proche en proche, aux innombrables systèmes reliés par un même langage, par le protocole. Le cérémonial va déployer, pour un oui, pour un non, les plis et replis d'un monde parallèle. La vitesse de propagation des impulsions du clavier me met à un clic de partout, ouvre ma conscience à l'échelle de la planète, pour un instant.
- 5 Un équilibriste sur un fil nourri par le courant avance d'intensité en intensité dans l'opposition des forces d'attraction et de répulsion par déséquilibres successifs. Le fil, ancré entre machine et esprit, passe par le serveur de mon fournisseur de connexion et se

propage en stolons, tentacules d'une anémone de mer dans le liquide amniotique d'un monde-culture. Un promeneur solitaire dans la nuit frémissante du centre d'une grande métropole attend que tout arrive et aussitôt disparaisse.

- 6 Le corps électrique du cybermonde me libère de mon corps physique ; pensée en apesanteur sujette à tous les vertiges de puissance que procure concentration, vitesse et ubiquité. Ailleurs, c'est toujours ici, un peu plus tard.
- 7 Je vais là où quelque chose passe, par l'autoroute que trace l'engin de recherche ou par le chemin hypertexte de l'écrevisse, selon l'humeur. Ainsi se compose une histoire, un livre d'images-textes qui comme les mythes est une affaire immédiate d'oralité, une grande oreille à l'écoute profonde.
- 8 Et les rencontres ? Humaines, parfois. J'examine la liste des participants à un forum. Tiens, voici le nom d'un dieu grec. L'Olympe serait-il « branché » ? Pseudo. L'organigramme des mythologies est un réseau de qualités personnifiées, de sens possibles. A l'instant même où j'allais prier le dieu de venir me rejoindre dans un salon cyber privé, une fenêtre s'ouvre sur mon écran qui m'invite au dialogue. Où êtes-vous ? me demande-t-on. Question grossière ! Aucune envie de descendre sur terre, de réintégrer le nom et l'endroit que j'ai quitté : je passe, et vais cliquer ailleurs.
- 9 Je suis à la recherche d'un personnage qui répondrait à celui que je projette pour inventer à quatre mains un jeu de vérité révélant ce que l'armure habituelle de mon et de son identité nous interdit de signifier dans la vie de tous les jours. L'anonymat et la distance supposée donnent la possibilité de me réinventer avec la complicité de l'autre. « Tu as d'autant plus à m'apprendre que tu m'es étranger ». L'écran me protège, me permet de faire face sans peur au miroir qu'est l'autre.
- 10 Je quitte un monde de contraintes pour un autre fait de possibilités ouvertes à moindre prix. Le virtuel est le nom moderne de l'imagination qui fuit la condition humaine. Le virtuel est un simulacre qui m'économise l'effort du changement réel, un mensonge qui, l'ayant paré et amusé, laisse le moi intact.
- 11 Mon système nerveux fait interface avec celui d'un autre. Des flux qui ont leurs racines dans des réalités très distinctes, très lointaines, nous parcourent immédiats, instantanés, solidaires. Le monde virtuel est la rencontre de volontés et de sensibilités réelles qui s'unissent par dessus les frontières et les censures des communautés et des Etats pour agir sur la vie.
- 12 Plus il y a communication, plus la valorisation de l'individu devient essentielle. D'un monde orienté, dirigé par les objets, je passe au cybermonde qui, orienté par les relations, préfigure une réalité où le sujet trouve son identité fécondée en prenant le risque de l'autre. Le monde connecté devient un « nous » où chaque moi est au centre. Ceux qui ne sont pas connectés sont les exclus habituels, privés de la parole, de la culture, des ressources, du pouvoir que prodigue la société ; ils sont hors ce jeu-là mais non hors du monde réel. Ils gardent un monde ouvert aux autistes de la possession.
- 13 Nous sommes interconnectés par nos gènes, par l'eau et l'air qui circulent à travers tous les corps, par les courants de pensées et de croyances, par les documents écrits et parlés... La proximité se raccourcit, le monde se rétrécit, et les esprits s'émeuvent. Le sentiment de territorialité est battu en brèche. Tout est flux. Et parce qu'impersonnel souvent, tout semble faux, synonyme de virtuel.
- 14 Pourquoi un tel engouement pour Internet (après le téléphone, la vidéo et la télécopie) ? Est-ce le vide laissé par l'affaiblissement des grands rêves de grande solidarité que l'on

cherche à combler ? Réponse habituelle qui surgit lorsque les jeux semblent déjà faits : laissons la technique nous dire où nous allons puisque nous ne savons plus le décider. Mesure comptable des problèmes qui nous unissent et nous embrouillent, la globalisation n'est-elle que le prolongement de l'esprit de conquête impériale, un appétit féroce de tout résoudre d'un coup en conquérant le temps puisque l'espace semble manquer ?

- 15 Par ses fonctions pratiques, Internet permet à celui qui est connecté de s'offrir l'accès à tous, tout en se mettant hors d'atteinte de la réciprocité. Recevoir sans nécessairement donner.
- 16 Mais au-delà de ses fonctionnalités, le réseau secrète un mode de pensée et de relations, de vie, qui s'autogénère à la mesure de l'inventivité des participants. Comme le personnage principal de « Solaris », le film d'Andreï Tarkovski, une entité génitrice qui modèle les corps et les esprits des humains à sa portée. Réflecteur et défecteur des regards, un immense miroir parabolique enveloppe la planète, construit une image générique de l'humanité. Sur la scène d'une multitude d'écrans vient se jouer ce que le monde devient : un labyrinthe de possibilités, de réalités en paravents chinois, une uniformisation en cul-de-sac peut-être ou le projet d'un univers à créer solidairement.
- 17 D'une part, une affirmation croissante des individus ; de l'autre, une solidarité de façade ; partout une accélération qui réduit le temps de la réflexion. Avec cette facilité irrépressible d'inventer de nouveaux modes de relation, l'information cérébrale a trouvé son champ d'expression le plus large. Aux dépens de la sensibilité ? La globalisation dans le domaine de l'information semble mordre sur le champ plus intime et personnel où se cultivent les qualités qui distinguent l'homme de la machine. Après le temps nécessaire à son apprentissage, ce nouvel outil sera-t-il maîtrisé et mis au service de plus de liberté ? Tenons-nous prêts pour un nouveau passage à travers le miroir.
-

AUTEUR

JORDAN BOJILOV

Ecrivain et producteur de films, Genève

Chants de la détresse et du fascisme ordinaires

Christophe Gallaz

- 1 Cela commence par la difficulté de percevoir notre propre existence au gré de ses étapes successives et dans ses limites naturelles, par la peur que nous ne sachions la lire et nous rendre compte de son passage, par l'impossibilité d'être nous-mêmes et par conséquent de nous aimer tels que nous sommes, par la terreur de n'afficher aucune silhouette qui-soit suffisamment précise et distincte, par l'idée que nous ne sommes jamais vraiment regardés ni reconnus par quiconque, par le sentiment de n'être chacun qu'un élément égaré dans la foule urbaine et voyageuse, par la sensation d'être perpétuellement en voie de disparition parmi tous ceux qui nous entourent,
- 2 par le sentiment d'avoir perdu le fil de notre histoire personnelle, par l'impression de n'en connaître ni les étapes ni les progrès, par l'intuition d'avoir égaré les lieux secrets de notre naissance et ce qu'elle y valut, par l'idée de n'avoir pas exploré tous les dédales de notre enfance et de notre adolescence, par la sensation que le présent n'est lesté d'aucun poids susceptible de fortifier notre conscience, par la certitude que notre mort adviendra dans l'anonymat de tout ce qui ne cesse de mourir sur les cinq continents de la planète,
- 3 par la difficulté de nous exprimer par le geste et le comportement, par la terreur de n'avoir rien à formuler, par la crainte de n'accoucher d'aucune pensée souveraine et autonome, par l'impossibilité de formuler le moindre discours qui n'ait déjà fait l'objet d'un précédent discours dans le déferlement des sociétés, par la certitude d'être trop stériles et trop bégayants pour investir le canal toujours béant des systèmes de la communication moderne,
- 4 par le pressentiment que nous ne sommes voués qu'à la circulation des pouvoirs et de l'argent, par l'intuition que nous ne sommes dressés qu'à gérer la formidable absence d'amour qui détermine la marche du monde, par la conviction que nous ne valons que dans la mesure où nous sommes glissants et mobiles à la surface de la planète, par l'impression qu'il faut nous nier en permanence pour être agréés par les mécanismes en vigueur dans les sociétés ambiantes, par l'idée qu'il faut nous automutiller pour être salués, par la pensée qu'il nous faut disparaître pour apparaître aux yeux d'autrui,

- 5 par l'impression d'être si méticuleusement enregistrés et si méticuleusement filmés par tellement de micros et par tellement de caméras disposés aux carrefours des villes et des institutions que nous ne sommes que les figurants de ce que nous sommes en réalité, par l'hypothèse que nous ne sommes qu'une fausse manière de dire ce que nous devrions dire, par la certitude que nous ne sommes qu'une fausse manière d'être ce que nous voudrions être, par l'impression que nous avons démultiplié notre mise en image photographique et cinématographique par incapacité de nous apercevoir en profondeur, par l'impression que nous sommes le mirage de notre chair et de notre esprit,
- 6 par la sensation qu'aucun congénère n'existe plus autour de nous, par la certitude que la notion même d'altérité n'a plus cours, par l'idée que la scène de l'existence est vide, par l'impression que la surface de la Terre est nettoyée de tous les êtres et de tous les patrimoines qui la peuplaient naguère, par le pressentiment que plus aucune résistance n'est désormais possible contre quoi que ce soit dans aucun domaine que ce soit, par la conclusion que seule compte aujourd'hui notre résistance à notre propre suicide,
- 7 par notre impuissance à faire de la culture un axe vertical nous permettant de relier notre existence quotidienne aux références des arts et de rejoindre par le haut ce qui transcende ces arts, par notre impuissance à supporter que la moindre séquence du moindre journal télévisé nous fasse voir autre chose que ce qu'elle nous montre, par notre impuissance à conjecturer ce qu'était cette séquence l'instant d'avant sa fabrication ou ce qu'elle sera devenue l'instant d'après sa fabrication, par notre impuissance à supporter que cette séquence contienne du temps, par notre impuissance à supporter que cette séquence contienne du sens et parvienne de la sorte à transformer le monde,
- 8 par notre incapacité de pourfendre les matières et les objets, par notre incapacité de les empoigner et de les transporter vers l'incandescence, par notre incapacité de buter l'infini dans le fini pour faire exploser les nervures de l'univers et l'organiser dans ses purs élans, par notre incapacité d'ébranler méticuleusement notre intelligence séculière et ses pauvres œuvres, par notre incapacité d'instituer la boucherie des apparences, par notre incapacité d'être terroristes, c'est-à-dire d'être poètes, c'est-à-dire d'être politiciens (les seuls),
- 9 tout cela tandis que règne la rumeur inouïe du trafic intercontinental et du rock'n roll métallisé, tout cela tandis que règnent les batteurs et les battants, tout cela tandis que règne la loi de la parade et du défi, tout cela tandis que règnent les standards de la posture et du bluff, tout cela tandis que règnent les normes du bénéfice et de l'affrontement, tout cela tandis que règne la loi de la négation de ce Soi que nous méconnaissions, tout cela tandis que règne le spectacle de la concurrence et de la lutte sur tous les fronts financiers et commerciaux concevables, tout cela tandis que règne la panique des conversations téléphoniques sans fil de telle sorte que soit affirmée la présence ubiquitaire de leurs auteurs à la surface du globe, tout cela tandis que s'exacerbent les divergences d'intérêt entre les entreprises industrielles et les Etats, tout cela tandis qu'éclate la guerre sur tous les lieux de la planète où les identités individuelles et collectives se sont estompées, tout cela tandis que nos sociétés ne se connaissent plus ni ne savent leur place parmi leurs voisines, tout cela tandis que des tribalisations les divisent et que le mal les déchire de mille façons y compris sidéennes et cancéreuses, tout cela tandis que des langages bruts apparaissent partout pour nous prononcer sauvagement à notre place tant nous sommes devenus sourds et muets, tout cela tandis que le sang ruisselle et que le feu crache ses flammes sur le désert que nous sommes devenus.

- 10 Et cela finit par des tirs à la carabine sur les requérants d'asile en Suisse alémanique et dans le canton de Vaud, par le sourire cryogénisé des animateurs et des gagners, par les néo-mafias qui s'infiltrèrent subrepticement dans le jeu social et politique convenu, par le besoin d'écraser les enfants et de les frapper puis de les violer pour les transformer en extase de viande et de pleurs, par le terrorisme technique et social exercé par l'industrie télévisuelle sur tous ceux qu'elle montre et sur tous ceux qui la regardent, par la montée des extrêmes droites en Europe à mesure que s'évanouissent les balises usuelles des peuples et des gens, par la mise à sac des villes et des mers, par l'empoisonnement progressif de ce qui parvient à leur survivre, par la fin du monde et par le désir prodigieux d'un autre monde à sa suite, qui s'appelle tout simplement le fascisme fluide qu'aucun texte de littérateur ou d'expert, ô pauvres mots, pauvres phrases et pauvre machine, ne parviendra jamais à ruiner.
-

AUTEUR

CHRISTOPHE GALLAZ

Journaliste, Lausanne

En défense de la mondialisation

Claude Monnier

- 1 La mondialisation est une auberge espagnole : chacun y trouve ce qu'il y apporte.
- 2 Pour les industriels et les financiers, mondialisation signifie densification radicale des échanges. Disons, en forçant le trait, que jadis chacun traficotait dans son coin parce que les frontières étaient difficiles à franchir, mais qu'aujourd'hui chacun peut faire affaire avec chacun parce que les frontières n'existent plus. A ceux qui fabriquent, qui vendent et qui achètent, la mondialisation donne donc la possibilité bienvenue de travailler et gagner plus. Cet avantage a un prix toutefois. Les Chinois, les Chiliens et tous les autres peuvent en effet venir librement, désormais, sur nos marchés nationaux jadis protégés, pour nous narguer avec leurs marchandises à prix plancher. C'est la raison pour laquelle, pour les industriels et les commerçants, la mondialisation évoque à la fois la griserie des grands espaces et des grands marchés, et la trouille bleue, permanente, lancinante, de se retrouver « étendus pour le compte » par des concurrents installés au cœur même de ce qui jadis était leur forteresse.
- 3 Pour les anthropologues qui animent cette revue, en revanche – si du moins j'en crois mes conversations avec eux – la mondialisation c'est tout autre chose : une menace d'uniformisation, d'aplatissement, de banalisation, de désincarnation, de monoculture, de pensée unique, de lien social détruit, en un mot : de goulag. Dont Internet serait la tête chercheuse, le bras armé et le symbole, tout à la fois.
- 4 Je ne sens pas du tout les choses comme eux.
- 5 Je crois d'abord que le monde est tellement divers, et jusqu'à la moelle, que même si on voulait l'uniformiser, on n'y arriverait pas. Les shows télévisés *made in Hollywood* ou les affiches Coca-Cola peuvent bien descendre jusque dans le plus petit village des confins de la Terre : la diversité demeure. On dit par exemple le Japon complètement américanisé ; j'y ai vécu jadis et je viens d'y retourner. Eh bien ! je puis témoigner qu'il est plus japonais que jamais.
- 6 Cela dit, même si les cultures ne s'uniformisent pas, elles se métissent. Mais ça, c'est la vie. Rien de ce que quelqu'un dit ou fait quelque part dans le monde n'est jamais innocent : autrui en est toujours modifié, fût-ce de manière infime. C'est heureux, d'ailleurs, sinon nos cultures humaines ne seraient que de lugubres tombeaux.

- 7 Je puis comprendre que les animateurs de cette revue s'inquiètent de la direction prise par l'actuel métissage (une direction anglo-saxonne), et de la rapidité du processus. Mais, depuis que le monde est monde, les civilisations fortes, je veux dire fortes d'un point de vue économique, militaire, et donc politique, impriment peu ou prou leur manière de voir, c'est-à-dire leur culture, aux civilisations momentanément plus faibles. Lorsque les Musulmans étaient forts, l'Europe a failli devenir musulmane. Et si Ögödei Khan n'était pas mort opportunément en 1241, peut-être qu'à l'heure actuelle, sur les bords de l'Arve et du Rhône, nous adorerions des divinités mongoles.
- 8 En 1997, la civilisation qui domine est anglo-saxonne ou, disons, américaine. Eh bien ! d'évidence, aussi longtemps que la civilisation américaine dominera, les autres civilisations seront fascinées par elle. Les hommes, les cultures, les civilisations révèrent le pouvoir. Ce n'est peut-être pas joli-joli, mais c'est ainsi. Et Internet, qui n'est qu'un outil, n'a rien à voir dans l'affaire. Est-il surprenant, d'ailleurs, qu'un outil soit plus efficace entre des mains fortes qu'entre des mains faibles ?
- 9 Que l'on me permette de conclure par trois remarques.
- 10 Première remarque : l'équilibre des forces dans le monde évolue sans cesse. Trop lentement à notre goût, peut-être, mais il évolue. Dans cent ans, dans deux cents ans, nos descendants souriront de notre anxiété obsessionnelle devant la puissance américaine. De la même manière que nous sourions de l'anxiété éprouvée par nos ancêtres devant la puissance d'empires aussi oubliés aujourd'hui que le romain-germanique ou l'austro-hongrois.
- 11 Deuxième remarque : les systèmes planétaires de télécommunication, dont Internet n'est qu'un élément, vont accélérer – appelons un chat un chat – le relatif déclin de la civilisation américaine. Internet donne en effet à tous, et notamment à ceux qui reprennent du poil de la bête, Singapour, Taiwan, la Malaisie, l'Inde, la Chine, pour ne citer que quelques exemples, les informations auxquelles, hier, seuls les tout-puissants avaient accès. Le jeu sera donc plus égal désormais, les puissances ascendantes monteront plus aisément, cependant que les puissances en déclin seront contraintes de dégager de la scène mondiale en traînant moins longtemps les pieds.
- 12 Troisième remarque, de nature anecdotique : il y a quelques mois, j'ai lu dans la presse américaine le compte rendu d'une expérience réalisée dans un ghetto noir américain, je ne me souviens plus exactement où, pardonnez-moi. Dans ce ghetto, la violence était endémique, les gens se barricadaient chez eux. Les expérimentateurs relièrent alors tous les appartements du quartier par un réseau intranet (qui, à la différence d'Internet, est un réseau localisé) et mirent à disposition de chaque foyer un terminal d'ordinateur. Après un début difficile, les gens entreprirent de se parler via intranet, moins dangereux que le face à face, puis à s'intéresser les uns aux autres, et enfin à se rencontrer au-dehors de leurs appartements pour organiser le genre d'activités collectives sans lesquelles l'Amérique ne serait pas l'Amérique.
- 13 Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles la mondialisation en cours me réjouit plus, en l'état, qu'elle ne m'inquiète.

AUTEUR

CLAUDE MONNIER

Journaliste, rédacteur en chef, *Le Temps stratégique*, Genève

Des antilopes et des hommes...

Corinne Thévoz

- 1 Est-il imaginable que le sentiment d'admiration pour une tribu ou un peuple, pour ses coutumes, sa façon d'approprier l'espace, ainsi que la compassion pour ses difficultés au quotidien – et la volonté d'y remédier – puissent conduire en fin de compte à la soustraction d'une partie de son environnement vital ? Même si le raccourci peut paraître osé, cela semble possible lorsqu'on « oublie », au cours d'une opération de restauration d'un milieu, son but premier, à savoir le maintien raisonnable de l'être humain au centre de son écosystème.
- 2 Il est une réserve naturelle au Niger, dite Réserve nationale de l'Air et du Ténéré, et il est aussi, en son sein, une réserve intégrale de 13'000 km², dite « sanctuaire des addax », que nul n'est censé pénétrer. L'addax, magnifique mammifère aux longues cornes torsadées, est une sorte de grande antilope qui n'a quasiment aucun prédateur naturel à craindre. Constituant l'un des meilleurs exemples d'adaptation au milieu hyperaride, il est pourtant en voie de disparition. Ses plus ardents défenseurs eux-mêmes le qualifient « d'animal mythique » et la réserve intégrale est supposée englober son milieu naturel, en partie du moins.
- 3 Le territoire de l'addax recoupe de fait celui des nomades Touaregs et de leurs troupeaux de dromadaires. Si ceux-ci et ceux-là ne sont pas précisément en voie de disparition, ils connaissent cependant des temps difficiles : années de sécheresse, problèmes économiques et politiques, changement des mentalités et des traditions. Qui des deux, de l'addax ou du nomade, attirera le premier sur lui et ses soucis l'attention des sensibilités du Nord ? Sans doute l'homme qui, lors des premières expéditions au Sahara déjà, suscitait nombre d'études, de descriptions romanesques, de gravures pittoresques ; cet intérêt marqué pour un peuple qui n'a cessé d'intriguer, d'attirer les explorateurs et les colons d'alors, n'a donc pas faibli lorsque survinrent les premières crises de subsistance. Mais, dans cette histoire, le décor compte au moins autant que le chèche bleu carbone et la noblesse des gestes.
- 4 Les Touaregs du Niger, comme de nombreux autres peuples nomades, fascinent les habitants du monde occidental, que les vues de déserts et de paysages du Sahel font rêver. Dans l'imaginaire un peu simpliste des peuples du Nord, le nomade Touareg apparaît

comme l'homme libre et fier par excellence, celui qui maîtrise un environnement hostile du haut de son dromadaire, lui-même affublé par nature d'un regard particulier, que l'anthropomorphisme fait volontiers qualifier d'orgueilleux ou de dédaigneux.

- 5 Ce sentiment de fascination envers les nomades Touaregs se rapporte peut-être à un mélange d'identification fantasmée (leur teint clair, leurs traits fins, l'illusion d'un rapport d'égal à égal) et d'un certain sentiment d'infériorité devant la complexité d'une société très sûre d'elle et son incroyable compétence à vivre dans un milieu physique particulièrement difficile. Cela explique peut-être pourquoi, jusqu'aujourd'hui, les montants de l'aide internationale consacrés aux projets du Nord du Niger (Département d'Agadez) dépassent largement, par habitant, les sommes dépensées dans les autres départements. Ce peuple attire ainsi immanquablement l'attention sur lui et focalise l'intérêt sur des difficultés et des détériorations de son quotidien qu'il n'est sans doute pas le seul à subir. N'y a-t-il pas là, chez les Occidentaux, un étrange paradoxe qui les fait se préoccuper de minorités à leurs yeux forcément opprimées – au Sud – alors que dans le même temps – au Nord – on cherche par tous les moyens à assimiler, « noyer » d'autres minorités (Tziganes, Indiens d'Amérique, Esquimaux, etc.), *a priori* non moins passionnantes que les Touaregs ?
- 6 Et pourtant, il est des projets et des aides qui s'égarent, qui semblent ne plus voir que la carte postale et oublier la toile mouvante des interactions des éléments d'un système dont l'homme fait nécessairement partie. Il est des projets qui ont glissé perversement de la fascination pour le nomade et son cadre de vie vers celle pour les seuls milieux animal, végétal et minéral. C'est que le nomade n'est peut-être pas aussi malléable que son environnement ! Il a pu décevoir l'homme blanc qui tentait, magnanime, de l'aider, émettre des objections sur la nature, la forme de cette aide ou peut-être encore l'utiliser à d'autres objectifs que ceux prévus au programme. Tandis qu'un paysage appartient à tout le monde, on y met ses rêves, son imaginaire le plus intime, on l'interprète, on le réinvente selon son vécu, sa sensibilité et il ne rétorque pas quand on lui imprime ses visions d'avenir, du moins pas tout de suite.
- 7 Au Niger, le projet WWF-UICN des réserves Air-Ténéré a été conçu, suite aux sécheresses des années 70 et 80, comme un projet de lutte contre la dégradation de l'environnement au Sahel. Afin de garantir la pérennité de ce milieu fragile, considéré dans ce cas avant tout sous ses aspects faunistiques et floristiques, il s'en est suivi une réglementation qui, en fin de compte, omet de prendre en considération la composante humaine dans l'équilibre subtil entre économie pastorale et dynamique de l'écosystème et qui donne la priorité à la préservation de la faune devant l'homme !
- 8 Quel singulier mécanisme que celui qui attire l'attention sur des tribus en prise à des difficultés d'ordre économique, climatique et environnemental afin de les aider et qui finalement, par un raisonnement poussé à l'extrême, leur dénie le droit à jouir de leur environnement restauré ! Que dire lorsque, sournoisement, le milieu naturel en vient à être considéré sans sa composante humaine, que la volonté de le préserver n'inclut plus la nécessité de le concevoir comme faisant partie d'un système qui le dépasse ?
- 9 A ce titre, l'exemple du sanctuaire des addax, réserve intégrale censée protéger un animal que plus personne n'a aperçu depuis longtemps sur l'emplacement même de précieux pâturages, représente tout l'effet pervers d'une fascination poussée à son sommet : en obligeant les pasteurs à se replier et à se concentrer sur des zones hors protection non contrôlées, un projet de réhabilitation de l'environnement risque tout bonnement de mener à une détérioration de ce même environnement... Car le danger est double : au

surpâturage, à l'épuisement des ressources dans des zones plus accessibles puisque sises hors des réserves, vient s'ajouter le lent dérèglement, au sein des réserves, du subtil équilibre entre renouvellement et exploitation de l'écosystème, auquel une présence mesurée de l'homme est indispensable.

- 10 Pourtant, le sanctuaire des addax ne semble pas fermé pour tout le monde. En effet, l'un des derniers ambassadeurs suisses auprès de ce coin du monde eut l'occasion de le traverser, sur l'initiative du directeur nigérien du projet et au grand dam du directeur européen sis à Niamey ! Pour le premier, il semblait aller de soi qu'un hôte de ce rang puisse humer, palper les résultats d'un financement pour partie helvétique ; pour le second, une réserve intégrale reste un lieu interdit à tout un chacun, un espace kidnappé afin que personne ne puisse même vérifier les résultats de l'opération. C'est pourtant accompagné d'une escorte dûment armée et motorisée que l'ambassadeur se rendit sur ces lieux fermés, en passant par la réserve « ouverte ». En cheminant dans cette dernière, si on lui fit admirer les Montagnes Bleues, splendide relief aux teintes subtiles vantées dans tous les ouvrages sur le Ténéré, on l'informa également des multiples soucis de gestion d'une telle surface, attrayante pour le touriste en même temps que soumise à protection. Il eut ainsi la primeur d'un sac de déchets estampillé des couleurs orange et verte d'une société coopérative bien connue en Suisse, illusoirement « ensablé » par quelque naïf et prestement éventré par des animaux de passage ! Puis, une fois parvenu dans la réserve intégrale, tout en arpentant un site archéologique jonché de pierres polies et de débris de poteries, il assista aux difficultés du chef de projet nigérien qui tentait d'empêcher certains membres de l'escorte de piller le site de ses meules d'âge préhistorique !
- 11 Cette anecdote montre à quel point il est malaisé d'échapper aux divergences d'interprétation et de perception lorsqu'on veut introduire de l'extérieur une notion nouvelle (la réserve naturelle, intégrale ou non). Par ailleurs, on voit également combien il est délicat, dans ce cas précis, de vouloir préserver un lieu sans le fermer, puisque cela revient, dans notre culture, à lui donner ainsi un label particulier, à le singulariser aux yeux de touristes qui ne voudront alors manquer de le traverser sous aucun prétexte.
- 12 Cependant les merveilles paysagères de ces deux réserves naturelles doivent être parfaitement capables de supporter une activité de tourisme intelligemment menée qui, il ne faut pas se le cacher, constitue également une partie de l'avenir économique des tribus touarègues. Condamner ces lieux, même partiellement, revient en quelque sorte à dénier le droit à ces populations d'opérer une reconversion de leur mode de subsistance. En effet, la fascination a souvent pour corollaire étroit le refus de voir se modifier l'objet de son admiration. Une vision passéiste du mode de vie des Touaregs leur nie le droit d'évoluer, de changer les images de bon sauvage et de beauté inviolée qui ont constitué, en partie malgré eux, leur pouvoir de séduction. Si leurs rapports ancestraux à l'environnement semblent tant forcer le respect, pourquoi alors, dans la foulée, ne pas faire confiance à leur compétence, aujourd'hui aussi, de gérer leur territoire de façon écologique et responsable ?
- 13 En fin de compte, c'est l'exemple d'un coin de désert qui exerce une telle magie sur les bailleurs de fonds (ou les coopérants ou les broussards) du Nord que certains d'entre eux ont choisi de le vider de sa composante humaine, sans doute trop menaçante pour les images de leurs rêves. Cette envie de "trou dans la carte" n'est-elle pas alors une aspiration à recréer le Paradis perdu, un grand jardin dont on ne maîtrise pas tous les espaces, dont on ne perce pas tous les mystères ? Et cela peut aller plus loin encore,

quand les mêmes, ou d'autres, s'approprient ce vide, tentent de le remplir de leur imaginaire, de leur vision d'une certaine perfection. L'addax, si rarement visible et tant magnifié, cristallise bien cette aspiration, ou encore ce projet fou d'une artiste française de sculpter le profil d'Antoine de Saint-Exupéry dans les marbres de la vallée de Zagado, à la manière des présidents américains de Mount Rushmore. Le célèbre aviateur a-t-il seulement mis une fois les pieds dans le désert du Ténéré ? Est-il d'une quelconque signification pour les Touaregs ?

- 14 Peut-être bien que la fascination pour la libre vie du nomade a fini par ne plus peser lourd face à cette grande respiration à la surface du globe que pouvait constituer son territoire aux yeux de l'homme occidental épris de plages de silence et de jardin originel. En s'y projetant, en se l'appropriant et en le soutirant à ses occupants, l'homme blanc est parvenu à créer, au Sud un grand morceau de vide rempli de Nord.

AUTEUR

CORINNE THÉVOZ

Géographe, assistante, Institut de géographie de l'Université de Lausanne.

Globalisation et planétarisation écologique

Propos recueillis par Delphine Bordier

Jacques Grinevald

- 1 ***Quand on parle de la globalisation, on l'entend surtout comme un phénomène économique. En quoi peut-on dire que la globalisation est aussi, et peut-être surtout, une question qui concerne l'écologie ?***
- 2 A mon sens, la globalisation est un phénomène socio-écologique total. C'est-à-dire, tout d'abord, un fait de civilisation qui affecte l'histoire naturelle de l'homme en même temps que l'histoire humaine de la nature. La globalisation est le résultat de cinq siècles de développement techno-scientifique et d'expansion géographique de notre société occidentale autour du globe. Ce phénomène exceptionnel dans l'histoire de l'espèce humaine est tout à la fois technique, scientifique, militaire, géographique, économique et écologique. C'est aussi un phénomène bioéconomique, au sens de Georgescu-Roegen, un phénomène socio-biogéophysique aux dimensions de la Terre (avec un T majuscule parce qu'il s'agit non plus du sol, du territoire, mais de la Terre en tant que planète, *as a whole*). C'est à peu près ce que voulaient dire, dans les années 1920, Le Roy, Teilhard et Vernadsky, trois prophètes de la globalisation, avec leur notion de Noosphère, diversement interprétée car ils n'avaient pas la même définition de la Biosphère ni la même sensibilité écologique.
- 3 ***Globalisation serait alors synonyme d'occidentalisation ?***
- 4 La globalisation est la grande affaire de l'Occident, dans la mesure où la civilisation occidentale est la première et la seule dont la géographie est devenue effectivement universelle, à l'échelle du Globe. Son ambition de conquérir le Globe, de dominer la nature, a été délibérée : comme le christianisme se voulait unique et universel, les chrétiens militants (et souvent militaires) se sont répandus dans le monde entier pour évangéliser et convertir les païens, sans égard pour « la vision des vaincus ». A vrai dire, comme l'a souligné Cioran dans *Histoire et utopie*, « l'ère chrétienne fut tout autre chose que le christianisme ». Peu importent les motivations religieuses, sur lesquelles on peut discuter à l'infini ; le fait est que les Européens, « les soldats du Christ » font le tour du

monde dès le xv^e siècle et que, dès cette époque dite de la Renaissance, l'Occident songe à la conquête de la Terre. De la terre plate, on passe alors au globe terraqué, c'est-à-dire constitué de terre et d'eau. Cette mutation épistémologique est inséparable des « grandes découvertes », qui n'en finissent d'ailleurs pas. L'Occident explore les mers, les hautes montagnes, les couches de l'atmosphère, les abysses océaniques, bref, toute la Terre et au-delà. La géographie et les sciences de la Terre n'ont malheureusement jamais été bien intégrées à la philosophie et à l'histoire des sciences. Pourtant, au xviii^e siècle, les savants de l'Académie de Paris font de grands voyages en Laponie et au Pérou pour mesurer « la figure de la Terre ». Cette géométrisation de la Terre est alors l'une des grandes questions de la science mathématique de l'Occident. Le droit des gens, issu de la « révolution militaire » de l'Europe classique, de sa sainte alliance entre l'état de Raison et la raison d'Etat, impose à la Terre la souveraineté absolue des Etats, à l'exception des *res nullius*, comme la haute mer ou la haute atmosphère. Au xix^e siècle, savants, ingénieurs et naturalistes européens font du monde un vaste laboratoire. Cette aventure savante, dont les racines intellectuelles remontent à l'Antiquité grecque, prend sa dimension globale actuelle avec l'ère spatiale, ouverte en 1957-58 avec le lancement des premiers satellites artificiels durant la fameuse Année géophysique internationale, dont le projet a été salué par Teilhard de Chardin comme « l'An 1 de la Noosphère ». Si la Renaissance occidentale était passée « du monde clos à l'univers infini », la prise de conscience que « le temps du monde fini commence » date en fait du début du xix^e siècle, à l'époque où les saint-simoniens diffusent leur « catéchisme » de la « société industrielle » de l'avenir dans le journal *Le Globe*. C'est l'époque de la révolution carnotienne, la révolution du nouvel âge thermo-industriel, qui est toujours le nôtre, celui de la dérive industrielle de l'effet de serre, du réchauffement global, la surchauffe de nos moteurs. Les saints-simoniens furent, comme on sait, des promoteurs du développement industriel, sur le Continent et outre-mer, de l'éducation technique, des voies de communication, de la navigation à vapeur, des chemins de fer, des banques de crédit et des sociétés de capitaux. L'industrialisation était pour eux synonyme de Civilisation, l'unification et la pacification du monde au nom du Progrès, du sens de l'Histoire ! Nous ne sommes pas encore sortis de cette mythologie !

- 5 Il est important de rappeler cet historique pour bien comprendre que ce phénomène de globalisation n'est pas survenu soudainement, il y a quelques années seulement. La globalisation, au-delà du concept actuel et de « l'accélération de l'histoire », est le résultat de la montée en puissance d'une civilisation qui, depuis plusieurs siècles, possède l'ambition de conquérir le monde, et y est parvenue, au point de mettre en péril l'habitabilité même de ce monde. Nous avons affaire à un puissant processus, une force qui a entraîné plus ou moins toutes les sociétés, et contre laquelle il a toujours été très difficile de résister, car ce fut d'abord une « révolution militaire », une révolution dans l'ordre de la puissance, au sens stratégique et thermodynamique du terme. L'inertie de ce mouvement de civilisation est considérable, tout comme celle d'un énorme navire qu'on ne peut stopper sur quelques centaines de mètres, lorsque soudain l'iceberg surgit de la brume dans l'Atlantique nord. Le *Titanic* est devenu une métaphore. Aujourd'hui, nous assistons à la matérialisation concrète – et pas seulement virtuelle – de cette dérive historique de l'Occident : la civilisation militaro-industrielle surveille et contrôle désormais le globe grâce à ses satellites artificiels, à ses techniques de télédétection et de traitement de l'information couvrant la planète dans sa totalité. Mais cette civilisation qui

fonce dans le brouillard ignore tragiquement l'existence même de la Biosphère et de ses limites.

- 6 **Mais ce qui fait la nouveauté de la globalisation, n'est-ce pas l'augmentation du volume des flux et surtout leur accélération ? Donc, en fait l'évolution de la technique ?**
- 7 Oui, mais cette accélération de l'évolution de la technologie occidentale a commencé depuis longtemps et elle est devenue très sensible au siècle dernier, avec la révolution industrielle. Aujourd'hui, poursuivant sur sa lancée, elle prend des proportions vertigineuses. On pourrait, pour affiner l'analyse, distinguer deux dimensions de cette globalisation. J'appellerais la première la « mondialisation ». Il s'agit de la dispersion à la surface du globe de phénomènes humains : par exemple, les phénomènes financiers liés à l'électronique et aux technologies de l'information, et les phénomènes économiques liés au commerce international et donc aux transports, dont les coûts n'ont cessé de diminuer en termes relatifs depuis la révolution thermo-industrielle.
- 8 Par *mondialisation*, j'entends donc, d'une part, l'expansion du système industriel capitaliste, du système bancaire, de la technologie électronique, des systèmes d'observation de la Terre à partir de l'espace, bref des flux d'informations. Les technologies de la communication électronique permettent désormais la circulation pratiquement instantanée des informations aux quatre coins de la planète. C'est une mutation socio-*logique* gigantesque. Quelle est sa signification anthropologique ? Nous l'ignorons encore. Cette instantanéité des messages est lourde de conséquences, notamment parce que, comme on sait, la disjonction entre les flux réels et les flux financiers est de plus en plus grande. La masse monétaire qui circule est largement une masse spéculative qui est dangereuse parce qu'elle porte sur des décisions qui ne sont pas d'ordre économique, et encore moins social, mais purement financier.
- 9 Mais d'autre part, les phénomènes économiques matériels se mondialisent également : n'importe quel produit industriel important est aujourd'hui composé de dizaines d'éléments qui proviennent des quatre coins de la planète et qui doivent donc être acheminés. Or, les transports dépensent de l'énergie, dégradent de la matière et polluent, ce qui perturbe terriblement les systèmes naturels. L'efficacité de nos techniques augmente certes, mais l'économie mondiale « consomme » de plus en plus d'énergie et de matière, au point qu'elle dépasse largement certains phénomènes géochimiques comme le volcanisme dans l'économie de la Terre ! Le phénomène de mondialisation comprend donc des flux matériels qui engendrent un certain nombre de problèmes écologiques véritablement planétaires. Ce sont les biogéochimistes qui sont compétents dans cette affaire. Mais qui, dans les sciences économiques et sociales, dans les sciences politiques, dans les études du développement, écoute ce que la biogéochimie nous dit de l'économie de la Terre ?
- 10 Cette « problématique mondiale » a été popularisée au début des années 70, notamment par le premier rapport Meadows, commandité par le Club de Rome. C'est là qu'intervient la seconde dimension de la globalisation que j'appellerais la *planétarisation*, c'est-à-dire l'effet planétaire proprement biogéophysique, de notre activité technique. Ce phénomène planétaire, géochimique, est lié aux effets du « métabolisme industriel » sur les différents « réservoirs » géochimiques que sont la lithosphère, l'atmosphère, l'hydrosphère et le biote (que les géochimistes appellent improprement la biosphère terrestre et marine). Or, ces systèmes naturels, interconnectés les uns aux autres, forment en fait un réseau très complexe à la surface de la planète Terre. Ce réseau est l'écosystème global qu'on appelle la Biosphère ou, selon Lovelock, Gaïa. Nos flux d'énergie et de matière altèrent

dramatiquement les grands équilibres de l'écologie globale de la Biosphère actuelle, c'est-à-dire dans le très court terme géologique, à l'échelle humaine de quelques siècles. Ainsi, nous perturbons des phénomènes biogéologiques qui font partie de processus évolutifs que nous ne maîtrisons nullement. Le cas du cycle du carbone, au cœur de notre activité industrielle aussi bien que de tout le fonctionnement de la Biosphère, fait l'objet, comme on sait, d'inquiétudes scientifiques depuis des années. C'est une question redoutable, véritablement planétaire. Les gaz à effet de serre font partie de l'immense évolution biogéochimique de la Biosphère qui est l'écosystème global de la Terre, c'est-à-dire le système naturel (dont nous faisons partie) le plus complexe de notre planète. Avec l'industrialisation, nous transférons brutalement des milliards de tonnes de carbone stocké au sein des couches sédimentaires de la lithosphère dans l'environnement atmosphérique, qui est global par définition. Pour des raisons proprement biosphériques, ce carbone anthropogénique va rester dans l'atmosphère pendant plusieurs siècles avant d'être recyclé, lentement, aux rythmes des échanges entre l'atmosphère, l'océan, les roches et la végétation. Comme nous l'apprend la perspective biogéochimique de la nouvelle science du système Terre, la perturbation humaine de la Biosphère est essentiellement une question de volume, de proportion et de vitesse des flux. Il nous faut désormais étudier les rapports entre l'écologie globale et l'économie mondiale. On peut étudier cet aspect écologique planétaire à différentes échelles, mais on ne peut jamais perdre de vue l'écosystème total qu'est la Biosphère. Tous les autres écosystèmes en sont des découpages plus ou moins arbitraires. En réalité, on travaille aujourd'hui avec différentes échelles d'observation, y compris la Terre en tant que planète vivante, et cela est une nouveauté épistémologique.

- 11 La globalisation comporte donc, à mon sens, ces deux aspects, mondialisation et planétarisation, qui ne sont pas toujours bien distingués, et dont on connaît encore mal les rapports. S'il n'y a apparemment pas de limites intrinsèques à la mondialisation – on peut faire le tour du monde autant de fois qu'on veut, on peut augmenter l'information, les flux de capitaux, la richesse financière – on peut en revanche atteindre les limites de la capacité de charge de la Biosphère actuelle, notamment sa capacité d'absorber la pollution. Cela concerne aussi la démographie mondiale et ses rapports avec la productivité primaire nette des écosystèmes terrestres et marins, qui a fait l'objet d'un premier inventaire avec le Programme biologique international (1964-74). C'est vrai qu'il y a vingt ans, on s'était beaucoup affolé de l'épuisement des ressources minéralogiques. Cette inquiétude fait partie de l'idéologie de la société industrielle. Mais aujourd'hui on pense que cette question est secondaire et porte surtout sur le long terme. Dans le court terme, les problèmes les plus graves concernent la pollution, la destruction de la biodiversité et l'évolution de l'atmosphère. Actuellement, le monde (très inégalement !) a plutôt trop d'énergie, et on en gaspille beaucoup trop ! Ce qui est significatif, du point de vue de l'environnement global, comme on dit, c'est que le volume démographique de l'humanité, couplé au volume de sa consommation de ressources naturelles et donc aussi de ses déchets, a été multiplié depuis le début du siècle comme jamais auparavant. Et la majeure partie de ce « développement économique » s'est faite à partir des années 50. D'où l'apparition, dans les années 60, des premiers cris d'alarme sur la « crise écologique ». C'est depuis l'ère du développement – dont on écrit désormais l'histoire de la grandeur et de la chute – depuis cette fantastique croissance de la biomasse humaine et de la technomasse industrielle au sein de l'enveloppe close de la Biosphère que nous, les humains, ne sommes plus un phénomène négligeable dans l'écologie de la planète Terre. L'idée que l'homme moderne est une nouvelle force géologique est l'une des grandes

idées scientifiques du xx^e siècle dont notre culture – et donc notre éthique et notre politique – n’a pas encore tenu compte. Le phénomène humain, comme l’avaient souligné Teilhard de Chardin et Vernadsky, se mesure désormais avec la Terre en tant que planète. Et c’est la science qui mesure ce rapport, cette inter(ré)férence. C’est pour cette raison que la science, la communauté scientifique, intervient désormais dans la politique internationale, dans le droit international public. Ce faisant, la géophysique prend la place du « droit naturel ».

- 12 ***Quelles distinctions faites-vous entre les problèmes écologiques et ceux qui concernent l’environnement ? S’agit-il de simples synonymes ? Pourquoi parle-t-on plus d’environnement que d’écologie ou d’éco-développement ?***
- 13 Je crois que la confusion actuelle entre écologie et environnement est très fâcheuse. Elle masque le fait que les problèmes écologiques relèvent avant tout de la compétence des écologistes professionnels, c’est-à-dire de scientifiques, qui ne sont pas forcément des militants de la cause de l’environnement ou qui ne voient pas les problèmes d’environnement de la même manière que les mouvements dits écologistes. Les questions proprement écologiques qui surgissent dans le cadre de la science écologique (comme les rapports mathématiques entre différentes espèces de proies et de prédateurs, les indices de mesure de la diversité écologique, l’étude de la chaîne alimentaire dans l’océan) ne sont pas forcément des problèmes d’environnement. Le récent concept de biodiversité, qui est très complexe et controversé parmi les écologistes (qui sont des professionnels de la diversité !), se situe à l’interface de l’écologie et de l’environnement, de la conservation et du développement. Pourtant, l’idée de la diversité biologique a été considérée pendant très longtemps comme relevant uniquement du domaine de la science pure, de la systématique et de l’écologie théorique. Malgré la tradition naturaliste de la conservation de la nature, représentée par l’UICN, ce n’est que vers la fin des années 80 que la biodiversité est apparue sur la scène politique internationale comme un problème d’environnement, c’est-à-dire un problème lié à l’activité humaine, inséparable des questions de développement. Les problèmes d’environnement, en effet, sont ceux qui intéressent les rapports entre les hommes et l’environnement naturel qu’ils exploitent, transforment et dont ils dépendent.
- 14 Les problèmes d’environnement résultent des interactions entre les sociétés humaines et la nature. On parle aussi d’écologie humaine. En fait, on commence à peine à faire l’inventaire des écosystèmes transformés par les sociétés humaines, ceux qui sont partiellement perturbés et ceux qui restent encore très peu marqués par l’espèce humaine. Cela dit, il faut se méfier du mythe de la nature sauvage. Les fameuses forêts tropicales humides étaient habitées par des populations humaines depuis longtemps avant la pénétration de l’homme blanc qui ne prit pas au sérieux le fait que les « sauvages » étaient les habitants de la « forêt vierge ». Il n’y a pas qu’en Europe que la nature a été depuis longtemps modifiée par l’homme. Quand les Européens sont arrivés en Amérique du Nord, ils ont estimé que ce vaste territoire était sauvage, et qu’ils pouvaient l’occuper et le transformer sans égard pour les « sociétés primitives » qui étaient installées là depuis longtemps. Avec la montée du thème de la « crise écologique », est née aux Etats-Unis une nouvelle réflexion sur le constat que la civilisation américaine a été bâtie sur un génocide lié au mythe de la « nature sauvage » (le fameux *Wilderness*). Cette réflexion fait désormais partie de la littérature sur l’environnement, et notamment l’éthique environnementale et l’écologie profonde. Ainsi, les problèmes d’environnement nous obligent à adopter une approche intégrée où sont réunies à la fois les sciences de la

nature, comme l'écologie, et les sciences de l'homme, y compris l'histoire et la philosophie.

- 15 On devrait davantage travailler à l'interface des domaines de spécialisation, en l'occurrence des études du développement et des études de l'environnement, soit au lieu précis où la « machine économique » embraye sur les systèmes naturels, en amont et en aval de ce que Georgescu-Roegen appelle le processus bioéconomique. En amont se trouve l'extraction des minerais, en aval la pollution et les déchets. Il existe une écologie des ressources naturelles, malheureusement ignorée de l'économie politique du commerce international. Les sciences de l'environnement, désormais inséparables des études du développement, sont interdisciplinaires par nature. Elles sont même transdisciplinaires, parce qu'il ne suffit pas d'additionner les sciences naturelles aux sciences sociales : leur rencontre modifie réellement ces deux domaines de la recherche scientifique. Nous entrons dans une problématique nouvelle, hybride, qui ne relève ni des sciences de la nature ni des sciences de l'homme mais du croisement des deux. Cette métaphore génétique est heuristique. Il s'agit bien d'une hybridation générant de nouvelles espèces de concepts. Ainsi, le sociologue est aujourd'hui amené à travailler avec des concepts aussi bizarres que le trou d'ozone ou les gaz à effet de serre, qui sont des phénomènes sociologiques en même temps que des phénomènes naturels. Réciproquement, le scientifique qui étudie le système climatique ne peut plus ignorer que ce système naturel est modifié par l'activité humaine et qu'en conséquence il doit intégrer le système humain au système Terre.
- 16 Personnellement je m'intéresse depuis plus de vingt ans à cette réconciliation des sciences de l'homme et des sciences de la nature. Après des années de prêche dans le désert, cette réconciliation commence peu à peu à devenir effective : il y a maintenant un cadre interdisciplinaire et holistique pour la recherche sur la problématique environnement-développement au sein de la coopération scientifique internationale. Les obstacles institutionnels et idéologiques sont encore nombreux, les intérêts en jeu énormes, mais les choses sont en train de bouger. On se rend enfin compte que l'interdisciplinarité est une nécessité, dont les implications sont profondes.
- 17 ***Les réseaux électroniques de communication permettent une information instantanée sur les problèmes écologiques (comme sur les autres). Dans quelle mesure cela peut-il faire « avancer » la cause de l'environnement ?***
- 18 Cela peut aussi la faire reculer ! Car ces technologies dites de l'information sont, en fait, surtout des technologies de transport et de traitement de données. Or, il ne faut pas confondre les informations, les données, et la connaissance. Ce n'est pas parce qu'on a plus d'informations qu'on a une meilleure connaissance. Pire, une overdose d'informations peut tuer la connaissance. Un étudiant qui accumule une gigantesque bibliographie peut être assommé par tout ce qu'il a amassé et risque de perdre le fil conducteur de sa recherche. Donc, l'inflation de l'information (y compris dans le domaine scientifique) et la facilité avec laquelle on accède à cette masse d'informations peuvent être déroutantes, pour ne pas dire dangereuses.
- 19 ***Mais la connaissance passe quand même par l'information. Il faut avoir beaucoup lu, être bien informé, pour avoir une certaine connaissance.***
- 20 Je me pose en effet ce genre de questions face à l'immensité de la littérature scientifique, qui s'accroît de nos jours de quelque trois millions d'articles par an, soit environ 8200 par jour ! Face à cette prolifération des publications scientifiques, ne sommes-nous pas tous

en train de devenir des analphabètes ? Pour avoir un certain savoir, certes, il faut s'informer, mais comment ? On trouve parfois beaucoup de connaissance chez des gens qui ont très peu de culture savante ou livresque, mais qui en revanche maîtrisent une pratique, un savoir-faire de première main. Prenons le cas de la biodiversité. Un botaniste qui va dans une forêt tropicale a sans doute bien plus d'informations que l'indigène qui habite la forêt, mais ce dernier a une connaissance de ce milieu forestier incomparable, il a une appréhension intime de ce monde vivant qui fait partie de sa propre vie. Son savoir sur la nature n'est certes pas de même nature que celui du botaniste, mais qui peut dire lequel des deux est le plus scientifique ? Lequel des deux possède la connaissance la plus pertinente de la réalité naturelle ? En tous cas, il ne faudrait pas croire *a priori* que le botaniste dispose d'une évidente supériorité cognitive.

- 21 Autre exemple ; prenons le cas de la télévision. Elle abreuve les gens d'informations quotidiennes. Et pourtant, peut-on affirmer que ce sont ceux qui la regardent le plus qui sont les mieux informés sur le monde ? Ne serait-ce pas plutôt inversement proportionnel ? La télévision livre des informations, certes, mais ces informations ne forment pas, ou très peu, la connaissance des téléspectateurs. Il faut un cadre de pensée préétabli pour pouvoir organiser les informations, en faire la synthèse. Cela me fait penser à une célèbre formule d'Henri Poincaré : « Une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison. »
- 22 ***Avec Internet, on atteint le comble de la profusion d'informations !***
- 23 Avec Internet, on offre à une certaine catégorie de gens des tas d'éléments en effet, mais s'ils n'ont pas la formation intellectuelle requise, ils ne sauront souvent pas qu'en faire. D'ailleurs, Internet suppose un certain équipement technique, et donc un certain niveau socio-économique. Je doute aussi que la formation intellectuelle nécessaire pour bien se servir d'Internet puisse passer par des machines. Elle passe essentiellement par des contacts personnels avec des professeurs, des maîtres, des initiateurs, qui nous apprennent à raisonner, à développer notre propre capacité intellectuelle. Si, au départ, on n'apprend pas à penser, on prend de gros risques en démultipliant la vitesse de circulation de l'information, comme le fait Internet. On peut aussi dangereusement multiplier l'imbécilité par ce moyen-là. Il y aura aussi des excès de vitesse et des accidents mortels sur les autoroutes de l'information !
- 24 De plus, il ne faut pas oublier que ce sont les marchés, les structures capitalistes, qui se cachent derrière ces technologies *new age*. Ce n'est pas pour la beauté de la connaissance que ces produits de la technoscience sont commercialisés. Et, malheureusement, aucune réflexion pédagogique sur les relations entre ces technologies et la diversité culturelle n'a été développée. La pédagogie perd du terrain à une allure alarmante aujourd'hui. On remplace les professeurs par la technologie, on néglige les enseignants pour investir dans les systèmes informatiques. Cela me semble une erreur vis-à-vis des générations qui nous succéderont. Quel héritage spirituel et matériel allons-nous léguer à nos enfants ?
- 25 ***Mais vous, personnellement, vous n'utilisez pas Internet ?***
- 26 Non. J'aimerais d'abord prendre le temps de réfléchir ! A l'Université, on m'a attribué une adresse électronique (e-mail) sans me demander mon avis. Je ne l'utilise pas, pour l'instant. De toutes façons, pour des raisons de santé, je ne peux (ni ne veux) passer des heures devant un écran d'ordinateur ou de télévision. Cela me pose un problème, car je sais bien que la communauté scientifique et universitaire se branche de plus en plus sur Internet. Dans quelques années, on n'aura peut-être plus d'autre choix, si on veut être

dans la course. Tout le problème est sans doute de savoir ce que signifie être dans la course, et pourquoi on veut y être ! Jusqu'à présent, en tout cas, je préfère les belles lettres, de temps en temps. A quelques exceptions près, les scientifiques avec qui je corresponds jouent le jeu. Mais pour combien de temps encore ? Si les informations échangées sont substantielles, fondamentales, elles ne sont pas rapidement dépassées, et alors peu importe si ce courrier traditionnel prend un certain temps. Dans le cadre de ma réflexion épistémologique, je n'ai pas besoin de données qui seront périmées demain déjà. Je suis conscient de mes lacunes, je sais que mon ignorance est immense. Je partage en fait les inquiétudes de Paul Virilio lorsqu'il prévient du risque de « Tchernobyl informatique ». Cette technologie nous envahit à une allure si vertigineuse qu'elle pourrait bien devenir dangereuse, car la réflexion sur les problèmes éthiques, sur les questions politico-juridiques de son usage et de sa distribution sociale ne suivent guère. Je ne suis pas favorable à la censure. Mais je crois fondamentalement qu'une société a besoin de lois, de garde-fous, et je crains en effet les excès de cette technologie excessive, tout autant que ceux de bien d'autres technologies de notre « civilisation de puissance », comme disait Bertrand de Jouvenel, ce prophète qui proposait, en 1957 déjà, de remplacer l'économie politique par l'écologie politique.

- 27 Enfin, le phénomène Internet m'apparaît comme assez antiécologique dans la mesure où il nie manifestement l'espace et le temps concrets dans lesquels nous vivons. Nier les distances, aussi bien géographiques qu'historiques, c'est nier les différences, les discontinuités culturelles, dont un homme que j'admire beaucoup, Claude Lévi-Strauss, a toujours souligné l'importance à l'encontre de l'idéologie moderne universaliste. Ce grand anthropologue qui s'est longuement intéressé aux relations entre les peuples, aux rencontres interculturelles, a toujours recommandé le maintien de certains « écarts différentiels ». A ne pas confondre avec la thèse de l'inégalité des racistes et des impérialistes ! Il nous a expliqué en somme que trop de communication tue la communication. On peut, pour être plus clair, faire une analogie avec nos rapports humains. Avec nos amis, il faut savoir garder une certaine distance. Même à l'intérieur d'un couple, il faut savoir ne pas envahir totalement l'autre, ni bien sûr s'en éloigner trop, au risque qu'il se sente abandonné. Ce dosage entre « ni trop près » et « ni trop loin » est une question de psychologie quotidienne. La psychologie des peuples est tout aussi délicate. Nous sommes des êtres vivants, donc des systèmes ouverts ; mais qui dit systèmes ouverts dit aussi clôture, structurelle et fonctionnelle, sinon la différence entre l'intérieur et l'extérieur n'existe pas et l'échange n'a pas de sens. Si un système ouvert échange avec son environnement, c'est bien parce qu'une frontière (ou plutôt une membrane semi-perméable) existe entre les deux. Je pense qu'une distance relative, une certaine différenciation, est nécessaire aux êtres humains entre eux, dans leurs relations sociales et interculturelles. Les sociétés, les communautés ont aussi besoin d'une certaine fermeture pour pouvoir prendre conscience de leur propre identité et s'ouvrir au dialogue, au commerce avec les autres. La distance est habituellement celle des voyages, des paysages, c'est la durée pour aller à la rencontre de l'autre. « Je ne puis pas jouer avec toi, dit le renard. Je ne suis pas apprivoisé ». Il n'est jamais inutile de relire *Le Petit Prince* pour se poser la question : Que signifie « apprivoiser » ? La distance et la durée font partie de notre géographie humaine, de notre temporalité d'être vivant doué de conscience. Abolir cette géographie et cette durée vécues équivaut en somme à nier notre appartenance à la communauté des êtres vivants, à notre appartenance à la Biosphère de cette petite planète Terre. Et c'est là la techno-utopie d'Internet.

28 ***Jugez-vous les nombreux « replis identitaires » qui se produisent aujourd'hui, c'est-à-dire cette fragmentation du monde en mouvements autonomistes, avec le même canevas que celui-ci ? Et comment les considérez-vous par rapport aux préoccupations écologiques ?***

29 Je n'aime pas trop le terme de replis identitaires. Je vois plutôt des sursauts, des réactions de communautés locales qui, ravivant leur identité culturelle, répondent ainsi au défi de la globalisation, notamment à une technologie internationale dont elles ne se sentent ni bénéficiaires ni maîtresses. On se trompe en comparant la révolution industrielle actuelle avec ladite révolution néolithique, qui nulle part n'a pris un caractère révolutionnaire par rapport au monde paléolithique, sur lequel notre nouvelle conscience écologique jette un éclairage très différent de celui du « miroir de la production » de notre idéologie industrielle. Mon ami « Teddy » Goldsmith, le fondateur de la revue anglaise *The Ecologist*, l'une des meilleures tribunes de la critique de l'industrialisme depuis plus de vingt-cinq ans, a été qualifié, un jour, par un militant catalan, de « contre-révolutionnaire néopaléolithique ». C'est un signe des temps qui me paraît intéressant, car les militants écologistes sont souvent du côté de ce qu'on appelle les « replis identitaires », l'opposition au Progrès, à la Technique, à la Modernité. La critique la plus radicale du développement vient de nos jours de l'écologie politique. Après avoir situé les écolos à l'extrême gauche, l'idéologie dominante, en France surtout, les situe dans la tradition de « l'intégrisme naturaliste » d'extrême droite, parlant d'écofascisme. Dans le même élan de défense de l'humanisme démocratique républicain que Luc Ferry (*Le nouvel ordre écologique*), Gérard Bramouillé (*La peste verte*), Philippe Pelletier (*L'imposture écologiste*) et Bernard Oudin (*Pour en finir avec les écolos*), Dominique Bourg va jusqu'à tenir « la *deep ecology* pour potentiellement beaucoup plus nocive que ne l'a été le nazisme »¹. Les vieilles terreurs du racisme, de l'eugénisme, de l'émigration, du nationalisme, du régionalisme, de l'intégrisme religieux refont surface à l'heure de la mondialisation et du grand marché unique, parfois avec une virulence qui fait penser au retour du refoulé. Nulle région du monde n'est de nos jours épargnée par ce réveil des tensions ancestrales entre « nous et les autres ». Mais avant de lancer des anathèmes, et d'ajouter ses propres peurs à celle des autres, il serait bon de chercher à comprendre, d'abord. Face aux mutations technologiques d'une civilisation hyperindustrielle, et non pas postindustrielle, les gens se sentent naturellement menacés par une puissance étrangère, une force étrange qu'ils ne comprennent pas, d'où les mouvements de repli sur soi. Face aux monstruosité du gigantisme moderne, il est normal de raviver la solidarité communale et d'organiser la résistance du local contre le global. L'étrange(r) est d'autant plus redoutable qu'il arrive masqué avec une puissance contre laquelle on sent bien qu'il est difficile de résister. Je dirais donc que ces réactions me paraissent plutôt saines, du moins tant que les jeux politiques ne les transforment pas en haines et en violences s'exprimant dans une arène sanglante. Ce sont des manifestations de la vitalité populaire, des preuves que les systèmes sociaux qui représentent l'ethnodiversité du genre humain ne sont pas morts, qu'ils réagissent. Ces mouvements qu'on appelle des « replis identitaires » contrebalancent les forces de la globalisation, qu'il serait plus juste de nommer l'occidentalisation du monde. Les écologistes ont lancé le slogan « penser globalement, agir localement ». Cet agir local prend en effet souvent la forme de mouvements de résistance qu'il est dès lors facile de qualifier de réactionnaires. Je crois qu'il faut y voir les aspects positifs, et pas seulement négatifs. Car s'il y a excès, ils sont des deux côtés.

30 Dans mon analyse, la responsabilité majeure des excès incombe à l'Occident, qui s'ingère brutalement dans des communautés locales qu'il est un peu trop facile d'opposer à la

modernité, notre prétendue « modernité ». Pour l'Occident, cette brutalité paraît relever du rythme normal de l'Histoire, c'est-à-dire du Progrès, du Développement. Mais nous manquons de recul pour apprécier la pluralité des mondes. Nous sommes une société qui est, pour reprendre encore un terme de Lévi-Strauss, « chaude ». Je dirais même, en phase de surchauffe. D'où la dérive thermo-industrielle de l'effet de serre. Et nous avons donc l'impression que les sociétés qui évoluent à des rythmes plus lents sont immobiles. Ce n'est pas le cas. C'est comme lorsqu'un train en dépasse un autre : si on se trouve dans celui qui est le plus rapide, on a l'impression que l'autre est arrêté. Pourtant, il roule aussi. Les communautés locales vont à leur propre rythme, mais aujourd'hui elles sont plus que jamais déstabilisées par le choc du contact avec des systèmes technologiques gigantesques et beaucoup plus puissants. *Small* est peut-être plus *beautiful*, mais *big* est assurément plus *powerful*.

31 On dit aux gens : « c'est le progrès, c'est incontournable, il n'y a pas d'alternative ». On traite les gens de « primitifs » s'ils n'adhèrent pas inconditionnellement à la modernité qui avance, au progrès de la Technique. Mais ainsi pressés, obligés, les gens se sentent bousculés. Or, ils veulent d'abord être respectés. Je ne suis pas un « rétrograde », mais je ne crois pas au progrès qui « liquide » le passé. Je me méfie de ceux qui prétendent que « le passé est dépassé ». C'est faux. Sinon, l'adulte, qui a dépassé son enfance, pourrait dire que celle-ci ne vaut plus rien, quand bien même tout le monde sait que l'enfance est une période importante, décisive, de l'existence humaine, dont la valeur est incommensurable. On ne peut ni ne doit faire table rase du passé, pas plus des cultures que des êtres humains. Il en va de même avec notre patrimoine naturel, qui est toujours local. Il nous faut réapprendre à penser ensemble la bio – et l'ethnodiversité. Un exemple : la destruction des forêts tropicales, dont on parle tant à juste titre, c'est aussi la disparition de peuples et de savoirs immémoriaux. Ce sont des formes vivantes qu'on détruit irrévocablement. Là encore, Claude Lévi-Strauss m'a sensibilisé depuis longtemps à ce problème. Il ne s'agit donc pas seulement du démantèlement de la biodiversité de la Biosphère ; c'est aussi l'ethnodiversité de l'humanité qui est en jeu. Au biocide dont parlait Rachel Carson, à l'ethnocide décrit par Robert Jaulin, j'ajoute la notion d'épistémocide pour souligner le fait que l'on ruine des savoirs de valeur inestimable. L'ethnobotanique, l'ethnozoologie, toutes les récentes ethnosciences, nous montrent aujourd'hui que les différents corpus de connaissances ne sont pas dans un rapport hiérarchique entre eux, mais complémentaire. Evolution n'est pas synonyme de progrès, pas plus que développement n'est synonyme de croissance. Il y a encore dix ou vingt ans, les ethnosciences étaient considérées comme des savoirs folkloriques, voire relevant des maladies mentales dans les sociétés primitives. On commence à comprendre que, pour résoudre ses problèmes écologiques, qui sont en même temps des problèmes culturels, l'humanité a plus que jamais besoin de diversité culturelle.

32 ***Vous pensez aussi que « nous n'avons jamais été modernes »...***

33 D'une certaine manière, oui. Il est en effet absurde de couper l'humanité en deux, de distinguer des sociétés traditionnelles et des sociétés modernes. Sous prétexte – pour faire court, mais non sans raisons – que nous avons inventé la machine à vapeur ! Toutes les sociétés reposent, par définition, sur des traditions, y compris la nôtre. Et peut-être bien que ce que nous considérons comme notre modernité est en fait simplement devenu notre nouvelle tradition, c'est-à-dire que nous sommes incapables de dépasser cette modernité qui ferait de nous des « modernes » par rapport aux « anciens ». C'est un vieux débat dans l'historiographie de l'idée de progrès, qui constitue l'archéologie du concept

de développement dont Gilbert Rist vient de nous donner une excellente histoire critique. Il nous reste en effet à méditer sur ce que nous appelons la modernité, le progrès, le développement, et pour cela, comme l'indiquait le médiéviste Lynn White, il nous faut réfléchir à nos racines culturelles profondes, qui sont en fait religieuses. Nos systèmes de croyances ne sont en effet pas tous nés avec la Révolution française ou la Révolution industrielle. Le christianisme médiéval, avec son anthropocentrisme forcené, est un système de valeurs qui nous imprègne encore aujourd'hui, même les non pratiquants. L'histoire européenne du christianisme, de l'Eglise en fait, est au cœur du dynamisme culturel de la civilisation occidentale qui a donné naissance à la techno-science moderne et à l'industrialisation. Significativement, l'importance du Vatican est encore remarquable dans les relations internationales d'aujourd'hui. Son influence sur l'idéologie du développement n'est curieusement que rarement analysée. La civilisation occidentale, qui s'étend désormais sur toute la surface du globe, et au-delà dans l'espace, a peut-être bien inventé une certaine modernité, c'est incontestable, mais elle n'a nullement liquidé ses traditions. Il est clair, par exemple, que notre société industrielle est militaro-industrielle. Cessons donc de diviser l'humanité en deux, les « primitifs » d'un côté et puis nous, qui serions la norme de l'évolution, de l'autre. Cette idée procède d'une vision typiquement ethnocentrique de l'évolution humaine, qui relève d'une conception du temps linéaire propre à la mythologie judéo-chrétienne. A cet égard, on n'a jamais vraiment pris la décolonisation au sérieux (la prendre au tragique est une autre chose). La véritable décolonisation serait la décolonisation de nos catégories intellectuelles, ce qui nous permettrait justement de repenser la diversité des sociétés, au-delà de notre vision linéaire et progressiste de l'Histoire. Peut-être que cette fin du xx^e siècle de l'ère chrétienne (les autres religions, ne l'oublions pas, n'ont pas le même calendrier) pourrait être moins marquée par la globalisation que par la fin des prétentions à l'universalité de l'Occident. Il me semble que nous pourrions prendre davantage conscience du fait que notre civilisation n'est ni meilleure ni pire que les autres et qu'il faudrait insister sur le dialogue des cultures. C'était le noble but de l'Unesco ! Les Etats-Unis, la super grande puissance, n'en font plus partie ! Si la diversité des espèces et des écosystèmes est absolument nécessaire au fonctionnement de la Biosphère, il se pourrait bien que la diversité culturelle soit également vitale pour la survie de l'espèce humaine. Ce débat me paraît le grand débat à l'aube du siècle qui vient.

34 ***Avant de terminer cet entretien, auriez-vous encore d'autres « cris du cœur » sur le thème qui nous préoccupe ?***

35 Je ne sais pas s'il s'agit d'un cri du cœur, mais j'aimerais bien rappeler que ce n'est pas nous qui avons inventé l'économie de la Terre. L'âge de la Terre est une vieille histoire : nous commençons à peine à prendre la mesure de son immensité. Par rapport au temps géologique de la Biosphère, nous sommes de nouveaux venus à la surface de la Terre. Et pourtant, quel bouleversement tout d'un coup ! Cependant, contrairement à ce que prétend une certaine idéologie techno-scientifique – illustrée par l'Appel de Heidelberg en 1992 – la nature n'existe pas pour nous servir et nous n'allons pas refaire la « création » à notre convenance. En paraphrasant la conclusion des *Tristes tropiques* de Claude Lévi-Strauss, je dirais volontiers que la Biosphère, ou Gaïa, a commencé sans nous et qu'elle s'achèvera sans nous. En tant que membre de l'immense famille des êtres vivants sur Terre, comme la biologie moléculaire de l'ADN nous l'enseigne, notre existence terrestre s'inscrit bien dans ce que Darwin nommait l'origine des espèces, une évolution biologique qui est aussi marquée par l'extinction des espèces. Nos croyances

religieuses occidentales, aux origines de la modernité de notre « arrachement » de la nature, font de l'Homme une exception. C'est ce narcissisme anthropocentrique que la pensée écologique reproche à l'arrogance de l'humanisme occidental. L'écologie globale est là désormais pour nous réapprendre le sens des limites. Les Grecs ne vénéraient pas seulement Gaïa, mais aussi la déesse de la limite et de la juste répartition : Némésis. Et l'écologie globale, notre science de la Biosphère, est si embryonnaire et si pleine d'incertitudes, qu'elle a le grand mérite de nous rappeler que la pire tentation serait d'ignorer son ignorance. Nous ne connaissons pas avec précision la capacité d'accueil de la Terre, mais il est clair qu'elle sera un jour impropre à l'existence humaine telle que nous la connaissons. Les raisons en seront biosphériques ou astronomiques et cela ne dépendra pas de nous. Mais on peut aussi imaginer, tout aussi raisonnablement, des changements catastrophiques qui résulteraient de nos activités de plus en plus massives et biosphériquement inconsidérées. Comme l'a écrit Cioran sous le titre « l'urgence du pire », tout donne à penser que nous sommes en train de précipiter la catastrophe. Tout ne dépend pas de nous, mais nous formons désormais, à la surface du globe, une totalité, une techno-biomasse spécifique qui affecte le Tout, cette « totalité » de l'organisation biologique de la Terre sur laquelle insistèrent, dans l'entre-deux-guerres, des penseurs européens aussi différents que H. Bergson, P. Teilhard de Chardin, P. Valéry, J.C. Smuts, V. Vernadsky ou A. Lotka. La Vie, la Nature – dont nous faisons partie – est plus forte que nous. Si nous pouvons la comprendre, partiellement et par des processus cognitifs qui prolongent les processus biologiques, c'est bien parce qu'elle nous comprend. La Terre est notre berceau, mais elle est aussi notre tombe. Vouloir la guerre contre cette nature, la Biosphère, c'est être vaincu d'avance. L'idéologie moderne de la maîtrise, de la domination de la nature, nous présente un faux problème. Il ne peut y avoir de guerre entre l'homme et la nature. Cette métaphore est en contradiction avec l'enseignement de la biologie évolutionniste contemporaine. Certes, nous pouvons maîtriser certains processus physiques, chimiques, voire biologiques, mais nous ne maîtrisons pas la Biosphère dont nous faisons partie. La métaphore du « vaisseau spatial Terre », qui a été l'un des véhicules de l'idéologie de la globalisation, n'est qu'une dangereuse analogie, qui date des années 60. La Terre, unique « planète vivante » du système solaire, et peut-être de l'Univers (nous n'en savons strictement rien), n'est pas un vaisseau spatial, une machine conçue et fabriquée par l'esprit humain. Ce n'est pas nous qui avons fabriqué la Terre. Nous sommes bien incapables de reconstruire ou de piloter la Biosphère. Nous ignorons d'ailleurs encore l'essentiel de sa « géophysologie », pour reprendre le concept de Jim Lovelock. En matière de changements climatiques et de biodiversité, comme on le reconnaît officiellement dans les deux Conventions signées à Rio en 1992, notre ignorance implique un principe de précaution. En somme, il nous faut revenir à la prudence d'Aristote.

NOTES

1. Dominique Bourg, *Les scénarios de l'écologie*, Hachette, Paris, 1996, p. 125.

AUTEUR

JACQUES GRINEVALD

Philosophe des sciences, chargé de cours, IUED et Université, Genève

Points d'appui

Internet : l'illusion de la connaissance pour tous

Christian Corminboeuf

- 1 L'explosion d'Internet durant les deux dernières années a fait couler beaucoup d'encre et l'on a pu lire à ce propos les analyses les plus diverses, allant du catastrophisme aux prophéties les plus optimistes¹, liées à l'incroyable rapidité de l'extension de ce réseau de réseaux, à l'innombrable quantité d'informations qu'on y a déversées pêle-mêle, à leur diversité, et enfin au style convivial qui a d'emblée prévalu sur le « net ».
- 2 Alors que les diverses révolutions du Nord – qu'elles soient industrielles, techniques, scientifiques ou idéologiques – n'ont fait qu'accroître le fossé entre les pays riches et les pays pauvres, on s'est pris à penser qu'Internet apportait enfin une solution : l'information si facilement accessible à tous allait pouvoir combler le fossé entre le Nord et le Sud apporter le savoir là où manquent les écoles, les bibliothèques, les enseignants, les universités... Ceux qui connaissent les problèmes liés au développement sont bien plus prudents et je partage leur scepticisme, car on néglige trop souvent d'une part les conditions techniques nécessaires au fonctionnement de la société d'information globale et, de l'autre, la rapidité des changements techniques, qui rend problématique l'espoir d'un éventuel rattrapage des actuels utilisateurs d'Internet par ceux qui ne le sont pas encore. Ainsi, par exemple, s'il est envisageable de généraliser à tous l'accès à l'écriture (quelles que soient par ailleurs les difficultés de réalisation de ce projet « simple ») cela tient au fait qu'il s'agit d'une « technique stable », dont l'acquisition est, si l'on peut dire, définitive. Or, il n'en va pas de même pour maîtriser l'information qui circule dans la « toile » puisque les conditions d'accès sont en constante évolution et exigent des matériels toujours plus performants. Rarement la fuite en avant technologique n'aura rendu aussi rapidement obsolètes les moyens qui passent aujourd'hui pour être à la « pointe du progrès ».
- 3 Pour bien saisir la problématique de l'évolution d'Internet et comprendre les difficultés réelles que pose la mise en relation des utilisateurs situés dans des contextes géographiques ou économiques défavorisés, il est nécessaire d'aborder quelques notions techniques. C'est pourquoi j'ai tenté d'en vulgariser les aspects les plus importants dans la première partie de cet article.

- 4 Sans être futurologue ni prophète, il faut imaginer la situation que vivront dans les prochaines décennies l'ensemble des pays de ces deux pôles principaux que sont le Nord et le Sud.
- 5 En effet, après le Tiers-Monde et le Quart-Monde, il faudra peut-être aussi parler du monde des « branchés » et par conséquent de celui des « débranchés » de l'information. Nous nous orientons en effet vers un monde à deux vitesses composé de ceux qui disposeront des outils de communication et de ceux qui les attendront. De plus, il faudra encore compter avec d'autres sous-groupes : ceux qui savent et ceux qui ne savent pas employer les moyens modernes. Ce clivage ne se fera pas seulement entre pays, mais également au sein d'un même pays, entre différentes régions.
- 6 Je me propose donc d'explorer l'état du monde de la télécommunication, de me pencher sur quelques indicateurs et d'ébaucher une première réflexion, tout en sachant que l'avenir n'est jamais certain. Plus précisément, j'envisagerai ici quatre sortes de techniques dont la diffusion au Sud pose problème : le numérique, la création de nouvelles lignes téléphoniques, la fibre optique et le téléphone par satellite.

Une révolution technique : le passage de l'analogique au numérique

- 7 En termes de communication, le principal bouleversement que nous sommes en train de vivre en cette fin de vingtième siècle est lié à la « numérisation ». De quoi s'agit-il ? Le support de l'information était jusqu'à présent de divers types : information sonore transportée sur diverses longueurs d'ondes, image sur papier photo, texte sur papier journal, etc. Ces informations ont peu à peu été converties en informations numériques de type binaire, c'est-à-dire composées de deux éléments : 0 et 1. C'est ainsi que le dessin de la lettre E peut être remplacé par une chaîne d'informations (électriques ou lumineuses) du type « 00111011 » et qu'une image peut être décomposée en millions de petits points décrits également sous forme binaire. Une image télévisée pourra donc être entièrement numérisée de même que le son qui l'accompagne. L'uniformisation du support de l'information permet de mélanger sur un même support (disque compact par exemple) aussi bien du son, de l'image fixe ou animée, du texte avec, en plus, un système de navigation immédiat qui permet de passer d'une information à une autre, quel que soit son type : on choisit le mot « alunissage » et l'on voit et entend l'arrivée d'Amstrong sur la lune sous forme de vidéo.

Comment ça marche ?

Le réseau Internet peut être considéré comme une énorme toile d'araignée mondiale (toile comportant hélas de nombreux trous !), dont les fils seraient constitués par les connections entre ordinateurs. Toute personne possédant un ordinateur peut envisager sa connexion sur Internet si certaines conditions techniques sont remplies. La connexion entre l'ordinateur et la prise téléphonique se fait à l'aide d'un modem, petit appareil qui permet de transférer les informations numériques de l'ordinateur en informations modulées nécessaires au téléphone traditionnel et inversement. Une fois cette installation réalisée, il faut trouver un point d'accès pour se connecter sur Internet et c'est là que réside l'un des principaux problèmes posés par la généralisation d'Internet.

- 8 Nous sommes donc à un moment charnière avec la convergence de trois technologies : les télécommunications, la télévision et l'informatique. Grâce à la technique du numérique, l'image, le son et le texte cohabitent donc, pour constituer le « multimédia ». Ces informations numériques sont transmises à distance sous trois formes : le fil de cuivre, la fibre optique et les ondes hertziennes. Nous reviendrons sur ces moyens de transmission et leurs conséquences pour les pays du Sud.
- 9 L'intérêt du numérique tient à sa vitesse de transmission mais ce sont surtout ses extraordinaires possibilités de compression qui permettront de réduire le temps de transfert de milliards de données à quelques secondes (cas d'un film vidéo par exemple). Une page standard de fax est décomposée en environ deux millions de points. Transmettre une page blanche signifie donc communiquer à son interlocuteur la description successive de deux millions d'informations du type « blanc » ou « il n'y a rien ». La forme comprimée du fax serait : « Je t'envoie deux millions de points blancs », d'où un gain énorme de temps de communication, la machine réceptrice étant capable de recréer l'image de départ à partir d'une information minimale.
- 10 La numérisation permet également de livrer un signal qui corrige les erreurs de transmission, (parasites, interférences, « neige »). L'information est donc auto-corrective lors de son transfert pour atteindre une qualité optimale. Mais la mise en place de télécommunications numériques est loin de résoudre tous les problèmes. Ce système ne s'applique qu'à la moitié du réseau des Etats-Unis, alors que le Rwanda, les Maldives et Djibouti en bénéficient pleinement. Mais ce « bénéfice » est-il complètement exploité ?

L'extension des lignes téléphoniques

- 11 Au phénomène Internet est très souvent associée l'idée d'égalité d'accès à une forme universelle d'information, puisque tout un chacun peut participer à cette intelligence collective. Mais il faut aussi savoir qu'un habitant sur deux de la planète se trouve à deux heures de voiture du poste téléphonique le plus proche et que l'on estime que la moitié des terriens n'a jamais eu l'occasion de téléphoner³. Ainsi l'ubiquité de l'information ne profite pas à tout le monde de la même façon et la cyberculture se construit à travers les contributions (et se diffuse pour le profit) d'une minorité.
- 12 Par exemple, le continent africain totalise 12 % de la population mondiale et dispose de 2 % des lignes téléphoniques alors qu'une poignée de pays riches, représentant 15 % de la population, se partagent 71 % des lignes. Parmi les 50 pays les moins bien équipés, 35 se trouvent en Afrique, situation encore aggravée par le fait que le taux de croissance des connexions téléphoniques en Afrique au cours de ces dix dernières années reste l'un des plus faibles, à cause d'un taux élevé de croissance démographique associé à une forte dette extérieure qui limite les possibilités d'importation de matériels nouveaux. Par ailleurs, il est paradoxal de noter que l'Afrique au sud du Sahara détient le record des communications internationales avec plus de deux cents minutes par an par abonné mais le temps de communication par habitant est le plus faible du monde (moins d'une minute par an et par personne).
- 13 Toutefois, s'il suffit théoriquement de disposer d'un téléphone pour accéder au réseau, encore faut-il que le coût de la connexion ne soit pas dissuasif. Il convient donc d'être géographiquement proche d'un point d'accès (provider, « serveur » ou fournisseur d'accès) car la facturation se fera selon la tarification en vigueur pour une

communication téléphonique locale. Il s'agit là d'un obstacle considérable pour la généralisation d'Internet dans les pays du Sud et dans toute région isolée.

- 14 Ces quelques indications illustrent à quel point cette belle idée d'égalité d'accès à l'information et à la connaissance pour tous n'est qu'une utopie.
- 15 Au niveau mondial, la situation évolue très rapidement et le nombre d'utilisateurs d'Internet croît de façon exponentielle au rythme d'environ 10 % par mois. Si l'on extrapole, il devrait y avoir plus d'utilisateurs d'Internet que d'habitants sur la planète en 2003... Evidemment, le taux d'évolution n'est pas le même partout. Ainsi, les pays les mieux équipés ne cessent d'améliorer leur équipement (en quantité et en qualité). Un indicateur important et révélateur est l'indice d'équipement en matière de télécommunications. Cette comparaison, établie sur une période de douze ans (1980-1992), est tout à fait éloquente et particulièrement préoccupante. En prenant la valeur 100 comme référence pour les pays du Nord, l'ensemble des pays les moins avancés avait un facteur 7 en 1980, ce qui représente un déséquilibre déjà très important. Douze ans plus tard tout le monde a fait de nets progrès, mais le rapport est passé de 1 à 100⁴. Parce que l'évolution de la technologie des télécommunications ne fait que s'accélérer, les différenciations en ce qui concerne la quantité et la qualité de l'équipement prennent des proportions alarmantes : le fossé entre Nord et Sud ne peut que continuer à se creuser.
- 16 Existe-t-il des espoirs de combler ces différences ? L'un d'eux réside dans la possibilité de « sauter » des étapes en ce qui concerne l'installation de nouvelles infrastructures de télécommunication. Ainsi, les pays sous-équipés pourraient théoriquement s'équiper tout de suite en nouvelles technologies qui offrent d'énormes possibilités en termes quantitatifs et qualitatifs. Il semble que les investisseurs s'intéressent à ce nouveau marché. On parle d'investissements possibles de l'ordre de 200 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. La Chine planifie 100 millions de lignes pour l'an 2000. Mais, là encore, il existe un énorme écart entre ce qui est possible et ce qui est effectivement réalisé. Pour la plupart des pays, le coût d'un tel saut technologique est prohibitif et c'est plutôt la tendance inverse qui se dessine. On constate en effet de plus en plus que, sous prétexte de pallier le sous-équipement des pays pauvres, les pays industrialisés leur « offrent » leurs anciennes installations, devenues vétustes, et qui constituent de véritables cadeaux empoisonnés puisqu'elles sont inadaptées aux nouvelles technologies (la fibre optique, par exemple).
- 17 On le voit, l'espoir d'une « mise à niveau » (ou d'un « rattrapage ») rapide des pays du Sud apparaît bien fragile, d'autant plus qu'il manque aussi l'énorme potentiel de connaissances nécessaires pour entretenir des installations aussi sophistiquées.

La fibre optique

- 18 Autre espoir, souvent évoqué, l'utilisation de la fibre optique. Ses avantages sont réels. D'abord, elle élimine le problème du fil de cuivre, métal souvent convoité par les habitants des pays pauvres. En effet, la valeur marchande intéressante de ce métal fait qu'il n'est pas rare que les lignes soient volées pour être fondues et revendues tandis que la fibre optique n'est faite que de verre ou de plastique sans valeur marchande. Mais un autre problème se pose : la fibre ne transporte que l'énergie lumineuse liée à l'information. Un simple téléphone sur fibre devra donc avoir sa propre source d'énergie pour pouvoir fonctionner (il doit pouvoir sonner, envoyer des informations lumineuses,

etc.). Il faudra donc que le téléphone sur fibre optique du dispensaire soit lié à des capteurs solaires par exemple. Encore une technologie à maîtriser.

- 19 Certes, l'intérêt de la fibre optique réside dans la simplicité du câblage car une seule fibre de 4 microns peut transmettre 30'000 communications simultanément alors que la technique traditionnelle nécessiterait autant de câbles de cuivre. Le goulot d'étranglement n'est pas la fibre, mais les appareils devant gérer les flux d'informations.

Le téléphone par satellite

- 20 Au vu des problèmes techniques et des énormes investissements qu'impliquent les liaisons par câble, pourquoi ne pas utiliser des techniques déjà bien au point comme le téléphone cellulaire ? Or, la principale difficulté technique pour utiliser cette technologie réside dans le nombre de relais à installer sur le territoire à couvrir. Mais on sait aussi que ces relais peuvent être remplacés par un satellite, à condition que celui-ci ne soit pas trop éloigné des utilisateurs car plus la distance est grande, plus la quantité d'énergie nécessaire à son fonctionnement est importante. Un consortium⁵ s'est intéressé à ce nouveau créneau et a lancé un programme ambitieux intitulé Iridium. Ce programme prévoit une couverture globale de la planète en plaçant une flotte de 66 satellites lancés à partir de 1996. Iridium sera opérationnel en septembre 1998 et nécessitera un investissement de 3.4 milliards \$US. Il devrait être alors possible de communiquer partout dans le monde, sans antennes paraboliques, pour une somme que l'on estime aujourd'hui à 3 \$US la minute. Ce prix peut paraître abordable à certains, mais il convient de le rapporter au pouvoir d'achat des clients potentiels ; tout porte à croire qu'il sera considéré comme prohibitif par la majorité. S'y ajoute, comme on l'a dit, le problème énergétique qui, là encore, est loin d'être négligeable dans les régions où l'électricité n'est que chichement distribuée. Pour y faire face, et afin de diminuer la quantité d'énergie nécessaire aux télécommunications sans fil, le projet Telesedic (Bill Gates et d'autres) prévoit de couvrir 95 % de la planète à l'aide de 840 satellites. Placés sur des orbites très basses (700 km au lieu de 36'000 km pour les géostationnaires) ils effectueront le tour de la terre en 90 minutes. Mais la faible altitude de ces satellites a pour conséquence qu'environ 10 % de ceux-ci tomberont chaque année... Il serait intéressant de faire le bilan énergétique réel d'un tel projet ! Sous prétexte d'économiser, on aura sans doute dépensé bien plus encore et le coût de l'opération risque fort d'être à la charge de l'utilisateur final.

La déréglementation des télécommunications devient une réalité

- 21 En Europe, depuis plus d'un siècle, les infrastructures et les services des télécommunications relèvent d'un monopole d'Etat. Dans l'Union européenne, par une décision de Bruxelles en novembre 1994, plus aucune protection n'existera à partir du premier janvier 1998. N'importe qui sera autorisé à créer de nouvelles infrastructures dans un pays étranger.
- 22 Dans certains pays du Sud, cette déréglementation a déjà eu lieu. Au Chili, le marché longue distance a été ouvert en novembre 1994, il y a déjà neuf opérateurs pour 14

millions d'abonnés. Les prix ont chuté, mais aucun d'entre eux ne fait de bénéfice. D'autres pays ont suivi ces privatisations :

- 23 Bolivie, Côte d'Ivoire, Sri Lanka, etc. en 1995, Nicaragua, Panama, Ghana, Paraguay etc. en 1996. Cette déréglementation aura certes des avantages économiques pour les utilisateurs mais on voit déjà apparaître des firmes supra-étatiques dominer le monde et disposer ainsi d'un pouvoir colossal.
- 24 Au Pérou par exemple, l'entreprise d'Etat ENTEL-Peru a été vendue à une seule entreprise privée (Telefónica, groupe espagnol) dont la motivation évidente est le profit. Dans un tel contexte, que va devenir la Red Científica Peruana (RCP), premier réseau Internet fondé en 1991 et regroupant 43 institutions à but non lucratif ? La RCP veut permettre l'accès à Internet à l'ensemble du pays, (implantation dans chacune des 23 capitales départementales). Elle privilégie tout particulièrement les institutions éducatives car, comme le dit José Soriano, son fondateur, paraphrasant Indira Gandhi : « Comme nous sommes extrêmement pauvres, nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de ne pas investir dans la recherche, la science et la technologie ». Aujourd'hui, le conflit est ouvert entre ces deux entités ayant une vision fondamentalement différente de la politique d'implantation d'Internet dans le pays.

Le village planétaire : nouvelle utopie ou fiction ?

- 25 Au XIX^e siècle, on parlait déjà des vertus « universalisantes et pacifiques » des techniques de communication. De l'inauguration des premières lignes de chemin de fer à la pose du premier câble sous-marin au début de ce siècle, les discours célébraient régulièrement le fait que « Tous les hommes deviennent frères ». On sait ce qu'il est advenu de cette solidarité entre les peuples, illustrée par les conquêtes coloniales, et les guerres mondiales...
- 26 En cette fin de siècle, le vocabulaire n'a guère changé : on parle de la grande famille d'Internet (il y a les grands frères et les petits frères...), l'expression « village global » est devenue un lieu commun, on affirme l'égalité des hommes devant l'accès aux connaissances et Internet est présenté comme l'outil démocratique par excellence ; il permet, par exemple, à tout un chacun de « rencontrer » le Président des Etats-Unis.
- 27 Cette idéologie pseudo-humaniste envahit l'ensemble du système pour donner l'illusion d'une fraternité généralisée. Ainsi, on parle d'accueil (« page d'accueil » ou *home page*), de partage, de village. Mais que sont devenues les pratiques d'accueil, que reste-t-il du partage et quelle importance accorde-t-on à la solidarité villageoise (qui n'est pas exempte de conflits) dans nos sociétés du Nord ? L'accueil réel, le vrai, le chaleureux, étant en voie de disparition, on le transpose sur son ordinateur et l'on propose à tout un chacun de venir « à la maison », de visiter sa *home page*. L'accueil fictif joue donc un rôle important en informatique (c'est pourquoi l'ordinateur vous souhaite la bienvenue lorsque vous l'allumez, il vous salue d'un petit bonjour et prétend vous faciliter la vie en vous proposant quelques astuces d'utilisation), et si cette convivialité s'impose – y compris sur Internet – c'est parce qu'elle constitue un argument de vente et contribue à fidéliser la clientèle. Cela dit, tout le monde n'est pas dupe de cette « stratégie intimiste » qui s'efforce de choyer l'individu en le faisant habiter un village rêvé. Certains, plus réalistes, préfèrent parler de « ville globale », terme peut-être mieux adapté car Internet

ressemble plus à la ville qu'au village, avec ses problèmes de pollution, de favelas, de banlieues et son Quart-Monde⁶.

- 28 La fiction du village global est encore amplifiée par la fiction du voyage. En effet, des outils de navigation permettent de se balader sur le réseau en fonction de thèmes privilégiés. Un de ces outils, Yahoo par exemple, propose des thèmes géographiques. Vous choisissez « Afrique » et vous décidez de faire un tour au Sénégal⁷. Vous trouverez une carte géographique du pays, voire de la capitale et quelques informations ethnologiques. Vous vous imaginez en connexion directe avec le serveur d'un département de l'Université de Dakar. En fait, vous êtes branché sur une université pennsylvanienne... Il ne faut donc pas se faire trop d'illusions en ce qui concerne vos voyages dans le cyber-espace car, en ce qui concerne l'Afrique par exemple, plus de 90 % des sites traitant de cette région ne sont pas situés sur ce continent, et ceux qui y sont réellement implantés ne sont pas forcément gérés par des Africains.

Les besoins prioritaires du Sud sont-ils compatibles avec l'offre des réseaux ?

- 29 Si l'on estime, en simplifiant, que les besoins prioritaires du Sud sont avant tout d'ordre alimentaire et sanitaire, on peut se demander quel pourrait être l'apport d'Internet dans un village quéchua de Bolivie, dans un village de brousse du Sénégal ou dans un bidonville du Zaïre. On peut se mettre à rêver : sous l'arbre à palabres nous trouverions l'équivalent des Internet Cafés avec un ordinateur relié par satellite au réseau mondial... Mais quelles seraient les informations qui permettraient d'améliorer le quotidien des habitants ?
- 30 Des structures d'appui à la mise en place de connexions se sont mises en place, certaines existent depuis quelques années. C'est le cas du réseau Rio (Réseau intertropical d'ordinateurs) créé par l'ORSTOM. Il existe le réseau APC (*Association for Progressive Communication*) qui regroupe environ 20'000 ONG dans une centaine de pays ainsi que l'*Internet Society* dont une branche à Genève a constitué un groupe de travail sur les problèmes de développement.
- 31 Quelle que soit l'évolution de la technologie, la solution ne peut se réduire au passage d'une autoroute de l'information devant sa porte. Qu'il y ait des autoroutes, soit. Mais elles doivent être ouvertes sur des routes, des pistes et des sentiers. Comme le dit le cinéaste burkinabé Gaston Kaboré, « Contre la part de rouleau compresseur que vont engendrer les autoroutes de l'information, il faut que surgissent les chemins de traverse, les sentiers et les pistes qui resteront autant de sillons sur lesquels germeront les semences de la diversité et autant de petits ruisseaux qui irrigueront la mémoire des peuples. »
- 32 Au moment où les inégalités économiques se creusent et où s'accroît l'uniformisation culturelle, la chance des « débranchés de l'information » ne résiderait-elle pas dans la possibilité d'éviter le laminage culturel entraîné par la globalisation, et la « macdonaldisation » ? Echapper à l'uniformisation, aux valeurs de la société néo-libérale deviendrait alors un privilège, une richesse. Alors que le village global partagerait la même langue, les mêmes filles nues des images comprimées, les mêmes toutes dernières informations (même les fausses) sur la Princesse Diana, il existerait, autour de ce grand village, une multitude d'îlots avec des cultures incompréhensibles que les ethno-internautes tenteront de déchiffrer. Ils feraient connaître les résultats de leurs études à

l'ensemble de la communauté grâce aux langages universels comme HTML et paradoxalement celui appelé Java tout en utilisant le logiciel Timbuktu. Preuve que ces îlots sont déjà des rêves...

- 33 Sans doute l'information sera-t-elle de plus en plus planétaire, et de mieux en mieux partagée. Son ubiquité en « temps réel » deviendra une réalité. Mais en ce qui concerne Internet, le phénomène de globalisation relève (et relèvera sans doute encore longtemps) du domaine du virtuel. Une grande partie des habitants de la planète devront continuer de se contenter de « regarder » passer les bits sans pouvoir ni les capter ni les émettre. Le réseau Internet explose, les technologies qui lui sont liées deviennent de plus en plus sophistiquées, complexes et les décisions se prennent sans tenir compte de l'avis de ceux qui sont déjà en marge de ce cyber-espace. L'emballement des possibilités technologiques aura pour conséquence un accroissement des écarts entre les « branchés » et les « débranchés ». Les fossés ne pourront se combler qu'à la faveur d'autres révolutions qui ne relèveront pas de la technologie !
-

NOTES

1. On lira à ce propos l'excellente synthèse présentée par *Le Monde Diplomatique*, Manière de voir, Hors série : « Internet, l'extase et l'effroi », octobre 1996.
2. A propos de qualité d'images et de multiplication du nombre de chaînes de télévision, on peut déjà se demander pourquoi tant d'efforts sont faits pour améliorer la qualité de l'image mais si peu pour ce qui concerne la qualité du contenu des émissions !
3. En ce qui concerne les régions ou pays, en Amérique latine, 7 foyers sur 100 sont équipés d'un téléphone, au Zaïre, ce taux s'élève à moins de 0,1 %. En fait, l'Afrique au sud du Sahara dispose de moins de téléphone qu'il n'en existe sur la presqu'île de Manhattan. A titre de comparaison, la Suisse à un taux de 60 %, la Suède est en tête avec 68 %. En Equateur, ce taux s'élève à 4,82 %.
4. L'écart ne se creuse pas partout de la même façon. Certains pays ont pris le train en marche, c'est le cas de Hongkong par exemple, qui est passé de 46 à plus de 100 (c'est-à-dire à un taux d'équipement supérieur aux pays du Nord) alors que le Ghana est passé de 21 à 1.
5. Sony, Mitsubishi et Motorola.
6. Quant à l'outil de partage que représente le réseau Internet, il faut s'interroger sur ce qui est offert, sur la valeur et l'intérêt des informations partagées.
7. <http://www.sas.upenn.edu/African-Studies/Country-Specific/Senegal.html>

AUTEUR

CHRISTIAN CORMINBOEUF

Informaticien, chargé d'enseignement, IUED, Genève

Mondialisation, territoires et réseaux : les enjeux du débat

Arlette Ziegler

Le Monde, 7 décembre 1996 : Violente perturbation sur tous les marchés financiers suite à une déclaration de M. Greenspan ; l'Unesco inscrit le canal du Midi au patrimoine mondial de l'humanité ; bombe du R.E.R. : la piste du terrorisme islamiste est privilégiée ; SFR : les spécialistes du monde sans fil...

- 1 Il est impossible d'ouvrir un journal aujourd'hui sans être confronté à ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation, quelles qu'en soient les formes, subies ou revendiquées. A côté de l'affirmation souvent incantatoire de l'inéluctabilité de la mondialisation, un débat se développe, heureusement multiforme, qui cherche à dégager la nature des phénomènes et les relations qu'ils entretiennent. De celui-ci, tentons de dégager les lignes de force les plus marquantes.
- 2 La première semble être sans conteste l'affaiblissement de l'Etat, que ce soit par son absence ou son dépassement face aux logiques mondialisantes. L'incapacité de l'Etat à produire du sens viendrait de la rupture provoquée par la fin de la Guerre froide (Laïdi), voire de l'inadéquation de son territoire qui, selon les enjeux, est trop global ou trop local (Badie). L'Etat est nié par l'universalisme du néo-fondamentalisme qui se construit en dehors de lui (Roy), et remis en cause par la mondialisation urbaine comme par les processus transnationaux ou d'émancipation régionale (Virilio). On constate l'évidence paradoxale de la solidarisation et de la balkanisation de la planète (Morin), et le fait que la logique économique néo-libérale investit tous les champs (Perrot). L'Etat est dépassé par l'homogénéisation à l'échelle mondiale et l'avènement de la culture de masse (Hall), ou lorsque n'est considérée sur notre planète que la civilisation occidentale - capitale Washington - s'opposant au reste du monde (Huntington). La mondialisation de l'économie (Adda) se concrétise aussi par le biais des réseaux télématiques, dont il est prévu qu'ils feront entrer l'Europe dans « une société d'information planétaire » (rapport

C.E.), réseaux qui s'incarnent également dans les « non-lieux » qui, contrairement à l'utopie, existent mais n'abritent aucune société organique (Augé).

- 3 La seconde ligne de force interroge les conséquences de l'instantanéité, vecteur majeur de la mondialisation, dans sa relation au politique et particulièrement à l'exercice démocratique. La vitesse absolue incarne le pouvoir absolu et disqualifie absolument la démocratie (Virilio). Si le développement aveugle des technologies scientifiques refoule les compétences démocratiques des citoyens (Morin), la logique de l'instantanéité rend caduque l'idée même de projet (Laidi). Par ailleurs, puisque l'espace public et la citoyenneté sont liés à un territoire politiquement circonscrit, la dissolution de celui-ci entraîne la décomposition de ceux-là (Badie), mais on remarque également qu'en se focalisant sur un code juridique et ritualiste, le néo-fondamentalisme ne laisse place qu'au consentement ou à l'anathème, excluant du même coup toute possibilité de débat démocratique (Roy). Une vraie démocratie suppose la coprésence des différences, alors que la mondialisation est la représentation d'un particularisme (Hall), bien qu'inversement, la démocratie soit perçue en Afrique comme la nouvelle expression du processus de globalisation (Neubert).
- 4 La troisième ligne de force évoque le statut de la culture et de l'ethnicité. Face aux phénomènes de globalisation, il se pourrait que l'enjeu central de l'après Guerre froide soit celui de l'identité (Laidi), identités ethniques ou religieuses qui revendiqueraient des territoires jusque-là supports d'une citoyenneté (Badie). L'identité est cependant un processus mouvant, qui englobe la pluralité et la complexité des appartenances (Hall). La notion d'ethnicité varie d'ailleurs largement de contenu suivant les auteurs, se confondant même avec celle d'acculturation, et la diversité des approches souligne l'acuité des questions posées (Poutignat & Streiff-Fenart). L'exigence de la différence culturelle se confronte, tant positivement que négativement, à la revendication du métissage et aux logiques d'homogénéisation (Perrot), d'où l'appel à une société universelle fondée sur la diversité et assumant le paradoxe d'ouvrir et simultanément de préserver les cultures (Morin).
- 5 Enfin l'avènement de la « réalité virtuelle » et des nouvelles technologies de communication est perçu comme un facteur essentiel de la mondialisation. Entre « l'extase et l'effroi » (*Monde diplomatique*) voire entre « le vertige et la vertu » (Quéau), le débat sur leurs conséquences sociales est ouvert. La propagande faite autour d'Internet et des autoroutes électroniques vise à urbaniser le temps réel au moment où l'on désurbanise l'espace réel, et suscite cet événement sans pareil de désintégration de la communauté au profit des absents (Virilio). Si tel est le cas, l'affirmation répétée que la société d'information nous apportera une société plus humaine, avec une qualité de vie bien meilleure, si l'on est assez sage pour faire confiance aux mécanismes du marché (Rapport C.E.), laisse songeur.
- 6 Ces lignes de force sous-tendent le débat s'appuyant sur des textes dont voici une lecture possible.

La dissolution de l'ordre des États et la fin des territoires

- 7 La mondialisation commence-t-elle avec la fin de la Guerre froide ? Peut-être, si l'on admet que celle-ci a débouché sur une profonde crise tant des systèmes téléologiques que

du système international garanti par les Etats, consacrant une rupture avec les valeurs des Lumières. Ce constat s'appuie sur le fait que toutes les institutions accusent une perte de sens (de finalité, de projet collectif débouchant sur un avenir meilleur), dont la mondialisation constituerait le socle commun. Une mondialisation qui se vit sur le mode de la contrainte, et non pas de l'espoir, mondialisation qui est un état mais qui n'a pas de signification : « tout se passe comme si le déracinement territorial (perte des repères nationaux) et idéologique (perte de la finalité) nous projetait dans un espace planétaire sans relief que ne viendrait surplomber aucune attente » (p. 24). Espace que Laïdi nomme « le temps mondial », où nous sommes contraints de nous mouvoir par nécessité, mais sans finalité. L'idée d'ordre mondial, incarnée par les Etats, s'est dissoute dans le temps mondial qui conjoint déconstruction idéologique, accentuation de la mondialisation et accélération des changements technologiques. La logique de l'instantanéité rend caduque l'idée de projet, et la vitesse frappe en permanence d'obsolescence tant nos savoirs et nos métiers¹ que nos pratiques. Poursuivant son analyse, Laïdi souligne qu'à « la logique de l'attente s'est substituée la logique de la frustration » (p. 82), qui se reflète dans ce qu'il considère comme l'enjeu central d'aujourd'hui : l'identité. Le « retour des nationalismes » s'exerce à l'encontre des Etats-nations : ainsi les ligues italiennes nient l'unité italienne, et les affrontements en Afghanistan ou au Tadjikistan montrent l'exacerbation d'identités locales voire islamiques.

- 8 Dans sa conclusion, l'auteur rappelle que le travail (pour les sociétés) et la guerre (pour les Etats) furent les deux grands pourvoyeurs d'identité. Ce n'est plus le cas, le premier n'étant plus indispensable à la production des richesses, et la fin de la Guerre froide ayant réduit les risques de guerre classique entre Etats pour ouvrir le champ des « guerres civiles ». L'enjeu n'est pas d'imaginer un monde sans travail ou sans Etat, mais d'admettre que ces symboles ont épuisé leur fonction de distributeurs exclusifs d'identité et de sécurité, et donc de sens. Laïdi identifie trois obstacles à la reconquête du sens : d'abord l'hégémonie de la logique de marché et la dévalorisation de toutes celles qui tenteraient d'échapper à son emprise ; ensuite la montée en puissance de l'urgence et la sacralisation de l'immédiateté, excluant toute possibilité de projet d'avenir en rendant vain le temps long, et illusoire la perspective ; et enfin la délégitimation sans précédent des mots, les privant de leur propriété symbolique dans l'action collective. Surmonter ces trois obstacles passe par la reconstitution d'un écart symbolique entre le champ de l'expérience du quotidien et le tracé d'un nouvel horizon d'attente.
- 9 Reprenant la problématique de l'Etat sous l'angle de sa territorialisation, Badie relève que si le territoire semble être toujours plus un objet de passion (voir la Serbie, la Palestine, etc.), les ambiguïtés ne cessent de s'accumuler sur cette notion même. Pour éclairer ce paradoxe, il retrace la lente invention du principe de territorialité, et montre comment le concert des nations dérive de la médiation territoriale, histoire qui est intimement mêlée à la façon dont les sociétés occidentales se sont perçues, ont conçu et représenté leur espace. Bien loin d'être un « fait de nature », le territoire, comme apanage de l'Etat, nourrit toutes les catégories du droit international et, plus qu'un espace, il est un mode d'organisation. C'est dans cette perspective que le territoire se trouve dépassé, puisque la nouvelle scène qui se dessine est tantôt aterritoriale, tantôt soumise à des logiques territoriales contradictoires : réseaux et allégeances volatiles s'inscrivent dans plusieurs espaces et concurrencent le territoire, qui se révèle incapable de maîtriser tant l'identitarisme renaissant que les flux de l'économie mondiale.

- 10 C'est cette construction au rythme de l'Histoire, conjuguant intégrité territoriale et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui est aujourd'hui ébranlée. Les remises en cause prennent des formes variées : trop fermé pour satisfaire au développement des échanges pour les tenants du libéralisme, trop vaste et dépourvu de sens pour les partisans de la purification ethnique, trop contraignant pour les chantres de l'individualisme, l'ordre territorial est victime de la modernité et de la mobilisation des individus, du progrès des communications et du retour en force du particularisme. Trop global ou trop local, en quelque sorte !
- 11 Badie souligne que le territoire est ainsi de moins en moins le support d'une identité politique citoyenne et de plus en plus réclamé comme l'instrument d'une identité ethnique ou religieuse. Les exemples abondent tant au Proche-Orient que dans les Balkans et en Asie centrale. Désormais le nouveau désordre mondial, alliant complexité des réseaux et enchevêtrement des identités, semble échapper aux règles de la géographie politique. Mais si l'Etat identitaire devait se substituer à l'Etat-nation, sa viabilité serait loin d'être certaine puisqu'il sacrifierait un territoire dont la définition ne peut que rester floue et contestée.
- 12 En conclusion, l'auteur indique que la fin des médiations territoriales peut annoncer une mondialisation ratée et suggère, pour l'éviter, de réinvestir dans le respect de l'autre la dimension universaliste dont était autrefois porteur le principe de territorialité. Ce qui, après une remarquable analyse, semble un bien improbable remède.

Ethnicité, identité et Islam

- 13 Olivier Roy nous offre une autre perspective de l'identité et de ses aspects politiques. Dans le monde musulman, l'idéologie de l'Etat national est de plus en plus mise entre parenthèses, alors que deux phénomènes politiques spécifiques se sont développés : les *açabyya* (groupes de solidarité infra-étatique) et l'*oummah* (communauté intemporelle des croyants, supra-étatique). Le débat persiste sur le troisième terme : l'Etat. Dans ce cadre, comprendre l'émergence du courant néo-fondamentaliste implique de le comparer aux autres mouvements islamiques. Le fondamentalisme est centré sur le respect d'une culture et d'un code juridique (la *chariaa*), et vise donc l'individu, alors que l'islamisme politique est polarisé sur l'Etat, non pas en tant que concept, mais comme existant et seule « instance d'instauration du social » (p.82) possible. En revanche le néo-fondamentalisme est indifférent à l'Etat, il ne le vise pas, ce qui souligne sa compatibilité avec d'autres formes de rejet de l'Etat déjà évoquées.
- 14 Le ressort du fondamentalisme (comme du néo-fondamentalisme) est l'*oummah*, matrice universaliste englobant les codes culturels, juridiques et politiques. Cet horizon culturel commun fait qu'un musulman partage des codes de comportement et des références avec tous les autres musulmans, en dépit de différences culturelles très nettes, mais sans qu'une solidarité politique n'en découle nécessairement. La *chariaa*, discours et écrits normatifs des *oulémas*, constitue l'instrument universel de régulation sociale, même si elle s'inscrit dans les registres fort différents des cultures traditionnelles (perse, arabe ou indienne...) et du code ritualiste et prescriptif. Dégager le code juridique et ritualiste de tout contexte culturel constitue précisément la tentative néo-fondamentaliste, qui rompt ainsi avec le fondamentalisme des *oulémas*. Les fondamentalistes acceptent implicitement l'idée de culture (à cet égard l'exemple actuel des *talebans*, pachtounes afghans

revendiquant autant le code d'honneur pachtoun que celui de l'islam, est éloquent), alors que les néo-fondamentalistes expulsent la culture pour faire de la religion un code. C'est ainsi que, dans les milieux de l'émigration musulmane, les néo-fondamentalistes, en combattant les particularités culturelles, deviennent agents de déculturation et acteurs d'une re-communautarisation sur des bases strictement religieuses. Les jeunes issus de l'émigration n'ont plus que trois voies : l'assimilation, la constitution d'une identité ethnique à l'américaine ou le néo-fondamentalisme.

- 15 La reconstruction d'une *oummah* par les néo-fondamentalistes se fait à la périphérie du monde musulman, dans un espace qui échappe à tout Etat. La transnationalité est décisive dans cette élaboration, qui vise un être indifférent à la nationalité plus qu'un être déraciné, le réseau remplaçant le territoire. Cosmopolitisme, déterritorialisation, refus des cultures nationales, que reste-t-il alors comme fondement possible d'une communauté nouvelle, s'interroge Roy ? Communauté qui suppose un code identitaire, dans la logique de la *chariaa*. Code qui ne supporte ni la polysémie du langage ni l'ambiguïté culturelle, code binaire en somme, qui révèle paradoxalement une profonde compatibilité entre les discours néo-fondamentalistes et les formes modernes de communication, dématérialisées et d'où tout contenu culturel est expulsé. Paradoxe également qu'une *oummah* qui ne serait plus une communauté, mais une collection d'individus qui se structurent en réseaux transterritoriaux². Roy poursuit son analyse en suggérant que l'utilisation des signes religieux comme code d'identification renvoie à un phénomène d'ethnisation du religieux : l'islam serait alors la métaphore d'une nouvelle ethnicité. Arborer les signes de la religiosité (voile, barbe, etc.) prouverait son existence tout en occultant la perte d'identité et permettrait la recomposition d'une communauté imaginaire, virtuelle et, oserait-on ajouter, la construction d'une « identité en hypertexte » d'où l'Etat, comme le territoire, est non seulement absent mais dépassé.
- 16 En développant une problématique de l'ethnicité plus théorique que factuelle, ces *théories de l'ethnicité* peuvent prolonger la réflexion. Poutignat et Streiff-Fenart débutent par un large tour d'horizon des notions d'ethnicité et d'identité, font le point de la question tant dans la littérature anglo-saxonne que francophone, et proposent en annexe le texte fondateur de Barth. Ils insistent sur la différence de conception de l'ethnicité qui prévaut aux Etats-Unis et en France. Dans le premier cas, les communautés ethniques ont un statut officiel (celui de minorité), alors que la France ne connaît que l'intégration, dans la loi commune de l'Etat, à opposer au statut d'étranger. Pourrait-on suggérer néanmoins que la ghettoïsation en gestation de certaines banlieues françaises pourrait être liée à la revendication d'un Etat pluriculturel, celle-ci alimentant celle-là ?
- 17 Ensuite, les auteurs précisent leur concept d'ethnicité : il s'agit de « processus variables et jamais finis par lesquels les acteurs s'identifient et sont identifiés par les autres sur la base de dichotomisations Nous/Eux, établies à partir de traits culturels supposés donnés d'une origine commune et mis en relief dans les interactions sociales » (p. 154). De cette définition découlent les notions-clés de l'ethnicité : l'attribution catégorielle, la frontière, l'origine commune et la saillance. Le premier point envisage les processus par lesquels les acteurs s'identifient et sont identifiés par les autres, et prend en compte ce qui est subjectivement revendiqué et ce qui est socialement accordé. Pour le second on constate que ce sont ces *ethnic boundaries*, nécessairement fluides et jamais occlusives, qui définissent le groupe, plus qu'un contenu culturel. Confortation et manipulation de ces frontières produisent de l'identité, et impliquent des rapports de force tant à l'intérieur du groupe qu'entre celui-ci et l'autre, les autres. L'affirmation d'une nécessaire origine

commune, quant à elle, s'appuie sur une parenté fictive entre les membres. Orienté vers le passé (celui des ascendants), ce mode de recrutement diffère ainsi de celui prévalant pour les catégories sociales ou les groupes religieux, par exemple. Langue, territoire, religion sont souvent mobilisés pour renforcer le mythe de l'origine commune. Enfin, la saillance considère comment s'affirme l'identité ethnique, par des traits stratégiquement manipulés par les acteurs en fonction des stéréotypes disponibles dans la société.

- 18 L'ouvrage intéresse par la confrontation des positions sur le thème, même si l'on s'interroge parfois : l'ethnicité ne serait-elle pas l'affirmation, en termes politiques, de la culture ?

Metamorphose des cultures et globalisation des différences

- 19 Convoquer les différences culturelles est néanmoins un projet qui peut s'avérer aussi violent qu'intolérant. Se prévaloir des avatars sanglants de la purification ethnique pour renoncer à la notion de culture suppose une triple confusion, selon Perrot : la représentation de l'altérité culturelle, l'usage de ces représentations lié aux intérêts des acteurs sociaux, et les pratiques sociales liées aux présupposés culturels (p. 36). Entre l'usage dévoyé de la notion de différence qui aboutit à l'exacerbation raciste, et la logique universaliste néo-libérale qui méprise et tend à niveler les différences culturelles, la marge semble réduite pour repolitiser la culture. Cette démarche impliquerait des pratiques interculturelles ménageant une certaine autonomie aux sociétés pour leur permettre de « bricoler » collectivement leur culture selon les conditions historiques. Or, on constate un empressement ambigu à valoriser le fait que les sociétés du Sud changent, en suggérant qu'elles participent « à égalité » à notre histoire du développement. Ne serait-ce pas les enfermer dans « une logique de l'ouverture » qui brise les conditions de production d'une culture apte à répondre aux besoins de sa société ? Il n'en reste pas moins que l'homogénéisation et le métissage semblent occuper le devant de la scène, et ce sont deux termes qui nient la différence en tant qu'« écart significatif ». Et il est vrai que « le monde d'aujourd'hui est, globalement, moins diversifié et plus inégal » (p. 45) et que « les résultats du métissage resteront tributaires des rapports de force entre logiques différentes et refléteront toujours un état de la culture, sans jamais la définir une fois pour toute » (p. 48).
- 20 S'interrogeant sur la culture de masse mondiale, Hall en présente les caractéristiques. Ancrée en Occident, elle se fonde sur sa technologie, son histoire et son imaginaire, sa langue étant l'anglais international. Ensuite, elle opère une forme particulière d'homogénéisation, que dévoile la notion de contradiction chère aux marxistes : ce mouvement d'homogénéisation à l'échelle mondiale tire sa force des contradictions sociales et culturelles : il s'en nourrit et les crée. Mais, si l'objectif est bien la concentration de la culture et des autres formes de capitaux, l'homogénéisation ne cherche pas à être totale, puisque le capital sait très bien opérer à travers les partenaires locaux, sans les oblitérer. Ainsi, la mondialisation produit un marché global et des marchés segmentés qui s'interpénètrent pour cibler tous les groupes et jusqu'au moindre individu. C'est pourquoi l'analyse des contradictions de cette fin de siècle est la condition essentielle à la compréhension du double visage du post-modernisme. Pour l'auteur, qui tient à se démarquer des « ex-marxistes français en route vers le désert », le retour du

local en réaction à la globalisation peut déboucher sur une ethnicité, espace selon lui nécessaire pour qu'une formation sociale se mette à parler. Demeure le risque d'une identité locale piégée par le monde capitaliste, où les différences importent peu.

- 21 La question des différences est reprise dans la seconde contribution au volume, où Hall insiste sur la « différence ethnique » (s'appuyant sur le signifiant « différence » créé par Derrida pour ébranler les certitudes de pensée) comme processus labile dont on ne peut inférer une identité close et fixe. Mais le stable et le mouvant coexistent, et il faut tenir compte des deux. L'identité n'a donc plus guère à voir avec « le même », mais plus avec la complexité et la pluralité des appartenances, Hall rejoignant là les thèses développées par Poutignat et Streiff-Fenart. Il conclut en affirmant qu'une démocratie réelle s'incarne dans une société où les différences se transforment par leur articulation avec d'autres différences, alors que la mondialisation n'est que la représentation d'un particularisme.
- 22 A l'inverse, Neubert suggère que la démocratisation est, pour l'Afrique, l'expression de la globalisation. Pour lui, démocratiser l'Afrique ne signifie pas simplement importer le multipartisme. Il montre que le régionalisme régnant dans nombre de pays africains est appuyé par l'Etat lorsque ses ressources sont maigres. Ainsi, les relations clientélistes, qui forment le cadre de la sociabilité des Etats africains, renforcent la tendance du multipartisme à n'être que le masque d'un localisme patrimonial, et plus précisément d'unions forgées pour accéder au « gâteau national ». La carence du contrôle populaire des institutions laisse le champ libre au vainqueur pour s'approprier la totalité du gâteau, dont seules les miettes reviennent aux vaincus. Pour l'auteur, la démocratisation, perçue comme une nouvelle expression du processus de globalisation, ne saurait se faire par le transfert de la démocratie occidentale. Elle doit plutôt s'attacher à créer un cadre préalable qui comporterait notamment la garantie du respect des droits de l'homme comme de l'Etat de droit. Avant toute démocratisation, il s'agit de créer les conditions favorisant l'émergence d'une société civile dépassant l'ancrage local ou ethnique. Bref, d'encourager l'éclosion d'une vie associative multiforme et libre de l'obsession sécuritaire des pouvoirs africains. Sous certains aspects, les processus décrits par Neubert rejoignent ceux souvent à l'œuvre en Asie, où les incitations au raffermissement de la démocratie sont récuses parce qu'elles émanent d'une civilisation occidentale voulant mondialiser ses valeurs.

Les nouveaux conflits idéologiques

- 23 L'opposition entre civilisations est au centre de l'article de Huntington, dont la thèse peut se résumer ainsi : les conflits entre civilisations vont désormais remplacer les conflits idéologiques. La civilisation occidentale, qui avait assuré le triomphe de ses valeurs par sa puissance économique et militaire et à travers l'ONU et le FMI, va devoir affronter des conflits de plus en plus fréquents avec des civilisations modernes, mais non occidentales. Ainsi, l'opposition se situe entre l'Occident et le reste du monde qui ne partage pas les valeurs liées à l'individualisme, la démocratie, les droits de l'homme, le marché libre, la laïcité. Dans l'immédiat, le principal danger tient à la « connexion islamo-confucéenne » qui s'est lancée dans une course aux armements et menace directement les intérêts de l'Occident. Pour prévenir cet affrontement, il faut renforcer la cohésion occidentale et poursuivre l'effort militaire, exploiter les conflits potentiels entre Etats confucéens et musulmans, ne pas leur vendre d'armes et renforcer les institutions internationales qui défendent les valeurs occidentales.

- 24 Il s'agit là d'une interprétation géopolitique du monde élaborée pour promouvoir l'effort militaro-industriel des Etats-Unis malgré la fin de l'Empire soviétique ; les liens de l'auteur avec la Trilatérale et les milieux de droite sont en effet avérés. Chaque auteur est libre de ses choix politiques, mais cet article repose sur des erreurs et des présupposés qui ne relèvent pas de la simple opinion. Qu'il suffise ici d'en mentionner les principaux.
- 25 D'abord il définit une civilisation comme « la forme la plus élevée de regroupement par la culture et le facteur d'identité culturelle le plus large qui caractérisent le genre humain », et en identifie sept ou huit « à savoir les civilisations occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindouiste, slave-orthodoxe, latino-américaine et, peut-être, africaine » (p. 239). Passons sur ce probable mépris pour des « peuples noirs, païens, animistes » (p. 243) ne méritant pas le label de « vraie civilisation », pour remarquer que les critères de Huntington sont discutables car non homogènes, puisqu'ils relèvent soit de la géographie, soit de la religion, soit de phénomènes « linguistico-religieux ».
- 26 Ensuite, Huntington semble n'accorder qu'une valeur modeste aux processus économiques. Il affirme que « l'économie se régionalise progressivement » (p. 241) en ne prenant en compte que les flux commerciaux, alors qu'on sait que les flux financiers, bien plus importants, s'internationalisent au contraire. Les investissements directs des multinationales ne respectent guère les frontières entre civilisations³. Et si l'éventualité d'un conflit militaire constitue l'enjeu fondamental du propos, pourquoi ne pas tenir compte du trafic d'armes, qui ne se soucie guère des valeurs des destinataires ? Par exemple, qui soutient les *talebans* d'Afghanistan ?
- 27 Enfin l'auteur affirme que- « l'appartenance commune à une civilisation réduit la probabilité d'explosions de violence dans des situations où, sans cette appartenance, elles pourraient se produire » (p. 246), en s'appuyant sur le cas de l'ex-Yougoslavie, mais oublie les guerres Iran-Irak ou le conflit sahraoui (où les protagonistes relèvent de la civilisation islamique) et ignore superbement les conflits africains, où ce sont les plus proches voisins qui se massacrent.
- 28 Passons sur « l'hyperculturalisme » de Huntington, où les civilisations sont des ensembles déterminants de la politique mondiale, mais n'oublions pas qu'une civilisation peut être composée par « une très petite population, comme celle des Antilles anglophones » (p. 238) !
- 29 Pour conclure sur cet article, on s'étonne que la « théorie » de Huntington ait suscité un tel émoi, tant ses bases sont fragiles et ses simplifications outrancières. Le seul intérêt que l'on puisse prendre au « phénomène Huntington », c'est qu'il montre l'importance des représentations dans ce qu'il faut bien appeler une forme de « politique-fiction ».

Éthique et espaces postmodernes

- 30 A cette politique fiction, Morin oppose une utopie qui paraît s'inscrire dans la mouvance *new age*. Après avoir passé en revue les problèmes de notre fin de siècle (l'économie, la démographie, le développement, l'écologie) en soulignant qu'ils concernent désormais toute la planète, il aborde ce qu'il nomme des problèmes de deuxième évidence. C'est d'abord le double processus antagoniste qui, durant ce siècle, a créé et morcelé un tissu planétaire unique ; ensuite la crise du futur, qu'il explique par le fait que nous sommes dans la préhistoire de l'esprit humain ; enfin le développement, qu'il comprend d'une part comme mythe global, par lequel les sociétés atteignent au bien-être et dispensent

aux individus le maximum de bonheur, et d'autre part comme conception, selon laquelle la croissance économique est suffisante. Mais ce développement mondial amène non seulement des inégalités croissantes, l'épuisement des sols et la dégradation du climat, la désintégration des cultures archaïques comme des solidarités locales et le développement aveugle de la techno-science, mais dénie aussi la compétence démocratique des citoyens au profit des experts. L'extension de la logique de la machine artificielle dans tous les domaines de la vie humaine amène au règne de la pensée mécanique et parcellaire, incapable de relever le défi des problèmes planétaires. D'où l'urgence de prendre conscience tant de nos racines terriennes que de notre destin planétaire au travers de ces finalités que sont la survie de l'humanité et la poursuite de l'humanisation, qui passent par une nouvelle naissance de l'homme, puisque pour Morin « le sous-développement mental, psychique, affectif, humain y compris des développés, est le problème clé de l'humanisation » (p. 125). L'avènement d'une communauté planétaire passe par des impératifs éthiques (qui doivent notamment contrôler l'économie) et par la restauration de la relation entre passé, présent et futur. Si, sur ces derniers points, Morin rejoint d'autres auteurs, il s'en écarte en revanche lorsqu'il prône la méditation, la pacification intérieure associée à l'exploration cosmique, cette double vocation communiquant avec un au-delà, « pour se découvrir devant le vrai infini qui est innommable et inconcevable » (p. 212). Il nous faudrait devenir cosmopolite au sens littéral : fils de la terre notre mère-patrie et citoyen du monde, accomplissant enfin le projet de l'unité et de la diversité humaine dans la Terre-système, la Terre Gaïa, la biosphère. L'outil suggéré de cette utopie, qu'il affirme par ailleurs réaliste, est « une politique de la responsabilité planétaire, politique multidimensionnelle mais non totalitaire. Le développement des êtres humains, de leurs relations mutuelles, de l'être sociétal, constitue le propos même de la politique de l'homme dans le monde, qui appelle la poursuite de l'humanisation » (p. 165-166). Politique qui impliquerait de soigner la terre malade plutôt que de la dominer et d'élaborer la corégulation de la biosphère terrestre pour être non plus le pilote, mais le copilote de Terre-patrie (p. 214). Tâche immense et bien incertaine.

- 31 C'est à une tâche d'un autre type que nous convie Marc Augé, qui s'interroge sur la surmodernité, en avançant l'hypothèse que la surmodernité est productrice de non-lieux, soit d'espaces qui ne sont pas des lieux au sens anthropologique et qui, contrairement à la modernité, n'intègrent pas les lieux anciens (p. 100). C'est dans ce cadre qu'il porte son attention sur le temps, l'espace et l'individu. D'emblée il constate que beaucoup « éprouvent de grandes difficultés à faire du temps un principe d'intelligibilité mais, plus encore, à y inscrire un principe d'identité » (p. 37). Et si l'histoire s'accélère, c'est qu'elle est surabondante en événements, ces derniers se constituant en tant que tels par un « surinvestissement de sens ». Ce qui serait nouveau, ce n'est pas que le monde n'ait pas ou moins de sens, c'est que nous éprouvions explicitement et intensément le besoin constant de lui en donner un : de donner du sens *au monde*, et non plus à tel village ou à tel lignage. Ce besoin de sens, rançon de la surabondance, correspond à une situation de surmodernité, dont la modalité essentielle serait ainsi l'excès.
- 32 Excès d'événements, mais aussi excès d'espace, paradoxalement corrélatif du rétrécissement de la planète. L'espace de cette dernière est bien minuscule en regard de celui parcouru par les cosmonautes, qui cependant l'élargissent par la conquête spatiale. Ce changement d'échelle vaut également sur terre, par la rapidité des transports mais aussi par la possibilité de vision instantanée et simultanée d'un événement où qu'il se produise. On pressent d'ailleurs les effets pervers de la manipulation de ces images et du

mélange de l'information, de la publicité et de la fiction, pour autant ajouterait-on, que la séparation de ces trois champs soit encore pertinente. Cette surabondance spatiale du présent complique l'intelligence de l'espace et aboutit à la multiplication de ce que Marc Augé nomme les « non-lieux » : ce sont les installations et les moyens nécessaires à la circulation accélérée des personnes et des biens, tels les aéroports, les voies rapides, les réseaux câblés, les trains et les centres commerciaux, mais aussi les camps de réfugiés (p. 48). Ces non-lieux se définissent aussi par des mots, ou des textes, qui parfois les suscitent ; un « mode d'emploi » qui crée les conditions de circulation dans des espaces où les individus sont censés n'interagir qu'avec des textes, ces « messages » qui font partie du paysage contemporain. Et, avertit l'auteur, les mots à la mode sont ceux des non-lieux, tout comme le *basic english* se constitue en vocabulaire d'audience universelle. Ainsi « l'espace du non-lieu ne crée ni identité singulière, ni relation, mais solitude et similitude » (p. 130) puisque, dans leur fréquentation, il suffit d'une affiche ou d'un écran pour créer la médiation entre individus. Comme l'expérience du non-lieu est une composante essentielle de notre existence sociale, l'analyse ne peut plus faire l'économie de l'individu, pour lequel Marc Augé envisage, malgré l'apparente contradiction des termes, une ethnologie de la solitude, dont on pourrait suggérer qu'elle constitue l'ultime figure de l'excès, régissant les avatars de la surmodernité, et peut-être emblématique du cybermonde.

- 33 Ce cybermonde, dont Virilio craint qu'il ne soit justiciable de la politique du pire, donne son titre au recueil qui reprend sous forme d'entretiens les thèmes développés par cet auteur dans ses précédents ouvrages. Virilio y déploie en particulier une réflexion originale et multiforme sur le temps et la vitesse, sur la ville mondiale virtuelle, traduction unique et globale des codes médiatisés par la communication instantanée.
- 34 L'histoire vient de heurter un mur : en dépassant la vitesse de libération (qui permet la mise en orbite) nous butons sur le temps réel ; désormais l'histoire a atteint sa vitesse limite, l'accélération n'est plus possible. Cette perte de l'histoire ne signifie certes pas sa fin, mais que l'immédiateté du présent l'emporte sur le passé et le futur. Cet avènement d'un temps mondial unique désintègre les temps locaux, amputant le temps de son volume comme de sa profondeur de sens. Et, derrière cette mondialisation, Virilio voit le « grand renfermement » qui n'est plus, comme pour Foucault, l'interdit de la prison, mais l'enfermement dans la rapidité et l'inanité de tous déplacements, de tous trajets. Ceux-ci, comme le temps, ont trois dimensions (départ, voyage, arrivée), que l'hyperconcentration du temps réel annihile. Comme on sait que la perspective, tout comme l'intervalle, sont manières d'organiser le monde, notre vision du monde n'est plus objective, mais téléobjective car elle écrase les plans lointains et les plans rapprochés. De même, dans notre rapport au monde se télescopent le lointain et le prochain. Tout comme le temps mondial (le temps réel) liquide les temps locaux, la « perspective en temps réel » se substitue à celle de l'espace réel, qui permettait de se situer « par rapport à celui qui est à côté de moi, celui qui me touche au sens physique et pas au sens des capteurs » (p. 83). Ce constat amène l'auteur à penser qu'être plus proche – même virtuellement – de qui se tient au loin que de celui qui se situe à proximité immédiate suscite un phénomène de dissolution politique de l'espèce humaine. La pluralité tant des visions du monde que des rapports au temps serait ainsi un des problèmes politiques majeurs de cette fin de siècle. Si l'intervalle classique cède la place à l'interface, la politique se déplace à son tour dans le seul *temps présent*. La question n'est alors plus celle du global par rapport au local, ou du transnational par rapport au national, mais de cette commutation temporelle par laquelle

disparaît l'étendue du territoire politique et se dissout sa durée au seul bénéfice d'un instant réel, sur lequel nul n'a prise. Mais cette tyrannie du temps réel ne serait guère éloignée de la tyrannie classique, puisqu'elle tend de même à substituer une activité-réflexe à la réflexion du citoyen : car la démocratie c'est (aussi) l'attente d'une décision prise collectivement ; elle est solidaire, non pas solitaire.

- 35 Symbole de la démocratie, la ville héritée de la Grèce antique a toujours été, du moins en Occident, un dispositif théâtral, un espace commun, public. Or, la télévision remplace cet espace public par l'image publique, qui n'est plus dans la cité, mais « dans la « télé-città », ville virtuelle déjà dans laquelle on prétend cohabiter parce qu'on regarde le « 20 heures » ensemble » (p. 45). Ainsi, la ville réelle devient inutile, voire superflue, et disparaît au profit de l'espace virtuel, manipulable à merci. Virilio affirme que la promotion d'Internet ou des autoroutes électroniques vise à « urbaniser le temps réel » au moment où l'on désurbanise l'espace réel puisque, par les autoroutes de l'information, on peut être n'importe où (sur son yacht au milieu du Pacifique, par exemple) et dans le centre de la ville mondiale tout à la fois, ici et ailleurs simultanément. Dans ce jeu, le centre n'est plus le centre urbain, mais la somme de toutes les villes qui, par la technologie, sont parvenues à se qualifier comme partie du réseau mondial, de la *Global City*, méta-cité virtuelle qui n'existe que par ce même réseau mondial. Ville qui est partout et nulle part, chacune des villes-monde étant un quartier de cette hyperville, de cette « omnipolis » enfantée par la bulle virtuelle de l'économie.

Le virtuel dans tous ses états

- 36 Pour cette méta-cité virtuelle, l'auteur craint « l'accident des accidents », thème qu'il développe dans *La vitesse de libération*. Puisque « la question de l'accident s'est maintenant déplacée de l'espace de la matière au temps de la lumière, l'accident c'est d'abord *l'accident de transfert* de la vitesse limite des ondes électromagnétiques... » (p. 30). Chaque technologie véhicule sa propre négativité, innovée dans le même temps que le progrès technique : inventer le navire, c'est inventer le naufrage. Et la révolution des transmissions – dont est issu Internet – provoquerait des accidents immatériels infiniment moins perçus, à l'exception du chômage. La dimension de l'accident a donc changé, nous serions face à l'émergence d'un accident « inouï » à proprement parler. Si les accidents étaient locaux (le Titanic a coulé à un endroit, mais le train a déraillé dans un autre), ce ne sera désormais plus le cas puisqu'au travers de l'interactivité et des réseaux mondialisés existe la possibilité d'un accident qui atteindrait, sinon toute la planète, à tout le moins toutes les personnes impliquées par les télétechnologies. Face à cette perspective, Virilio affirme que le salut nous viendra de l'écriture et du langage, car il constate que l'on échange des gestes peut-être (et encore, on les transmet plutôt par écran interposé), mais de moins en moins de paroles. En cela, il rejoint Laidi dans son exigence à restituer aux mots leur propriété symbolique.
- 37 Un autre regard sur les télétechnologies nous est offert par l'ouvrage de Philippe Quéau, qui ne se borne pas à expliquer les prodiges qu'on est en droit d'attendre des techniques du virtuel. Son intérêt réside principalement dans l'oscillation calculée et argumentée entre la présentation des promesses et celle des périls que comportent la technologie du virtuel et ses applications. Pour qui est peu versé dans le sujet ou lassé des positions manichéennes des « pour » et des « contre », ce petit livre vient à point nommé.

- 38 Les images de synthèse, qui forment la « matière première » du virtuel, sont à considérer non comme une simple nouveauté de plus mais comme une révolution qui bouleversera les méthodes de représentation, le rapport au corps et les habitudes de visualisation. L'image accède au statut de « lieu » dans lequel l'utilisateur pourra se déplacer et jouir d'une « hybridation entre le corps et l'image, c'est-à-dire entre la sensation physique réelle et la représentation virtuelle » (p. 33-34). L'avènement du virtuel clôt l'époque où l'on pouvait regarder de manière naïve. Il est urgent, avertit Quéau, de développer une nouvelle conscience, car plus on est immergé dans l'image, plus s'accroît le risque qu'on perde la notion de distance et qu'on s'abandonne aux pseudo-évidences des sensations. C'est le danger, souvent mentionné, de la crédibilité accordée aux simulacres, comme s'ils étaient réels. Malgré les mises en garde, l'auteur prévient que « la généralisation des représentations virtuelles et synthétiques ne pourra pas ne pas virtualiser le monde, et nous rendre nous-mêmes plus ou moins virtuels, du même coup » (p. 39).
- 39 L'aspect positif réside paradoxalement dans ce danger, qui obligera à relativiser, si ce n'est à récuser, les apparences. De plus, on pourra améliorer la coopération concrète entre humains, en « objectivant symboliquement » des points de vue divergents. Il ne s'agit pas de remplacer le réel par le virtuel, mais de mieux le comprendre : les mondes virtuels font émerger des réalités composites, « mi-réel, mi-néant », avec lesquelles nous devons apprendre à vivre. Le danger le plus grave n'est ni le mensonge, ni la schizophrénie, ni la déréalisation, mais l'oubli de l'idée de vérité au contact, non pas de l'erreur, mais de l'illusion.

Télétechnologies et avenir de la mondialisation

- 40 Cette crainte de l'illusion ne semble guère préoccuper les rédacteurs des *Recommandations au Conseil européen* en matière de télétechnologies. Ces lignes directrices en forme de manifeste à la gloire de la libre entreprise sont particulièrement éloquentes des enjeux essentiellement économiques résidant dans l'immatérialité des autoroutes de l'information. Qu'on en juge.
- 41 D'emblée ce rapport « invite instamment l'Union européenne à faire confiance aux mécanismes de marché pour nous faire entrer dans l'ère de l'information. [Il faut] supprimer les rigidités, encourager l'esprit d'entreprise pour dynamiser l'économie » (p. 3). Cette société de l'information est « une nouvelle manière de vivre et de travailler ensemble » (p. 4) dont on attend qu'elle nous apporte « une société européenne plus humaine offrant une qualité de vie bien meilleure et un choix plus large de services et de divertissements » (p. 5). C'est donc une « révolution poussée par le marché » qui est proposée, impliquant évidemment de rompre avec le passé⁴ et de supprimer les monopoles. Mais cette concurrence qu'on appelle à grands cris ne saurait présenter de risques pour les investisseurs, qui « doivent être assurés d'une bonne rentabilité de leurs investissements ». Un dilemme ? Pas du tout ! Il suffit « d'encourager la coopération entre concurrents » (ça ne s'appelle donc plus accord monopolistique), et d'exiger des administrations publiques (locales, urbaines et régionales) qu'elles utilisent et rémunèrent ces services privés (pp. 15 et 24). Comme deux précautions valent mieux qu'une pour assurer le retour sur investissements, on précise qu'il faut pouvoir vendre, acheter et faire des alliances d'entreprises de communication au niveau mondial.

- 42 Le document poursuit avec la liste des applications prioritaires prévues qui « doivent en outre contribuer à la réalisation de certains objectifs macro-économiques » (p. 24).
- 43 Ainsi le télétravail devrait créer davantage d'emplois, et profiter notamment aux « personnes habitant des régions éloignées, l'abolition des distances favorisant la cohésion » (p. 2). Si l'objectif est un réseau mondial, de quelles régions éloignées, et éloignées de quoi, parlons-nous ? Sans s'appesantir sur le « technocentrisme » que cette perspective révèle, rappelons simplement que Manhattan possède plus de lignes téléphoniques que toute l'Afrique noire, et que deux milliards de personnes n'ont pas l'électricité⁵. L'enseignement à distance est également prévu, et il ne fait aucun doute, pour les auteurs des *Recommandations*, que cette « abolition des distances » favorisera la démarche pédagogique ! Le réseau entre les universités et les centres de recherche, tout comme les services télématiques pour les PME, doivent leur assurer une meilleure productivité (dont on n'a pas vraiment constaté l'effet positif en matière d'emplois). La gestion du trafic routier et le contrôle de la navigation aérienne amélioreront qualité de vie et sécurité, alors que la mise en œuvre de réseaux de santé permettra de créer un secteur santé à l'échelle européenne, ce qui devrait en augmenter la rentabilité, et permettre d'améliorer les soins, notamment par une gestion performante de l'offre et de la demande d'organes et la possibilité d'accès en ligne des spécialistes. Enfin l'informatisation des appels d'offres publiques doit permettre de constituer cette masse critique des services télématiques indispensable à la rentabilisation des investissements privés. Inutile de dire que toutes les administrations publiques européennes devront obligatoirement y souscrire, mais elles en tireront profit puisqu'elles vont économiser du papier (p. 28)... Les mêmes raisons font espérer un réseau transeuropéen des administrations publiques, qui devra en outre faciliter les relations entre administrations et Européens. Enfin, les autoroutes d'informations urbaines porteront la société d'information chez les particuliers, qui pourront consommer du loisir télévisuel payant à la carte, apprendre, se soigner, acheter, et bien sûr travailler. On l'a compris, « le financement de la société de l'information incombe au secteur privé... les aides publiques seront superflues ». Il n'empêche que, quelques lignes plus loin, on précise néanmoins que « les investissements publics seront nécessaires... sous forme de redistribution des ressources actuelles » et les auteurs recommandent « de réorienter les aides publiques actuelles vers les exigences de la société de l'information » (p. 30).
- 44 Il est vrai que l'enjeu commercial que représente « le réseau des réseaux » est immense et que, contrairement à ce que disent les marchands, la communication en soi ne représente pas un progrès social. Bien au-delà de l'accès à l'information, l'enjeu majeur est la production des données comme la maîtrise des contenus. De cela les rédacteurs des *Recommandations* ne disent rien, le but affiché étant de créer de nouveaux marchés en Europe et de participer le plus fructueusement possible à la mondialisation, qu'elle soit communicationnelle ou financière, des services ou des techniques ; bref d'entrer dans la *global marketplace*, comme la nomme Mattelart.
- 45 De la « mondialisation de l'économie », l'ouvrage de Jacques Adda présente de façon claire et synthétique les grands thèmes, conformément aux objectifs de la collection qui l'accueille. Sont ainsi étudiés : l'origine et l'histoire de cette mondialisation et sa structuration progressive selon les « logiques » commerciale, productive et financière ; les formes de diffusion récentes du mode de production capitaliste, à travers les flux de capitaux et les stratégies d'industrialisation ; la configuration nouvelle des relations Nord-Sud qui en résulte avec la persistance du sous-développement et le renforcement du

caractère hiérarchisé de l'économie mondiale ; enfin les difficultés de l'apprentissage de l'interdépendance, la formation de nouveaux cadres de régulation (par la coordination de certaines politiques économiques, l'émergence de nouveaux ensembles régionaux, le renforcement des institutions multilatérales), et les grands conflits actuels du libre-échange, de l'emploi, et de la régulation monétaire et financière.

- 46 Ces thèmes répondent davantage à un souci pédagogique qu'à une ambition d'originalité ; la pondération des différents éléments est parfois discutable, et il est peut-être dommage que l'accroissement considérable des inégalités qui résulte de ce processus de mondialisation n'ait pas été souligné davantage. Mais l'intérêt de ce travail réside d'abord dans la perspective historique proposée : ses cinquante premières pages offrent une synthèse passionnante des ouvrages de base sur la question (tels ceux de Braudel, Wallerstein et Polanyi). Ce texte met remarquablement en valeur le caractère spécifique de l'histoire européenne depuis le Moyen Age, notamment par le rôle du commerce au long cours, la dispersion du pouvoir politique et l'autonomie des villes, l'alliance obligée des Etats et des marchands, les origines du mercantilisme et du libéralisme, et enfin la formation d'une économie mondiale hiérarchisée au profit de l'Europe. Dans cette perspective, les processus actuels apparaissent comme « la revanche des marchés » après la période exceptionnelle du keynésianisme. Il n'est pas sûr que celle-ci permette de répondre aux questions de l'avenir.
- 47 Un avenir que menacerait « une logique d'oppression » comme Ramonet titre son éditorial consacré à la situation de l'Europe face aux processus de mondialisation, rejoignant en cela tant Badie que Laidi, Virilio ou Morin. Il souligne qu'au cours de ces quinze dernières années n'a été proposée, « en guise d'avenir radieux, qu'une seule consigne puisée dans la terminologie darwinienne chère aux ultralibéraux : « s'adapter », c'est à dire, renoncer, abdiquer, se soumettre ». Se soumettre, c'est accepter que « l'état naturel de la société, c'est le marché », bref, la compétition mondialisée. Et de cela, affirme-t-il, les gens ne veulent plus, et n'acceptent pas un retour à « l'ordre social abominable décrit par Dickens et Zola ». Si « l'événement majeur de la fin du siècle est la paupérisation de l'Europe occidentale », ce n'est peut-être pas seulement en termes économiques que cette occurrence prend sa pleine signification, mais aussi par l'épuisement du politique et le déficit démocratique, la perte de sens et le renforcement des inégalités. Une paupérisation qui signifierait aussi le rapatriement au cœur du monde occidental de distorsions qui, jusqu'alors, l'articulaient au reste du monde, et, en corollaire, la mondialisation des inégalités. Une mondialisation à rebours, en quelque sorte, qui pourrait faire se lever les citoyens de la Terre pour rappeler aux élites qu'ils préfèrent le désordre à l'injustice.

BIBLIOGRAPHIE

Zaki Laidi, *Un monde privé de sens*, Fayard, Paris, 1995

Bertrand Badie, *La fin des territoires*, Fayard, Paris, 1995

- Olivier Roy, « Le néo-fondamentalisme islamique ou l'imaginaire de l'oumma » *Esprit*, avril 1996
- Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, PUF, Paris, 1995
- Marie-Dominique Perrot, « A propos du culturalisme, du super-flou au superflu ? » *La culture otage du développement ?* (Gilbert Rist, dir.) L'Harmattan, Paris, 1994
- Stuart Hall, « The Local and the Global: Globalisation and Ethnicity » et « Old and New Identities, Old and New Ethnicities » *Culture, Globalization and the World System* (Anthony D. King, ed.) Macmillan Education Ltd London, 1991
- Dieter Neubert, « Westliche politische Ideen und deren Verwirklichung in Afrika.
- Dieter Neubert, *Demokratisierung und Menschenrechte in Kenia und Ruanda* » *Peripherie*, Münster, 1996
- Samuel P. Huntington, « Le choc des civilisations » *Commentaire*, n° 66, été 1994
- Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern, *Terre-patrie*, Le Seuil, Paris, 1993
- Marc Augé, *Non-lieux*, Le Seuil, Paris, 1992
- Paul Virilio, *Cybermonde, la politique du pire*, Textuel, Paris, 1996
- Paul Virilio, *La vitesse de libération*, Galilée, Paris, 1995
- Philippe Quéau, *Le virtuel : vertus et vertiges*, Ed. Champ Vallon Seyssel, 1993
- L'Europe et la société d'information planétaire - Recommandations au Conseil européen*, Bruxelles, mai 1994
- Internet entre l'extase et l'effroi* coll. Manière de voir Le Monde diplomatique hors série, octobre 1996
- Jacques Adda, *La mondialisation de l'économie*, coll. Repères La Découverte, Paris, 1996
- Scénarios de la mondialisation*, coll. Manière de voir Le Monde diplomatique n° 32, novembre 1996

NOTES

1. Mais reste-t-il des métiers, ou seulement des emplois, peu définis et mouvants sur l'échelle sociale ?
2. Réseaux qui, pour fonctionner, s'articulent tout naturellement avec d'autres réseaux partageant leurs caractéristiques, soit ceux du *business*, du *trabendo*, de la drogue, de la banque ou de l'import export.
3. Les exemples ne manquent pas : *quid* des investissements occidentaux au Proche-Orient, de ceux, « confucéens », de Corée du Sud en Europe... ?
4. Il est pour le moins cocasse de retrouver dans ce contexte une nouvelle variante du vieil axiome gauchiste « du passé faisons table rase » !
5. voir *Internet, entre l'extase et l'effroi*, Le Monde diplomatique, coll. Manière de voir, hors série, oct. 1996, p. 7.

AUTEUR

ARLETTE ZIEGLER

Genève

Bibliographie

Ouvrages et articles

- ADDA J., 1996, *La mondialisation de l'économie*, t. I, coll. Repères, La Découverte, Paris.
- ANTOINE S. et al, 1994, *La planète Terre entre nos mains : guide pour la mise en œuvre des engagements du Sommet planète Terre*, La Documentation française, Paris.
- ARENDT H., 1984 [1951], *L'Impérialisme*, coll. Points politiques, Le Seuil, Paris.
- Aspects scientifiques du changement climatique*, 1990, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Rapport rédigé pour le GIEC par le Groupe de travail I, Genève, OMM, PNUE.
- ATTALI J., 1996, *Chemins de sagesse. Traité du labyrinthe*, Fayard Paris.
- ATTALI J., 1995, *Verbatim 3*, Fayard Paris.
- AUGÉ M., 1994, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, coll. Critique, Aubier, Paris.
- AUGÉ M., 1992, *Non-Lieux, Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, coll. La Librairie du XX^e siècle, Le Seuil, Paris.
- AYRES R.U., SIMONIS U.E., 1994, *Industrial Metabolism : Restructuring for Sustainable Development*, United Nations University Press, Tokyo.
- BADIE b., 1996, « Entre mondialisation et particularismes », *Sciences humaines*, n° 61, mai, pp. 22-25.
- BADIE b., 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, coll. l'Espace du politique, Fayard, Paris.
- BARRÈRE M., 1992, *Terre : patrimoine commun. La science au service de l'environnement et du développement*, Association Descartes, La Découverte, Paris.
- BAUDRILLARD J., 1978, « La précession des simulacres », *Traverses*, n° 10, pp. 3-37.
- BAYART J.-F. (dir.), 1994, *La réinvention du capitalisme. Les trajectoires du politique*, t. 1, Karthala, Paris.
- BAZENGUISSA R., MAC GAFFEY J., 1995, « Vivre et briller à Paris. Des jeunes Congolais et Zaïrois en marge de la légalité économique », *Politique africaine*, n° 57, mars, pp. 124-133.
- BÉJI H., 1982, *Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Cahiers libres, n° 368, Maspero, Paris.
- BENOIST J.-M., 1977, « Facettes de l'identité », *L'identité* (Lévi-Strauss C, dir), coll. Figures, Grasset, Paris, pp. 13-24.

- BENVENISTE E., 1969, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, vol. 1 : Economie, parenté, société, Editions de Minuit, Paris.
- BIGO D., 1996, *Police en réseaux, L'expérience européenne*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- BIGO D., 1996, « L'archipel des polices », *Le Monde diplomatique*, octobre.
- BOURDIEU P., 1979, *La distinction, Critique sociale du jugement*, Editions de Minuit, Paris.
- BREDELOUP S., 1996, « Les Sénégalais de Côte d'Ivoire face aux redéfinitions de l'ivoirité », *Studi Emigrazione*, XXXIII, n° 121, pp. 2-24.
- BREDELOUP S. (coord.), 1995, *Dynamiques migratoires et recompositions sociales en Afrique de l'Ouest*, coll. Mondes en développement, t. 23, n° 91.
- BREDELOUP S., 1995, « Sénégalais en Côte d'Ivoire, Sénégalais de Côte d'Ivoire », *Mondes en développement*, t. 23, n° 91, pp. 13-29.
- BREDELOUP S., ROBIN N. (coord.), 1992, *Migrants d'Afrique de l'Ouest*, coll. Hommes et migrations, n° 1160, décembre.
- BRÉHIER T., 1996, « Les Français critiquent l'action du pouvoir dans l'affaire des sans-papiers », *Le Monde*, 27 août.
- BRESSAND A., DISTLER C., 1996, *La planète relationnelle*, Flammarion, Paris.
- BROWN L.R. et al., 1992, *Le défi planétaire : pour une économie mondiale, écologique et durable*, Sang de la terre, Paris.
- BRUTSCH Y., 1996, « L'UDC contre l'immigration clandestine - Une initiative inutile et vexatoire », *Vivre ensemble*, n° 59, septembre, pp. 4-5.
- BUNYARD P., 1996, *Gaia in Action: Science of the Living Earth*, Floris Books, Edinburgh.
- CASTENET H., 1996, *Le regard à la lettre*, Anthropos-Economica, Paris.
- CHARBY Y. et ROBIN N. (coord.), 1994, *Migrations africaines*, coll. Revue européenne des migrations internationales, CERPA, CERPOD et ORSTOM, vol. 10, n° 3.
- CHRETIEN J.-P., 1995, *Rwanda. Les médias du génocide*, Karthala, Paris.
- CHRETIEN J.-R., 1985, « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », *Au cœur de l'ethnie* (Amselle J.-L. et M'Bokolo E., dir.), La Découverte, Paris, pp. 129-165.
- CLARK W.C et MUNN R.E., 1986, *Sustainable Development of the Biosphere*, Cambridge University Press, Laxenburg, IIASA, Cambridge.
- Climate Change 1995: The Science of Climate Change*, 1996, Intergovernmental Panel on Climate Change, Contribution of Working Group I, Cambridge University Press, Cambridge.
- Climate Change 1995: Impacts, Adaptations and Mitigation of Climate Change: Scientific-Technical Analyses*, 1996, Intergovernmental Panel on Climate Change, Contribution of Working Group II, Cambridge University Press, Cambridge.
- Climate Change 1995: Economic and Social Dimensions of Climate Change*, 1996, Intergovernmental Panel on Climate Change, Contribution of Working Group III, Cambridge University Press, Cambridge.
- COHEN J.E., 1995, *How Many People Can the Earth Support?*, Norton, New York.
- CORSON W.H., 1990, *The Global Ecology Handbook*, Beacon Press, Boston.
- CRETTAZ B., 1993, *La beauté du reste*, Zoé, Genève.
- DALLA BERNARDINA S., 1996, *L'utopie de la nature : chasseurs, écologistes et touristes*, Editions Imago, Paris.

- DALY H.E., COBB J.B., 1994 [1989], *For the Common Good: Redirecting the Economy toward Community, the Environment, and the Sustainable Future*, Beacon Press, Boston (2^e éd. mise à jour et augmentée).
- DECORNOY J., 1996, « Une humanité sans domicile fixe », *Le Monde diplomatique*, février.
- Deuxième Rapport d'évaluation du GIEC. *Changements climatiques 1995, 1996*, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève, OMM, PNUE.
- DOOGE J.C.I. et al., 1992, *An Agenda of Science for Environment and Development into the 21st Century*, Cambridge University Press, Cambridge.
- DURAND M.-E., 1994, « Entre territoires et réseaux », *Le défi migratoire, Questions de relations internationales* (Badie B. et Withol de Wenden C, dir.), Presses de la FNSP, Paris, pp. 141-157.
- EBIN V., 1992, « A la recherche de nouveaux « poissons » – Stratégies commerciales mourides par temps de crise », *Politique africaine*, n° 45, mai, pp. 86-99.
- EBIN V., LAKE R., 1992, « Camelots à New York : les pionniers de l'immigration sénégalaise », *Hommes et Migrations*, n° 1160, décembre, pp. 32-37.
- ENRIQUEZ E., 1993, « Tolérance à l'altérité et problèmes de la démocratie dans la construction de la CE », *Les deux sources de l'exclusion : économisme et replis identitaires* (Mappa S., dir.), Karthala, Paris, pp. 59-83.
- ENRIQUEZ E., 1992, « L'identification comme processus d'intégration/exclusion », *L'Europe des Douze et les autres, Intégration ou auto-exclusion ?* (Mappa S., dir.), Karthala, Paris, pp. 65-99.
- ENRIQUEZ E., 1990, « Chemins vers l'autre, chemins vers soi », *Ambitions et illusions de la coopération Nord-Sud : Lomé IV* (Mappa S., dir.), L'Harmattan, Paris, pp. 206-234.
- ENZENSBERGER M.H., 1994, *La grande migration suivi de Vues sur la guerre civile*, Gallimard Paris.
- « Europe and the Global Information Society, Recommendations to the European Council », 1994, Cordis Focus, Supplement 2, 15 July (version française : *L'Europe et la société d'information planétaire, Recommandations au Conseil européen*, Bruxelles, mai 1994).
- FERGUSON H.L., 1988, *The Changing Atmosphere: Implications for Global Security*, Toronto, Canada, 27-30 juin.
- FITOUSSI J.-R., 1995, *Le débat interdit. Monnaie, Europe, pauvreté*, Arléa, Paris.
- FONTAINE A., 1996, « Faire face à la mondialisation », *Le Monde*, 21 février.
- FORNEL (de) M., 1993, « Les paradoxes du vrai-faux », *Traverses*, n° 8, hiver, pp. 29-39.
- FRANCHE D., 1995, « Généalogie du génocide rwandais. Hutu et Tutsi : Gaulois et Francs ? », *Les Temps Modernes*, n° 582, mai-juin, pp. 1-58.
- FRANCHE D., 1995, « Rwanda : ethnie, razzisme e buona coscienza », *Africa e Mediterraneo*, 2, pp. 43-47.
- GALEANO E., 1996, « Vers une société de l'incommunication », *Internet : l'extase et l'effroi*, coll. Manière de voir, hors série, Le Monde diplomatique, octobre, pp. 78-80.
- GAUTHIER A., 1992, *La trajectoire de la modernité : représentations et images*, PUF, Paris.
- GEORGE P., 1976, *Les migrations internationales*, PUF, Paris.
- GEORGESCU-ROEGEN N., 1995, *La décroissance : entropie-écologie-économie*, Sang de la terre, Paris.
- GODBOUT J.T., 1988, « L'Etat et la société, Les autres ordres spontanés », *Bulletin du MAUSS*, n° 25, pp. 11-40.
- GOMEZ da SILVA J.-C., 1983, « Eux-mêmes, nous autres », *L'Homme*, juillet-septembre, vol. XXIII, pp. 55-80.
- GOODLAND R., DALY H., EL SERAFY S., VON DROSTE B., 1991, *Environmentally Sustainable Economic Development: Building on Brundtland*, UNESCO, Paris.

- GRINEVALD J., 1992, « De Carnot à Gaïa : histoire de l'effet de serre », *La Recherche*, mai, pp. 532-538.
- GRINEVALD I., 1992, « Introduction », *Une planète, un avenir*, Académie nationale des sciences (USA), Sang de la terre, Paris.
- GRINEVALD I., 1991, *Le développement de la crise planétaire et le catastrophisme de l'âge nucléaire : repérages bibliographiques, 1945-1984*, coll. Itinéraires: Notes et travaux, n° 26, IUED, Genève.
- GRINEVALD J., 1990, *The Industrial Revolution and the Earth's Biosphere: a Scientific Awareness in Historical Perspective. Selective Bibliographical Notes*, Swiss Academy of Sciences, ProClim PWS 4, Publ. 90/1, Bern.
- GRINEVALD I., 1990, « L'effet de serre de la Biosphère : de la révolution thermo-industrielle à l'écologie globale », *Stratégies énergétiques. Biosphère et Société*, 1, pp. 9-34.
- GRINEVALD I., 1987, « On a Holistic Concept for Deep and Global Ecology: the Biosphere », *Fundamenta Scientiae*, 8 (2), pp. 197-226.
- HALL S., 1991, « The Local and the Global: Globalisation and Ethnicity » et « Old and New Identities, Old and New Ethnicities », *Culture, Globalization and the World System* (King Anthony D. ed.), Macmillan Education Ltd, London, pp. 19-39 et 41-68.
- HAZAN P. et Y., 1996, *La Suisse des bons sentiments, Voyage en terre d'asile*, Metropolis, Genève.
- HEYWOOD V.H., 1995, *Global Biodiversity Assessment*, UNEP, Cambridge University Press, Cambridge.
- HOVANESSIAN M. et QUIMINAL C., 1995, « Introduction », *Les territoires de l'altérité*, coll. Journal des anthropologues, n° 59, hiver, pp. 11-13.
- HULOT N., 1989, *Les chemins de traverse*, J.-C. Lattès, Paris.
- HUNTINGTON S.P., 1994, « Le choc des civilisations ? », *Commentaire*, n° 66, été, pp. 238-252.
- HUTCHINSON G.E. et al., 1970, *The Biosphere*, A Scientific American Book, Freeman, San Francisco.
- Internet : l'extase et l'effroi*, 1996, coll. Manière de voir, hors série, Le Monde diplomatique, Paris, octobre.
- JÄGER X, FERGUSON H.L., 1991, *Climate Change: Science, Impacts and Policy. Proceedings of the Second World Climate Conference*, WMO, UNEP, UNESCO, IOC, FAO, ICSU, Cambridge University Press, Cambridge.
- JOLIVAT B., 1995, *La réalité virtuelle*, coll. Que Sais-je ?, PUF, Paris.
- JOSEPH L.E., 1990, *Gaia : The Growth of an Idea*, St Martin's Press, New York.
- KAUFMAN D.G., FRANZ CM., 1993, *Biosphere 2000: Protecting Our Global Environment*, Harper Collins College Publishers, New York.
- KRISHNAN R., HARRIS J.M., GOODWIN N.R., 1995, *A Survey of Ecological Economics*, Island Press, Washington D.C.
- LA BAUME (de) R., BERTOLUS J.-J., 1995, *Les nouveaux maîtres du monde*, Belfond Paris.
- LAIDI Z., 1995, *Un monde privé de sens*, Fayard, Paris.
- LATOUCHE S., 1989, « L'occidentalisation du monde », *La Découverte*, Paris.
- LAVAL G., 1995, *Malaise dans la pensée*, Publisud, Paris.
- LEBEAU A., 1986, *L'espace en héritage*, Editions Odile Jacob, Le Seuil, Paris.
- LEGENDRE P., 1982, *Paroles poétiques échappées du texte : Leçons sur la communication industrielle*, Le Seuil, Paris.
- LOVELOCK J., 1990, *Les Ages de Gaia*, Robert Laffont, Paris.
- LÉVI-STRAUSS C. (dir.), *L'identité*, 1977, coll. Figures, Grasset, Paris.

- LÉVI-STRAUSS C., 1973 [1952], « Race et Histoire », *Le racisme devant la science*, UNESCO, Paris, pp. 9-49.
- LÉVY P., 1996, « L'Universel sans totalité », *La passion des idées*, coll. Magazine littéraire, hors série, pp. 116-119.
- LÉVY P., 1994, *L'intelligence collective : pour une anthropologie du cyberspace*, La Découverte, Paris.
- MALONE T., ROEDERER X, 1985, *Global Change*, ICSU Press, Cambridge University Press, Cambridge.
- MARTI U, 1996, « De l'usage de la démocratie directe en Suisse », *Le Monde diplomatique*, septembre.
- MEADOWS D.H., MEADOWS D.L., RANDERS J., 1992, *Beyond the Limits: Confronting Global Collapse, Envisioning a Sustainable Future*, Post Mills, Vermont, Chelsea Green Publishing Company.
- MIGNOT-LEFEBVRE Y, 1994, « Technologies de communication et d'information au Sud : une mondialisation forcée », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXV, n° 138, avril-juin.
- MOLNAR T., 1967, *L'utopie, éternelle hérésie*, Editions Beauchesne, Paris.
- MONGIN O., 1996, « A qui profite la grille culturaliste ? », *Esprit*, avril, pp. 34-35.
- MONNIER L., 1994, « Images de violence et péril pour l'asile en Suisse », *Asile, violence, exclusion en Europe* (Caloz-Tschopp M.-C., Clévenot A., Tschopp M.-P., dir.), Cahiers de la section des sciences de l'éducation et Groupe de Genève « Violence et droit d'asile en Europe », Genève, pp. 263-272.
- MORIN E., KERN A.-B., 1993, *Terre-patrie*, Le Seuil, Paris.
- MUNGALL C, MCLAREN D.J., 1990, *La Terre en péril*, Société royale du Canada, Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa.
- NECKER L., 1995, *La mosaïque genevoise, modèle de pluriculturalisme*, Edit. Zoé, Genève.
- NEL N., 1996, « Les régimes scopiques : essai de typologie », *Réalités de l'image, images de la réalité*, coll. Revue interdisciplinaire de recherches sur l'image, n° 1, L'Harmattan, Paris, mars, pp. 44-60.
- NEUBERT D., 1996, « Westliche politische Ideen und deren Verwirklichung in Afrika. Demokratisierung und Menschenrechte in Kenia und Ruanda », *Peripherie*, Münster, pp. 43-64.
- NEWBURY C., 1978, « Ethnicity in Rwanda: the Case of Kinyaga », *Africa*, n° 48, pp. 17-29.
- Notre avenir à tous*, 1988, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Les Editions du Fleuve, Montréal.
- NOVEMBER A., 1996, « Emploi contre travail », *L'économie à la recherche du développement* (Comeliau Christian, dir.), coll. Nouveaux Cahiers de l'IUED, n° 5, IUED/Genève, PUF/Paris, pp. 97-111.
- ODUM E.P., 1993 [1989], *Ecology and Our Endangered Life-Support Systems*, Sunderland Mass., Sinauer Associates.
- PERROT M.-D. (dir.), 1994, *Dérives humanitaires, Etats d'urgence et droit d'ingérence*, Collection Nouveaux Cahiers de l'IUED, n° 1, IUED/Genève, PUF/Paris.
- PERROT M.-D., 1994, « A propos du culturalisme, du super-flou au superflu ? », *La culture otage du développement ?* (Rist G., dir.), coll. L'Homme et la Société, L'Harmattan, Paris, pp. 31-48.
- POLIAKOV L., 1994 [1971], *Le mythe aryen*, Pocket, Paris.
- POLUNIN N. et GRINEVALD I., 1988, « Vernadsky and Biospherical Ecology », *Environmental Conservation*, 15(2), pp. 117-122.
- POUTIGNAT P. et STREIFF-FENART J., 1995, *Théories de l'ethnicité*, coll. Le sociologue, PUF, Paris.
- QUÉAU P., 1993, *Le virtuel : vertus et vertiges*, Ed. Champ Vallon, Seyssel.
- QUIMINAL C, 1995, « La famille soninké en France », *Hommes et migrations*, n° 1185, mars, pp. 26-31.
- RAMBLER M.B., MARGULIS L., FESTER R., 1989, *Global Ecology: Towards a Science of the Biosphere*, Academic Press, Boston.

- RAMONET I., 1996, « Changer d'ère », *Internet : l'extase et l'effroi*, coll. Manière de voir, hors série, Le Monde diplomatique, octobre, pp. 6-7.
- RASOOL I., 1993, *Système Terre*, coll. Dominos, Flammarion, Paris.
- RENS I. et al., 1993, « L'explosion démographique contre le développement durable », *Stratégies énergétiques, Biosphère et société, 1993-1994*, Editions Médecine et Hygiène, Genève.
- RICH B., 1994, *Mortgaging the Earth: The World Bank, Environmental Impoverishment and the Crisis of Development*, Earthscan, London.
- RIFKIN I., 1991, *Biosphere Politics: A New Consciousness for a New Century*, Crown Publishers, New York.
- RIST G., 1996, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, coll. Références inédites, Presses de Sciences Po, Paris.
- ROSSET C., 1986 [1973], *L'anti-nature, Eléments pour une philosophie tragique*, coll. Quadrige, PUF, Paris.
- ROUSSEL Y., 1995, « Le mouvement homosexuel français face aux stratégies identitaires », *Les Temps Modernes*, n° 582, mai-juin, pp. 85-108.
- ROY O., 1996, « Le néo-fondamentalisme islamique et l'imaginaire de l'oum-mah », *Esprit*, avril, pp. 80-107.
- RUMIYA I., 1992, *Le Rwanda sous le régime du mandat belge (1916-1931)*, L'Harmattan, Paris.
- SACHS W., 1993, *Global Ecology: A New Arena of Political Conflict*, Zed Books, Londres.
- SALAMÉ G., 1996, *Appels d'empire, Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Fayard, Paris.
- SAUVAGEOT A., 1994, *Voires et savoirs : esquisse d'une sociologie du regard*, PUF, Paris.
- SHELL J., 1982, *Le destin de la Terre*, Albin Michel, Paris.
- SERRES M., 1994, *Atlas*, Julliard Paris.
- SHAYEGAN D., 1996, « Le choc des civilisations », *Esprit*, avril, p. 38-53.
- SOCOLOW R. et al., 1994, *Industrial Ecology and Global Change*, Cambridge University Press, Cambridge.
- SOUTHWICK CH., *Global Ecology*, Sinauer Associates, Sunderland Mass., 1985.
- Stratégie mondiale de la biodiversité : propositions pour la sauvegarde, l'étude, et l'utilisation durable et équitable des ressources biotiques de la planète*, 1994 [1992], WRI, IUCN, UNEP, bureau des ressources génétiques et Comité français pour l'IUCN, Paris.
- TAFELMACHER C., 1996, « Réfugiés de la violence - Quelle protection ? », *Vivre ensemble*, n° 59, pp. 6-7.
- TAFELMACHER C., 1995, *Assignation, armée, arrêtés fédéraux urgents : émergence d'un Etat social autoritaire*, ronéot, Lausanne, novembre (version anglaise : « The Rise of the Authoritarian Welfare State », 1996, *Fortress Europe ?*, n° 4, juin, pp. 12-15).
- THUILLIER P., 1995, *La grande implosion : rapport sur l'effondrement de l'Occident 1999-2002*, Fayard, Paris.
- Sauver la planète : Stratégie pour l'avenir de la vie*, 1991, UICN, PNUE, WWF, Gland.
- VARGA LLOSA M., 1996, « Les immigrés, bénédiction des pays riches », *Le Monde*, 6 septembre.
- VIDAL C., 1985, « Situations ethniques au Rwanda », *Au cœur de l'ethnie* (Amselle J.-L. et M'Bokolo E., dir.), La Découverte, Paris, pp. 167-184.
- VIRILIO P., 1996, *Cybermonde, La politique du pire. Conversations pour demain*, Textuel, Paris.
- VIRILIO P., 1995, *La vitesse de libération*, Galilée, Paris.

Liste des auteurs

- 1 **JACQUES ATTALI** Ecrivain ; Paris
- 2 **JORDAN BOJILOV** Ecrivain et producteur de films ; Genève
- 3 **CHRISTIAN CORMINBOEUF** Informaticien ; chargé d'enseignement, IUED, Genève
- 4 **BERNARD CRETТАZ** Sociologue ; conservateur du département Europe du Musée d'ethnographie, Genève
- 5 **YWAN DROZ** Anthropologue ; assistant, IUED, Genève
- 6 **DOMINIQUE FRANCHE** Géographe ; attaché scientifique, Institut Pierre-Mendès-France, Paris
- 7 **CHRISTOPHE GALLAZ** Journaliste ; Lausanne
- 8 **JACQUES GRINEVALD** Philosophe des sciences ; chargé de cours, IUED et Université, Genève
- 9 **CLAUDE MONNIER** Journaliste ; rédacteur en chef, *Le Temps stratégique*, Genève
- 10 **LAURENT MONNIER** Sociologue ; chargé de cours, IUED, Genève
- 11 **MARIE-DOMINIQUE PERROT** Politologue ; chargée de cours, IUED, Genève
- 12 **GILBERT RIST** Politologue ; professeur, IUED, Genève
- 13 **CATHERINE SCHÜMPERLI YOUNOSSIAN** Politologue ; chargée de recherche, IUED, Genève
- 14 **CORINNE THÉVOZ** Géographe ; assistante, Institut de géographie de l'Université de Lausanne, Lausanne
- 15 **ARLETTE ZIEGLER** Genève